

guide du municipalisme

Barcelona En Comú
avec Debbie Bookchin et Ada Colau

GUIDE DU MUNICIPALISME

Préface d'Elisabeth Dau et de Charlotte Marchandise

Traduit de l'espagnol par Nathalie Cooren

ÉDITIONS Charles Léopold Mayer

38 rue Saint-Sabin 75011 Paris/France
www.eclm.fr

Maison d'édition de la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH), les **Éditions Charles Léopold Mayer** (ECLM) publient des ouvrages sur la transition écologique, économique et sociale. Elles accompagnent les acteurs de la transition afin qu'ils puissent développer, mettre en forme et diffuser leur plaidoyer par l'intermédiaire du livre. Association française à but non lucratif, les ECLM existent depuis 1995 et disposent de plus de 400 titres à leur catalogue. Elles publient aujourd'hui une dizaine de titres par an.

Les ECLM sont membres de la Coredem (communauté de sites ressources pour une démocratie mondiale : www.coredem.info) et de l'Alliance internationale des éditeurs indépendants (www.alliance-editeurs.org).

Vous trouverez des compléments à cet ouvrage sur le site de la maison d'édition : www.eclm.fr

Barcelona En Comú (« **Barcelone en commun** »), initialement Guanyem Barcelona (« Gagnons Barcelone ») est une plateforme citoyenne qui s'est constituée en parti politique par la confluence de plusieurs forces sociales et politiques (notamment la gauche radicale et écologiste) afin de se présenter aux élections municipales de 2015 à Barcelone (Espagne). La militante **Ada Colau**, ancienne porte-parole de la Plataforma de Afectados por la Hipoteca (Plateforme des victimes du crédit hypothécaire) dont elle fut l'une des principales fondatrices, est l'actuelle mairesse de la capitale catalane.

© Éditions Charles Léopold Mayer, novembre 2019

DD n° 242

ISBN : 978-2-84377-225-2

Mise en pages : La petite Manufacture – Delphine Mary

Conception graphique : Nicolas Pruvost

Paru en Espagne en 2018 sous le titre *Ciudades sin miedo: Guía del movimiento municipalista global*

© 2018 Associatió Municipalista, Barcelone

Les partenaires

Le **Mouvement Utopia** est une association d'éducation populaire qui œuvre à l'élaboration d'un projet de société « solidaire, écologiquement soutenable et convivial » en établissant des ponts entre la société civile, les mondes politique, académique, culturel et les citoyen-ne-s engagé-e-s.

Pour en savoir plus: <https://mouvementutopia.org>

CommonsPolis est un Think&Do Tank européen qui a pour mission de renforcer les alternatives du municipalisme, des communs et des transitions pour construire des réponses à la crise systémique autour des notions de diversité, de radicalité démocratique, ainsi que du respect des droits humains et de la nature.

Pour en savoir plus: <https://commonspolis.org>

SOMMAIRE

Préface	9
<i>Elisabeth Dau et Charlotte Marchandise</i>	
Prologue - Nous vivons un moment exceptionnel de l'histoire	23
<i>Yayo Herrero</i>	
Introduction - CE N'EST QUE LE DEBUT	27
<i>Gerardo Pisarello et la Commission internationale de Barcelona En Comú</i>	
Première partie - QU'EST-CE QUE LE MUNICIPALISME ?	33
Chapitre 1 - L'avenir que nous méritons	35
<i>Debbie Bookchin</i>	
Chapitre 2 - La tranchée de la proximité	39
<i>Iago Martínez</i>	
Chapitre 3 - La nouvelle vie qui commence au sein du territoire	43
<i>Jorge Sharp</i>	
Chapitre 4 - Féminiser la politique à travers le municipalisme	47
<i>Laura Pérez</i>	
Chapitre 5 - Défier l'extrême droite : personnes courageuses, villes courageuses	51
<i>Fátima Taleb</i>	
Deuxième partie - OUTILS ORGANISATIONNELS	57
Chapitre 1 - Comment présenter une candidature municipaliste participative	59
<i>Kate Shea Baird, Claudia Delso et Manuela Zechner</i>	
Chapitre 2 - Code éthique et financements	67
<i>Xavi Ferrer, Susi Capella, Pantxo Ramas et Yolanda Sánchez</i>	
Chapitre 3 - Organisation d'une plateforme municipaliste : structure et confluence	75
<i>Marta Junqué, Caren Tepp et Mariano Fernández</i>	
Chapitre 4 - La communication au service du changement municipaliste	83
<i>Adrià Rodríguez et Alejandra Calvo</i>	

Chapitre 5 - Le municipalisme dans les petites villes et les zones rurales	91
<i>Jean Boulton, Mercè Amich Vidal et Laura Bergés</i>	
Chapitre 6 - Créer des institutions non étatiques	99
<i>Rocio Novello, Sinam Mohammad et Kevin Buckland</i>	
Troisième partie - POLITIQUES PUBLIQUES TRANSFORMATRICES	107
Chapitre 1 - Démocratie radicale au sein de la mairie	109
<i>Laura Roth, Brad Lander et Gala Pin</i>	
Chapitre 2 - L'espace public	117
<i>Ana Méndez, Iva Marcetic, Ksenija Radovanovic et Raquel Rolnik</i>	
Chapitre 3 - Logement, gentrification et tourisme	123
<i>Paula Marqués, Chloe Eudaly et Vanessa Valiño</i>	
Chapitre 4 - Biens communs	131
<i>Laia Forné, Giuseppe Micciarelli et Iolanda Fresnillo</i>	
Chapitre 5 - Mobilité et pollution	137
<i>César Ochoa, Andrea Reimer, Francesco Lucca Bassile et Amaranta Herrero</i>	
Chapitre 6 - La remunicipalisation des services de base	143
<i>Moises Subirana, Claire Roumet et Olivier Petitjean</i>	
Chapitre 7 - Transparence et lutte contre la corruption	149
<i>Fèlix Beltran, Anxela Iglesias García et Jordi Molina</i>	
Chapitre 8 - Des économies tournées vers le bien commun	155
<i>Tània Corrons, Isabel Álvarez et David Fernández</i>	
Chapitre 9 - Les villes refuge	161
<i>Bue Hansen, Anna Rius, Ignasi Calbó et Céline Gagne</i>	
Épilogue - Transformer la peur en espoir	169
<i>Ada Colau</i>	
CARTE MUNICIPALISTE MONDIALE	173
Répertoire des 50 principales plateformes municipales dans le monde	176
Remerciements	227

Préface

*Elisabeth Dau – Mouvement Utopia & CommonsPolis et
Charlotte Marchandise – Maire adjointe à Rennes et candidate citoyenne
à l'élection présidentielle en 2017 (LaPrimaire.org)*

Inventer une nouvelle façon de faire de la politique dans laquelle les habitantes et les habitants sont au cœur des villes et des villages pour décider ensemble d'un futur meilleur et transformer la peur en espérance... Voici, en substance, ce qu'ont affirmé plus de 180 municipalités pour la première rencontre des « Villes Sans Peur » (*Fearless Cities*) qui s'est tenue à Barcelone en juin 2017. Ces villes et ces villages ont clamé que le pouvoir politique en commun est une alternative crédible, partout dans le monde. Cette proclamation, qui s'est inspirée d'expérimentations sur plusieurs continents, est celle des 700 participants venus de plus de 40 pays pour témoigner de cette « démocratie du proche¹ ».

UNE DÉCENNIE PIVOT

Cette rencontre était à l'initiative de la plateforme citoyenne Barcelona En Comú, sortie victorieuse des élections municipales espagnoles de 2015. Cette année-là, la mouvance municipaliste a déferlé dans toute la péninsule ibérique, avec ses « mairies rebelles » de Madrid à La Corogne, en passant par Saragosse ou Saint-Jacques-de-Compostelle². Si le municipalisme s'inscrit dans une histoire plus longue, initiée dès la Grèce antique, ponctuée de nombreux moments clés – notamment la Commune de Paris –, la dernière décennie marque un tournant majeur, tant elle est liée au contexte social, économique et également culturel et international.

À partir de 2007 et de l'explosion de la bulle spéculative liée aux *subprimes*, des crises internationales, nationales et locales se sont combinées. La crise financière, ainsi que celles des politiques d'austérité, de la question migratoire, des scandales liés à la corruption, de la restriction des espaces démocratiques, de l'urgence climatique et des inégalités croissantes ont touché les populations dans leurs quotidiens. Confirmant l'éloignement toujours plus grand des habitants vis-à-vis des centres de décision, elles ont

1. Nicolas Mathey, « La démocratie commence par le proche », *L'Humanité*, 8 décembre 2016, à propos de Ludovic Lamant, *Squatter le pouvoir. Les mairies rebelles d'Espagne*, Lux Éditeur, 2016.

2. *L'Atlas del Cambio* (« Atlas du changement ») est un projet collaboratif qui cartographie les villes municipalistes espagnoles et analyse leurs politiques publiques (participation, écologie urbaine, communs, droit à la ville, etc.).

confirmé une asymétrie du pouvoir, entre une large majorité de « perdants » et une infime minorité de « gagnants ».

À partir de 2010 se sont succédé mobilisations, révoltes et révolutions telles que les Printemps arabes, les Indignés du 15-M (15 mai 2011) espagnol, Occupy Wall Street à New York, Nuit Debout, Notre-Dame-des-Landes ou plus récemment les Gilets Jaunes en France, scandant des slogans tels que *We are the 99%* [« Nous sommes les 99 % »], « Dégage », ¡Democracia Real Ya! [« La vraie démocratie maintenant ! »] ou « Indignez-vous ». Ces luttes contre les impasses du système politique et financier internationalisé se sont progressivement relocalisées autour des places (place Tahrir, la Kasba, Puerta del Sol, place de la République), lieux symboliques de nos cités. Les habitants de ces quartiers, de ces villages et de ces villes ont été touchés par les expulsions liées à la spéculation immobilière (Barcelone, Belgrade), par la pollution de l'air (Pologne), par des services publics défaillants (Jackson, Mississippi, États-Unis) ou leur disparition (Buckfastleigh au Royaume-Uni), par la privatisation de l'énergie (eau, électricité) rendue plus chère ou de piètre qualité (Grenoble, Paris, Bruxelles, Milan, Hambourg), par la crise des déchets (Naples, Valparaíso), par l'incapacité à accueillir dignement des réfugiés (Riace en Italie, Valence en Espagne, New York), par les discriminations quotidiennes et l'arrivée au pouvoir de partis nationalistes ou d'extrême droite (Brésil, États-Unis, Italie, France, Autriche) ou par l'impunité face à la corruption (Europe, Balkans, Brésil). Les victimes de telles politiques et pratiques ont été si nombreuses que les habitants ont rejoint les militants, s'appropriant en quelque sorte ce que Gandhi déclarait : « Tout ce que vous faites pour moi, sans moi, vous le faites contre moi. » Car si ces crises interrogent le rôle de l'État dans sa capacité à gérer de telles urgences, elles montrent aussi la capacité des habitants à reprendre leur vie en main quand la situation politique devient insupportable.

En 2011, lors des manifestations du 15-M en Espagne, Joan Subirats a affirmé qu'« un nouvel agenda politique émerge, lié à l'avenir des jeunes, au quotidien, à l'idée que faire attention aux autres fait partie de la politique³ ». Ces étincelles et cette convergence des luttes ont révélé une capacité créatrice de la société, à même de reconstruire d'autres modalités d'écoute, de coopération, de gouvernance, en somme à bâtir d'autres visions. Ces mouvements ont représenté le vivier de l'émergence du municipalisme comme alternative politique. L'expression des demandes de changement radical a abouti ici et là à l'auto-organisation de personnes au niveau local pour former un terreau de mobilisation, de résistance, de solidarité et de propositions. Les manifestations ont contribué à transformer l'espace public en espace politique. Des candidatures collectives ont émergé pour « gagner les villes ». Après avoir occupé les places, les habitants ont aussi occupé les institutions.

3. Joan Subirats, professeur à l'Université autonome de Barcelone et membre de Barcelona En Comú, dans « Podemos et Barcelona En Comú : les citoyen-ne-s prennent le pouvoir ? », *Médiapart*, 10 février 2017.

Les pratiques des municipalités du changement, telles qu'elles ont émergé entre 2015 et 2019 en Espagne, mais aussi dans d'autres villes d'Europe et dans le monde, ont constitué un véritable « laboratoire » qui a démontré que si les luttes sont locales, la convergence est internationale.

DOCUMENTER LE MUNICIPALISME EN ACTES

Ce *Guide du municipalisme* revient sur ces différentes trajectoires, sur l'inventivité et l'enthousiasme d'un renouveau démocratique qui perfore à la fois la pratique des organisations et la pratique politique. Loin des recettes magiques, ces initiatives témoignent d'une grande diversité et d'une humilité à l'image de leur caractère expérimental. La démarche de cet ouvrage est de documenter et d'inspirer en donnant à voir un « municipalisme en actes » et en constante évolution. Il ne s'agit pas de donner des solutions clés en main, mais de partager les différentes portes d'entrée, les essais, les outils, les réflexions qui ont traversé ces expériences. Les thématiques présentées dans ce guide sont évocatrices de la portée transformatrice d'un tel mouvement : féminisation de la politique, lutte contre l'extrême droite, constitution de codes éthiques, organisation de la confluence politique au sein de plateformes municipalistes, pratiques de démocratie radicale dans les municipalités, politiques publiques pro-communs, remunicipalisation des services de base ou encore villes refuge.

Ces villes incarnent un processus d'émancipation, depuis les individus, en passant par les collectifs, jusqu'aux institutions. Elles interrogent le pouvoir, montrant que celui-ci n'est ni dans la citadelle des mairies ni dans la notabilité des élus. Le pouvoir repose dès lors sur une tension fertile entre une société civile organisée, capable de se constituer en communauté politique, et une institution capable de régulation, refondée dans une démarche ascendante. Entre habitants et institutions se reconstruisent des espaces d'intermédiation, avec les assemblées de quartier ou les plateformes citoyennes, prenant appui sur une éthique politique renouvelée. Dans ces espaces, la conflictualité est reconnue comme élément intrinsèque et positif d'une démocratie radicale.

HÉRITAGES HISTORIQUES, CULTURE ET IMAGINAIRES COLLECTIFS

Ce renouvellement des pratiques est concomitant à un renouvellement des imaginaires collectifs dans la représentation et la pratique du politique. L'ouverture de la rencontre des *Fearless Cities* de 2017 par les deux mairesses de Barcelone (Ada Colau – Barcelona En Comú) et de Madrid (Manuela Carmena – Ahora Madrid) participait de ce mouvement. Ces deux figures féminines ont été portées à la tête des deux plus grandes villes d'Espagne par une volonté et une audace populaires dans un pays marqué durement par l'histoire d'une dictature, à laquelle a récemment succédé une lourde crise économique et sociale, entachée de corruption. Elles dénotaient dans le paysage politique espagnol par leur genre et leur parcours : la première

est une fervente militante défendant les victimes d'expulsions liées à la spéculation immobilière (Plataforma de Afectados por la Hipoteca – PAH) depuis les quartiers populaires de Barcelone; la seconde est une figure de la lutte contre le franquisme et la corruption.

Ces héritages historiques, symboliques et de militance nous rappellent que ces victoires électorales sont le fruit d'un passé, de combats communs (révolutions, dictatures, guerres civiles, lutte contre les discriminations, contre le nationalisme, la défense des droits des minorités, des droits sociaux, etc.). Elles sont également le fruit d'une culture militante et politique liée souvent à l'anarchisme, au syndicalisme, à l'altermondialisme, aux luttes féministes, à la défense du droit à la ville, aux communs urbains ou à l'auto-organisation. Ces racines historiques et ces cultures de résistance touchent, au niveau local, des personnes qui n'ont pas nécessairement de culture politique, associative ou de protestation préalable. C'est bien là tout l'enjeu de la diversité pour les mouvements municipalistes, de sorte que « créer, renouveler et étendre le potentiel politique d'une communauté⁴ », tel que l'affirmait Murray Bookchin⁵ à propos du municipalisme libertaire, ne soit pas à nouveau l'apanage de quelques-uns, mais synonyme d'ouverture et de pluralisme.

LA PROXIMITÉ POUR SE RETROUVER AUTOUR D'OBJECTIFS COMMUNS

La force du niveau local tient dans le fait qu'il est à la fois milieu de vie et de proximité et qu'il est ainsi capable de réunir, de mobiliser et de politiser autour d'objectifs communs visant à améliorer concrètement la vie des habitants. Ainsi dans le village de Celrà (Gérone, Espagne), le bouleversement local lié au triplement de la population en 20 ans et à une forte immigration subsaharienne et d'Europe de l'Est a conduit à un sursaut démocratique autour de l'élection de la liste Candidatura de Unitat Popular⁶. Ce mouvement a permis de renouveler les élus et de répondre aux besoins sociaux, éducatifs, économiques et culturels jusque-là délaissés. À Buckfastleigh (Royaume-Uni), la situation de pauvreté héritée des politiques d'austérité et les très faibles finances publiques du village ont soudé toute une population autour de priorités décidées collectivement et affectées à la résolution des urgences sociales et environnementales.

Cette mobilisation est d'autant plus forte dans les zones rurales où le contact direct est facilité, où l'interconnaissance et, souvent, un sentiment d'appartenance territoriale aident à la mobilisation collective en faveur d'un territoire. Cette réalité résonne fortement dans le contexte français avec, au sein des 36 000 communes, des expériences emblématiques (Saillans, Drôme;

4. Janet Biehl, *Le Municipalisme libertaire. La politique de l'écologie sociale*, Écosociété, 2013.

5. Murray Bookchin est un philosophe américain, théoricien de l'écologie sociale et du municipalisme libertaire. Lire l'article de Debbie Bookchin, dans la première partie.

6. Candidature d'Unité Populaire.

Trémargat, Bretagne). Pourtant, ces échelles de décision et d'action publique se voient menacées par une baisse de leurs dotations (régionales, nationales ou européennes), des transferts de compétences et des regroupements à des niveaux supérieurs (intercommunalité, région, etc.). Autant de réformes qui vont dans le sens d'une centralisation et d'objectifs d'attractivité économique des territoires. Cela renforce la crise démocratique liée à la distanciation entre les habitants et les décideurs. Le sentiment d'abandon et d'impuissance qui s'ensuit fait le jeu des partis nationalistes et extrémistes.

Le municipalisme serait-il un antidote face aux tentations politiques des extrêmes? Recréant du commun et redonnant à chacune, à chacun sa place dans la fabrique du futur, il lutte contre la fragmentation de la société. Il redonne confiance et pouvoir d'agir aux habitants autour d'une éthique politique et d'une radicalité démocratique.

LE PROCESSUS AUTANT QUE LE RÉSULTAT : LA QUALITÉ DÉMOCRATIQUE

Pour radicaliser la démocratie, les initiatives municipalistes ont logiquement débuté leur processus de confluence par la définition collective de leur éthique politique. Les abus et les usages dévoyés du pouvoir, ainsi que l'impunité des élus, du niveau local au plus haut niveau des États, figurent parmi les principales luttes du municipalisme. Les piliers de ce nouveau contrat social et politique sont constitués de nouvelles règles dans la relation entre les habitants et leurs représentants. À travers des chartes et des « codes éthiques » (Barcelone, Valence, La Corogne), les habitants ont posé les bases de nouvelles exigences : plafonnement du montant des indemnités des élus, transparence des agendas de travail, encadrement du conflit d'intérêts pendant et après le mandat électif, indépendance vis-à-vis du financement des banques, etc. Cette éthique vise à mettre fin aux privilèges et à l'élitisme des élus et participe de la reconstruction de la confiance. Elle instaure un principe actif de coresponsabilité entre élus et habitants et emporte plus largement une réflexion tant sur la vivacité du contrôle citoyen dans nos sociétés que sur le rôle et le statut des élus.

Cette éthique politique équilibre les forces, afin que tout pouvoir puisse trouver son contre-pouvoir. « Gouverner en obéissant », intitulé du code éthique de la plateforme citoyenne de Barcelona En Comú, repris de la devise zapatiste [« *Mandar obedeciendo* »], est évocateur de cette recherche au sein du courant municipaliste. Le municipalisme se présente comme un projet politique qui rebat les cartes des formes d'organisation et de pouvoir actuelles basées sur la verticalité, la hiérarchie, la centralisation ou encore le patriarcat. Il induit une autre conception de la posture et du rôle des dirigeants, pour tendre vers des leaders coopératifs dont on reconnaît les qualités (aisance relationnelle ou discursive, charisme) tout en les mettant au service du collectif, sans s'arroger le monopole d'une vision politique ni celui de la décision. Cette position résiste pourtant difficilement aux formes de gouvernement au sein des institutions qui isolent les élus, les conduisent

à décider seuls et rapidement, mettent à mal ces processus d'élaboration collective. Cette démarche se distingue des partis politiques traditionnels « en ne se limitant pas à la performance politique⁷ » et en s'orientant davantage vers la cohérence et l'impact de l'action dans le quotidien des populations. Le processus compte autant que le résultat.

La féminisation de la politique demeure la colonne vertébrale de ce mouvement. Au-delà de la mise en pratique de la parité dans la prise de parole ou la représentation politique, de la reconnaissance de l'expertise d'usage des femmes et de politiques publiques dédiées, de façon plus subtile et plus globale, la féminisation de la politique induit un changement culturel profond, voire une « décolonisation des esprits⁸ ». Il s'agit de changer les pratiques en s'assurant qu'elles soient plus coopératives ou redistributives, en introduisant plus d'écoute, en acceptant les erreurs, en partageant mieux les charges et les responsabilités. L'expérience municipaliste au Rojava (Syrie) en est une illustration singulière dans un contexte de conflit armé, où les femmes ont de fortes responsabilités de commandement au sein de cette province kurde. La parité, la féminisation de la politique et la non-discrimination demeurent des valeurs centrales de leur organisation politique inspirée du confédéralisme démocratique⁹. Elle met à l'agenda et promeut d'autres façons de faire, de sorte que les changements qui étaient jusqu'alors cantonnés à l'espace de vie individuel passent désormais dans l'espace politique en commun. Hommes et femmes sont ainsi coresponsables de cette transformation sociale et culturelle plus profonde. Cette préoccupation pour la qualité des processus et des relations au sein du municipalisme renvoie à cette notion tout aussi centrale du « prendre soin », le *care* anglophone ou le *cuidado* hispanophone. La puissante et touchante décision de Gala Pin (conseillère municipale chargée de la participation et des quartiers à Barcelone) en est une illustration éclairante. Renonçant à briguer un second mandat à l'issue de quatre années intenses à faire tenir la radicalité démocratique au sein de la municipalité du changement barcelonaise, elle déclare : « Quand on gouverne, on ne peut se permettre le luxe de ne plus être capable d'empathie. » Le changement se fait dans les attitudes autant que dans les mentalités, les formes d'organisation ou les institutions.

7. *Municipalismo, autogobierno y contrapoder (MAC3) 12-15 octobre 2017*, Compte rendu commun Mouvement Utopia-CommonsPolis-Institut de recherche et débat sur la gouvernance, décembre 2017, Paris.

8. Angela María Osorio Méndez (Asilo - Naples, Italie), *Feminisation of politics: equality is much more than quota*, *Fearless Cities* de Belgrade (Serbie), 7-9 juin 2019.

9. Le confédéralisme démocratique a été théorisé par Abdullah Öcalan (Parti des travailleurs du Kurdistan) après avoir été fortement inspiré par la pensée du municipalisme libertaire de Murray Bookchin avec lequel il a échangé pendant de nombreuses années.

DE NOUVELLES FAÇONS DE FAIRE DE LA POLITIQUE : LA RADICALITÉ DÉMOCRATIQUE

La radicalité démocratique est à entendre ici étymologiquement, comme l'invitation à retrouver la racine, l'essence de la démocratie. Elle s'oppose à l'idée de l'extrémisme ou du dogmatisme. Revisitant une démocratie représentative à bout de souffle, elle y introduit plus de démocratie directe et délibérative. Elle réaffirme que la démocratie suppose un apprentissage continu et que l'échelon local constitue une base propice à l'exercice d'une citoyenneté active pour passer du « je » au « nous ».

Remettre les habitantes et les habitants au cœur de la décision repose sur un jeu de double tension entre l'extérieur et l'intérieur de l'institution municipale. Ces mouvements municipalistes montrent que le pouvoir politique ne se trouve pas seulement dans les murs des institutions, mais aussi dans les interstices entre les champs social, politique et institutionnel et l'articulation entre ces derniers. Il se situe au point de rencontre entre la société et sa capacité à exercer une tension constructive sur les responsables institutionnels et politiques. Il dépend également, en retour, de la capacité de ces derniers à réguler et à traduire cela en politiques publiques. La vitalité de la démocratie ne repose pas seulement sur les qualités des élus, mais tout autant sur la capacité d'initiative citoyenne, la vitalité des contre-pouvoirs, la densité du milieu associatif, la qualité de l'enseignement, la solidarité, le pluralisme, la confiance et la paix sociale. Aujourd'hui, les sociétés semblent avoir un temps d'avance sur les institutions. L'auto-organisation qu'elles revendiquent au sein du courant municipaliste prouve combien elles sont capables de s'auto-saisir de l'intérêt général, de créer, de formuler de nouvelles hypothèses, de coopérer, d'expérimenter, de mettre en place des solutions, y compris dans l'urgence. Les exemples en témoignent à travers les réponses construites face aux expulsions hypothécaires, au délit de solidarité ou à la préservation de communs urbains. Dans ce « jardin démocratique » germe la force d'un pouvoir politique en commun. Ada Colau, la mairesse de Barcelone, explique lumineusement que le municipalisme renouvelle les formes et les façons de faire de la politique « en ayant un pied dans l'institution et des milliers en dehors ». L'enjeu consiste donc à identifier les signaux faibles et l'innovation sociale et à les traduire en action publique. Le renouvellement des espaces d'intermédiation démocratique est ainsi essentiel pour permettre cette articulation positive.

Le rôle traditionnel des partis politiques, des syndicats, des associations n'a pas été épargné par cette crise profonde de la représentation. Progressivement distanciés de leurs bases sociales, de leurs réalités et urgences, ils n'ont plus su les relayer dans l'institutionnel, de sorte que ces demandes sociales n'ont jamais été traduites en réponses et politiques publiques. Le municipalisme propose à cet endroit un renouvellement des « corps intermédiaires » et des formes d'organisation politique. Pour ce faire, les plateformes citoyennes ont été créées, telles celles de Barcelona

En Comú, Ahora Madrid, Marea Atlántica en Espagne, Zagreb je NAŠ!¹⁰ en Croatie, Ne da(vi)mo Beograd¹¹ en Serbie, Cambiamo Messina dal Basso en Italie, Richmond Progressive Alliance (Californie), People's Assembly (Jackson, Mississipi) aux États-Unis, etc. Elles sont les lieux de l'information, de la rencontre des idées et des points de vue, de la construction du réseau et de la « confluence ». Elles permettent de gérer la conflictualité sociale et celle des débats. Reconnaissant que le désaccord peut être une vertu de la démocratie, et même un signe positif de sa vitalité, de nouvelles méthodologies de dialogues et d'intelligence collective se mettent en place, permettant de passer de positions multiples voire antagonistes, à la formulation de visions partagées. Ces plateformes construisent également la confluence politique en laissant tomber les étiquettes politiques pour construire un projet commun sur le territoire. Cela n'est d'ailleurs pas sans difficulté tant ces nouvelles formes de faire la politique se heurtent aux logiques traditionnelles des appareils politiques, à l'éclatement des forces radicales de gauche et à la montée de l'extrême droite. Par la suite, elles deviennent le lieu de l'explication des réalités locales et de la complexité de l'action publique, du débat et de la transparence de l'exercice du pouvoir politique.

À ces espaces d'intermédiation s'ajoute le déploiement d'énormes efforts et moyens (humains, technologiques, financiers, temporels) pour permettre ces va-et-vient fertiles. La démocratie et nos futurs méritent et nécessitent de telles ressources. L'ouverture de nombreux espaces-temps de coconstruction démocratique a vocation à impliquer un public plus large. L'enjeu est de dépasser les 15 à 20% de participation de personnes de la ville, du quartier. Il s'agit aussi d'aller chercher la participation des femmes, des travailleurs, des invisibles ou encore des jeunes. À ce titre, cette culture démocratique se doit d'inclure et d'apprendre d'une génération qui se mobilise de plus en plus pour son futur, comme en témoignent les manifestations des jeunes pour le climat. En termes d'outillage, le renfort du numérique (technologies civiques ouvertes) permet d'expérimenter l'utilisation d'outils collaboratifs, avec l'exemple des plateformes Decidim. Ainsi, la crédibilité de ces mouvements implique de « laisser toutes les portes ouvertes », de diversifier les supports de communication (papier, numérique, présentiel, médias et réseaux sociaux), d'adapter les horaires des réunions (en soirée, les week-ends) et de permettre la garde des enfants lors de ces temps. Cela ne s'improvise ni ne se décrète. Des formations sont essentielles pour mettre en place des méthodologies d'intelligence collective et de gouvernance partagée et permettre que l'animation des temps de réunion soit au service d'une prise de parole et d'une contribution de tou-te-s à la réflexion et à la décision, moins majoritaire et plus qualitative ou consentie.

10. Zagreb je NAŠ! [« Zagreb NOUS appartient ! »].

11. Ne da(vi)mo Beograd [« Ne laissez pas Belgrade tomber/se noyer »].

La décision n'est plus le début, mais l'aboutissement d'un processus collectif, documenté, débattu et arbitré qui amène à une montée en compétences conjointe des habitants, élus et agents publics territoriaux. La gouvernance participative et collégiale du village français de Saillans est inspirante à ce titre. Elle met en place un pouvoir partagé entre des élus qui, par exemple, « se répartissent entre eux leurs compétences et indemnités de fonction, travaillent en binôme, associent les habitants à la préparation, au suivi et à la mise en œuvre de projets ». Les budgets participatifs ouvrent également des dispositifs de participation plus directe des habitants dans l'utilisation d'une partie des budgets d'investissement des municipalités. Les habitants ont donc une place permanente dans la vie démocratique au-delà du temps de l'élection. Ils sont à la source de l'identification des besoins, des priorités d'action et jouent un rôle fondamental dans la maturation des processus décisionnels. Cela s'accompagne de pédagogie pour permettre la lisibilité de l'action publique, des choix, des outils, des temporalités, des compétences, des limites aussi de l'échelon municipal. « Expliquez pour chaque centime quelle en sera la finalité », nous disait Pam Barret, mairesse de Buckfastleigh lors du *Fearless Cities* de Barcelone en 2017. Dans la même lignée, le site Internet « Où vont mes impôts ? » de la municipalité de Torrelodones¹² donne à voir clairement et facilement l'affectation des différentes dépenses publiques et leur évolution dans le temps.

La qualité de l'exercice du pouvoir politique dépend donc de la qualité de tout l'écosystème démocratique, y compris hors de l'institution. Lors du récent *Fearless Cities* à Belgrade¹³, Mauro Pinto (Massa Critica, Naples) invitait à ce qu'« aujourd'hui le problème ne soit plus seulement de perdre (ou de gagner) les élections », mais de travailler au « comment » : comment mieux connecter les mouvements sociaux avec les institutions locales, comment ne pas perdre de l'énergie, comment lutter contre le populisme, comment trouver un espace dans la stratégie politique générale, comment rendre « désirable » le projet municipaliste. Comment, également, trouver la capacité de renouveler les structures et les pratiques de l'administration municipale.

DE NOUVELLES INSTITUTIONS POUR GÉRER EN COMMUN

Un changement à l'intérieur de l'institution est-il encore possible ? Comment se préparer à gouverner en s'appuyant sur une administration à la culture parfois inverse à celle promue par le municipalisme ?

Lors du *Fearless Cities* de 2017, les témoignages des personnes qui ont été élues à la suite de candidatures municipalistes ont souligné tout d'abord le « choc » de cette découverte du fonctionnement institutionnel et administratif des mairies. Ces nouveaux politiques ont des trajectoires de vie bien

12. <https://presupuestos.torrelodones.es/en>

13. Belgrade *Fearless Cities*, 7-8-9 juin 2019.

différentes de celles des politiciens professionnels. Comment passer de l'activisme à la gestion publique pour ceux qui n'appartiennent pas forcément à une élite politique, intellectuelle ou économique, familière des rouages du pouvoir ou de la complexité de l'action publique ? Cette « inexpérience institutionnelle » requiert un temps d'adaptation qui peut prendre de longs mois voire plusieurs années, laissant dans les mains des agents publics territoriaux une grande partie de la conduite de l'action publique. Ces nouveaux élus ont besoin de la comprendre et d'y trouver leur place. Cela soulève un enjeu de formation et d'accompagnement des nouveaux et des futurs élus, afin d'anticiper ces étapes. Il s'agit d'un véritable parcours, d'une immersion dans un monde administratif qui est souvent pétri d'une longue tradition hiérarchique et de verticalité, qui a traversé l'histoire des pays et qui est à la fois gage de continuité du service public comme d'inertie profonde. Ce rapport à l'administration a été un enjeu très important pour les nouveaux édiles municipalistes. Perçue par certains comme un « monstre » aux carcans inextricables, l'administration a pu représenter un ennemi de l'intérieur, avec lequel il a fallu malgré tout œuvrer pendant la mandature.

Les débats du *Fearless Cities* de 2017 soulevaient déjà la nécessité de remettre les municipalités dans leur mission de service au public, à savoir « faire en sorte que les politiques publiques locales répondent aux besoins des populations ». Mercé Amich Vidal (Celrà) avait ainsi déclaré : « Il y a besoin de créer de nouvelles formes d'institutions pour gérer en commun, des institutions au service des gens. » Ce constat fut lui aussi partagé en 2018 par les municipalités espagnoles lors du Muncilab¹⁴ où fut mis en lumière le fait que, dans des villes telles que Madrid, un combat quotidien est à l'œuvre pour passer à une culture de travail de l'administration plus coopérative. À Barcelone, l'accent a été porté sur l'effort de remettre l'intérêt général et l'universalité des services publics au cœur des fonctionnements administratifs, entre autres avec l'appui des nouvelles technologies en faveur d'une meilleure transversalité entre services et politiques publiques. À La Corogne, les élus de Marea Atlántica ont travaillé sur le renouvellement de la relation plus directe entre les agents de l'administration et les habitants, *via* des ateliers de travail citoyens, des travaux de pair à pair entre fonctionnaires ou encore, en apprenant des structures qui sont déjà dans ce lien direct avec les habitants (bibliothèques, centres civiques). La routine administrative s'est trouvée bouleversée par l'introduction de la participation citoyenne active, dans le frottement entre les cultures militantes et administratives et la mise en place de processus de coproduction de l'action publique avec les habitants. La refondation administrative et institutionnelle s'est orchestrée à travers la reconfiguration des organigrammes et la modification du rôle des agents dans leur relation aux habitants ou à des élus plus animateurs que décideurs. Gala Pin (Barcelone) insistait sur la dimension systémique

14. Muncilab, 26-27 octobre 2018, Barcelone.

de tels changements, qui impactent la mentalité et la culture, non seulement des techniciens, mais aussi de la communauté tout entière, habitants et élus compris. Face à ce vent de démocratie locale et radicale qui souffle sur les territoires, l'adaptation du cadre légal des collectivités locales est devenue une urgence pour permettre la résilience des structures administratives face à des enjeux sociaux, démocratiques et écologiques inégalés.

UN MOUVEMENT INTERNATIONAL ET TRANSLOCAL MIS AU DÉFI DE LA NORMATIVITÉ

Ces enjeux de normativité renvoient également à des enjeux de compétences et d'échelles de décision. Le municipalisme prend sa source dans la proximité du niveau local, mais il n'est pas un mouvement localiste. Il se construit à partir de petites entités que sont les villages, de zones plus urbaines que sont les villes, tout en renvoyant résolument à nos interdépendances avec d'autres villes, d'autres pays, d'autres réalités dans le monde. Le municipalisme se dresse contre l'impasse actuelle des États-nations et les représentations matérielles et symboliques de la culture des frontières. Il reconstruit de nouvelles identités collectives, locales et translocales. La pensée du municipalisme libertaire renvoie à son organisation au sein d'un système de confédéralisme démocratique qui reconnaît le besoin de mettre en réseau et d'articuler différents échelons locaux. Les combats à l'œuvre au niveau local le sont tout autant en résistance à des problématiques locales qu'en réponse à des désordres plus globalisés.

« David contre Goliath » est une référence qui a été souvent employée pour évoquer les décisions locales prises par des villes telles qu'Amsterdam, Barcelone, Berlin, Bordeaux, Bruxelles, Cracovie, Munich, Paris, Valence (Espagne) et Vienne (Autriche)¹⁵ qui voient leurs centres-villes soumis à la spéculation immobilière pour alimenter un tourisme de masse et à la gentrification expulsant les habitants vers les périphéries. Le combat de ces dix villes engagées à l'encontre de la société Airbnb en est une très bonne illustration. Il montre leur ténacité à légiférer localement, en l'absence pour l'instant de réglementations nationales et européennes protectrices pour réaffirmer le droit au logement, à la ville, à l'habiter et pas seulement la consommer. Cela a conduit le géant de la location à saisir les instances européennes pour y mettre fin, mettant ces mêmes autorités européennes dans la position de fragiliser un peu plus les habitants et les villes face au profit. Ces luttes contre les excès de certaines puissances économiques et leurs injustices se retrouvent dans d'autres combats municipaux, comme à Grenoble (France) face à l'affichage publicitaire, ou encore celui mené par la plateforme Ne da(vi)mo Beograd en Serbie face au titanique projet commercial Waterfront ou encore de toutes

15. "Ten cities ask EU for help to fight Airbnb expansion", *The Guardian*, 20 juin 2019, https://amp.theguardian.com/cities/2019/jun/20/ten-cities-ask-eu-for-help-to-fight-airbnb-expansion?_twitter_impression=true

les tentatives de remunicipalisation des énergies. L'initiative « Municipalize Europe » a réuni à l'automne 2018 des représentants de plateformes municipalistes d'Espagne, d'Italie, des Pays-Bas et de France pour porter à l'échelle européenne des propositions et lutter contre les directives européennes ou les législations nationales contraires.

Il faut aussi mentionner le courage de tous les habitants et élus qui ont œuvré à l'hospitalité des réfugiés depuis les côtes méditerranéennes, les villages d'Italie, les montagnes des Alpes, l'accueil de l'*Aquarius* à Valence en Espagne (juin 2019). Là aussi, ce sont les villes et les villages, des municipalités qui sortent de leurs compétences pour outrepasser les politiques migratoires et trouver des réponses dignes et humaines face à l'urgence humanitaire et à l'impasse politique, nationale et européenne. Cette lutte est internationale à travers les réseaux de villes accueillantes (villes refuge, villes sans peur, ANVITA¹⁶).

Le réseau des « Villes Sans Peur » structure un mouvement municipaliste international et translocal, avec sept rencontres organisées à travers le monde (Barcelone, New York, Varsovie, Bruxelles, Valparaíso, Naples, Belgrade). Elles réunissent à chaque fois plusieurs centaines de personnes, de pays différents au sein d'une même sous-région mise à l'honneur. Elles dynamisent une situation locale, permettent d'établir de nouvelles relations au local, au régional, mais aussi à l'international avec l'attention portée à la présentation d'expériences plus lointaines dès que cela est possible. Ces espaces de débat permettent d'échanger sur les stratégies, les expériences, les analyses, mais ils offrent aussi de partager les doutes, les questionnements et les espoirs, en articulant proximité et globalité.

Ces exemples témoignent de la création de nouveaux réseaux de villes et d'alliances qui se structurent à des échelles supra-locales, pour œuvrer à « plus et mieux » de démocratie radicale, ainsi qu'à une meilleure qualité de vie pour les habitants.

UN AUTRE HORIZON

Ces luttes nous rappellent que ces changements profonds sont des combats de long terme. Ces nouvelles façons de faire sont au service d'une autre vision politique, ouvrant un nouvel horizon. Le municipalisme est un projet de transformation sociale et politique qui repose sur l'émancipation des individus, des communautés et des institutions.

Le municipalisme se construit autour de luttes et de valeurs qui traduisent une vision politique, telles que l'accès aux droits pour tou-te-s, la préservation et l'accès aux communs, le droit à la ville et au logement, l'égalité des genres, la dignité et l'hospitalité, la coopération, la justice sociale, le pluralisme, l'éthique, la solidarité, l'écologie sociale. L'espace public devient espace

16. ANVITA : Association nationale des villes et territoires accueillants.

commun, et sa repolitisation est la source de nouvelles victoires. La plus importante est de permettre aux habitantes et aux habitants de croire en leur capacité à agir pour leurs vies, leurs destins individuels et collectifs. Lors du récent *Fearless Cities* de Belgrade, Iva Ivšič confiait que l'un des résultats du travail de la plateforme Zagreb je NAŠ était « d'avoir ouvert un espace aux gens afin qu'ils puissent réaliser qu'ils avaient une autre option ».

Prendre conscience qu'une alternative politique est possible et retrouver confiance en la capacité à contribuer à « un futur que nous méritons », comme le dit très bien Debbie Bookchin, est la transformation sociale et la conquête politique la plus décisive de l'ère politique, économique, écologique et démocratique dans laquelle nous nous trouvons. Ce changement profond des imaginaires refonde la racine de notre vivre-ensemble, et à travers une vision partagée, renforce notre capacité à répondre collectivement et politiquement aux enjeux contemporains¹⁷.

17. Elisabeth Dau, *Un pied dans l'institution et des milliers en dehors : le municipalisme comme force politique transeuropéenne en consolidation*, retours sur la rencontre *Fearless Cities* de Belgrade (Serbie), juin 2019.

Prologue

NOUS VIVONS UN MOMENT EXCEPTIONNEL DE L'HISTOIRE

Yayo Herrero, militante et chercheuse écoféministe

Nous vivons un moment exceptionnel de l'histoire. Les aspirations progressistes de l'Occident s'évanouissent peu à peu et tout évolue à une vitesse vertigineuse : creusement des inégalités, épuisement progressif des minerais et des énergies fossiles, tensions géopolitiques autour des ressources, scénarios potentiellement catastrophiques liés au changement climatique, crises économiques récurrentes, négation de droits fondamentaux, réarmement du patriarcat, processus d'expulsion de nombreuses personnes en marge de la société, voire totalement exclues du système... Il est urgent de promouvoir des transformations fondées sur l'équité et la justice, en mettant l'accent sur des conditions de vie décentes pour la majorité sociale.

Les raisons ne manquent pas d'avoir peur et de douter, mais l'angoisse qui en découle peut se traduire par des sentiments, des actions et des pratiques politiques radicalement différentes. Les crises peuvent être gérées de façon injuste, violente et répressive, en maintenant les privilèges d'une minorité, ou bien provoquer une explosion de créativité, de résistance et de soutien mutuel permettant de surmonter les difficultés sans que personne soit laissé pour compte.

Ceux qui réagissent à ces temps incertains par la défense à outrance de l'ordre établi nient les problèmes structurels et méprisent ceux qui les dénoncent. Ils tendent à nourrir la peur de l'autre qu'ils désignent comme bouc émissaire. Leur intérêt étant de dissimuler les causes structurelles – économiques, politiques et culturelles –, ils dénoncent de faux coupables qu'ils tournent en ridicule, calomnient, criminalisent ou répriment. Et ils amplifient, voire inventent, des problèmes secondaires pour détourner l'attention des conflits réels auxquels nous devons faire face. La cohésion procède ici de la peur et de la haine à l'égard de cet autre qu'il faudrait combattre. Il en résulte une fracture sociale, des inégalités extrêmes, une violence machiste, xénophobe, fasciste ou des actes de violence contre la planète et d'autres espèces.

Nous ne comprenons pas ce combat de coqs patriarcal ni cette incapacité à interpréter les signes de la crise de civilisation. Nous ne nous reconnaissons pas dans cet héroïsme viril qui veut que des causes majeures ou de terribles ennemis justifient de tout sacrifier pour gagner. Nous ne croyons pas aux luttes qui exigent de mourir ou de tuer pour elles.

Notre façon d'appréhender la peur est différente. Nous avons conscience d'être tous, individuellement, vulnérables et sans défense, et que la vie humaine est impossible en dehors de la communauté. C'est pourquoi, face à la précarité et à l'incertitude, nous recommençons à tisser des liens, à instaurer des relations de soutien mutuel, à organiser une vie en commun, et chacun d'entre nous a la responsabilité d'œuvrer en ce sens au quotidien.

Naomi Klein dit que la peur paralyse uniquement quand on ne sait pas dans quelle direction aller. La rencontre des « Villes Sans Peur » (*Fearless Cities*) de juin 2017 a permis de poser des repères et d'identifier des personnes et des expériences proches. Elle a mis en évidence les caractéristiques propres à de multiples projets qui, bien qu'autonomes, sont interdépendants.

Nous savons que pour vaincre la peur, il faut mettre en place des économies alternatives centrées sur les besoins des gens, et que ce processus de transformation entre en conflit direct avec les élites. Ces dernières, parce qu'elles sont déconnectées de la réalité, ont fait de l'augmentation des profits une priorité absolue, au détriment des conditions de vie de la population.

Nous savons qu'un mouvement résistant et créatif exige à la fois tendresse et combativité, et qu'il se construit par des efforts communs. C'est pourquoi nous revendiquons la diversité de nos manières de marcher, de parler, d'aimer, de vivre la sexualité ou l'identité; nous voulons être dans la rue et au sein des institutions, à la maison et dans les usines. Nous voulons nous libérer des clivages de classes, de genres, d'ethnies et d'espèces.

Le municipalisme s'impose avec force dans le monde entier pour rapprocher la prise de décision des lieux où ces décisions ont des conséquences, pour reconstruire des liens et réapprendre le collectif. Ce chantier, loin d'être aisé, réserve bien des tensions et des conflits. Il y a beaucoup à déconstruire et il n'existe aucune recette pour y parvenir, mais c'est une tâche nécessaire, joyeuse et pleine de sens. Avec tous les participants du mouvement *Fearless* [« Sans peur »], comme avec ceux qui nous rejoindront, nous nous sentons épaulés dans cette démarche si bien que, enfin, nous n'avons plus peur.

Ce livre donne à voir les victoires concrètes que nous avons été capables de remporter ces dernières années. Il démontre ainsi que, grâce à la proximité et à la participation des gens, nous sommes à même de construire la réalité que nous voulons. Je suis convaincue que ce *Guide du municipalisme*, réalisé de façon collaborative par des personnes aux quatre coins du monde, est un pas de plus dans l'articulation de ce mouvement et qu'il servira de source d'inspiration pour défier la peur et tisser des alternatives réelles centrées sur le quotidien et le vivre-ensemble.

Introduction

**CE N'EST QUE
LE DÉBUT**

Gerardo Pisarello

et la Commission internationale de Barcelona En Comú

Ce livre constitue le guide d'un mouvement mondial, rédigé par celles et ceux qui s'y engagent au fil des rues. Ce mouvement connaît plusieurs appellations, de « Villes Sans Peur » (ou Rebelles) à Villes du Changement, en passant par Indy Towns [« Villes indépendantes »], néomunicipalisme, confédéralisme démocratique, communalisme, sans oublier celle qui a notre faveur : municipalisme. Cette nomenclature variée reflète en soi ce que nous sommes : décentralisés, divers et radicalement pragmatiques.

Au moment de la rédaction de ces lignes, notre municipalité de Barcelone est dirigée par une ancienne militante du droit au logement, Ada Colau, élue maire en 2015. Ce livre est le résultat d'un processus de collaboration internationale, lancé cette année-là à la suite de la victoire électorale surprise de notre plateforme municipaliste, Barcelona En Comú [« Barcelone en commun »]¹.

Dès notre prise de fonction, Barcelona En Comú a cartographié et échangé des expériences avec plus d'une centaine d'organisations municipalistes à travers le monde, œuvrant pour un soutien mutuel dans la poursuite d'objectifs communs. En juin 2017, nous nous sommes réunis pour la première fois lors du premier sommet municipaliste « Villes Sans Peur » à Barcelone. Cet événement, qui a rassemblé plus de 700 participants de tous les continents, a marqué un tournant décisif. Il est la preuve vivante que nous ne sommes pas seuls, que chaque initiative municipaliste individuelle s'inscrit dans un mouvement mondial naissant qui transcende les frontières locales et nationales.

Plus qu'un objectif, ce guide est l'étape suivante de ce voyage. Il ne se veut pas une encyclopédie du municipalisme. Cet ouvrage tente plutôt de donner un aperçu des préoccupations et des activités d'un mouvement qui ne cesse de croître et d'évoluer. Il s'agit de la première tentative, par définition perfectible, de documenter ce réseau informel d'organisations à travers le monde qui, à leur échelle et en toute humilité, transforment les villes et les villages à partir de la base.

Cette publication est sans aucun doute, et à bien des égards, un exemple tangible du mouvement municipaliste en action. Elle a été rédigée par plus de 144 collaborateurs, dont la plupart sont des femmes, répartis dans 36 villes. Elle est le fruit d'un processus collectif et horizontal qui a rassemblé les connaissances et l'expérience de militant-e-s sur le terrain, de conseillers-ère-s et de maires pour partager l'histoire du municipalisme avec le plus grand nombre.

Les cinq chapitres de la première partie – « Qu'est-ce que le municipalisme ? » – tentent de répondre à cette question aussi bien qu'à la suivante : « De quelle manière le municipalisme peut-il radicaliser la démocratie, féminiser la politique et offrir des alternatives face à l'extrême droite ? ».

1. Dans cet ouvrage, les noms des organisations, mouvements et institutions sont, sauf exception, écrits dans leur langue d'origine. Pour trouver leur traduction française, le lecteur se reportera au « Répertoire des 50 principales plateformes municipales dans le monde » situé en fin d'ouvrage.

L'une des caractéristiques du municipalisme est sa conviction que le « comment » de la politique est aussi important que le « quoi ». La deuxième partie – « Outils organisationnels » – délivre donc des conseils sur la manière de présenter des candidatures participatives et de déterminer au sein de nos propres organisations les pratiques alternatives, les priorités et les structures de pouvoir auxquelles nous aspirons dans le monde.

Si toute tentative de définition d'un agenda politique municipaliste standardisé serait incompatible avec le caractère décentralisé et autonome du mouvement, il est également vrai que la sphère locale tend à placer au centre du débat public des questions politiques spécifiques. Bien que les responsabilités et les pouvoirs juridiques des gouvernements locaux à travers le monde puissent varier, la politique locale se concentre toujours sur des questions concrètes, qui touchent au quotidien de la vie des gens. La troisième partie – « Politiques publiques transformatrices » – analyse ainsi quelques-unes des principales questions à l'ordre du jour de l'agenda municipaliste actuel, telles que le logement, l'espace public et les économies locales.

Trois dimensions du municipalisme que nous considérons comme fondamentales sont présentes tout au long de ce livre. La première est la féminisation de la politique, qui consiste à remettre en question les modèles patriarcaux d'organisation et de pouvoir, afin d'inscrire le travail du *care* [« cuidado »]² au centre de l'agenda politique et des formes d'organisation. Cet aspect du municipalisme est tellement crucial qu'une partie lui est consacrée dans presque tous les chapitres du livre. La deuxième dimension transversale du municipalisme porte sur l'action concrète. Nous pensons que les petites victoires qui témoignent de la possibilité d'agir différemment, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des institutions locales, constituent le meilleur argument politique. C'est pourquoi nous avons répertorié plus de 50 exemples de pratiques, d'outils et de politiques locales transformatrices pouvant servir de source d'inspiration et de lignes directrices pour l'action. Enfin, ce guide témoigne de l'engagement internationaliste du mouvement municipaliste. Peu importe que le municipalisme donne la priorité à l'organisation, à l'action et aux solutions locales, cela ne doit en aucun cas être interprété comme la marque d'un repli sur soi ou d'un esprit de clocher. Nous sommes parfaitement conscients de la nature mondiale des défis auxquels nous sommes confrontés dans nos quartiers, et nous pensons que nous ne les surmonterons que si nous travaillons ensemble. C'est pourquoi le livre présente divers exemples du travail en réseau des organisations municipalistes, des villes et des municipalités pour relever les défis mondiaux.

À la fin du livre, vous trouverez une représentation de la *Carte municipaliste mondiale* suivie d'un répertoire de 50 organisations municipalistes

2. Pour plus d'explications sur la notion de *care*, la plus proche de celle de *cuidado* utilisée par les auteurs en espagnol, voir Pierre Hébrard, « Compétence et travail du *care* dans la formation aux métiers de la relation humaine », *Fabriques de sociologie*, 9 juin 2015, <http://corpus.fabriquesdesociologie.net/competence-et-travail-du-care-dans-la-formation-aux-metiers-de-la-relation-humaine> [NdE et NdT]

de 19 pays du monde entier, fruit d'échanges mutuels et d'une collaboration active avec Barcelona En Comú. Cette section, bien que non exhaustive, donne une image de la portée géographique et de la diversité du mouvement à ce jour.

Nous espérons que ce livre sera source d'inspiration et, surtout, que vous le trouverez utile. Si notre ambition est encore et toujours de remporter les élections à Barcelone pour le bien commun, il faut que d'autres personnes dans le monde fassent de même : en rencontrant leurs voisins, en imaginant des alternatives pour leur ville ou leur village, et en les concrétisant depuis la base. Ce n'est que le début.

Première partie

QU'EST-CE QUE LE MUNICIPALISME ?

CHAPITRE 1

L'AVENIR QUE NOUS MÉRITONS

Debbie Bookchin, journaliste et écrivaine

Je suis la fille de deux municipalistes à la carrière éprouvée.

Ma mère, Béatrice Bookchin, s'est présentée en 1987 à la mairie de Burlington, dans l'État du Vermont (États-Unis), avec un programme électoral ouvertement municipaliste prônant la construction d'une ville écologique, le concept d'économie morale et, surtout, la mise en place d'assemblées citoyennes capables de défier le pouvoir de l'État-nation. Mon père est le théoricien social et municipaliste libertaire Murray Bookchin.

Depuis des années, la gauche est en proie au dilemme que posent les stratégies à mettre en œuvre pour concrétiser nos idées d'égalité, de justice économique et de droits humains. Or le parcours politique de mon père illustre l'idée que je défends, à savoir que le municipalisme n'est pas seulement l'un des moyens ouvrant la voie au changement social, mais le seul outil capable de transformer la société.

Mon père, jeune communiste aguerri à la théorie marxiste, ne partageait pas les approches économistes et réductionnistes qui ont traditionnellement nourri la gauche marxiste. Il avait une idée plus large de la liberté – une liberté qui préserverait l'être humain non seulement de l'exploitation économique, mais aussi de toutes les formes d'oppression : de race, de classe, de sexe ou d'appartenance ethnique.

Au début des années 1960, il devenait aussi de plus en plus évident que le capitalisme n'était pas compatible avec la nature. Murray considérait que, la stabilité écologique étant en jeu, les problèmes environnementaux ne pouvaient être appréhendés au cas par cas – en luttant contre la déforestation un jour, en manifestant contre une centrale nucléaire le lendemain. Autrement dit, la recherche de profit, la maxime capitaliste « croître ou mourir » était par essence incompatible avec la stabilité écologique de la planète.

C'est ainsi qu'a émergé l'idée d'écologie sociale selon laquelle tous les problèmes écologiques sont des problèmes sociaux. Nous devons mettre fin non seulement à la lutte des classes, mais à toutes sortes de domination et de hiérarchie, que ce soit la domination des hommes sur les femmes, des hétérosexuels sur les lesbiennes, les gays et les transgenres, des Blancs sur les autres groupes ethniques, ou encore des vieux sur les jeunes.

La question que posait Murray était donc la suivante : comment construire une société plus égalitaire ? Quel type d'organisation sociale alternative permettrait de nous rapprocher de la nature et de bâtir une société où les êtres humains seraient réellement émancipés ? Autrement dit : quelle serait l'organisation politique la plus à même de contrer le pouvoir de l'État ?

À la fin des années 1960, Murray s'est mis à écrire sur une forme d'organisation qu'il appela le municipalisme libertaire. Il était convaincu que le municipalisme offrait une troisième voie pour sortir de l'impasse des approches marxistes et anarchistes. Le municipalisme refuse de s'emparer du pouvoir de l'État qui n'est qu'un leurre – comme nous l'a montré l'expérience de l'Union soviétique – puisque l'État, capitaliste ou socialiste, avec sa bureaucratie sans visage, ne répond jamais aux demandes du peuple.

En même temps, en tant que militants, nous devons reconnaître que nous ne parviendrons pas à susciter le changement social simplement en portant nos revendications dans la rue. Les rassemblements et les manifestations d'envergure permettent de défier le pouvoir de l'État, mais jamais de s'emparer de celui-ci. Ceux qui s'engagent dans une politique de protestation ou d'organisation en marge de la société doivent se rendre à l'évidence : le pou-

voir n'a pas vocation à disparaître. La vraie question consiste à savoir si ce pouvoir est aux mains de l'autorité centralisée de l'État ou du peuple, localement.

Il est de plus en plus évident que jamais nous ne susciterons le changement radical dont nous avons tant besoin simplement par le biais des urnes. Ce n'est pas en votant pour un candidat qui pro-

“ **Le municipalisme exige que le pouvoir revienne aux citoyens ordinaires, que nous réinventions ce que cela signifie de faire de la politique et d'être citoyen.** ”

met une augmentation du salaire minimum, une éducation gratuite, un congé parental ou toute autre intervention permettant de renforcer la justice sociale, que le changement social tant attendu opérera. Si nous choisissons l'option du moindre mal, et que nous nous contentons des miettes de la social-démocratie, nous resterons prisonniers – tout en l'alimentant – d'une structure étatique centralisée, conçue pour nous maintenir en permanence au bas de l'échelle.

L'histoire est riche d'exemples de politiques de démocratie directe et d'autonomie citoyenne, même si la gauche a tendance à les sous-estimer : d'Athènes à la Commune de Paris, en passant par les collectifs anarchistes espagnols de 1936 ; du Chiapas à Barcelone et d'autres villes espagnoles ces dernières années, en passant par le Rojava, en Syrie, où le peuple kurde a mené un projet de gouvernement autonome profondément démocratique, comme jamais auparavant au Moyen-Orient.

Une politique municipaliste, c'est bien plus que le simple transfert d'un programme progressiste à la mairie, aussi important soit-il. Le municipalisme

ou communalisme – comme l'appelait mon père – redonne à la politique son sens originel : un appel moral fondé sur la rationalité, la communauté, la créativité, la libre association et la liberté. Une vision pleinement articulée d'une démocratie décentralisée, fondée sur les assemblées, dans laquelle les gens travaillent ensemble pour dessiner un avenir rationnel. À l'heure où les Droits de l'homme, la démocratie et l'intérêt général sont bafoués par des gouvernements étatiques centralisés de plus en plus autoritaires et nationalistes, le municipalisme permet d'investir la sphère publique pour que nous puissions œuvrer en faveur d'une citoyenneté et d'une liberté authentiques.

Le municipalisme exige que le pouvoir revienne aux citoyens ordinaires, que nous réinventions ce que cela signifie de faire de la politique et d'être citoyen. La vraie politique est aux antipodes de la politique parlementaire. Elle procède de la base : des assemblées locales. Elle est transparente, les candidats sont responsables à 100 % devant les organisations de leur quartier, ce sont des délégués et non des représentants convertis en hommes d'affaires ou en escrocs. Elle se réjouit du pouvoir des assemblées locales qui transforment et sont transformées par une population de mieux en mieux préparée. Et elle est festive : par notre propre action politique, nous devenons de nouveaux êtres humains, nous construisons une alternative à la modernité capitaliste.

Le municipalisme s'interroge : que signifie être un être humain, ou encore vivre en liberté ? Comment organiser la société de manière à promouvoir l'entraide, la solidarité et la coopération ? Ces questions et les politiques qui en découlent traduisent un impératif éthique : parce qu'il nous faut vivre en harmonie avec la nature, sans quoi nous détruirons les fondements de la vie elle-même, mais aussi parce que notre mandat consiste à optimiser le renforcement de l'égalité et de la liberté.

Fort heureusement, cette politique s'articule de plus en plus autour de mobilisations horizontales à travers le monde. Qu'il s'agisse des mouvements de récupération d'usines en Argentine, de la guerre de l'eau en Bolivie, des conseils de quartier qui ont émergé en Italie (où le gouvernement a brillé par son inefficacité dans l'aide apportée aux municipalités touchées par de graves inondations), les gens ne cessent de s'organiser localement pour exercer le pouvoir, faire émerger un pouvoir alternatif toujours plus critique de l'État-nation.

Ces mouvements se saisissent des mécanismes de la démocratie jusqu'à leur paroxysme, générant une politique qui répond aux besoins de la population, favorise la coopération et le partage, l'entraide et la solidarité, et reconnaît le rôle moteur que doivent jouer les femmes.

Pour y parvenir, la politique doit irriguer nos quartiers, il nous faut présenter des candidats au niveau municipal, à l'image de ce que les conservateurs du monde entier ont réussi à faire ces dernières décennies.

Nous devons mettre sur pied un programme répondant aux revendications minimales à satisfaire (mettre fin aux saisies immobilières, freiner l'augmentation des loyers et la déstabilisation de nos quartiers provoquée par leur embourgeoisement ou leur « gentrification »). De même nous devons initier

un programme conforme aux aspirations les plus ambitieuses, imaginant ce que serait notre société si nous pouvions construire une économie solidaire, utiliser les nouvelles technologies, développer la capacité de chaque être humain à vivre en liberté et à exercer ses droits civils en tant que membre de communautés riches et véritablement démocratiques.

Nous devons également nous regrouper, travailler au-delà des frontières des États et des nations, en élaborant des programmes tournés vers les questions d'ordre régional, voire international. Nous répondons ainsi à ceux qui doutent de notre capacité à résoudre les grands problèmes transnationaux sous prétexte que nous menons des actions au niveau local. En réalité, c'est précisément au niveau local que ces problèmes sont résolus jour après jour. Même les grands enjeux tels que le changement climatique peuvent être gérés par une confédération de communautés envoyant des délégués pour traiter des questions régionales, voire transcontinentales. La bureaucratie étatique centralisée est inutile.

Nous devons mettre en place des institutions politiques durables au niveau local : il ne s'agit pas simplement que des dirigeants politiques appliquent un programme de justice sociale, mais que soient créées des institutions véritablement démocratiques, égalitaires, transparentes, pleinement responsables, anticapitalistes, soucieuses des enjeux écologiques et se faisant l'écho des aspirations du peuple. Il faudra du temps, cela passera par l'éducation, la création d'assemblées municipales pour contrecarrer le pouvoir de l'État-nation, mais c'est la seule chance que nous ayons de devenir ces nouveaux êtres humains indispensables à la configuration d'une nouvelle société.

Le moment est venu. Partout dans le monde, les gens veulent vivre et non pas survivre. Si nous aspirons à sortir de cette spirale mortifère dans laquelle la société se trouve plongée après des décennies de néolibéralisme pour aller vers une société rationnelle et pleinement humaine, nous devons bâtir un réseau mondial de villes et de villages à l'abri de la peur. Nous ne méritons pas moins que cela.

CHAPITRE 2

LA TRANCHÉE DE LA PROXIMITÉ

Iago Martínez, chef de cabinet du maire de La Corogne, Espagne

La proximité était une hypothèse. Si le peuple pouvait enfin siéger au palais, si la double ou triple fracture au sein du régime de 1978¹ était finalement l'occasion pour la majorité sociale, orpheline et victime des politiques d'austérité adoptées en réponse à la crise, d'entrer en scène, si l'appétit démocratisant du 15-M² pouvait encourager sa propre expression institutionnelle et aboutir au sauvetage d'une démocratie pillée, l'espace urbain pourrait enfin éclore. Dans l'immédiateté de nos municipalités, d'en bas, prêts à défendre notre droit à la ville et à une distance prudente de la tentation courtisane des grandes institutions de l'État, il était possible de discuter de la culture de la représentation, et de s'engager dans une auto-organisation populaire.

Nous pensions qu'il était possible, à l'échelle de la proximité, de reconstituer l'archipel. Il fallait s'attaquer au problème classique de l'organisation, entreprendre la féminisation de la politique et l'ouvrir largement aux voix inaudibles. Nous avons besoin de nouveaux espaces et dispositifs pour mettre en commun une multitude de subjectivités rebelles et jusqu'ici dispersées, allant de l'activisme ou du militantisme historique du mouvement ouvrier à la micropolitique extrêmement complexe de la vie quotidienne. Il nous semblait que la ville était l'échelle appropriée pour dénoncer ce qu'Amador Fernández Savater³ appelait la délégation totale de pouvoir dans l'organisation de la vie sociale, la privatisation de la sphère politique et la concentration du pouvoir entre quelques mains. Ce que tentait ainsi de décrire Savater n'est autre que le virus niché au cœur de la « culture de la transition », un mal endémique propre aux démocraties de basse intensité.

Dans une certaine mesure, les élections municipales du printemps 2015 nous ont donné raison. Entre les « Comunes » de Catalogne et « En Marea » de Galice, nos candidatures de confluence et de leadership citoyen ont obtenu

1. Année de l'adoption du régime constitutionnel espagnol (encore en vigueur aujourd'hui), après la dissolution des institutions du régime franquiste [NdE].

2. Mouvement des Indignés, né sur la place de la Puerta del Sol, à Madrid, le 15 mai 2011 [NdE].

3. Éditeur et philosophe espagnol, engagé dans de nombreux mouvements sociaux, dont le 15-M [NdE].

d'excellents résultats électoraux et sont arrivées en tête dans bon nombre des principales municipalités du pays. Nous avons alors constaté que la proximité n'était pas seulement une hypothèse, mais aussi une urgence, une nécessité inéluctable pour le peuple. Après la grande fraude financière, dans un contexte d'inégalité galopante et face à la désertion de l'État, trop occupé à jouer au casino, les villes devaient devenir, sans attendre et sous notre autorité, des institutions de première nécessité.

Nous avons recentré les priorités des politiques publiques. Nos institutions hier indifférentes aux citoyens s'engagent petit à petit dans la défense des droits fondamentaux. La République des municipalités défie la contre-révolution réparatrice. Et après trois ans [à la publication de l'édition espagnole de cet ouvrage en mai 2018, NdE], la proximité est également perçue comme une puissance, un pouvoir. Autour de cet axe, les villes rebelles se sont lancées dans la configuration d'un projet de nouvel agenda urbain, perçu comme une alternative cohérente, peut-être la seule, à l'expansion néolibérale au sein des provinces espagnoles. C'est pourquoi les « villes sans peur » sont à ce point redoutées.

Ce n'est pas un hasard. Le mérite n'en revient pas non plus exclusivement au municipalisme. Si le XIX^e siècle a été celui des empires et le XX^e siècle celui des États-nations, le XXI^e siècle est le siècle des villes. Quatre personnes sur cinq y vivront d'ici 2050. Les villes sont responsables de 70 % des déchets

et des émissions de gaz à effet de serre, elles consomment 60 % de l'énergie produite et génèrent 70 % du PIB mondial. Elles témoignent au quotidien de l'épuisement de la planète, mais ce sont des espaces de vie performants qui répondent aux besoins fondamentaux de millions d'êtres humains. Elles mettent chaque jour à l'épreuve notre capacité à vivre ensemble malgré nos différences, mais elles sont aussi un vivier de solidarité et de dignité face à la terreur, comme ce fut le cas de Barcelone après les attentats de 2017.

“ Rappelons-nous que la ville n'est pas le prélude d'autre chose, mais un champ de bataille. Notre champ de bataille. La tranchée de la proximité. ”

Trump n'a gagné dans aucune des grandes villes américaines, pas même la sienne. Si seule Londres avait voté, le Royaume-Uni ne serait pas sur le point de sortir d'une Union européenne par ailleurs injuste. Berlin, Hambourg, Francfort ou encore Munich résistent à l'extrême droite allemande. Paris, trompée lors des dernières élections présidentielles par l'illusionniste Macron, ne soutient pas pour autant le Rassemblement national de Marine Le Pen. D'une certaine façon, ce proverbe médiéval, « l'air de la ville rend libre », est d'une actualité criante.

Les villes sont le plus grand espoir de la démocratie. Alors que les institutions politiques traditionnelles perdent du terrain et voient leur pouvoir reculer dans un système qui dépasse celui des États-nations, en place depuis

près de deux siècles, les souverainetés de proximité émergent. Elles se positionnent comme d'authentiques protagonistes du présent par leur capacité à répondre, par la coopération et la proximité, aux principaux défis de notre temps, en mobilisant les innombrables intelligences et capacités d'une société plurielle. Les collectivités locales, visage quotidien du secteur public, peuvent à la fois lutter pour la récupération de la souveraineté institutionnelle volée et créer des espaces de participation, de codécision et de souveraineté sociale. À nous de politiser ou non cette opportunité de leadership urbain. L'ennemi en est parfaitement conscient.

Les problèmes du quotidien nous rappellent, fort heureusement, que nous sommes vulnérables et interdépendants. Que nous avons besoin de solutions communes et que nous devons faire front ensemble. Car, comme chacun le sait depuis la Commune de Paris, le nombre fait la force. Les cartes seront bientôt redistribuées et cela ne dépend pas seulement, ni principalement, des urnes. Les réactions hostiles se préparent. Le fascisme frappe à la porte, espérant profiter du butin de la frustration. Il en a toujours été ainsi. Depuis la nuit des temps. Notre espace politique est complexe, mais fraternel. Sa consolidation autour des villes est essentielle. L'organiser, approfondir la constitution du réseau, à l'intérieur et à l'extérieur des institutions, est plus urgent que jamais. Sans perdre un seul centimètre d'autonomie, sans cesser d'être des partisans et des partisanes municipaux, des militants de proximité, nous avons la responsabilité de promouvoir un agenda partagé et de développer de nouveaux outils en libre accès. Nous avons réussi à couvrir de honte l'Europe indifférente en nous positionnant comme archipel de villes refuge. Continuons.

Barcelone nous a rapprochés du monde en un week-end de juin 2015. Au sein du mouvement des « Villes Sans Peur », nous avons entrevu le municipalisme mondial. Nous avons découvert qu'une rue de Qamichli au Rojava mène à Naples et qu'à quelques rues de là, à La Corogne, une longue avenue s'élançait et traversait New York et Belo Horizonte. Là-bas, j'ai entendu un camarade de Rosario, en Argentine, dire que ce qui se conçoit d'en haut s'écroule aussi par le haut. C'est vrai, et nous pouvons également l'exprimer en ces termes : ce qui se conquiert dans la proximité se défend à l'échelle de la proximité. N'oublions jamais ces deux vérités. Demandons-nous, à chaque nouvel échelon, qui sont les laissés pour compte, quelles subjectivités sont inhibées, quels dispositifs sont brisés, quelles constructions collectives et quelles découvertes sont gâchées. Rappelons-nous que la ville n'est pas le prélude d'autre chose, mais un champ de bataille. Notre champ de bataille. La tranchée de la proximité.

CHAPITRE 3

LA NOUVELLE VIE QUI COMMENCE AU SEIN DU TERRITOIRE

Jorge Sharp, maire de Valparaíso, Chili

Valparaíso est sans aucun doute une ville particulière, comme le sont souvent les villes portuaires exposées aux vents qui charrient avec eux les différents parfums de l'humanité. Mais c'est aussi une ville singulière du fait de son histoire, de sa tradition d'action collective (dans les coopératives, aux débuts du syndicalisme), et de sa géographie contrastée : mer, collines et falaises se juxtaposent dans un cadre aux multiples couleurs qui témoignent de l'indocilité de son peuple.

Deuxième ville du Chili, Valparaíso est aussi politiquement complexe, marquée par les agissements d'autorités affranchies des règles démocratiques, ayant progressivement plongé la municipalité dans un énorme gouffre financier, sans parvenir à régler les multiples problèmes d'une ville laissée à l'abandon et qui, quand elle ne brûle pas, s'enfoncé dans la pauvreté.

Au mois de décembre 2016, nous avons pris la tête du gouvernement local avec humilité. Nous venions principalement d'un mouvement citoyen et d'organisations politiques déterminées à mettre fin à une succession de gouvernements locaux incompetents, insensibles et, parfois, corrompus. Nous étions également issus de cette formidable force qui a ébranlé les fondements du modèle économique et politique avec le mouvement étudiant de 2011 et 2012⁴. Cette confluence sociale et politique allait prendre la tête du gouvernement local. Mais nous ne savions pas comment gouverner. Nous manquions d'expérience, de professionnels et de personnel technique. En revanche, une chose était sûre : nous faisons preuve d'une détermination sans faille, nous comptons sur une grande solidarité à travers le pays et au-delà des frontières nationales, et nous étions bien décidés à travailler d'arrache-pied.

4. Les étudiants chiliens ont alors engagé une série de manifestations contre le système d'éducation, hérité du régime Pinochet, largement privatisé et bénéficiant essentiellement aux élites [NdE].

Mais si nous sommes arrivés jusque-là, c'est aussi grâce à notre volonté de développer un projet politique territorial. Lorsque nous avons commencé à nous organiser pour relever ce défi, la question territoriale n'était pas encore mature au sein des nouvelles organisations politiques chiliennes. L'expérience réussie du mouvement étudiant plaidait encore largement pour le déploiement d'efforts conçus de manière « sectorielle ». Ainsi, bien que nous ne fussions pas les seuls à soutenir la nécessité d'une revitalisation du territoire et du local, il a fallu attendre notre triomphe aux élections municipales d'octobre 2016, après des primaires citoyennes exemplaires en milieu d'année, pour défendre au mieux notre approche. Aujourd'hui, au Chili, la politique territoriale est sans aucun doute plus pertinente.

Pendant, nous n'avons jamais conçu la municipalité comme une alternative excluante, au détriment des problématiques nationales. Le Chili est un pays centraliste, gouverné par des élites profondément marquées par l'héritage oligarchique, avec un régime présidentiel fort, enclin, comme on peut s'y attendre dans le contexte néolibéral, à négocier avec les grandes puissances économiques et les institutions financières mondiales, et où l'autonomie du local est donc très limitée. Tout comme les décisions, la richesse émane de la capitale. Dans un tel contexte, il est inconcevable de penser l'effort territorial en tournant le dos à l'État national. Impossible également d'appréhender les territoires tels qu'ils ont été historiquement délimités par la division politico-administrative sous la dictature militaire. Une bonne partie des problèmes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui trouvent leur origine, en fait, dans la fausse décentralisation des années 1980.

Dans ce contexte, le travail politique local est sans nul doute fondamental, tant en ce qui concerne l'approche transformatrice du gouvernement local que la dynamisation des communautés locales. C'est à ce niveau que nous pouvons avancer au mieux dans la reconstruction de la communauté, associer la mobilisation et la protestation à la construction de nouveaux modes de vie plus complets et égalitaires, ici et maintenant. C'est cette communauté territoriale, aussi embryonnaire soit-elle, qui est en mesure, selon notre expérience, de proposer et d'œuvrer pour une forme alternative de vie quotidienne, des relations sociales moins « mercantilisées », une coexistence plus juste entre les citoyens, et des perspectives stimulantes et concrètes.

La principale méthode est la participation. Il s'agit bien d'une méthode, mais pas seulement : la participation est en soi la mise en œuvre d'une volonté

« La principale méthode est la participation. Il s'agit bien d'une méthode, mais pas seulement : la participation est en soi la mise en œuvre d'une volonté égalitaire, d'un engagement démocratique, d'une politique des semblables. »

égalitaire, d'un engagement démocratique, d'une politique des semblables. Nous cherchons donc à favoriser l'émergence de nouveaux modes de vie, tout en gérant au mieux les ressources pour améliorer les conditions de vie des personnes avec qui nous partageons la ville. Par exemple par la mise en place d'une pharmacie populaire qui propose des médicaments à prix coûtant, ou encore celle d'un opticien qui pose des diagnostics et vend des lunettes à très bas prix. La prochaine étape concerne la mise en place d'un laboratoire d'analyses médicales, et la livraison des premières maisons destinées aux victimes d'incendies, dont la qualité sera largement supérieure aux logements sociaux classiques. Ces initiatives institutionnelles permettent d'inverser certaines des tendances les plus dévastatrices engendrées par un modèle néolibéral qui a fait de la société chilienne l'une des plus inégales au monde.

Mais nous voulons aller plus loin. Parallèlement aux efforts déployés pour fournir des services accessibles et améliorer petit à petit les conditions de vie sur le territoire, nous cherchons à construire un dynamisme communautaire et participatif au sein duquel les gens trouvent d'eux-mêmes les solutions à leurs problèmes, imaginent la ville et la construisent en s'appuyant sur la municipalité comme un instrument à leur service. C'est cette dimension-là qui donne à notre projet politique territorial toute sa valeur et sa profondeur.

Nous sommes dorénavant confrontés à des défis mondiaux. Nous le savons bien et nous cherchons à porter nos réflexions à ce niveau également. Le vieux « port principal » du Pacifique Sud continue de regarder vers l'horizon, de faire face aux tendances mondiales du commerce et du transport des matières premières, il ne cesse d'être ravagé par la spéculation immobilière, d'affronter les grands défis du capitalisme contemporain qu'aucune politique locale de justice sociale ne saurait ignorer. Mais nous avons aussi appris à tirer les leçons de notre expérience, et à puiser dans les réflexions et les découvertes d'autres personnes issues d'horizons variés qui, comme nous, investissent les chemins d'une humanité plus émancipée.

CHAPITRE 4

FÉMINISER LA POLITIQUE À TRAVERS LE MUNICIPALISME

Laura Pérez, conseillère en matière de relations internationales, de féminisme et pour la cause LGBTI, mairie de Barcelone, Espagne

L'histoire a montré que le féminisme se distinguait par trois caractéristiques fondamentales: résonance, transformation et courage. Ces caractéristiques ne s'observent cependant pas exclusivement vis-à-vis de l'extérieur, par le déploiement de politiques publiques qui tentent de générer une plus grande égalité entre les femmes et les hommes, mais également à l'intérieur des organisations elles-mêmes. Les structures sociales qui nous accompagnent toutes, et nous soutiennent au quotidien, exigent que nous soyons constamment sur nos gardes pour nous protéger. Nous devons continuer à insister sur l'importance de la nouvelle centralité du féminisme et son apprentissage en tant que pratique politique, parce qu'une chose est sûre: sans féminisme, il n'y a pas de révolution. Sans intervention, chaque jour, dans la vie quotidienne, il n'y a pas de véritable changement possible.

Une question fondamentale se pose donc: comment démocratiser nos candidatures et nos expériences municipales à l'aune du féminisme? L'expression «féminiser la politique» a beaucoup été utilisée ces deux dernières années en réponse à cette question. Sa définition et sa mise en œuvre constituent un défi qui ne peut être relevé que collectivement. Ainsi, le présent texte est le fruit de centaines de conversations, de lectures, d'erreurs et de succès qui ont contribué à l'émergence d'une idée collective de ce que la féminisation de la politique peut signifier en pratique et des mesures fondamentales que nous devons adopter.

Le premier point est une condition essentielle: la parité entre les femmes et les hommes dans la vie politique. Notre présence est fondamentale pour mettre fin à la marginalisation des connaissances et des points de vue des personnes traditionnellement exclues des espaces de socialisation et de décision politique – et donc à l'invisibilisation des femmes. Il existe également plusieurs exemples de mouvements municipalistes en dehors de l'Espagne qui ont eu une position très claire dès le départ. C'est le cas des mouvements

municipalistes kurdes, qui ont mis en pratique l'idée d'un leadership partagé, allant jusqu'à le porter devant les maires et leurs différents organes directeurs, empêchant ainsi que les pouvoirs exécutifs au sein de leur organisation soient occupés exclusivement par des hommes. À Barcelona En Comú, nous essayons de suivre cette même voie, notamment par la mise en place d'organes exécutifs et de coordination collectifs et égaux, et d'une équipe municipale composée à 60 % de femmes.

Autre mesure importante: nous avons réduit la verticalité et mis en place des mécanismes qui se saisissent de l'intelligence collective et cherchent à se nourrir des connaissances générées collectivement, mais habituellement confisquées par une minorité. Nous considérons que toutes les voix méritent d'être entendues. Pour ce faire, les méthodes d'animation des réunions doivent être plus démocratiques et horizontales: il faut veiller à des prises de paroles courtes, à ce que ce ne soit pas toujours les mêmes personnes qui interviennent et de façon récurrente, et à ce que la prise de décision soit partagée. Il ressort de nombreuses études organisationnelles que les hommes ont pour habitude de parler beaucoup plus longtemps, ce qui tend à leur donner davantage de légitimité dans la prise de décision. Pour lutter contre cette tendance, certaines procédures sont nécessaires lors des séances plénières ou assemblées. Il s'agit par exemple d'alterner la prise de paroles des hommes et des femmes ou, si celles-ci n'interviennent pas, de bien mettre en évidence cette situation en le formalisant à haute voix. Ces mécanismes de visibilité sont nécessaires et très utiles pour démocratiser nos voix. Par exemple, dans de nombreuses réunions, nous notons la durée des interventions des hommes et des femmes afin de souligner les différences de temps de parole et ainsi tenter de les réduire progressivement. Cet exercice suscite la prise de conscience de certaines situations qui ont tendance à passer sous silence. Des mouvements sociaux tels que le 15-M ont également eu recours à des pratiques similaires, tout comme le récent mouvement Women's March [« La marche des femmes »].

Deuxièmement, il faut redéfinir ce que nous entendons par « experts »: ces derniers doivent-ils être des universitaires, hommes ou femmes? Des chefs de listes, des porte-parole? Les personnes les plus visibles au sein des mouvements? Du point de vue du municipalisme, ces questions sont essentielles: en effet, la plupart des participants aux assemblées de quartier connaissent la vie quotidienne de leur communauté. Leur savoir est extrêmement important et absolument nécessaire pour ceux d'entre nous qui se trouvent au sein des institutions et souhaitent développer des politiques publiques adaptées. C'est justement parce que les problématiques municipales touchent au quotidien que chacun des habitants représente une voix experte pour son quartier. C'est pourquoi leurs contributions doivent faire partie intégrante du débat, être traitées en priorité et considérées comme de véritables expertises.

Le troisième point consiste à œuvrer pour un partage réel de responsabilités entre les hommes et les femmes au sein de la vie politique et de la vie privée. C'est probablement le plus grand défi auquel nous devons faire

face. Les tâches liées au *care*⁵ sont assumées de manière très inégale par les hommes et les femmes, la plupart incombant à ces dernières. Par conséquent, la participation politique des femmes reste un défi lié à la structure sociale, à l'organisation du temps et aux inégalités qui découlent de la répartition des rôles entre hommes et femmes au sein de la société. La recherche d'espaces de coresponsabilité au sein de la vie politique est d'autant plus urgente et compliquée qu'avec la pression du marché du travail, il devient de plus en plus difficile de trouver du temps pour s'occuper de soi. Malgré tout, il est possible de mettre en place des actions efficaces contre ce problème dans les lieux de travail, par exemple en ne programmant pas de réunions en fin de journée, ou en œuvrant pour la création d'espaces de garderie. Il s'agit d'amener les organisations à investir dans l'ouverture de ludothèques et de garderies. En ce sens, nous devons aussi profiter de l'opportunité que nous offrent les outils de participation numérique, les applications de messagerie mobile telles que Telegram ou WhatsApp, les vidéoconférences ou les listes de diffusion; autant d'outils au vaste potentiel qui peuvent nous aider à développer une culture du travail respectueuse de la vie.

“ Cette capacité à imaginer la transformation par le féminisme est indispensable si nous voulons parvenir à un véritable changement à moyen et long terme. ”

Enfin, quatrième point, il s'agit de faire de l'égalité des sexes le principe directeur de toutes nos activités. Lors de notre candidature aux municipales de 2015, nous avons énoncé les politiques que nous allions mener, et nous l'avons fait collectivement. Dans ce processus, nous avons été très clairs sur le fait que l'égalité entre les sexes ne devait pas être appréhendée de façon sectorielle en impliquant, par exemple, la mise en place d'une politique pour les femmes et d'une autre pour les collectifs LGBTI, l'une et l'autre indépendantes de la politique économique, de la politique de mobilité ou encore de la politique d'urbanisme.

C'est tout le contraire: l'égalité des sexes, l'approfondissement démocratique que nous recherchons à travers la question du genre, des classes, des origines, etc. transparaît dans chacune des politiques que nous définissons; l'objectif est d'aborder tous les domaines de façon transversale sous le prisme du genre. Parmi les exemples concrets de politiques à mener par la mairie de Barcelone, nous pourrions imaginer une gestion du budget public soucieuse de son impact sur le genre et le territoire, afin de pouvoir l'ajuster par la suite. Nous pourrions également concevoir un réseau de mobilité urbain tenant compte des différences de déplacements entre les femmes et les hommes.

5. Voir plus haut, *Introduction*.

Si nous assumons l'essentiel des tâches quotidiennes (aller au marché, à l'école pour les enfants, à l'hôpital...), la mobilité des femmes dans la ville continuera d'être différente de celle des hommes. Par conséquent, le genre est un facteur clé si nous voulons concevoir des politiques véritablement égalitaires. En d'autres termes, lorsque nous concevons la ville, les rues, les bâtiments, ou encore les manuels d'histoire, nous devons également le faire en tenant compte de perspectives et de besoins divers en reconnaissant que, jusqu'à présent, seule la vision masculine a été naturellement prise en compte en tant qu'objet et sujet des politiques. Les appels d'offres de l'administration publique doivent notamment inclure des clauses de genre, prévoyant des critères de parité, des mesures de conciliation, la correction de l'écart salarial et la non-ségrégation dans les sociétés soumissionnaires. Ce volet doit également être pris en compte dans la politique économique d'une ville. Il est fondamental d'accorder la priorité aux personnes et de reconnaître que les tâches liées au *care* sont indispensables dans la vie de tous les jours, et au regard de la richesse qu'elles génèrent au sein d'une société. Ce changement de perspective implique de modifier le budget public afin d'articuler une réponse collective au besoin, partagé par tous, d'accomplir ces tâches. Il s'agit de reconnaître les besoins réels qui existent tout au long de la vie et qui, pour le moment, ont encore très peu de visibilité, essentiellement parce que tout ce travail repose sur les femmes, surtout les femmes migrantes.

Être courageux en politique aujourd'hui, c'est probablement tenir compte de la fragilité et de l'interdépendance de notre condition humaine avant d'entreprendre toute action. Et cela implique aussi de se rebeller contre un système qui présuppose une idée déformée de la toute-puissance individuelle et de la domination du plus fort sur les autres. La féminisation de la politique doit impliquer un regard réaliste sur les besoins relationnels et communautaires que nous avons en tant que société. Nous devons nous rappeler que l'idéal de l'individu fort et indépendant n'est possible qu'aux dépens de l'accomplissement des tâches liées au *care* qui le portent et qui sont assumées principalement par des femmes. Cette capacité à imaginer la transformation par le féminisme est indispensable si nous voulons parvenir à un véritable changement à moyen et long terme; nous allons tout faire pour y arriver, nous allons travailler pour la rendre possible. Parce que nous voulons nous sentir vivantes, « sans peur » et que nous voulons participer à la vie politique dans des conditions d'égalité.

CHAPITRE 5

DÉFIER L'EXTRÊME DROITE : PERSONNES COURAGEUSES, VILLES COURAGEUSES

Fátima Taleb, militante pour les droits civils de la population catalane d'origine étrangère, conseillère pour la participation, la coexistence et la médiation à la mairie de Badalone (Espagne) et membre du gouvernement de l'alliance Guanyem Badalona, Esquerra Republicana et ICV-EUA

À Badalone, troisième ville la plus peuplée de Catalogne, l'approche du Parti populaire (2012-2015) et de ses gouvernements de droite était fondée sur l'application de politiques d'exclusion accompagnées de slogans tels que : « Nettoyer Badalone » ou encore « Les étudiants autochtones sont condamnés à aller à l'école avec les migrants ». C'était ignorer qu'un pourcentage significatif de ces personnes immigrantes ou d'origine étrangère était né et avait grandi en Espagne. Ces messages étaient très proches de ceux d'autres formations politiques d'extrême droite comme Plataforma por Catalunya, dont la maxime était « Primero los de casa » [« Nous d'abord »].

L'action du gouvernement du Parti populaire s'est caractérisée par la fermeture de lieux de culte (principalement musulmans et protestants), la marginalisation du tissu associatif qui ne soutenait pas le parti au pouvoir, etc. Ces actions ont eu pour effet de créer des divisions au sein des quartiers et d'instaurer un climat d'hostilité à l'égard de la diversité. Non seulement elles allaient à l'encontre de la diversité culturelle, mais elles méconnaissaient également toutes les politiques de lutte contre la discrimination de genre, pour la solidarité internationale ou la diversité fonctionnelle.

À cette époque, une crise socio-économique profonde nourrissait un sentiment d'insécurité quant au travail, au logement, aux prestations, et faisait craindre des coupures dans les services publics considérés comme essentiels : la santé, l'éducation, etc. L'extrême droite en a profité pour répandre la peur et inciter au repli sur soi. Le message était le suivant : « le danger, les problèmes

viennent de l'extérieur, il faut vous défendre » et « je vais vous protéger contre ces dangers », etc.

L'extrême droite partait du principe qu'elle s'adressait à une société dans laquelle il existait déjà un terreau favorable aux stéréotypes et aux préjugés xénophobes, racistes et islamophobes. On est passé d'une certaine prudence à l'expression sans crainte de propos ouvertement racistes et discriminatoires, et ce en toute impunité. L'Espagne a ainsi montré combien la justice du pays était injuste et faisait preuve de passivité sur ces questions.

Pis, ces messages fonctionnent d'autant mieux sur une partie de la population qu'ils trouvent un écho favorable dans un contexte international marqué par les succès électoraux de Trump, Poutine, Le Pen. Tout ceci donne lieu à des tensions horizontales : « c'est la faute du voisin qui vous prive de votre emploi, de votre logement, de vos avantages sociaux », bref, le voisin devient le bouc émissaire.

Ces franges de la population ne réalisent pas qu'en fin de compte, toute la population pâtit de ces politiques qui se traduisent par une restriction des libertés, l'augmentation des contrôles, de la répression, et la remise en cause des droits humains.

L'extrême droite tend de façon totalitaire à l'homogénéisation, elle est donc profondément antidémocratique, puisque la démocratie est fondée sur la reconnaissance, le respect et la sauvegarde des diversités. Pour nous, partisans de la cohésion sociale, l'unité ne suppose pas l'uniformité. D'où l'importance de développer et de mettre en œuvre une philosophie politique de fraternité, qui implique aussi la reconnaissance de la richesse de la diversité et le respect des minorités. Cette reconnaissance doit reposer sur la lutte contre les inégalités, car la différence ne doit pas appeler l'inégalité, ni justifier les clivages entre catégories de population : homme-femme, local-étranger ou jeune-âgé.

Je considère que pour tenir tête à l'extrême droite, l'espace idéal est le municipalisme. C'est dans la proximité de la relation avec les citoyens que se vivent les expériences de discrimination, que la peur du changement se fait sentir. Mais c'est aussi au sein des municipalités – peu importe qu'elles abritent des millions de personnes ou quelques centaines – que se conçoivent les alternatives, que s'expérimente le vivre-ensemble dans la diversité. Ne tombons pas dans la facilité de la généralisation : tous les citoyens n'agissent pas de façon discriminatoire ou excluante. Heureusement, il existe des voisines et des voisins qui pensent et agissent différemment. Si je suis à la place qui est la mienne, c'est parce que ces personnes courageuses ont voté pour moi. C'est pourquoi mon engagement est de gouverner pour tout le monde, au-delà des origines et des croyances.

La montée de l'extrême droite ne peut être freinée qu'en investissant les rues, les espaces publics, les locaux associatifs, en incitant à la reconnaissance, basée sur la connaissance mutuelle entre les personnes, en favorisant les liens entre les gens : « Si je connais mon voisin, je n'aurai pas peur de lui, et il n'aura pas peur de moi. » Ces relations permettent de tisser un filet de sécurité, un filet de fraternité, qui implique la reconnaissance de la diversité.

“ L’extrême droite tend de façon totalitaire à l’homogénéisation, elle est donc profondément antidémocratique, puisque la démocratie est fondée sur la reconnaissance, le respect et la sauvegarde des diversités. ”

Toutes les sœurs sont différentes, mais elles sont unies par des liens de dépendance mutuelle, propres à la famille. Même dans les situations de conflit, qui existeront toujours, ces liens permettent une gestion plus constructive. C’est pourquoi nous utilisons tant de termes familiaux pour désigner les personnes de la communauté avec lesquelles nous reconnaissons avoir des liens d’interdépendance : tel oncle ou telle tante, cousin, frère, sœur, mère, etc. N’oublions pas d’ailleurs qu’[en espagnol] la première personne du pluriel

porte en elle cette diversité : Nos-Otras [« Nous-autres »].

D’où l’importance de réhabiliter la notion de voisin, de voisine. Pour être voisin, il n’y a pas besoin de papiers, il suffit de résider dans le quartier. C’est pourquoi nous revendiquons la citoyenneté de résidence, et que nous sommes opposés à l’octroi de la citoyenneté en fonction de la nationalité, ou de la détention ou non de certains documents (comme un permis de séjour). Malgré l’obstacle juridique que représentent les lois relatives aux étrangers ou à la nationalité, la Charte européenne de sauvegarde des Droits de l’homme dans la ville énonce : « Les villes signataires encouragent l’élargissement du droit de suffrage et d’éligibilité dans le domaine municipal à tous les citoyens majeurs non nationaux, après une période de deux ans de résidence dans la ville. » La citoyenneté est donc reconnue à tous ceux qui vivent dans la ville, tous détenteurs des droits inhérents à la citoyenneté.

Les « Villes Sans Peur » déploient des politiques de proximité, sans exclure les conflits. À Badalone, par exemple, depuis 2015, nous rouvrons des centres de prière en concertation avec les habitants du quartier, en négociant avec les opposants, pour rompre avec le phénomène Nimby⁶, en organisant des rencontres à travers la ville, à l’image des « iftars » ouverts à tous lors du dernier Ramadan, ou des journées « Colors de la Convivència ». L’objectif est de montrer que les peurs, les barrières qui nous divisent sont artificielles, qu’elles sont le produit de messages qui nous isolent, et qu’il n’y a rien de plus angoissant que la solitude, l’abandon et l’exclusion.

Je suis convaincue qu’en travaillant ensemble entre municipalités, nous parviendrons à transformer les fondements mêmes de la société, par le biais de la citoyenneté active. L’objectif est de générer un nouveau modèle équitable, inclusif, habitable, respectueux de la diversité, considérant celle-ci comme l’un des piliers de la richesse et du changement. Si nous voulons

6. Acronyme de *Not in my backyard* (« Pas dans mon arrière-cour ») [NdE].

bâtir de véritables villes du changement ou des « Villes Sans Peur », nous devons intégrer pleinement et de façon interdépendante des personnes d'horizons divers (origines culturelles, croyances, orientation sexuelle, âge, sexe, classe sociale, diversité fonctionnelle, idéologie, etc.). Il s'agit d'adopter une approche intersectionnelle.

Les gens courageux, qui font une ville courageuse, surmontent la peur par l'appui mutuel avec d'autres personnes courageuses. Ce n'est qu'avec des communautés de voisinage fortes et consciencieuses, c'est-à-dire courageuses, que nous pourrons résister, vaincre le totalitarisme et défier l'extrême droite.

Deuxième partie

OUTILS

ORGANISATIONNELS

CHAPITRE 1

COMMENT PRÉSENTER UNE CANDIDATURE MUNICIPALISTE PARTICIPATIVE

Kate Shea Baird (Barcelona En Comú), Claudia Delso (conseillère pour la participation et l'innovation démocratique à la mairie de La Corogne, Espagne) et Manuela Zechner (chercheuse et travailleuse culturelle)

59

CONTEXTE

En 2010 et 2011, nous avons investi les places publiques afin de dénoncer la politique traditionnelle et d'exiger une « vraie démocratie » au service de 99 % de la population. Ensemble, nous avons appris la valeur (et les enjeux) du débat ouvert, de l'intelligence collective et de la prise de décision horizontale et participative. Pour beaucoup d'entre nous, le municipalisme est une stratégie permettant de dépasser certaines des limites propres à la politique des mouvements sociaux, et même de gagner des élections, tout en restant fidèles aux aspirations du peuple. Pour d'autres, le municipalisme est une expérience inédite d'activisme politique, à travers laquelle nous sentons, pour la première fois, que nous pouvons donner notre avis sur les questions qui nous concernent.

L'expérience nous a appris que, pour montrer qu'il existe une alternative au statu quo, le mieux est de prendre l'initiative d'envisager la politique autrement. Le défi consiste à se lancer sans se laisser dominer par la quête de pureté démocratique, ni se décourager en cours de route par les obstacles inévitables et les contradictions sur lesquelles nous buterons. La présentation d'une candidature municipaliste gagnante est un exercice d'équilibriste permanent entre la recherche de consensus et la capacité à prendre des décisions afin d'agir efficacement. Entre la valorisation de la participation et la prévention contre la démotivation, entre l'horizontalité et la reconnaissance du rôle de leadership, face à l'establishment politique, économique et médiatique, il est

important de ne pas laisser la recherche de « perfection » paralyser l'action : la décision de l'endroit où placer le curseur, à la fois personnellement et collectivement, est un éternel dilemme.

« La création d'une plateforme municipaliste participative n'est pas un simple coup de communication, mais une démarche politique. Il ne s'agit pas d'établir des politiques au gré de questionnaires, mais de s'inscrire dans une narration capable de mobiliser une majorité qui soutient un projet de transformation. Le défi ne réside pas dans la politique électorale, mais dans la satisfaction des besoins concrets des secteurs de la population qui souffrent des contradictions du néolibéralisme dans nos villes. »

*Jorge Sharp
Maire de Valparaíso*

Dans ce chapitre, nous nous concentrerons sur la mise en place de plateformes municipalistes en vue d'une candidature aux élections locales, mais il est important de souligner que tous les chemins ne peuvent, ni ne doivent, conduire aux élections. Même si votre candidature vous paraît totalement légitime, il est important de se plier aux règles régissant les modalités de nomination et de direction, et de tenir compte du système électoral, des autorités et des ressources de l'administration locale, ainsi que de la solidité des organisations locales dans votre ville ou municipalité. Il est important de garder à l'esprit que bon nombre des candidats municipalistes qui ont remporté les élections peu après s'être présentés étaient issus de mouvements sociaux actifs depuis des années, voire des décennies. Si vous êtes novice, rien ne sert de vous précipiter ; poursuivez vos activités avec l'idée de démontrer, à chaque étape, que votre ville ou village peut être gouverné différemment.

MINI-MANIFESTE

– Ne pas avoir peur d'assumer le leadership

Nous voulons créer un processus transparent, horizontal et démocratique mais, paradoxalement, quelqu'un doit en assumer le leadership et veiller à ce qu'il aboutisse. Désignez un groupe pilote qui met en œuvre un tel processus et s'engage à démocratiser la gouvernance de l'organisation, après sa mise en place et sa consolidation.

– Garantir, dès le départ, la diversité et la parité entre les sexes

Le groupe pilote ne doit pas être dominé par les hommes : c'est une dimension essentielle de la féminisation de la politique. Celle-ci doit refléter la diversité ethnique et culturelle de votre communauté et associer des personnes aux compétences variées, notamment en matière d'organisation, de logistique et de finances, de communication et d'animation de groupes.

– Donner la priorité aux objectifs communs

Le mieux est d'être clair dès le départ sur la façon dont vous voulez changer et améliorer votre territoire. Énoncer vos objectifs est le meilleur moyen d'inciter davantage de personnes, en particulier celles qui n'ont pas d'expérience antérieure en matière de politique électorale, à s'associer au processus. Allez vers les gens et demandez-leur ce qu'ils pensent de leur quartier, les changements qu'ils apporteraient. Mettez l'accent sur des objectifs communs, plutôt que d'engager des négociations potentiellement houleuses sur le choix du candidat ou de la candidate, afin d'attirer des personnes d'horizons variés, issues d'organisations différentes, et ainsi rassembler autour d'une vision partagée.

– Présenter publiquement votre plateforme

Définissez des objectifs et des valeurs fondatrices, puis invitez les gens à participer au processus de construction. Il est important de ne définir que les piliers fondateurs du projet et de laisser aux gens la possibilité de s'impliquer pour continuer à le façonner.

– Tirer parti de l'intelligence collective

Invitez les gens à partager leurs idées pour améliorer votre quartier, votre ville ou votre village, et réfléchissez ensemble à la façon d'y parvenir.

– Arpenter les rues et frapper aux portes

Les rues et les places sont des lieux de sociabilité, les maisons et les cours intérieures sont des lieux de vie et de reproduction sociale. Veillez à prendre au sérieux ces espaces et leurs habitants; valorisez ce qu'ils font pour que la vie en ville soit possible. Ne vous limitez pas aux seuls partis et mouvements sociaux; faites l'effort d'aller à la rencontre des personnes politiquement déconnectées et dont les voix sont souvent inaudibles.

– Communiquer différemment

Utilisez la culture, la musique, l'art et les mèmes¹ pour rendre la politique attrayante. Que ce soit par le biais d'affiches, de dépliants, de campagnes sur les médias sociaux ou encore de rassemblements dans les centres communautaires locaux pour prendre le thé (ou du vermouth), concentrez-vous sur ce qui vous semble avoir du sens, et ne vous croyez pas obligés de tout faire. Écrivez et parlez simplement, soyez spontanés et évitez le jargon activiste ou idéologique. Utilisez la géographie, l'histoire et la culture locales lorsque vous choisirez des noms, des symboles ou des slogans pour votre plateforme (voir deuxième partie, chapitre 4).

– Tester votre popularité en vue d'une candidature potentielle

Pour légitimer votre décision de participer aux élections, vous pouvez rédiger une déclaration énonçant vos objectifs et vos valeurs et tenter de recueillir un certain nombre de signatures de soutien (par exemple, 1 % de la population de la ville).

1. « Élément d'une culture (prise ici au sens de civilisation) pouvant être considéré comme transmis par des moyens non génétiques, en particulier par l'imitation » (Oxford English Dictionary) [NdE].

– Décider qui sera votre candidat ou votre candidate

Vous pouvez choisir des personnalités connues et charismatiques, mais veillez à ce qu'il existe des mécanismes permettant de les responsabiliser. Étudiez la possibilité de convoquer des primaires ouvertes, mais soyez conscients que cela risque d'alimenter les divisions internes. Essayez d'encourager la collaboration plutôt que la compétition au sein du processus de sélection des candidats, et formez plutôt des équipes qui reflètent la diversité de votre mouvement.

Les petites victoires et la politique de l'action

Stimuler la participation est plus facile à dire qu'à faire. L'expérience nous a montré qu'il était essentiel de créer une culture politique orientée vers l'action. La plupart des gens ne peuvent pas se permettre de participer à des assemblées où l'on débattrait des heures de la manière de renverser le capitalisme ou de rédiger des règlements internes. Ils veulent que le temps qu'ils consacrent à un processus politique soit utile et sentir qu'ils contribuent à transformer leurs communautés. Organisez votre plateforme autour de la politique de l'action plutôt que du débat. Essayez d'assigner un rôle à chaque personne souhaitant s'impliquer, que ce soit en distribuant des tracts, en collectant des fonds ou en s'occupant de la restauration. Enfin, donnez à chaque groupe de travail ou assemblée une certaine autonomie pour tester leurs idées par le biais de processus d'essai-erreur.

Une politique axée sur l'action vous aidera à remporter de petites victoires qui montreront que le changement est possible. L'obtention de résultats concrets, aussi limités soient-ils, responsabilise les gens et les motive à relever de plus grands défis.

ILLUSTRATIONS

Manifeste de Guanyem Barcelona*, 2014, Barcelone

Sauver la démocratie des pouvoirs qui la détiennent en otage est un défi à la fois difficile, ambitieux, et passionnant. Cela exige d'inventer de nouveaux mécanismes d'articulation sociale et d'intervention politique là où se trouvent les gens organisés et ceux qui entament leur mobilisation. Ceux qui se battent depuis longtemps et ceux qui se sentent floués, mais veulent plus que tout se passionner pour un projet commun.

C'est pourquoi nous avons créé cette plateforme citoyenne. Pour proposer une candidature de confluence, gagnante, emblématique des intérêts de la majorité. Une candidature qui suscite l'enthousiasme, qui nous représente au sein des quartiers, sur les lieux de travail, dans le monde de la culture, et qui permette de transformer les institutions au profit des gens.

Nous ne voulons pas d'une coalition ni d'une alliance confuse. Nous voulons fuir les anciennes logiques de parti et construire de nouveaux espaces qui, en respectant l'identité de chacun, dépassent la somme arithmétique des parties qui les composent. Nous pensons que notre ville réunit les conditions pour y parvenir.

* « Gagnons Barcelone » : précédent nom de « Barcelone en commun ».

« Manifeste populaire », Take Back the City, Londres

Take Back the City a été créé par des enseignants et des jeunes de Londres avec comme objectif de remettre en question le programme conventionnel du *business as usual* à l'occasion des élections municipales de 2015. Ils ont élaboré à cette fin un manifeste populaire, après avoir interrogé 75 groupes de personnes à travers la ville. Les questions posées étaient les suivantes : « Qu'attendez-vous de Londres ? » et « À quoi ressemblerait une Londres plus juste ? » Les propositions sur Internet étaient acceptées, mais les rencontres en personne ont été privilégiées, avec comme priorité de consulter notamment les groupes marginalisés tels que les concierges et les personnes sans-abri vivant dans des foyers. Au total, près de 2 000 propositions ont été recueillies pour le manifeste. Les activités de la plateforme ont été financées par un *crowdfunding*, avec un don moyen de 10 livres sterling.

Collecte de signatures, Comú de Lleida, Espagne

La loi espagnole autorise des groupes de résidents locaux à se présenter aux élections sans être membres d'un parti politique. Tout groupe qui parvient à recueillir un certain nombre de signatures de soutien (déterminé en fonction du nombre d'habitants de la commune) peut se présenter aux élections en tant que « groupe d'électeurs » pour un mandat. En 2015, l'objectif à Lleida – ville rurale de 139 000 habitants – était de recueillir 1 500 signatures en vingt jours. Un groupe de personnes issues des mouvements sociaux a rédigé un manifeste s'engageant à la transparence, à la participation et à la communauté. 2 000 signatures de soutien ont été obtenues, permettant au groupe de se présenter comme « Comú de Lleida ». Lors de ces élections, deux représentants du groupe ont été choisis pour siéger au conseil municipal.

Manifeste collaboratif et campagne électorale, Muitas Pela Cidade Que Queremos, Belo Horizonte, Brésil

En 2015, des membres des mouvements sociaux de Belo Horizonte ont envisagé de se présenter aux élections locales et formé Muitas Pela Cidade Que Queremos. Entre mars et novembre, ils sont allés à la rencontre des personnes dans les parcs, sur les places, dans les écoles et les espaces publics pour recueillir leurs propositions face aux problèmes qu'elles rencontraient au sein de la ville, de la pollution à la mobilité en passant par la violence urbaine. Un « Manifeste pour la ville que nous voulons » a été ensuite rédigé sur la base des résultats de ce processus. Le caractère collectif de ce dernier lui a conféré une légitimité, et le texte lui-même a contribué à clarifier l'identité politique de la plateforme.

Le parti politique PSOL [« Partido Socialismo e Liberdade »] a rejoint le projet en 2016, autorisant légalement Muitas à participer aux élections. Muitas a donné la priorité à la diversité ethnique et à la mixité sur sa liste

de douze candidats, qui compte les premiers candidats autochtones et transgenres de l'histoire de la ville.

Plus de 200 personnes ont participé aux groupes de travail durant la campagne électorale d'octobre 2016, dont des designers et des artistes qui ont fait don de leurs œuvres pour recueillir des fonds. Des jingles ont été composés pour chacun des candidats, et un groupe de « biciactivistas » [« militants à vélo »] a parcouru la ville en diffusant des chansons *via* des haut-parleurs, muni de banderoles à l'effigie des candidats. Moins de deux ans après sa création, Muitas a obtenu 35 000 voix et compte deux représentants au conseil municipal.

Primaires ouvertes, Mouvement Valparaíso ciudadano, Valparaíso, Chili

En 2016, une alliance de nouveaux partis politiques nationaux tels que le Mouvement autonome, des membres d'initiatives politiques locales, de mouvements sociaux, du secteur culturel, des étudiants, des personnels universitaires et des personnes travaillant dans de petites entreprises, se sont réunis pour créer le Mouvement Valparaíso ciudadano [« Valparaíso citoyen »]. Celui-ci a tenu des « primaires citoyennes » autogérées pour choisir, parmi six personnes, son candidat à la mairie. Le processus des primaires, qui consistait à distribuer des bulletins de vote au sein d'associations étudiantes, dans les parcs, les commerces, les centres communautaires et les sièges syndicaux, a été l'occasion pour les citoyens de s'impliquer activement en politique. Au total, 5 200 personnes ont voté lors des primaires et le vainqueur, Jorge Sharp, a été élu maire lors des élections municipales d'octobre 2016.

FÉMINISER LA POLITIQUE

La participation horizontale est l'un des meilleurs moyens de rompre avec les structures traditionnelles de pouvoir et d'autorité. Mais au sein d'une plateforme municipaliste, il ne suffit pas de permettre une participation ouverte. Nous devons veiller scrupuleusement à ce que les processus participatifs ne reproduisent pas la dynamique traditionnelle du pouvoir. Cela implique d'utiliser des techniques d'animation qui tiennent compte de la parité entre les sexes et de la représentation d'autres formes de diversité lors de la prise de parole, de limiter le temps de parole de chaque intervenant et d'offrir divers mécanismes permettant aux gens d'apporter leurs idées au-delà des réunions publiques (discussions en petits groupes, cartes de propositions, participation numérique, etc.). Cela implique aussi d'être conscient du peu de temps dont certaines franges de la population disposent pour la participation politique – les processus participatifs doivent être courts et productifs –, sans oublier de prévoir des services de garde d'enfants sur les lieux de réunions et d'ajuster l'horaire des réunions et des assemblées.

Comment participer à une assemblée municipaliste : recommandations du groupe de Marea feminista [« Marée féministe »] de la plateforme municipaliste Marea Atlántica, La Corogne, Espagne

- › Lorsque vous prenez place dans l'enceinte de l'assemblée, évitez d'occuper le siège le plus en vue.
- › Même si vous êtes tenté de vous asseoir à côté des gens dont vous vous sentez politiquement proches, préférez ceux qui ne pensent pas exactement comme vous, notamment les femmes.
- › Lorsque la parole est donnée aux participants, ne soyez pas le premier à intervenir, et souvenez-vous qu'il est bon de laisser quelques minutes de réflexion à ceux qui ont plus de difficulté à exprimer leurs idées.
- › Avant d'intervenir dans un débat, demandez-vous si ce que vous allez dire a déjà été dit par quelqu'un. Si toutefois vous trouvez opportun d'ajouter quelque chose, citez la personne qui a exprimé l'idée en premier et ajoutez votre contribution sans répéter ce qui a déjà été dit.
- › N'essayez jamais de traduire, de clarifier ou d'interpréter ce qu'une autre personne a dit, surtout si c'est une femme. Si vous pensez que quelque chose n'est pas clair, demandez-lui de vous l'expliquer à nouveau ou posez-lui des questions précises sur ce qui vous semble confus.
- › Lorsque vous participez à un débat, essayez d'espacer vos interventions.
- › Essayez toujours d'avoir en tête le nombre d'hommes et de femmes qui participent au débat.
- › Essayez de calculer la durée moyenne des interventions des hommes et des femmes du groupe, et ajustez la vôtre en fonction.
- › Soyez attentif à votre communication non verbale, à votre posture physique et à la façon dont vous vous tenez assis et gesticulez.
- › Modérez le ton de votre voix : crier ou être trop éloquent ne donnera pas plus de poids à votre opinion.

Les assemblées sont des espaces d'échange d'idées auxquels chacun devrait pouvoir participer. Vous avez peut-être toutes les réponses, mais si vous ne laissez pas de la place aux autres, vous monopolisez le débat.

Les facilitateurs sont là pour une raison précise : s'assurer que personne ne monopolise le débat, que toutes les voix et tous les points de vue sont entendus avant qu'une décision soit prise et veiller à ce que nous puissions tous dépasser nos propres certitudes. C'est leur fonction et elle doit être respectée.

CONCEPTS CLÉS

Intelligence collective

Elle implique de tirer parti des connaissances, de l'intelligence, de la sagesse et des compétences de tous les membres de votre communauté. Valoriser l'intelligence collective permettra à votre plateforme d'accomplir des choses qui semblaient impossibles. Évitez que des individus ou des clans imposent leur autorité et s'arrogent le pouvoir de décision et favorisez les processus tels que les assemblées ouvertes, les ateliers, les sondages et les

séances de *brainstorming* pour tester et développer davantage votre intelligence et vos pratiques collectives. Ces processus vous permettront de mieux appréhender les connaissances des experts, les objections de la hiérarchie et les attaques de vos adversaires. Veillez toujours à utiliser les connaissances des personnes concernées par la politique, et pas uniquement celles des spécialistes ou des experts. Évitez que des individus ou des clans imposent leur autorité et s'arrogent le pouvoir de décision.

OUTILS ET RESSOURCES

Table ronde Villes Sans Peur «Comment présenter une candidature municipaliste participative» : www.youtube.com/watch?v=FQzbOVA9_s8&feature=youtu.be

Manifeste «Gagnons Barcelone» : <https://guanyembarcelona.cat/es/firma>

Comment remporter la ville en commun, Barcelona En Comú : <https://barcelonaencomu.cat/sites/default/files/guia-para-ganar-la-ciudad-cast.pdf>

«Ara toca guanyar» [«Maintenant il est temps de gagner»], Vidéo expliquant le processus de construction de Barcelona En Comú : www.youtube.com/watch?v=v5Bqh-2fsyU&feature=youtu.be

CHAPITRE 2

CODE ÉTHIQUE ET FINANCEMENTS

Xavi Ferrer (Barcelona En Comú), Susi Capella (València En Comú), Pantxo Ramas (CongBasaglia Trieste) et Yolanda Sánchez (Barcelona En Comú)

CONTEXTE

Le manque actuel de légitimité du système politique est dû, pour une large part, à la corruption et aux liens qu'entretiennent les grands partis et les puissances économiques. « Portes tournantes », intentions cachées, faveurs et cadeaux personnels, dynasties familiales au sein de la fonction publique, pots-de-vin, vols, prêts des banques pour financer les campagnes électorales..., autant de pratiques ayant conduit à une méfiance totale vis-à-vis de la politique institutionnelle.

Dans ce contexte, il est indispensable que les responsables politiques prennent un nouvel engagement vis-à-vis des citoyens. Ce changement doit s'accompagner de nouvelles « règles du jeu » qui aillent au-delà des « bonnes politiques » et instaurent une nouvelle éthique visant à démocratiser radicalement aussi bien la politique que l'économie.

C'est pourquoi de nombreuses candidatures prévoient la définition d'un nouveau *contrat* entre les citoyens et les élus. Celui-ci implique des formes de financement inédites permettant aux partis de préserver leur indépendance vis-à-vis des banques. Ce nouveau code éthique est particulièrement important au niveau municipal, où la proximité est grande entre les représentantes politiques et leurs électeurs, et la participation essentielle pour garantir la démocratie. Nous profitons du contexte qu'offre le municipalisme pour créer un nouveau code éthique et de nouvelles formes de financement, ouvertes et indépendantes des banques.

« Un code éthique n'a pas vocation à nous prémunir contre la corruption, il s'agit d'un outil permettant de démettre de leurs fonctions ceux qui auraient un comportement inadéquat. »

*Ximo Balaguer
Barcelona En Comú*

MINI-MANIFESTE

Comment élaborer un code éthique ?

- **Le code éthique (CE) doit être utile à l'organisation pour :**
 - démocratiser la prise de décision et la hiérarchie interne ;
 - promouvoir un financement collaboratif reposant sur une large base de financement de manière à garantir l'indépendance vis-à-vis des banques et des grands donateurs ;
 - être libre de mener des politiques opposées aux pouvoirs économiques ;
 - obtenir des informations financières et fixer des principes éthiques à l'embauche, dans une optique d'abolition des privilèges et de lutte contre la corruption ;
 - garantir un processus ouvert et des méthodes claires concernant le choix du personnel technique et l'attribution des postes de confiance.
- **Le CE doit être exigeant tout en étant réaliste** et, par conséquent, garantir le fonctionnement de l'organisation. À travers un code éthique approprié, la société percevra l'engagement réel, réaliste et concret, de votre organisation envers l'éthique politique.
- **Le CE doit être obligatoire** pour tous les membres et collaborateurs : nous devons tous accepter cet accord.
- **Le CE doit être constamment évalué** : l'organisation doit reconsidérer la façon de respecter ses engagements et être prête à les modifier si besoin.
- **Le CE doit être concret** : le code éthique doit être soumis à un protocole, qui énonce des règles précises et instaure des mécanismes simples pour en apprécier la mise en œuvre.
- **Le CE doit être compréhensible** : un code éthique est un outil dont la vocation est de bâtir une organisation saine ; il doit donc être facile à comprendre, tant par les membres de l'organisation que par les personnes extérieures.
- **Des assemblées et des groupes de travail** sont nécessaires pour définir les points essentiels d'un code éthique. Il est recommandé de respecter les trois étapes suivantes lors du **processus d'élaboration du code éthique** :
 - d'abord, établir un large consensus autour de certains principes, avec des négociations impliquant tous les acteurs concernés par la candidature ;
 - ensuite, définir un premier projet de code ainsi que les outils qui permettront d'apporter des changements avant le vote final ;
 - et enfin, définir un protocole à respecter pour modifier le code lorsque nécessaire et désigner l'organe qui veillera à son application.

Le code éthique doit articuler de manière cohérente les éléments suivants :

- › un plafonnement salarial ;
- › des normes pour éviter l'apparition de nouvelles élites qui vivent de la politique sans être au service des citoyens ;
- › des mécanismes pour féminiser la politique ;
- › des critères pour maintenir l'indépendance vis-à-vis des banques et d'autres entités ;
- › un non-cumul des mandats ;
- › des règles régissant précisément l'activité des candidats pendant leur mandat et après leur départ pour éviter les conflits d'intérêts ;
- › et des engagements en matière de transparence des activités politiques.

Comment obtenir des financements ?

Le processus de recherche de financements est une étape fondamentale pour toute plateforme municipaliste qui se prépare à mener une campagne politique.

- Les campagnes politiques sont plus coûteuses que les ressources habituellement disponibles et, en même temps, nos organisations sont tenues à une grande transparence. Les clés du succès de toute recherche de financement sont la créativité et la détermination. Il est essentiel de considérer le financement non pas dans sa seule dimension monétaire, mais aussi comme un outil politique.
- Il s'agit d'être efficace et de parvenir à susciter l'intérêt des donateurs potentiels (qu'il s'agisse de militants ou de sympathisants). Pour y parvenir, il est essentiel d'être flexible et de mettre en place des actions adaptées à différents objectifs, publics et réseaux. Il est essentiel de tenir compte de la fracture numérique, car tout le monde n'utilise pas Internet de la même manière.
- Le plus important est d'établir la confiance : il faut être réellement présent, transparent et accessible. L'aspect financier ne doit pas être un obstacle pour s'associer à un groupe, mais une façon de témoigner de la confiance placée dans le projet. L'argument à utiliser pour convaincre n'est donc pas de dire que l'effort financier est minime, mais que le financement du projet est utile ; et que donner est un véritable acte politique. Le financement est aussi une forme d'activisme et d'appartenance au mouvement auquel nous croyons.
- Pour que la collecte de fonds soit un succès, elle doit mobiliser toute l'organisation et convaincre tous les citoyens, vos proches et vous-même que ce financement collectif est souhaitable et nécessaire.

« Nous ne pourrons exprimer et défendre nos convictions que si nous n'avons aucune dette envers les banques. »

Miguel Ongil
Podemos Madrid

Outils de financement

- › Le *crowdfunding*. Petits montants ; beaucoup de gens ; décision émotionnelle. N'importe qui peut le faire !
- › Microcrédits personnels. Montants élevés ; négociation formelle d'un contrat. Le public cible est plus ou moins impliqué, mais il fait confiance aux personnes impliquées (parents, amis, etc.).
- › *Merchandising*. En général, il s'agit davantage d'un outil marketing que d'un réel instrument de collecte de fonds. Il s'adresse principalement aux militants et, à moins d'une campagne de grande ampleur, le fait que les gens portent notre T-shirt compte plus que l'argent gagné en le vendant.
- › Contributions régulières. Il est recommandé de maintenir une large base de donateurs pour couvrir les coûts structurels. Le *crowdfunding* et le microcrédit peuvent également être utilisés pour financer des projets et des campagnes spécifiques.
- › Autres : dons périodiques ou individuels, subventions électorales, dons non économiques.

ILLUSTRATIONS

Le processus de *crowdfunding*, Barcelona En Comú

Dès le départ, la collecte de fonds a représenté un défi considérable. De nombreuses options ont été envisagées, sans que jamais le moyen ni le temps de les mettre en œuvre ne soient trouvés. Plus tard, ils se sont rendu compte que le groupe lui-même n'était pas prêt pour ce genre de démarche.

Seul, tout paraît insurmontable, avec des camarades, tout devient possible

Il fallait surmonter cette peur et générer un véritable engouement autour du financement. Cela a été possible grâce aux explications apportées à un maximum de personnes : nous avons participé à toutes les réunions de Barcelona En Comú pour expliquer l'importance du *crowdfunding* ; nous avons organisé des réunions lors d'événements publics, nous nous sommes rendus dans les groupes de quartier pour coordonner les ventes d'objets de *merchandising*, et nous avons fait campagne pour promouvoir un modèle de microcrédit en expliquant à chacun les détails techniques : « un maximum de 10 000 euros, un prêt d'un an, sans intérêt... ». Nous n'avons eu de cesse de répéter le même discours et ce fut justement la clé du succès.

Les dons ont finalement dépassé la barre des 90 000 euros, les microcrédits celle des 200 000, et des centaines de personnes se sont impliquées dans la campagne. Il est ainsi apparu clairement que l'éthique de l'organisation ne se résumait pas à un code. C'était une aventure vivante et partagée, composée

de personnes, animée de discussions, empreinte de doutes, confrontée à des choix, commettant parfois des erreurs; et transformer tout cela en effort collectif a permis à Barcelona En Comú de se donner une nouvelle éthique.

Obligations remboursables et obligations de donation, València En Comú

Pour financer la campagne municipale de 2015, València En Comú a lancé la vente d'obligations remboursables et d'obligations de donation afin de politiser et de démocratiser la recherche de financement. Cette démarche poursuivait trois objectifs clairs.

D'abord, préserver l'indépendance et ne pas solliciter les banques pour obtenir un financement: la plateforme préférerait s'endetter auprès des citoyens. Ensuite, garantir l'identification de chaque personne faisant l'acquisition d'une obligation. Ce qui était à l'origine une exigence du ministère à travers la loi sur le financement des partis politiques a été transformé en un mécanisme de transparence pour rendre publique – pas seulement vis-à-vis du ministère – la liste des personnes ayant financé la plateforme. Enfin, combler le fossé numérique et donner la possibilité aux personnes n'ayant pas accès à Internet ou qui, en raison de leur âge, maîtrisaient mal les nouvelles technologies, de faire des dons économiques, soit en achetant des obligations de donation, soit en accordant des mini-crédits avec des obligations remboursables.

En fin de compte, la vente de ces obligations a constitué 56% de l'apport pour la campagne. Les 10000 euros ainsi récoltés, mais aussi et surtout la vente itinérante à travers les quartiers de la ville ont permis de sillonner les rues et d'organiser une campagne au plus proche des électeurs. En effet, les membres de València En Comú sont allés eux-mêmes demander aux gens une contribution économique ou un mini-crédit, en expliquant leur candidature. Par cette démarche, ils démontraient en paroles et en actes qu'ils faisaient déjà une politique différente, proche de la citoyenneté, participative, ouverte, de quartier en quartier.

Code éthique, Marea Atlántica, La Corogne, Espagne

Au vu de la nécessité d'une nouvelle légitimité dans un contexte politique marqué par la corruption et le trafic d'influence, il a été décidé de lancer un processus de discussion pour identifier les revendications et les réticences des citoyens face à une nouvelle plateforme électorale.

De nombreuses idées ont été recueillies et regroupées de manière à leur donner une cohérence et une unité. L'objectif était qu'elles soient intelligibles, et que les engagements pris soient clairs et publics. C'est ainsi que fut élaboré le code éthique de Marea Atlántica.

Par souci de clarté, le texte du code a été rédigé de manière simple et accessible, accompagné de hashtags et de dessins. Même si l'impact d'une telle

initiative est toujours difficile à mesurer, elle a eu des répercussions médiatiques incontestables et ce fut l'une des pages les plus consultées sur Internet pendant la campagne. #UnaPersonaUnCargo [#UnePersonneUnPoste], le plafonnement des salaires ou #Transparencia [#Transparence] ont fait partie des sujets abordés pendant la campagne, dans les médias comme dans la rue.

Ainsi, le processus de discussion comme le résultat ont donné lieu à un nouveau scénario politique dans lequel, au-delà de ce qui est exigé par la loi, l'obligation est née d'un engagement plus fort envers les valeurs démocratiques, la transparence et le financement éthique.

« Bote común », Badalona En Comú, Badalone, Espagne

Le plafonnement salarial, qui était l'un des engagements pris dans le cadre du code éthique, a donné lieu à un différentiel entre le salaire maximum (3,5 fois le salaire interprofessionnel minimum) et le salaire versé aux fonctionnaires de Badalona En Comú par la mairie.

Cette somme a été baptisée « rémunération excédentaire », et chaque employé de la fonction publique devait la mettre à disposition dans une sorte de pot commun appelé « bote común ». Pour donner une noble affectation à ces excédents, ces derniers furent consacrés à des projets sociaux, choisis de manière participative dans le cadre de l'initiative « Pot Comú ». Dès sa première édition en 2015-2016, cette initiative a permis de récolter un total de 30000 euros.

FÉMINISER LA POLITIQUE

Le code éthique doit inclure des aspects de transformation et de féminisation de la politique : en effet, nous sommes conscients de la complexité que représente l'entrée dans un monde où les procédures, les horaires et les dynamiques de relations et d'exposition publique sont profondément masculinisés. Rendre la vie politique plus humaine, plus horizontale et plus collective est essentiel pour introduire certains principes féministes au sein de l'action politique. Réfléchir à une nouvelle éthique sur la façon d'articuler la représentativité des citoyens et la citoyenneté permet d'ouvrir le débat sur la participation, la représentation et la transparence, mais aussi sur la conciliation et la manière dont nous voulons articuler le travail « productif » et « reproductif » (tâches domestiques et soins à la personne). En même temps, penser à nous financer de manière collaborative et décentralisée est une façon de prendre une décision collective en faisant preuve d'autonomie et d'engagement. La relation de confiance et de proximité est ici essentielle.

CONCEPTS CLÉS

Code éthique

Principes de fonctionnement qui mettent fin aux privilèges des femmes et des hommes politiques à l'aide de différents outils : plafonnement salarial, programmes publics, suppression des primes, interdiction des « portes tournantes », etc. Il s'agit d'un « contrat éthique » entre les personnes qui occupent un poste public et les citoyens vis-à-vis desquels elles sont redevables.

Crowdfunding (ou financement participatif)

Campagne citoyenne, populaire et décentralisée pour obtenir des financements tout en suscitant la participation et l'engagement au sein du projet politique. Il se veut « viral », repose sur le bouche-à-oreille et entend démocratiser la collecte de fonds. Son objectif est l'autonomisation collective et l'indépendance vis-à-vis des organes donateurs, c'est pourquoi mieux vaut une multitude de petites contributions que quelques-unes conséquentes.

OUTILS ET RESSOURCES

Table ronde Villes Sans Peur «Code éthique et financement»:
www.youtube.com/watch?v=DA89fUCZTiU&feature=youtu.be

Code éthique de Barcelona En Comú: https://barcelonaencomu.cat/sites/default/files/01_codigo_etico_cast.pdf

CHAPITRE 3

ORGANISATION D'UNE PLATEFORME MUNICIPALISTE : STRUCTURE ET CONFLUENCE

Marta Junqué (Barcelona En Comú), Caren Tepp (Ciudad Futura et conseillère municipale de Rosario, Argentine) et Mariano Fernández (Marea Atlántica)

75

CONTEXTE

Le municipalisme ne saurait se contenter d'un changement de politiques publiques ni de la participation de « meilleures » personnes au sein des institutions : il entend aussi changer les façons de faire de la politique, de réhabiliter la ville et ses institutions et, grâce à la ferveur du peuple, de transformer celles-ci pour les mettre au service du bien commun. Ce que nous cherchons va au-delà de la qualité d'un programme électoral ou encore de l'intelligence et de l'engagement de nos dirigeants. Nous voulons être les protagonistes d'un projet collectif. C'est pourquoi le succès d'une plateforme municipaliste réside dans son organisation. Celle-ci est essentielle lors de sa création, comme dans sa phase de consolidation et de stabilisation. Nos organisations doivent être le reflet de la politique transformatrice sur laquelle nous misons : la démocratie interne, la féminisation de la politique, le travail en réseau et l'intelligence collective.

Nous avons conscience que chaque contexte local a ses propres traditions, sa culture politique, ses organisations, ses mouvements et partis, et que toute organisation doit être structurée de la manière la plus utile pour servir le projet. Il n'existe pas de recettes définitives concernant la structure des plateformes municipalistes, mais les lignes qui suivent présentent les traits caractéristiques du modèle organisationnel de la majorité d'entre elles.

« L'essentiel est de faire sentir à ceux qui rejoignent nos organisations qu'ils sont en train de transformer la réalité. »

Caren Tepp

MINI-MANIFESTE

La confluence dépasse la coalition de partis : comment suivre le chemin de la confluence ?

L'organisation de plateformes municipalistes doit permettre à toutes les personnes, y compris celles n'ayant aucune expérience en matière de politique électorale, de participer sur un pied d'égalité. Le défi consiste à créer une organisation qui intègre et s'appuie sur l'expérience des mouvements et partis politiques existants, tout en étant plus que la somme des parties qui la composent. L'élément clé de ce processus est la confluence.

– Écho citoyen

Lors de la création de la plateforme, nous devons être en mesure de lancer un appel d'envergure aux citoyens non organisés pour qu'ils aient connaissance de ce nouvel espace politique, participent à ses activités et aux luttes engagées.

– Faire passer les objectifs avant les acronymes

La confluence implique de travailler avec différents acteurs, non seulement les partis politiques, mais aussi les citoyens et les mouvements sociaux, afin qu'ils poursuivent les mêmes objectifs, coordonnent leurs actions et unissent leurs efforts.

– Travailler ensemble sur la base d'objectifs et de projets spécifiques

Il faut développer des processus permettant d'identifier des objectifs et des propositions d'action concrètes, lesquelles facilitent l'articulation et la coordination des différents acteurs et personnes, en privilégiant la proximité et le municipalisme.

– Promouvoir le leadership citoyen

Il est important que de nouveaux visages fassent leur apparition en politique et génèrent un large consensus parmi tous les membres de la plateforme. Il faut s'efforcer d'identifier et d'intégrer au sein du projet des personnes de profils variés (politiciens, techniciens, communicants, orateurs, etc.) pouvant contribuer à son développement et à sa mise en œuvre.

– Participation individuelle

L'une des règles fondamentales du radicalisme démocratique et de la féminisation de la politique repose sur la participation à titre individuel (quel que soit le rôle de la personne au sein de l'organisation, de l'institution ou de la société) et non sur celle de représentants d'autres organisations ou partis.

– La générosité comme valeur fondamentale

La confluence est une philosophie de collaboration qui nécessite de fortes doses de générosité individuelle à l'égard du projet commun et des objectifs concrets à atteindre. Dans ce processus, il est important de valoriser à la fois

l'expérience antérieure des militant-e-s et la fraîcheur des personnes qui participent pour la première fois à un processus de ce type.

– **Favoriser la perméabilité et le « double militantisme »**

La relation et la coexistence avec les mouvements sociaux, les organisations civiles ou encore les organisations politiques dotées de niveaux d'organisation supra-municipaux est l'un des points les plus complexes du processus. Il est très important que la plateforme soit perméable aux demandes des mouvements sociaux et ouverte à la participation des militants. Le « double/triple/quadruple militantisme » des militants sur d'autres plateformes est tout à fait bienvenu, bien qu'il soit complexe à gérer.

Comment organiser la plateforme pour qu'elle réponde à la radicalité démocratique et à la féminisation de la politique ?

– **Mettre en place des instances collégiales de décision qui rompent avec les dynamiques verticales, garantissent la parité entre les sexes et favorisent le leadership collectif**

Lors de la création de la structure organisationnelle de la plateforme, il faut veiller à ce que les instances soient collégiales, respectent la parité entre les sexes (50 % de femmes au minimum) et favorisent la prise de décision par consensus.

– **Il est fondamental que le territoire (« la tranchée de la proximité », à laquelle se réfère Iago Martínez) soit vivant et bien représenté au sein du modèle organisationnel**

La force du municipalisme repose sur l'existence d'assemblées de quartier ou de petits comités locaux. Le travail des militants de quartier est à la charnière entre l'organisation et les autres mouvements locaux ; il permet, en outre, d'enraciner l'organisation dans la vie quotidienne et d'être au plus près des réalités.

– **Souplesse organisationnelle et capacité d'adaptation aux nécessités propres à chaque contexte**

Le modèle organisationnel doit s'adapter à un contexte donné, aux besoins propres à chaque phase de l'organisation et tirer les leçons de ses erreurs. Il doit être vivant et flexible tout en reposant sur un certain nombre d'espaces (de travail, de participation et de prise de décision) suffisamment stables pour forger une culture organisationnelle respectueuse des valeurs et principes fondateurs. L'équipe technique doit être cohérente avec la structure de l'organisation et la dynamique du fonctionnement interne.

– **Collaboration et perméabilité entre l'espace propre au groupe municipal et celui de l'organisation**

Garantir la vie et la perméabilité d'une organisation tout en gouvernant n'est pas chose facile. Si la plateforme est investie du mandat municipal, il est essentiel de continuer à faire vivre à la fois l'espace institutionnel (formé par le groupe municipal, les conseillers municipaux, de district, etc.) et l'espace de la plateforme à proprement parler. Les dynamiques de réflexion et

de codécision doivent être encouragées pour que les deux espaces soient perméables et développent des stratégies communes visant à répondre aux objectifs et processus de leurs fonctionnements internes respectifs.

– **Créer différents espaces de participation et de prise de décision**

Les décisions doivent être le fruit d'un débat et d'un vote organisés selon des procédures faciles à comprendre. Conformément aux principes de démocratie interne, tous les espaces devraient être organisés autour du travail en réseau et favoriser l'intelligence collective.

– **Assigner des rôles et des tâches accessibles à tous les niveaux d'engagement afin d'optimiser l'implication de chacun**

Pour garantir le bon fonctionnement de l'organisation, il est fondamental de permettre une participation flexible, au-delà des formats présentiels et continus, et d'encourager le travail du *care*², la conciliation et la diversité dans la répartition du temps et des tâches.

– **Ne pas éliminer les conflits**

Les critiques internes et la diversité des opinions sont enrichissantes pour l'organisation. Le conflit doit être appréhendé comme un élément constructif : nous devons parvenir au consensus par le biais d'un débat honnête et ouvert, l'objectif étant de rapprocher les positions pour trouver des solutions, et non de prendre des décisions à une majorité restreinte, source de confrontation entre « gagnants et perdants ».

ILLUSTRATIONS

Un modèle d'organisation fondé sur la démocratie interne, le travail en réseau et la promotion de l'intelligence collective, Barcelona En Comú

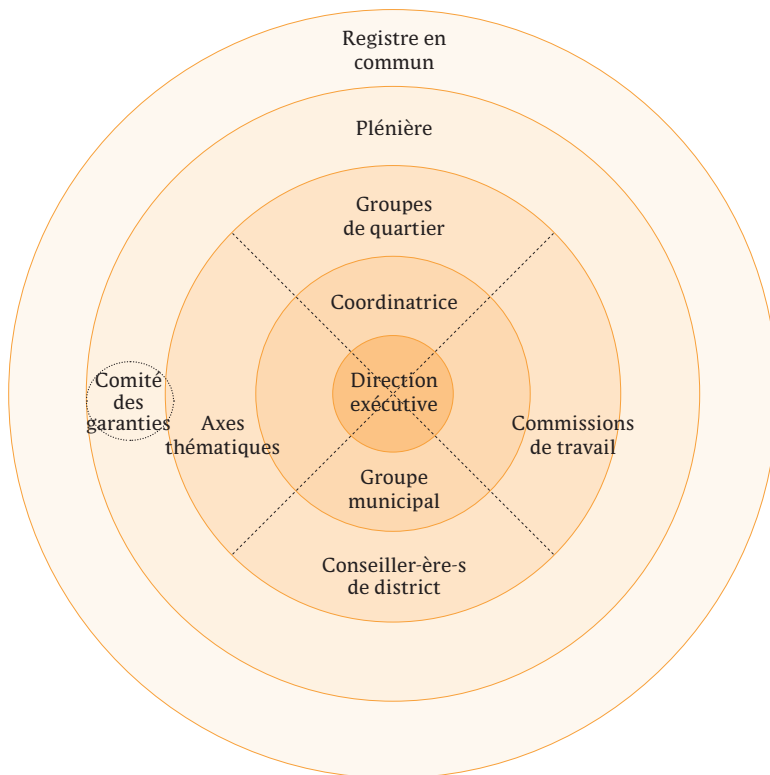
Barcelona En Comú est structurée autour de plusieurs espaces de participation, de prise de décision, de réflexion et de commissions de travail. Les plus importants sont :

- **Le « Commun »**, qui compte quelque 15 000 personnes, inscrites au registre de l'organisation, mais qui ne participent à aucun espace de travail. Cet espace est l'organe suprême de responsabilisation et de prise de décision, tant politiques qu'organisationnelles. La participation se fait par le biais d'une plateforme en ligne.
- **La « Plénière »**, au cours de laquelle sont prises les décisions les plus stratégiques, est ouverte à tous les militant-e-s qui participent à un groupe de travail ou à une plateforme territoriale. Elle compte actuellement environ 1 500 personnes.
- **La « Coordinatrice »**, composée de personnes choisies dans tous les espaces, est chargée de définir la stratégie politique de l'organisation.

2. Voir plus haut, *Introduction*.

Elle comprend également un certain nombre de membres du groupe municipal.

- La « **Direction exécutive** », composée d'un petit nombre de membres élus par les militant-e-s, est chargée de prendre les décisions opérationnelles et d'exécuter les stratégies et les décisions prises par la « **Coordinatrice** ».
- Les « **Groupes de quartier** » sont formés par des militant-e-s de chaque quartier; ils doivent être autogérés et jouir d'une autonomie opérationnelle. Tous les groupes de quartier disposent d'un espace commun de coordination appelé la « **Coordinatrice territoriale** ».
- Les « **Axes thématiques** » sont composés de militant-e-s expérimenté-e-s ou manifestant un intérêt particulier pour un thème spécifique. Un espace de coordination des axes et d'élaboration de contenus, appelé « **Commission de contenus** », se réunit toutes les deux semaines.
- Le « **Comité des garanties** », organe indépendant choisi par les militant-e-s, est chargé d'assurer le fonctionnement démocratique de la plateforme et de garantir l'application des principes de participation égale, de justice et de transparence.



L'évolution d'un modèle organisationnel, Marea Atlántica, La Corogne, Espagne

Créée à l'été 2014, Marea Atlántica s'est dotée d'une structure alliant le principe de l'innovation démocratique aux besoins les plus évidents propres à tout processus organisationnel : l'autonomisation, l'extension territoriale et la création de contenus. C'est pourquoi Marea Atlántica s'est organisée autour de trois organes fondamentaux : le « Réseau », délibérant en sessions plénières et compétent en matière de décisions stratégiques, le « Groupe d'ouverture », organe exécutif chargé des relations politiques et la « Coordinatrice », autre organe exécutif chargé de la logistique quotidienne de l'initiative. En outre, des groupes de travail (sectoriels et territoriaux) généralistes ont été créés.

En mai 2015, Marea Atlántica a remporté les élections locales. Son arrivée au pouvoir a produit l'effet d'un véritable tsunami, car l'action politique avançait beaucoup plus vite que les groupes de travail de l'organisation, au grand dam des militant-e-s. Pour parer à ce dysfonctionnement organisationnel, une nouvelle méthodologie et une nouvelle forme d'organisation ont été testées à partir de 2017. Les groupes de travail se sont vu assigner la construction d'alliances pour renforcer les politiques publiques, ils se sont ouverts à des personnes extérieures à la vie quotidienne de l'organisation et le travail autour de grands blocs thématiques a été recentré autour de projets concrets. À titre d'exemple, l'un des projets concrets actuels consiste à étudier les incendies survenus en 2017. Ce groupe de travail est composé de personnes provenant de secteurs et de territoires différents, ainsi que de non-militants au sein de l'organisation.

Cette nouvelle organisation, approuvée en janvier 2018 en session plénière, a donné du sens à l'initiative politique émanant des groupes de travail et clarifié le rôle de ces derniers. Cette évolution a également permis de confirmer la validité des quatre documents d'orientation du processus (code éthique, structure, forme de gouvernement et primaires) dont la mise à jour a lieu tous les deux ans.

Les trois moteurs organisationnels, Ciudad Futura, Rosario, Argentine

Ciudad Futura est une organisation née fin 2012 de la confluence de deux des mouvements sociaux les plus importants de Rosario, en Argentine. Ces mouvements ont expérimenté près d'une décennie de militantisme territorial autonome avant de fonder Ciudad Futura comme « parti du mouvement ». Autrement dit, Ciudad Futura a été créée comme instrument politique au service de l'expansion des logiques de construction des mouvements sociaux (centrées sur le développement de processus d'auto-organisation et d'institutions non étatiques dans les quartiers populaires), tant au sein des territoires que dans les sphères municipales de pouvoir. Ciudad Futura a réussi à faire élire quatre candidats au sein des instances législatives de la ville.

Les schémas organisationnels ont évolué, tentant de s'adapter et de renforcer le processus d'expansion et de consolidation politique. À l'heure actuelle, Ciudad Futura articule ce qu'elle appelle ses « trois moteurs » organisationnels, conçus pour fonctionner de manière autonome, tout en étant le fruit d'une même stratégie politique alimentée par l'intelligence collective.

- **Le « moteur de la gestion autonome »** : rassemble tous les « projets stratégiques » de Ciudad Futura (institutions non étatiques et coopératives) parmi lesquels les deux écoles secondaires de gestion sociale, l'« Universidad del Hacer » [« Université du Faire »], le réseau de consommation collaborative « Misión Anti Inflación ».
- **Le « moteur du territoire organisé »** : rassemble le militantisme territorial, organisé à son tour en collectifs pour chaque « section » de la ville (partition de l'espace en zones restreintes, coïncidant parfois avec un quartier) et dans six centres de district.
- **Le « moteur du gouvernement réel »** : composé de quatre conseillers et d'une équipe juridique (tout le monde perçoit le même salaire, et la majeure partie des revenus est allouée au fonds qui garantit l'autonomie financière de l'organisation).

À ces instances s'ajoutent : l'« assemblée exécutive », constituée des coordinateurs et coordinatrices des groupes au sein des trois moteurs, l'« assemblée des militants », composée de toute personne ayant une participation active dans l'un des trois moteurs de Ciudad Futura, et l'« assemblée citoyenne », conçue comme un espace ouvert de dialogue citoyen où l'intelligence collective est mise au service de débats politiques portant sur la conjoncture.

FÉMINISER LA POLITIQUE

Féminiser nos organisations est une lutte permanente. Des tentatives ont lieu et des ressources (modestes) sont allouées pour pallier des situations spécifiques, par exemple en créant des ludothèques. Les hommes et les femmes ont un statut équivalent au sein des instances clés, mais tout cela n'est pas suffisant. La féminisation, ou « dépatriarcalisation », de la politique doit transparaître dans les structures et les façons d'agir. La relation entre masculinité et pouvoir, importante dans la construction identitaire des hommes et généralement contestée et pénalisée dans la socialisation des femmes, ne peut être ignorée. Il est donc important de prévoir des espaces de déconstruction pour les uns et d'autonomisation pour les autres. En outre, nous devons disposer de méthodes permettant de surmonter les divergences, de gérer les conflits et de s'attaquer énergiquement aux situations potentiellement abusives. De même, la gestion du temps est essentielle, les processus participatifs doivent être anticipés, ils doivent compter sur des espaces de participation clairs et formels, et sur une méthodologie (alterner la parole des femmes et des hommes, contrôler le temps de parole et le ton employé...). Enfin, le défi est sans nul doute d'inscrire ces progrès dans la durée en tenant

compte du travail du *care*³. Les périodes institutionnelles et militantes sont généralement limitées si bien qu'elles nécessitent des programmes et des stratégies (aides, programmation, adaptation des horaires, etc.).

CONCEPTS CLÉS

Confluence

Pour les plateformes municipalistes, la confluence est l'élément central du processus organisationnel. Il s'agit d'alliances entre des projets politiques voisins (partis, mouvements, plateformes citoyennes, citoyens non organisés), qui tentent de dépasser les logiques des coalitions traditionnelles. Au lieu d'obéir à une logique de représentation ou de compartiments étanches, elles comptent sur la participation individuelle des personnes, même issues d'autres projets politiques.

OUTILS ET RESSOURCES

Table ronde Villes Sans Peur «Organisation d'une plateforme municipaliste»: www.youtube.com/watch?v=jyE8omUpFzM

Structure organisationnelle de Barcelona En Comú. Explication du modèle organisationnel de Barcelona En Comú après avoir remporté les élections municipales (ce qu'on appelle la phase D): https://barcelonaencomu.cat/sites/default/files/document/doc_fase_d_cast.pdf

iYa somos 30.000 y seremos muchos más! [«Nous sommes déjà 30 000 et ce n'est que le début!»]. Vidéo expliquant les valeurs de la confluence de Barcelona En Comú: www.youtube.com/watch?v=sTWt2ipXKOY

Casting Shadows. Chokwe Lumumba and the Struggle for Racial Justice and Economic Democracy in Jackson [«Chokwe Lumumba et la lutte pour la justice raciale et la démocratie économique à Jackson»], Mississippi. Kali Akuno. 2015. Explication sur la façon dont ils se sont organisés localement pour porter leurs luttes au pouvoir, avec l'élection de Chokwe Lumumba: <https://fr.scribd.com/document/352101139/Casting-Shadows-pdf>

3. Voir plus haut, *Introduction*.

CHAPITRE 4

LA COMMUNICATION AU SERVICE DU CHANGEMENT MUNICIPALISTE

Adrià Rodríguez (Barcelona En Comú) et Alejandra Calvo (Ahora Madrid)

CONTEXTE

Toute communication est politique, car elle transforme, quoi qu'il arrive, notre relation à l'autre et au monde. La communication joue un rôle clé dans tout projet de transformation et le municipalisme n'échappe pas à la règle. La communication politique au niveau local est même un outil particulièrement puissant dans le contexte actuel. Nous vivons dans un climat de méfiance à l'égard des partis traditionnels, de saturation en termes de communication, et de polarisation idéologique. Nous ne croyons plus aux promesses électorales et nous ne faisons plus confiance aux médias. Souvent, nous refusons d'écouter ceux qui pensent différemment, nous restons « entre nous » et nous nous « bunkérons », dans un entre-soi, médiatique notamment, créant la dénommée « bulle sociale ».

La communication municipaliste nous aide à rompre avec ces dynamiques à travers la proximité. Communiquer de cette façon – en écoutant les autres et en leur expliquant notre démarche – n'a pas grand-chose à voir avec la communication depuis un plateau de télévision ou la tribune d'un quotidien national.

À l'échelle locale, la communication nous permet d'identifier des objectifs communs, au-delà des différences, de mettre en exergue des « sensibilités communes » au niveau du quartier comme de la ville, et de rallier un grand nombre de personnes à notre cause. Même lorsque nous n'arrivons pas à nous mettre d'accord ou à convaincre l'autre, la proximité humanise et « féminise »; elle nous aide à comprendre et à communiquer d'une manière plus « féminisante ».

Les nouvelles propositions municipalistes ne sauraient se passer de la communication politique, et ce pour plusieurs raisons. En premier lieu, celle-ci permet de gagner des voix au sein de l'opinion publique dans un contexte de compétition électorale. Deuxièmement, seules la créativité et

l'imagination permettent d'élargir le champ des possibles au sein des institutions. Troisièmement, la communication aide à créer des interstices entre l'institution et le mouvement. Enfin, elle est une arme puissante dans la lutte contre l'extrême droite, car elle contribue à façonner des identités collectives locales qui ne sont pas basées sur des identités ethniques ou nationales. Les histoires, la musique et les images peuvent éveiller un sentiment d'appartenance à nos quartiers et à nos villes, nous aider à nous identifier à nos voisins, quelles que soient leurs origines.

« D'après la règle du 1-9-90, dans toute campagne sur les réseaux sociaux, 1 % des gens travaille à la création de contenus, 9 % sont actifs et partagent ou éditent ces contenus, et les 90 % restants se contentent de regarder ou de consommer. Notre objectif est de gagner la sympathie des 9 %. »

*Emma Avilés
Militante du 15-M*

Pour en arriver à ces conclusions, il a été fondamental, dans notre cas, d'aller au-delà de la politique traditionnelle en prenant comme exemple l'innovation technopolitique induite par des mouvements tels que : le Printemps arabe, le 15-M⁴, Passe Livre, Occupy aux États-Unis, Occupy Gezi en Turquie ou encore yosoy132 au Mexique. Aujourd'hui, nous essayons de nous saisir et de profiter de la technopolitique pour remporter nos villes et les mettre au service du bien commun.

MINI-MANIFESTE

- **Tenter de sortir des propos et référents de type identitaire**, souvent liés à la tradition classique de la gauche ou au monde militant. L'objectif est d'attirer l'attention de personnes différentes, de personnes qui ne sont pas encore politisées, d'être chaque fois plus nombreux pour devenir majoritaires.
- **Utiliser un langage accessible et compréhensible**, pour traiter de questions concrètes (le prix du loyer, la qualité de l'air, etc.), plutôt que de concepts abstraits ou théoriques.
- **Agir et intervenir dans différents espaces médiatiques (sphères) simultanément**, y compris au sein de l'espace public, sur les réseaux sociaux et dans les médias de masse. Il est important d'encourager les liens et la résonance entre ces sphères.

4. Rappel : Mouvement des Indignés, né place de la Puerta del Sol, à Madrid, le 15 mai 2011 [NdE].

- **Utiliser un langage et invoquer des symboles largement connus et partagés**, notamment ceux liés à la géographie, à l'histoire et à l'identité locale, comme le concept de « marées » utilisé par la plateforme municipaliste de la ville côtière.
- **Communiquer de façon rigoureuse**: diffuser et transmettre des informations exactes et véridiques. La crédibilité est fondamentale pour inscrire dans la durée le message que nous voulons véhiculer.
- **Il ne suffit pas d'avoir raison ni de diffuser des informations**: notre communication doit refléter les émotions réelles qui nous animent si nous voulons nous connecter à la ville et la comprendre.
- **« Oui, nous le pouvons »**: notre communication doit être stimulante, contagieuse, ouverte et joyeuse, exprimer le bonheur de transformer ensemble la réalité. Jouer sur l'humour et l'ironie chaque fois que possible. La droite utilise très bien la haine et la peur, mais le rire est un élément clé du langage de la transformation sociale.
- **Communiquer dans une démarche de confluence**: nous devons créer de nouvelles identités collectives et des symboles fédérateurs avec lesquels chacun se sente à l'aise, mais qui dépassent la somme des acronymes et des diverses trajectoires au sein de notre projet.
- **Promouvoir des formats et des actions de type « guérilla »** qui renforcent l'appropriation et l'utilisation d'outils de communication, favorisent la « culture du remix », le mélange des imaginaires et l'utilisation de mêmes. La communication contribuera au changement municipaliste si elle parvient à convaincre, si les citoyens s'en approprient le message, le langage, l'histoire et l'outil.
- **Être un essaim**: promouvoir la communication décentralisée en réseau, focaliser l'attention sur un point ou un objectif déterminé et synchroniser les différents nœuds pour atteindre cet objectif. Plus la communication est synchronisée, plus le message se propagera, et plus il aura d'impact. Pour ce faire, nous utilisons des outils numériques qui permettent le développement de contenu collaboratif et la diffusion décentralisée.
- **Ne pas confondre communication et participation politique**. Les outils numériques brouillent les frontières des organisations politiques traditionnelles et élargissent les formes de participation politique. Participer à la communication, c'est participer à une histoire commune. Cependant, la communication ne peut pas se substituer ou être confondue avec d'autres formes de participation formelle: participation à des assemblées, réunions, etc. Les outils de communication peuvent élargir l'éventail des canaux de participation, mais il est important de ne pas faire de la participation une affaire de procédure.
- **Ne pas confondre communication et organisation**. La communication est essentielle pour faire grandir cette organisation et en diffuser le message (en convoquant des assemblées, ou en regroupant la communauté autour d'un objectif spécifique, par exemple), mais elle ne saurait la remplacer.

ILLUSTRATIONS

El pato, Ne da(vi)mo Beograd, Belgrade, Serbie

Le 2 avril 2015, El pato (« le canard ») est apparu pour la première fois devant le Parlement de Belgrade, au moment même où les députés approuvaient la *lex specialis*, une loi sur mesure favorable à l'investisseur du méga-projet immobilier « Belgrade Waterfront » [« Quais de Belgrade »]. En serbe, le mot « canard » signifie aussi escroquerie. Quelques semaines plus tard, hissé par 2 000 manifestants, un canard géant dénonçait cette escroquerie, un cas exemplaire de spéculation urbaine qui allait gonfler la dette publique et privatiser 1,8 km² de la rive de la Sava.

Après les élections du 24 avril 2016, le canard est réapparu devant le Parlement, arborant un masque peint. Réquisitionné par la police, il est emmené à la décharge municipale. Mais l'histoire du canard ne s'arrête pas là, il réapparaît sous différentes formes, et de plus en plus : dans les manifestations, dans les dessins animés, sur les photos de profil Facebook de nombreux citoyens, dans les illustrations de graphistes, sur les affiches invitant aux assemblées de quartier, sur les bannières, les T-shirts et petit à petit dans les médias, qui à leur tour ont dénoncé le développement urbain de Belgrade.

Le canard est devenu une icône si puissante que l'Initiative Ne da(vi)mo Beograd [en serbe ; Don't let Belgrade d(r)own en anglais ; Ne laissez pas Belgrade tomber/se noyer en français] est restée très présente dans la tête des citoyens, même après qu'elle ait décidé de mettre fin aux mobilisations et de prendre le temps de réfléchir à la manière de présenter une candidature municipaliste. Le canard communiquait avec clarté et humour, montrant le travail acharné des militants et des citoyens. Il est ainsi devenu le symbole de la résistance et le catalyseur de la participation citoyenne.

En mars 2018, l'organisation Ne da(vi)mo Beograd s'est présentée pour la première fois aux élections municipales. Pendant la campagne, une « voiture aviaire », appelée « canard-mobile », parcourait la ville d'un bout à l'autre, visitant les centres de spéculation urbaine et incitant les gens à se mobiliser pour prendre part aux décisions concernant leurs quartiers et leur ville.

« La résonance entre la rue et les réseaux sociaux, entre la sphère physique et la sphère numérique est si puissante que, lorsque nous occupons vraiment l'espace, les médias grand public n'ont d'autre choix que de parler de nous et d'utiliser notre image. »

Javier Toret
Militant du 15-M

Journal « *Diario del futuro, La Capital 2021* », Ciudad Futura, Rosario, Argentine

Le « Journal du futur », *Diario del Futuro*, a été créé à l'initiative de Ciudad Futura la dernière semaine de la campagne électorale municipale de 2017. Il s'agissait d'un fac-similé du journal *La Capital* (le plus grand quotidien de la ville) qui contenait des nouvelles de 2021. L'idée était de montrer les transformations que pourraient connaître la ville et la vie quotidienne si les projets présentés à la mairie par Ciudad Futura étaient approuvés, et si l'on introduisait de nouvelles manières de faire de la politique à Rosario. Le support était identique à celui de *La Capital*, car l'objectif était d'amener les habitants de Rosario à entrevoir que les grands changements dont nous avons besoin étaient possibles et qu'ils étaient même, pour certains d'entre eux, à portée de main. 8000 exemplaires du journal ont été imprimés et distribués dans chacune des maisons et dans différents quartiers de la ville. Des copies ont également été déposées dans différentes institutions publiques et des sites très fréquentés de Rosario.

Allier médias numériques et présence publique, Zaragoza En Común, Espagne

Durant la campagne de Zaragoza En Común, la stratégie de communication était axée à la fois sur l'utilisation des possibilités offertes par les médias numériques et une présence forte au sein de l'espace public.

L'utilisation des médias numériques (réseaux sociaux, web, messagerie instantanée) n'a pas été facile. D'une part, en raison de leur changement de nom qui a impliqué, dans le cas de Facebook, l'ouverture d'un nouveau compte. D'autre part, beaucoup des candidats n'avaient jamais eu de profil public sur les réseaux sociaux, et le numéro un, Pedro Santistevé, n'avait quant à lui aucune visibilité sur la toile. Malgré ces difficultés, le nombre de *followers* n'a cessé de croître, beaucoup plus que n'importe quel autre groupe politique de Saragosse. C'était le premier signe que « quelque chose fonctionnait ».

L'autre axe stratégique misait sur une présence forte du mouvement au sein de l'espace public. Durant toute la campagne, une tente était installée Plaza del Pilar, au cœur du quartier historique de la ville. Véritable centre névralgique du mouvement, cette tente servait aussi de point de rencontre, et abritait un programme riche en activités : conférences, jeux, débats, concerts, spectacles, réunions, etc. Par ailleurs, au lieu d'une seule grande réunion, pour ménager les efforts, de plus petits rassemblements ont été organisés dans chacun des quartiers, en pleine rue. Les participants étaient des candidats et des personnes ciblées au sein de ces quartiers (militants, membres d'associations de quartier, artistes, etc.), ce qui a permis au mouvement de se faire connaître d'une grande partie de la population.

« Communication de guérilla » – Mouvement de libération graphique de Barcelone et de Madrid (MLGB et MLGM respectivement)

Des groupes d'illustrateurs, d'artistes et de designers étaient impliqués dans la campagne des élections municipales avec un seul objectif : convaincre largement et faire en sorte que les gens s'approprient l'imaginaire lié à Ada Colau et Manuela Carmena, afin de gagner les élections. Les membres des MLGB et MLGM investis au sein des candidatures municipalistes avaient sollicité ponctuellement la contribution de personnes dans le cadre d'initiatives et d'objectifs spécifiques. C'est donc en interpellant et en impliquant les professionnels et les créatifs de la ville dans cette bataille municipale qu'ils sont parvenus à nourrir les imaginaires, à produire un grand nombre d'images et d'illustrations. Le MLGB et le MLGM sont l'exemple même de mouvements qui déploient une « communication de guérilla » autour de projets ouverts à tous, combinant la rue et les réseaux sociaux, mobilisant différents professionnels et créatifs en vue de construire un imaginaire triomphal.

FÉMINISER LA POLITIQUE

En communication politique, il est un mythe qui domine les messages et, surtout, leur forme : le mythe du surhomme. Une personne capable de traiter tous les sujets possibles et qui les énonce de manière convaincante, généralement avec force et courage. S'il existe des profils doués pour la communication parmi les candidats, il faut en tirer profit, sans tomber dans le piège du grand leader, et promouvoir le leadership collectif. Pour contrer le mythe du surhomme, il convient de :

- valoriser constamment les équipes, communiquer la joie de travailler dans les quartiers, accueillir le flot de personnes qui rejoignent spontanément la campagne et se l'approprient ;
- construire différentes figures médiatiques ;
- donner une visibilité au réseau, à l'interdépendance des projets, des candidatures, des mouvements avec lesquels on chemine et qui méritent d'être remerciés pour tout le travail accompli, etc.

En outre, une part importante de la « dépatricarisation » de la communication et, par là même, de la politique tient à l'abandon des messages de guerre, agressifs, définitifs et doctrinaux. Il s'agit au contraire de promouvoir un discours qui parle aux émotions des gens ; qui fait écho à leurs difficultés quotidiennes ; qui prône un rapport à l'autre fondé sur l'humour et le sarcasme ; et, enfin, qui insiste sur la sécurité que procure le nombre, l'union et l'égalité.

CONCEPTS CLÉS

Technopolitique

Utilisation tactique et stratégique des réseaux numériques et des identités collectives pour connecter les cerveaux et les corps afin de s'organiser, de communiquer et d'agir. Ce n'est pas un simple « clictivisme »; le système ne va pas s'effondrer à cause de quelques clics ou d'une pétition sur Change.org. Il ne s'agit pas non plus de « cyberactivisme », qui se confine à la sphère numérique. La technopolitique cherche à infiltrer le courant dominant et à l'influencer pour inciter les gens à descendre dans la rue; elle implique une résonance entre les sphères numérique et physique.

OUTILS ET RESSOURCES

Table ronde Villes Sans Peur, atelier «Réseaux sociaux»:

www.youtube.com/watch?v=HVjXpgE5icE&feature=youtu.be

“Y al final... ganamos las elecciones: el libraco” [«Et à la fin... nous avons gagné les élections: le livre»] Mouvement de libération graphique. Livre qui compile les illustrations du MLGB et du MLGM réalisées lors des municipales de 2015.

CHAPITRE 5

LE MUNICIPALISME DANS LES PETITES VILLES ET LES ZONES RURALES

Jean Boulton (Independents for Frome, Royaume-Uni), Mercè Amich Vidal (conseillère pour la jeunesse et l'égalité à la mairie de Celrà, Espagne) et Laura Bergés (mairie de Lleida, Espagne)

CONTEXTE

Le municipalisme est souvent associé, à tort, aux seules politiques et problématiques urbaines. En réalité, en tant que forme de gouvernement participative et locale, le municipalisme a sa place au sein des plus grandes métropoles comme des plus petits villages. Si les villes sont un espace particulièrement pertinent pour l'action politique, nous devons également nous méfier du discours pro-urbain tenu par bon nombre de banques, de fonds d'investissement ou d'opérateurs. Le mouvement municipaliste salue la dimension humaine des villes permettant d'exercer une politique au plus proche de la population. Il salue aussi leur capacité à tirer parti de la diversité et à générer de nouvelles identités collectives, ou encore à réduire les émissions de carbone. Il déplore cependant que les villes soient aussi le paradis de certains investisseurs ou une source de main-d'œuvre précaire et bon marché.

Peu importe la taille des villes, ce qu'il faut retenir c'est qu'un tiers de la population urbaine mondiale vit dans des villes petites ou moyennes et que 45 % de la population mondiale vit dans des zones rurales. Dès lors, tout mouvement de transformation doit tenir compte et être utile aux habitants des petites villes et des zones rurales. C'est d'ailleurs dans ces régions que l'extrême droite de bon nombre de pays a connu une percée importante : les gens se sentent souvent abandonnés par leur gouvernement sans qu'aucune alternative positive leur soit proposée.

Dans un sens, le municipalisme est plus facile à mettre en œuvre et plus efficace dans les petites villes que dans les grandes. D'abord, lorsqu'il s'agit de mettre en place une plateforme municipaliste au sein d'une petite communauté où le contact direct avec la plupart des citoyens est possible, les coûts

de communication sont limités et les modèles d'organisation plus simples. La possibilité d'accéder de manière relativement facile aux premiers échelons du pouvoir politique au sein des petites villes a permis à de nouvelles initiatives de prospérer dans de nombreux pays ces dernières années. Au Royaume-Uni, par exemple, le mouvement des Villes indépendantes (Indy Towns) a vu des groupes de candidats indépendants, fatigués des luttes partisans, se présenter aux élections locales pour combattre l'austérité. Ces mouvements permettent à des personnes de convictions politiques, d'âges et d'intérêts différents de travailler ensemble pour que prospère leur village ou leur région. Ils peuvent ainsi relever les défis spécifiques du quotidien, en tirant pleinement parti du foisonnement local, complexe et singulier, de compétences, de talents, de ressources, de lieux, de cultures et d'opportunités commerciales qui s'y nichent.

« Dans un contexte d'austérité, les habitants des petites villes ont deux options : se débrouiller avec les moyens du bord, ou unir leurs forces, s'organiser et agir ensemble. »

*Pamela Barrett
Maire de Buckfastleigh, Royaume-Uni*

Les mouvements municipaux des petites villes et des zones rurales qui accèdent au gouvernement municipal présentent également des avantages. D'abord et avant tout, le sentiment d'appartenance qui anime les petits villages entraîne, bien souvent, un sentiment d'appartenance à la communauté autour d'objectifs communs. Ils permettent d'orienter l'action politique et de s'entendre sur ce qui doit être fait. D'autre part, plus la communauté est petite, plus le dialogue entre les citoyens et leurs conseillers municipaux est direct ; ces derniers ont une connaissance plus concrète et une vision d'ensemble plus large des besoins de la communauté, des priorités et des réponses à apporter. Au sein de populations plus restreintes, l'implication des citoyens dans les processus de décision et leur mise en œuvre est plus directe ; les possibilités de mettre en place des mesures ayant un impact concret sont beaucoup plus grandes. Dans ce contexte, une politique indépendante et participative, axée sur les priorités locales, mobilisant des ressources locales, pour résoudre des problématiques locales, crée un élan favorable. De quoi stimuler la sphère économique (et la croissance indépendante du commerce), réduire les inégalités et renforcer une culture innovante et positive (« Oui, nous le pouvons »).

Bien sûr, il existe aussi des difficultés : dans de nombreux pays, la tendance à la centralisation s'est traduite par la réduction des prérogatives des échelons « inférieurs » du gouvernement local, ou par leur suppression au bénéfice d'institutions régionales plus grandes. Bien souvent, le contrôle

des infrastructures de transport, des budgets consacrés aux soins, à l'éducation ou à la santé échappe aux municipalités. Même lorsque ces dernières disposent de prérogatives légales (comme en matière d'urbanisme), leur pouvoir fiscal et les ressources allouées sont trop faibles pour financer des changements importants. Les zones rurales sont souvent confrontées à des problèmes spécifiques, tels que l'exode des jeunes et le déclin de la population en raison de l'insuffisance croissante des moyens de transport. Les tensions entre les différents niveaux de gouvernement, dont les programmes et priorités diffèrent, sont source de frustration pour les échelons administratifs inférieurs. Elles donnent lieu à des négociations extrêmement difficiles entre les entreprises et les municipalités.

« Lorsque vous tentez de mettre place des politiques transformatrices au sein d'une petite ville, vous vous heurtez à des résistances locales qui ne sont pas celles des directeurs de multinationales, mais celles de l'ami de votre père, de votre grand-père ou du propriétaire de l'épicerie du coin où vous achetez votre savon. »

Mercè Amich Vidal

Conseillère pour la jeunesse et l'égalité à la mairie de Celrà, Espagne

Cependant, les petites villes et les zones rurales constituent l'un des pôles les plus actifs et les plus dynamiques du mouvement municipaliste mondial. Ce sont souvent les premières à plébisciter les candidats municipalistes des différents pays. De nombreux exemples confirment que la confluence du commerce local, des écoles, des groupes communautaires et des citoyens engagés peut donner lieu à d'importants changements, malgré des budgets restreints et des pouvoirs limités.

MINI-MANIFESTE

- **Ne pas avoir peur d'affronter le pouvoir des élites politiques locales :** dans les petites villes, il suffit souvent d'un groupe restreint de personnes engagées pour construire une véritable alternative aux intérêts politiques en place.
- **Faire des propositions concrètes qui touchent à la vie quotidienne des citoyens :** cela permet de réduire les préjugés et les réticences à l'égard de projets ne correspondant pas nécessairement à leurs priorités idéologiques. La meilleure façon d'amener les citoyens à adhérer aux changements que nous voulons à l'échelle mondiale est de leur montrer que ces changements sont viables au niveau local et qu'ils permettent d'améliorer le quotidien des habitants de leur ville.

- **Diversifier autant que possible le visage de votre plateforme municipaliste**: encourager la participation d'un large éventail de personnes ayant des perspectives, des compétences et des origines variées.
- **Utiliser les réseaux sociaux comme outil pour être à l'écoute et dialoguer**, sans toutefois oublier de tisser des liens personnels avec les membres des différentes communautés, des entreprises, et des organismes publics. Pour toucher le public le plus large possible au sein d'une petite ville, il faut utiliser diverses méthodes de participation: réunions, panneaux publicitaires, journaux et réseaux sociaux.
- **Faire preuve d'imagination lorsque les prérogatives locales sont limitées**: dans des contextes où la centralisation et l'austérité sont de rigueur, il est essentiel de repousser les limites du possible au sein de votre municipalité, de faire preuve de créativité en pensant « aux petits riens » susceptibles de transformer la vie des gens. Il faut chercher à rassembler les services existants, les groupes communautaires et les entreprises, en s'appuyant sur les compétences, les intérêts et le dynamisme des citoyens pour mobiliser les ressources locales et « faire plus avec moins ».
- **Faciliter la participation des citoyens à la prise de décision en leur procurant le plus d'informations possible**: il faut veiller à ce que les réunions organisées à la mairie soient le moins pompeuses possible et faire en sorte qu'elles soient réalistes (avec « les pieds sur terre ») et tournées vers l'action (pour ce faire, éliminer les procédures cérémonieuses, organiser les réunions en dehors des horaires de travail, dans des espaces publics, et assurer des débats ouverts).
- **Créer une vision et une stratégie claires à long terme pour envisager différentes possibilités, faire des choix, et être audacieux**: les conseils locaux peuvent aider à créer un imaginaire, encourager la communauté à se sentir plus forte et capable d'appréhender les « grandes » problématiques touchant au pouvoir d'achat, à l'égalité et à la durabilité.
- **Tester les limites du pouvoir**: les petites municipalités peuvent obtenir des prêts, formuler des demandes de subventions, recevoir des dons et développer ainsi des initiatives et des projets plus ambitieux qu'en temps normal.

ILLUSTRATIONS

Share, Independents for Frome, Royaume-Uni (27 000 habitants)

Share est une « bibliothèque d'objets » créée conjointement par la mairie de Frome (Royaume-Uni) et Edventure, une entreprise solidaire locale. Elle est un des exemples phares des projets innovants, participatifs et peu coûteux développés par Frome. La mairie y a contribué à hauteur de 7 000 livres sterling et l'initiative a été lancée par huit jeunes dans le cadre de leur formation à la gestion d'entreprises communautaires. Share est hébergée dans

des locaux commerciaux vides pour lesquels la municipalité paie un loyer symbolique, et est essentiellement gérée par des bénévoles.

La bibliothèque recycle des objets voués à être jetés et permet ainsi aux gens d'emprunter, à moindres frais, des choses dont ils ont besoin ponctuellement ou qu'ils ne peuvent pas s'offrir. Dès le premier mois, le magasin a reçu plus de 300 objets sous forme de dons ou de cessions; une soixantaine de personnes ont emprunté plus de 30 articles, parmi lesquels une soufflerie, un tourne-disque, un projecteur, un système de sonorisation, des jouets et des instruments de musique. La salle est également mise à disposition pour des activités ludiques comme le tissage ou le crochetage, et des formations gratuites de réparation d'appareils électroménagers. Enfin, le responsable de la bibliothèque se charge aussi de la gestion du « réfrigérateur communautaire », où des aliments donnés par des commerçants et des restaurateurs sont mis à la disposition de personnes dans le besoin.

Share atteint plusieurs objectifs: réduire les déchets, aider les personnes à faible revenu, promouvoir l'inclusion sociale, préserver l'artisanat traditionnel et former de jeunes femmes entrepreneures. Son coût de gestion est minime et il s'agit d'un bel exemple de municipalisme en action.

Gouvernance collective, Autrement pour Saillans, tous ensemble!, France (1 229 habitants)

Depuis que la plateforme municipaliste « Autrement pour Saillans, tous ensemble! » a remporté les élections municipales en 2014, la gestion locale a été réformée de façon radicale pour créer un système de gouvernement collégial et participatif entre les habitants et les conseillers municipaux. Le pouvoir est partagé entre les élus qui travaillent en équipes de deux (ou trois) et prennent des décisions au sein d'un conseil ouvert au public. Les citoyens peuvent participer à la définition des priorités politiques par le biais de commissions thématiques et à leur mise en œuvre par l'intermédiaire des groupes d'action de projets.

Bureau municipal d'aide aux personnes, CUP de Celrà, Espagne (5 300 habitants)

La mairie a réalisé un investissement majeur pour créer le bureau municipal d'aide aux personnes, afin de centraliser l'ensemble des services destinés aux personnes âgées et aux aides-soignants. Des soins psychologiques gratuits et des services de relais sont mis à disposition. Un des membres de l'équipe se charge de passer des appels téléphoniques quotidiens pour prendre des nouvelles des personnes âgées du village et prévenir leurs familles si elles ne répondent pas. Cette initiative a été possible grâce à un attachement fort à la communauté et à une grande solidarité au sein de la population.

FÉMINISER LA POLITIQUE

La féminisation de la politique au sein des petites villes et des zones rurales doit relever des défis spécifiques, notamment en encourageant la coopération, la participation et la coresponsabilité de personnes traditionnellement exclues de la vie politique. D'une part, les structures socio-économiques des zones rurales sont souvent à l'image des modèles traditionnels, caractérisés par de profondes inégalités entre les sexes dans la répartition du travail domestique (tâches ménagères, garde des enfants), la gestion des exploitations agricoles autonomes et la rémunération, ce qui complique d'autant plus la participation politique des femmes. En outre, les moyens « informels » et souvent tacites d'exercice du pouvoir au bénéfice des hommes peuvent, paradoxalement, être plus courants dans les petites villes et les zones rurales, où les débouchés et les structures formelles manquent pour compenser l'inertie d'une culture conservatrice ou traditionaliste.

D'autre part, il existe au sein des petites villes et des zones rurales un sentiment d'appartenance à la communauté et de culture commune beaucoup plus fort que chez leurs homologues urbains. Le soutien mutuel entre voisins est à la fois plus précieux et plus accessible dans les petites communautés isolées, et la nécessité de gérer les biens communs comme l'eau et la terre repose davantage sur l'unité de la communauté que sur les individus ou les administrations publiques locales. Les femmes, essentielles à la vie de la communauté et pourtant confinées dans des rôles profondément sexistes, peuvent trouver là une fenêtre d'opportunité pour peser de manière croissante sur la définition d'objectifs et de méthodes de travail partagés. Ce domaine de la gestion communautaire des biens publics et communs offre une occasion intéressante de renforcer la féminisation de la politique au sein des petites villes et des zones rurales, tant au niveau de la participation que de la diversification des questions dans l'ordre du jour politique.

TISSER UN RÉSEAU MONDIAL

Promouvoir un rayonnement des mouvements au-delà des frontières

La mise en place de nouvelles manières de travailler au niveau local, même au sein des plus petits villages, peut éveiller l'intérêt au niveau national et international. Les expérimentations locales de nouveaux processus politiques peuvent rapidement susciter l'intérêt si elles donnent lieu à des changements tangibles au sein de la communauté : un quotidien amélioré (promesses tenues, création de marchés de quartier...); une attention plus grande aux questions sociales et environnementales (organisation de campagnes en faveur d'une communauté sans plastique...); la mise en place de services locaux innovants (systèmes de transport communautaire...); ou encore une participation accrue des citoyens à la vie publique. De petites communautés

comme Frome au Royaume-Uni, Saillans en France ou Torrelodones en Espagne peuvent ainsi faire figure d'exemples et susciter des mouvements plus larges qui se nourrissent de leur expérience. Les médias sont souvent à la recherche de « bonnes nouvelles », ils sont prêts à relayer de telles initiatives. D'autres communautés voudront alors peut-être tenter l'expérience et réfléchir à la manière d'opérer des changements similaires.

OUTILS ET RESSOURCES

Table ronde Villes Sans Peur “Municipalismo en pueblos pequeños y zonas rurales” [«Le municipalisme dans des petites villes et dans les zones rurales»]: www.youtube.com/watch?v=M_taxF5XG00&feature=youtu.be

Flatpack Democracy, A DIY Guide to Creating Independent Politics, de Peter Macfadyen [Kit démocratique: Manuel pour apprendre à élaborer des politiques indépendantes en toute autonomie] (2014). Un livre sur la façon de se présenter aux élections et de défier les partis politiques traditionnels, basé sur l'expérience d'Independents for Frome: www.flatpackdemocracy.co.uk

Municipalisme: de l'émancipation citoyenne au pouvoir politique en commun, Institut de recherche et débat sur la gouvernance, d'Elisabeth Dau (2017): www.institut-gouvernance.org/sites/default/files/note_municipalisme_sept2017_0.pdf

CHAPITRE 6

CRÉER DES INSTITUTIONS NON ÉTATIQUES

Rocio Novello (Ciudad Futura, Rosario, Argentine), Sinam Mohammad (représentante des Affaires étrangères du Kurdistan syrien, Administration syrienne du Nord), et Kevin Buckland (militant de la justice climatique)

CONTEXTE

Ces trente dernières années ont montré que, partout dans le monde, le néolibéralisme se traduit par le démantèlement de toutes autres formes institutionnelles de l'ordre étatique, comme les systèmes redistributionnistes, et par le lancement de nouvelles modalités de régulation institutionnelle et de gestion étatique, au service des intérêts des entreprises. En ce sens, nous considérons que le processus de néolibéralisation repose sur des mécanismes sophistiqués ayant des conséquences politiques et culturelles, et dont la vocation est d'exproprier la richesse et les biens communs collectifs par le biais de privatisations au profit d'entreprises locales ou étrangères. Plus la politique néolibérale réduit le financement des biens publics, plus elle diminue les biens communs disponibles. Il nous faut alors trouver d'autres alternatives, affronter et combattre le modèle urbain corporatif, source d'inégalités, de fragmentations et de domination des villes par les logiques du marché.

« Œuvrer ensemble pour une gestion autonome, un aménagement urbain plus efficace, l'avènement du municipalisme et l'adoption d'un faisceau de pratiques visant à fonder une société nouvelle passe nécessairement par des formes citoyennes de gouvernement, différentes de l'État national, qui renferme en lui-même les limites du capitalisme actuel. Ainsi, nous pourrions répondre à de multiples besoins non satisfaits et construire de nouvelles formes de solidarité. »

*Mauro Pinto
Massa Critica, Naples, Italie*

Dans ce contexte, nous sommes convaincus de devoir rompre avec la conception hégémonique et binaire qui ne conçoit que deux possibilités de gestion : étatique ou mercantile. Face à cette matrice qui affirme que les biens communs ne peuvent être gérés que par le marché ou par l'État, nous nous engageons en tant que militant-e-s à imaginer et à construire de nouveaux modes de vie possibles. S'engager dans cette voie nous pose un premier grand défi : élargir et complexifier la notion de « public », puisqu'elle ne coïncide plus exclusivement avec l'État. Ainsi, il s'agit de distinguer deux facettes du « public » selon la manière dont il est géré : le « public-étatique » (dont la gestion relève de l'État) et le « public non étatique » (dont la gestion relève du social). Partir d'un schéma ternaire nous permet de comprendre l'opportunité qui nous est présentée, en tant que majorité, de parvenir à une plus grande démocratisation et, par conséquent, à une plus grande responsabilité dans l'entretien et la gestion des biens communs.

Notre objectif est de faire de la gestion sociale une hypothèse politique pour la ville. Si nous parlons d'hypothèse politique, c'est parce que nous considérons que le développement du champ de la gestion sociale, dans sa capacité à assumer de façon croissante les multiples dimensions de la vie urbaine en commun, offre la possibilité de construire d'autres modèles de ville, et donc de vie. Par l'organisation d'assemblées populaires, la création de coopératives, d'écoles, de centres culturels et de fonds de financement, nos pratiques se développent et se renforcent, élargissant nos droits, pour plus d'égalité, et démocratisant nos espaces de décision, pour plus de liberté.

MINI-MANIFESTE

- **Construire un pouvoir différent, un pouvoir citoyen.** Il s'agit bien sûr de construire un pouvoir différent, territorialisé, avec des possibilités d'expansion sans précédent. Nos espaces de « préfiguration » (voir plus loin, Concepts clés), nos institutions non étatiques ne sont pas un simple moyen : ils sont à la fois le but et la méthode. En toute autonomie, pour plus d'autonomie, nous constituons le soutien matériel d'une nouvelle forme de gouvernement, qui se nourrit du pouvoir grandissant de chacune des personnes vivant dans nos villes. Nous parlons d'un pouvoir différent dans la mesure où il garantit et protège les avancées et les droits que nous défendons, en les préservant du mieux possible des contextes politiques régressifs. Ce pouvoir représente aussi la possibilité de gagner les villes, d'investir la sphère étatique et d'y instiller de nouvelles logiques plus justes et égalitaires.
- **Vivre aujourd'hui dans la ville de demain.** Le municipalisme, l'auto-gestion, le mutualisme permettent de créer, ici et maintenant, la société dans laquelle nous voulons vivre demain, et donc de préfigurer notre avenir collectif. Commencer à développer des projets concrets et remporter de petites batailles (écoles et crèches, centres culturels, etc.) est

un bon point de départ pour démontrer aujourd'hui le potentiel de la ville du futur.

- **Encourager une plus grande innovation sociale.** Nous savons qu'il ne suffit pas de s'opposer aux injustices que subit la société. Nous savons que pour réaliser les transformations que nous désirons, nous devons répondre à chaque critique par une proposition concrète qui tient compte de la ville dont nous rêvons. Nous misons sur les institutions non étatiques parce qu'elles laissent la part belle à l'innovation sociale, contrairement aux politiques institutionnelles traditionnelles.
- **Créer une nouvelle relation entre les institutions pour protéger et promouvoir les biens communs.** L'État doit réagir et s'adapter au nouveau rôle qui lui incombe face à l'existence d'institutions non étatiques. Il n'existe pas de consensus unique sur la manière d'appréhender l'État dans ses différentes dimensions. Néanmoins, nous sommes tous d'accord sur la nécessité, non seulement de réinventer les modes de participation aux institutions, mais aussi de repenser les concepts et les structures de l'État, et de faire tomber les murs qui encerclent le domaine public pour l'élargir et le penser ensemble.
- **Tisser un réseau mondial.** Nous voulons créer, non pas des espaces libertaires et émancipateurs dont jouirait une minorité de personnes, mais plutôt des lieux de contestation permettant de construire de nouveaux modes de vie. Bien qu'il existe déjà des espaces institutionnels internationaux et intra-municipaux, les acteurs extérieurs à ces institutions se heurtent constamment au manque de moyens logistiques qui les empêchent d'élargir les partenariats et réseaux externes. Il n'existe tout simplement pas encore d'espace international propre aux institutions non étatiques. Or c'est peut-être là que de tels projets deviendraient plus que la somme de leurs parties. Un réseau municipaliste international peut offrir et générer un pouvoir d'échelle coordonné pour remettre en question le paradigme dominant des États-nations capitalistes.

« Les institutions non étatiques doivent-elles obligatoirement être liées aux mouvements politiques? Nous considérons que, si elles ne sont pas rattachées à un projet politique, elles ne pourront pas remplir leur fonction transformatrice... Leurs expériences continueront à faire partie de la structure capitaliste. »

*Sacajawea Hall
Cooperation Jackson, Jackson, États-Unis*

ILLUSTRATIONS

Commission des municipalités et de l'environnement de Redova, Administration du Rojava, Kurdistan syrien

Après le déclenchement de la révolution au Rojava et le retrait des troupes du régime de Bachar al-Assad des régions du nord de la Syrie, les municipalités de cette région ont mis en place en 2012 un ensemble de commissions visant à rétablir l'accès aux services de base. Dans un contexte de conflit, de résistance et de lutte contre le terrorisme, les municipalités ont fourni, par le biais d'une administration démocratique et coopérative, les services nécessaires à la communauté pendant une période prolongée, jusqu'à la déclaration d'autogestion en 2014, proclamée par une alliance entre des forces politiques et différents représentants du peuple (Arabes, Kurdes et Syriens). La Commission des municipalités et de l'environnement est l'une des plus importantes du processus d'autogestion régionale, car elle est chargée d'organiser les municipalités autour des questions politiques et écologiques, en partant de la reconnaissance des principes démocratiques, des droits des femmes et de la non-discrimination. L'autogestion des villes se poursuit après la mise en place d'instances électorales.

« Projets stratégiques de gestion sociale des biens communs », Ciudad Futura, Rosario, Argentine

Ciudad Futura connaît actuellement plusieurs expériences de gestion collective, par le biais de projets stratégiques. En tant qu'institutions non étatiques, elles deviennent des outils autonomes dans le cadre d'un projet politique plus large, qui intègre à son tour l'organisation et l'action territoriales au sein du tissu législatif de la ville. Chacun de ces projets a une structure organisationnelle qui lui est propre, un schéma décisionnel et un mode de gestion de ses ressources. Une chaîne lactique a été mise en place non seulement comme stratégie productive, mais aussi pour contenir les expulsions des derniers terrains constructibles de la ville. Deux écoles de gestion sociale pour adultes ont également été créées dans des quartiers populaires abandonnés par l'État et des dispositifs de santé ont été implantés dans des quartiers ravagés par la violence urbaine et le trafic de drogue. Aujourd'hui, cet ensemble d'institutions autonomes, parmi tant d'autres à Rosario, constitue le noyau dur de la ville de demain.

People's Assembly, Cooperation Jackson, Mississippi, États-Unis

Lorsque People's Assembly a vu le jour à Jackson à la fin des années 1980, la ville affichait un taux de pauvreté élevé; elle connaissait également une vague importante de privatisations et d'interruptions des services publics. Une réponse sociale radicale à la crise que traversait la ville s'imposait.

People's Assembly est apparue comme un moyen d'autonomiser les résidents, en particulier ceux d'ascendance africaine, et les mouvements sociaux de base dans la pratique de l'autogestion. L'Assemblée développait un grand nombre de projets indépendants du gouvernement et nécessaires à la population, comme exiger du gouvernement qu'il protège les intérêts de cette dernière. Depuis, la lutte se poursuit.

People's Assembly cherche actuellement à construire un réseau coopératif constitué de trois institutions interdépendantes : une fédération émergente de coopératives de travailleurs locaux, une pépinière de coopératives en développement et un centre d'éducation et de formation coopérative (le Centre Lumumba pour la démocratie économique et le développement). Convaincue que le système socio-économique actuel d'exploitation, d'exclusion et de destruction de l'environnement peut être remplacé par une alternative démocratique fondée sur l'équité, la coopération, la démocratie ouvrière et la durabilité environnementale, People's Assembly cherche à réduire les inégalités raciales et à créer de la richesse communautaire.

FÉMINISER LA POLITIQUE

103

C'est dans le cadre de ces processus de démocratisation, d'intensification et d'expansion des capacités de gestion sociale du commun (au-delà des modes traditionnels de gestion étatique ou mercantile) que le défi de la féminisation de la politique prend forme de manière significative. Tout développement de l'autonomie sociale démantèle les rationalités machistes dominantes sur la base d'une logique de construction matérielle qui dépasse la dénonciation et la simple contestation, proposant des pratiques concrètes pour la construction d'autres modes de vie plus justes et égalitaires. La création d'institutions publiques non étatiques nous permet de construire à partir des territoires des leaderships collectifs, organiques et engagés dans une politique émotionnelle, qui nous place au centre de l'action, et ce malgré les diverses contradictions que nous vivons quotidiennement.

« Il ressort de notre vécu et du fonctionnement des institutions que les possibilités de transformation offertes par celles-ci sont très limitées. C'est pourquoi nous réfléchissons à la manière de gérer la représentation institutionnelle et ces espaces intermédiaires pour mener à bien la transformation sociale et politique que nous souhaitons. »

*Mariona Pascual
La Clau, Sant Celoni, Espagne*

CONCEPTS CLÉS

Gestion sociale

La gestion sociale est l'existence matérielle de nouvelles institutions. Elle devient une réalité concrète dès lors que la société civile s'organise pour agir, en dépassant les structures proposées par l'État. Il s'agit donc d'un horizon de construction citoyenne, autonome, horizontale et collective. C'est la possibilité de créer des moyens efficaces de gérer le commun à partir du commun. C'est dans la gestion sociale que naissent les nouvelles formes de pouvoir et de démocratie.

Préfiguration

La préfiguration est comprise comme un mode d'action qui matérialise les pratiques futures dans le temps présent. Elle consiste à « construire en marchant » étant entendu que le processus de construction du projet fait partie du projet lui-même. Nous cherchons ainsi à mettre en place des modes de vie alternatifs, faisant passer la coopération avant la compétition, la production avant la spéculation, le bien-être avant l'hyperconsommation.

OUTILS ET RESSOURCES

Table ronde Villes Sans Peur «Creando Instituciones no-estatales»
[«Créer des institutions non étatiques»]: www.youtube.com/watch?v=M6ljgNO2voo&feature=youtu.be

Troisième partie

POLITIQUES

PUBLIQUES

TRANSFORMATRICES

CHAPITRE 1

DÉMOCRATIE RADICALE AU SEIN DE LA MAIRIE

Laura Roth (Barcelona En Comú), Brad Lander (membre du conseil municipal de New York) et Gala Pin (conseillère municipale de Barcelone pour la participation et les districts)

CONTEXTE

De nos jours, on entend souvent dire que les gens ne s'intéressent pas à la politique, voire qu'ils ne croient plus en la démocratie. Mais ce n'est pas le cas. Nous voulons jouer un rôle actif dans les décisions qui affectent notre vie quotidienne, nos quartiers et nos communautés; mais nous pensons – à raison – que la démocratie électorale traditionnelle ne nous en donne pas la possibilité. Nous considérons qu'il ne suffit pas de voter une fois tous les quatre ans et de laisser ensuite les représentants élus – trop souvent au service de pouvoirs non soumis à la responsabilité démocratique – prendre toutes les décisions en notre nom.

Nous testons de nouvelles formes de prise de décision démocratique, et c'est là qu'intervient le municipalisme. Celui-ci est bien plus que la mise en pratique de politiques locales progressistes, il implique une décentralisation du pouvoir qui donne aux communautés les outils nécessaires pour prendre des décisions collectives. La bonne nouvelle, c'est que le niveau local offre des possibilités de démocratie radicale que d'autres sphères de gouvernement ne permettent pas : la participation, la transparence et la responsabilité sont plus faciles à mettre en œuvre à une plus petite échelle et par des institutions plus proches des citoyens. Les questions traitées au niveau local jouent également un rôle important : nous voulons tous être impliqués dans la prise de décision concrète, aussi modestes soient-elles, concernant l'environnement dans lequel nous vivons. Souvent, ce sont les plus petites décisions qui font toute la différence – un nouveau parc sur un terrain abandonné, une nouvelle liaison de transport qui élargit les possibilités de déplacement.

Une véritable démocratie locale peut également renforcer la démocratie à l'échelle mondiale. Alors que les villes et les gouvernements locaux deviennent des acteurs clés du contexte politique actuel, le renforcement de leur démocratisation permettrait aux citoyens ordinaires de se prononcer sur

certaines problématiques mondiales telles que la spéculation immobilière, l'immigration, le changement climatique ou la réduction de la pauvreté.

« Les villes apprennent les unes des autres, nous sommes une fédération démocratique délégative. »

*Bernardo Gutiérrez
MedoaLab Prado, Madrid, Espagne*

Cependant, le débat sur les limites et les opportunités des différentes formes de participation est loin d'être clos. L'un des principaux défis consiste à permettre aux citoyens ordinaires de participer à la prise de décision, tout en veillant à ce que les demandes des mouvements sociaux et des associations soient entendues. Les municipalités devraient veiller à renforcer ces mouvements et associations afin qu'ils disposent des ressources nécessaires pour faire valoir leurs demandes et relayer celles-ci de manière à influencer les décisions, superviser l'action institutionnelle et contribuer à la conception des politiques. Le tout en responsabilisant les citoyens ordinaires qui ne veulent pas, ou ne peuvent pas, s'engager politiquement.

Parmi les nombreuses questions non résolues, il y a celles de savoir comment encourager la participation tout en veillant à la qualité des décisions, comment combiner la démocratie numérique et la démocratie « présenteielle », comment impliquer des gens qui ne sont pas intéressés ou qui n'en ont ni le temps ni les moyens nécessaires, et comment convaincre les fonctionnaires et les représentants de céder une part du pouvoir aux gens ordinaires.

MINI-MANIFESTE

- **La démocratie passe par l'autogestion.** La délégation et la représentation ne sont que de moindres maux. Il faut considérer les communautés comme les véritables détenteurs du pouvoir de décision et non pas seulement comme une source d'information ou d'opinions.
- **Œuvrer pour que les institutions soient moins hiérarchisées, moins bureaucratiques et plus transparentes.** Le peuple ne peut prendre de décisions éclairées si l'administration est trop opaque.
- **Tenir compte de l'effet potentiellement excluant de tout outil.** Il n'existe pas de solution universelle; il faut mettre en place divers mécanismes pour que les personnes ayant des capacités, des expériences et des intérêts différents puissent décider des voies qu'elles veulent emprunter.
- **Encourager l'utilisation d'infrastructures numériques que les gens puissent se réapproprier et veiller à ce que leur utilisation soit accessible à tous.** Il faut combiner ces infrastructures numériques avec des échanges présentiels.

- **Inciter les gens à participer en leur offrant des opportunités réelles et efficaces.** Tout le monde n'est pas militant ou membre d'une association. Il faut tenir compte de ceux qui ne se sont pas encore impliqués, leur montrer qu'ils peuvent participer concrètement, et que, au-delà de la légitimité, nous luttons également pour leur autonomisation et pour améliorer leur quotidien.
- **Tisser des liens sociaux et rendre la participation amusante.** La démocratie radicale n'est pas seulement une question de résultats. Quand les choses sont bien faites, les gens découvrent le plaisir d'agir en solidarité, de dépasser les différences. Participation et plaisir vont de pair.
- **Accepter le conflit et ne pas prétendre résoudre les différences profondes qui font partie de nos sociétés complexes.**
- **Penser en termes d'écosystèmes participatifs et ne pas se contenter de séparer les outils participatifs.** Il faut trouver les moyens d'intégrer les différents outils et de les renforcer mutuellement.
- **Être attentif aux trois types d'effets inhérents à toute procédure de prise de décision** et trouver le moyen de les équilibrer s'ils entrent en conflit les uns avec les autres :
 - **Effet sur la qualité de la décision.** Dans la mesure du possible, essayer de prendre des décisions éclairées et raisonnées.
 - **Effet sur l'inclusion et l'égalité.** Essayer de répartir équitablement le pouvoir de décisions de chacun.
 - **Effet sur les participants.** Les gens s'aguerrissent à la prise de décision en prenant eux-mêmes leurs décisions. Faites-leur confiance et aidez-les.
- **Promouvoir la démocratie radicale partout dans le monde.** Il faut favoriser la culture démocratique au sein des associations locales, des partis politiques et des entreprises.

ILLUSTRATIONS

Decidim Barcelona, Barcelone, Espagne

Decidim Barcelona est une plateforme numérique de démocratie participative qui permet aux citoyens de faire des propositions, de débattre à leur sujet, de les promouvoir, de les défendre et de les améliorer collectivement. Cette plateforme a été utilisée pour concevoir le plan stratégique de la ville de Barcelone, quelques prototypes de budgets participatifs et d'autres processus spécifiques. À l'avenir, elle offrira également la possibilité de sécuriser le vote et, par exemple, d'organiser des référendums ou des consultations.

Non seulement c'est un excellent outil, mais c'est aussi un moyen de prendre position contre l'utilisation de la technologie à des fins lucratives et de s'opposer au pouvoir de grands groupes comme Google et Facebook. Decidim pourrait être décrite comme une « zone pacifiée » fonctionnant à l'image d'un forum public dans un contexte qui s'apparente à une course

mondiale pour le contrôle de l'information, des discours publics et des données personnelles. Decidim a été conçue en collaboration avec la société civile, des universitaires et des fonctionnaires. Il s'agit d'un projet radical proposant un accès libre et gratuit à des logiciels, données et contenus, de sorte que toute institution ou organisation puisse utiliser et continuer à développer le logiciel gratuitement. Le code est disponible sur GitHub.com et la communauté meta.decidim (internationale désormais) est là pour aider quiconque le souhaite à l'installer, à le développer et à en faire le meilleur usage possible.

La plateforme soutient des processus impliquant des milliers de participants. Elle permet également une participation en ligne et hors ligne. Les réunions en présentiel peuvent être annoncées en ligne et les procès-verbaux intégrés au portail numérique. La participation à Decidim est transparente, accessible et traçable. Les citoyens peuvent voir ce qu'il advient de leurs propositions et décider de se rencontrer, de s'organiser et de lutter pour leurs droits.

Mandat collectif, Belo Horizonte, Brésil

L'initiative du Mandat collectif est née de la méfiance à l'égard de la représentation formelle traditionnelle de la plateforme municipaliste *Muitas pela Cidade que Queremos*. Au lieu de miser sur la nomination de représentants de *Muitas* comme conseillers municipaux qui ensuite feront pression pour que leur manifeste politique soit mis en pratique, les actions du Mandat collectif sont décidées par un groupe plus large qui consulte régulièrement les citoyens ordinaires, les mouvements sociaux et les militants. Huit membres de l'équipe ont été choisis à l'issue d'un appel à candidatures ouvert au cours duquel 4 000 personnes se sont présentées, ce qui a permis d'ouvrir et de démocratiser encore davantage le processus.

L'équipe est organisée de manière horizontale et fournit des conseils aux deux élus municipaux; tous travaillent collectivement pour définir les priorités et les positions à adopter lors des votes au sein de la mairie. Les deux personnes qui exécutent le mandat collectif participent aux institutions politiques formelles afin de les transformer de l'intérieur. Elles utilisent la représentation institutionnelle comme outil pour expérimenter des processus politiques émancipatoires qui favorisent la prise de décision collective.

Des espaces de dialogue ont été créés pour rendre le mandat perméable aux affaires de la ville, tels que des réunions dans des espaces publics, des laboratoires pour la formulation de propositions législatives et un groupe de théâtre expérimental. La principale avancée de cette initiative est d'avoir permis à des collectifs de personnes qui jusque-là étaient inaudibles, comme les personnes d'ascendance africaine, les femmes, la communauté LGBT, les peuples autochtones et les personnes pauvres, de participer aux prises de décision. Le mandat collectif leur offre un moyen accessible d'exprimer leurs opinions et leurs besoins.

« Nous ne croyons pas en la représentation formelle traditionnelle. Nous investissons les institutions dans le but de les détruire de l'intérieur. »

*Áurea Carolina de Freitas
Conseillère municipale, Belo Horizonte, Brésil*

Budgets participatifs, de Porto Alegre à New York

Les budgets participatifs permettent aux citoyens de prendre des décisions directement liées à l'affectation des fonds publics. Des brainstormings sont organisés durant les assemblées de quartier, après quoi les principaux délégués analysent les projets et choisissent d'en soumettre quelques-uns au vote des habitants. Les projets gagnants reçoivent un financement. Les budgets participatifs sont nés à Porto Alegre il y a plus de deux décennies et ont été adoptés par des milliers de villes dans le monde. Comme toute pratique démocratique, ces budgets ne sont malheureusement pas à l'abri d'être capturés par des intérêts privés ou de stagner. Mais une organisation forte, en ligne et en présentiel, peut permettre aux secteurs défavorisés de transformer leurs communautés au bénéfice de tous.

À New York, les électeurs des budgets participatifs ne sont généralement pas les électeurs traditionnels. Ce sont souvent, pour la plupart, des personnes à faible revenu, des personnes de couleur, des ressortissants d'autres pays et des jeunes. Pourtant, grâce à eux, de nouveaux parcs, des terrains de jeux et des serres dans les logements sociaux ont vu le jour ; ils ont encouragé la rénovation de toilettes délabrées dans les écoles publiques de toute la ville et attiré des dizaines de milliers de nouveaux militants d'horizons divers.

FÉMINISER LA POLITIQUE

La démocratie radicale est à la fois une chance et un défi. D'une part, elle encourage les méthodes de prise de décision qui limitent en partie le pouvoir des groupes, généralement des hommes, habitués à accaparer l'expertise professionnelle ou d'autres types de compétences. Elle met ces décisions entre les mains des personnes directement concernées et généralement exclues des mécanismes décisionnels. En outre, certains procédés démocratiques, tels que les processus délibératifs, privilégient la prise de décision fondée sur le consensus, l'échange d'idées, la connaissance de la situation et des attentes d'autrui, et sur l'acceptation de la diversité. Mais la démocratie radicale a aussi son côté obscur. Elle est chronophage et par conséquent favorise la participation des hommes au détriment des femmes. De même, les procédures délibératives doivent tenir compte du fait que les opinions des hommes ont tendance à avoir plus de poids et à être mieux prises en compte en raison des préjugés de ceux qui les écoutent, et que les hommes sont souvent plus disposés à exprimer leurs opinions en public, à monopoliser la parole, etc.

TISSER UN RÉSEAU MONDIAL

Logiciels d'accès libre et gratuit

Decidim.barcelona (Decidim) et Decide.madrid (Consul) ont été développés en tant que logiciels libres, ce qui permet à d'autres organisations et institutions intéressées de les utiliser pour créer leurs propres plateformes de participation. Plus de 50 collectivités locales dans le monde utilisent déjà des versions de Decidim ou de Consul (Helsinki, Turin, Buenos Aires, Porto Alegre, Pampelune, Gwangju, entre autres). Des organismes responsables du logement social à Buenos Aires et à Paris ont notamment eu recours aux services de Consul pour mener à bien des processus budgétaires participatifs.

L'Observatoire international de la démocratie participative (OIDP)

Ce réseau international de gouvernements locaux, d'universitaires et d'associations promeut la démocratie participative au niveau local. Il travaille en coopération avec Ciudades y Gobiernos Locales Unidos (CGLU – Villes et gouvernements locaux unis) et aide les municipalités à partager, à apprendre et à évaluer les procédures décisionnelles.

CONCEPTS CLÉS

Démocratie délibérative

Procédures de prise de décision dont l'objectif est de parvenir à un consensus et dont la méthode s'articule autour du débat et de la discussion. Les gens peuvent être amenés à changer d'opinion s'ils se laissent convaincre par des arguments différents des leurs ou au vu de l'impact d'une décision sur les autres.

Démocratie directe

Procédures de prise de décision qui donne le dernier mot aux personnes directement concernées. Par exemple, une consultation ou un référendum.

Procédure ascendante de prise de décision

Procédure dans laquelle les décisions sont prises par les personnes directement concernées par ces décisions.

OUTILS ET RESSOURCES

Table ronde Villes Sans Peur «Democracia radical en el ayuntamiento» [«Démocratie radicale au sein de la mairie»]:

www.youtube.com/watch?v=xm7xOTsKpK8&feature=youtu.be

Portail de la communauté Decidim : <https://meta.decidim.org/?locale=es>

Vous pourrez ainsi en savoir plus sur l'outil, contacter d'autres personnes qui l'utilisent, proposer de nouvelles fonctionnalités, etc.

Portail de Consul, le logiciel libre de decide.madrid:

<http://consulproject.org/es>

Observatoire international de la démocratie participative :

<https://oidp.net/fr>

CHAPITRE 2

L'ESPACE PUBLIC

Ana Méndez (Ahora Madrid, Espagne), Iva Marcetic (Zagreb je NAŠ!, Croatie), Ksenija Radovanovic (Ne da(vi)mo Beograd, Belgrade, Serbie) et Raquel Rolnik (architecte et urbaniste)

CONTEXTE

Ces dernières années, l'espace public a été au centre de certaines des luttes urbaines les plus emblématiques, de la nouvelle « frontière urbaine » du Tompkins Square Park à Manhattan, à Reclaim The Streets à Londres, en passant par le Printemps arabe et le mouvement Occupy ou encore celui des Indignés. L'occupation de l'espace public et la lutte contre son expropriation traduisent une approche collective de gestion autonome, une créativité et une force qui contredisent l'absence d'alternative invoquée par le discours néolibéral. Ce n'est pas un hasard si des mouvements municipaux comme Pravo na Grad [« Droit à la ville »] à Zagreb (Croatie) ou Ne da(vi)mo Beograd à Belgrade (Serbie) ont réussi à organiser la résistance contre la privatisation et l'expropriation omniprésentes des ressources publiques et collectives en luttant pour défendre des espaces publics spécifiques, qu'il s'agisse de places ou de rives.

L'occupation par les Berlinoises de l'aéroport de Tempelhof et sa transformation en parc en 2010 est un exemple parmi d'autres d'initiatives qui rejettent la notion libérale et coloniale d'espace « public » comme propriété privée du gouvernement ou de l'État. Elles traduisent une approche conceptuelle de l'espace public comme un espace commun, ouvert, accessible et démocratique, qui satisfait nos besoins individuels et collectifs. Pour que l'espace public soit réellement à tous, il doit encourager les processus de confrontation autogérés, contrairement à la conception traditionnelle d'un espace « propre » et non conflictuel. Ces processus de confrontation génèrent des espaces communs où les règles collectives sont définies et constamment transformées par leurs utilisateurs et les habitants. Remettre en question l'idée traditionnelle de l'espace public nous oblige à expérimenter de nouvelles façons de le penser, de le concevoir et de l'habiter.

Les espaces publics sont des lieux de symboles collectifs, de rencontres et de débats politiques. On y trouve des marchés, des expositions en plein air, des jeux, des foires... Ce sont à la fois des lieux festifs et d'échanges, de contestation et de manifestation. Lorsqu'ils sont bien pensés, ils peuvent également offrir sécurité et protection. Les rues et les places ne sont pas

seulement des infrastructures physiques, ce sont aussi des richesses culturelles, économiques et politiques. En tant que telles, elles peuvent à la fois être source d'inégalité et de privation de droits ou au contraire de solidarité, d'autonomisation et de démocratie.

« Les luttes à Belgrade et à Berlin sont les mêmes : elles opposent la perception du territoire comme propriété commune des habitants de la ville à celle du territoire comme terrain de jeu du capital financier international. Dans ce combat, les occupations, les projets conflictuels et autonomes et les espaces publics non aménagés sont autant d'avant-postes significatifs qui résistent, luttent et préfigurent d'autres façons de penser la ville. »

Raquel Rolnik

L'espace public et la question de savoir qui doit décider de ce qui s'y passe, et comment, sont une préoccupation centrale du mouvement municipaliste, puisqu'elle dépend des politiques locales. L'espace public est régi non seulement par des lois et des ordonnances municipales, mais aussi par des normes sociales qui découlent d'une négociation populaire permanente. Dès lors, les gouvernements locaux ont un rôle essentiel à jouer en tant qu'arbitres des activités quotidiennes et promoteurs d'espaces inclusifs, ainsi que pour permettre et encourager la gouvernance communautaire.

MINI-MANIFESTE

- **Concevoir l'espace public pour et avec le peuple**, à travers des processus participatifs et ouverts impliquant les citoyens, les professionnels et les fonctionnaires.
- **Adapter les espaces publics à toutes sortes de groupes et de besoins**, en prévoyant des rampes là où elles sont nécessaires, des points d'eau et des toilettes publiques, etc.
- **Évoquer des thèmes concrets et tangibles concernant l'espace public pour comprendre, expliquer et aborder les problèmes systémiques** – tant économiques que politiques – auxquels nos communautés sont confrontées.
- **Concevoir des espaces publics sécurisants** (surtout pour les femmes) : veiller à ce qu'ils soient animés, accueillants et bien desservis, plutôt que vides, inhospitaliers et isolés.
- **Empêcher la marchandisation de l'espace public** en contrôlant les activités commerciales, en évitant les usages monofonctionnels et en limitant la publicité.
- **Promouvoir la création d'espaces publics en tant qu'espaces communs** (Commons).

- **Prendre conscience de la relation entre l'espace public et le droit au logement** et concevoir les espaces publics de manière qu'ils contribuent à la prévention, au lieu de favoriser la gentrification des espaces adjacents.

ILLUSTRATIONS

Mouvements de défense de l'espace public, Zagreb (Croatie) et Belgrade (Serbie)

Ces dernières années, Zagreb et Belgrade ont vu l'émergence de mouvements populaires urbains opposés à la privatisation de l'espace public. En 2014, Ne da(vi)mo Beograd a été créé pour s'opposer au projet de construction Belgrade Waterfront [« Quais de Belgrade »] sur la rive droite de la rivière Sava. À son apogée, le mouvement a organisé des manifestations de plus de 20 000 personnes, sensibilisant le public aux implications du projet et plus généralement aux politiques de développement urbain de la ville.

À Zagreb, la campagne « Nous ne donnons pas la rue Varsavska » a été lancée en 2006 en réaction à la décision de rénover la place centrale du marché aux fleurs pour répondre à la demande d'investisseurs privés. La campagne a duré quatre ans. Elle s'est traduite par l'organisation de 80 initiatives, dont des manifestations, des occupations et des actes de désobéissance civile ayant mobilisé jusqu'à 10 000 personnes.

Bien qu'aucune de ces campagnes n'ait atteint son objectif immédiat d'empêcher les aménagements décidés, toutes deux ont permis de lancer des processus collectifs d'autonomisation et d'éducation. Elles ont également jeté les bases de candidatures municipalistes aux élections locales des deux villes. Les expériences de Zagreb et de Belgrade montrent que, lorsque l'espace public est perçu comme la propriété commune des citoyens et non comme la propriété privée du gouvernement, les mouvements qui le défendent peuvent compter sur un large soutien de la population et éveiller le désir d'une ville plus ouverte et démocratique.

« C'était une démarche spontanée. Nous sommes allés sur les bords du fleuve pour tenter de protéger quelque chose que nous n'avions jamais considéré comme étant à nous. »

Ksenija Radovanovic

Almendro 3, Madrid, Espagne

Almendro 3 est un ancien terrain abandonné qui a été conçu par et pour les enfants dans le centre de Madrid. Le site a longtemps été utilisé par les habitants du quartier de La Latina comme une oasis au milieu de l'activité touristique effrénée du centre-ville lorsque, en 2015, la mairie a proposé de

le transformer en espace culturel. Une contre-proposition présentée par des habitants et des enfants faisait valoir l'importance des terrains vides utilisés comme terrains de jeux et demandait que la réhabilitation du site soit faite en concertation et dans le cadre d'une réflexion collective.

La mairie a répondu en lançant un processus participatif conduit par Zuloark, un collectif d'architectes et de designers. Des réunions hebdomadaires ont été organisées, au cours desquelles les enfants ont contribué à la conception de l'espace tandis que les adultes se mettaient d'accord sur les questions de gouvernance et de responsabilités. Le conseil municipal a facilité le processus en apportant des changements architecturaux minimes et en permettant aux différentes activités, aux débats et aux questions de suivre leur cours naturel.

À l'heure actuelle, Almendro 3 est principalement utilisé comme zone de loisirs pour les enfants et les personnes âgées; le site possède une fontaine, un bac à sable et des bancs installés le long des versants où sont réparties les plantes de la pépinière municipale, parmi lesquelles des palmiers, des haies, des fleurs de saison, des buis et des plantes aromatiques.

« Nous avons grandi sur des parcelles de terre
dans des lieux abandonnés des quartiers
nous avons conquis de petits territoires
dans chacun d'eux nous avons planté
des montagnes, caché des trésors, semé des mots
et tous : mères, pères, voisins,
amis, écoliers, amants,
nous sommes amusés à imaginer
comment bâtir une ville. »

Manifeste accroché à la porte d'Almendro 3

FÉMINISER LA POLITIQUE

Contrairement aux urbanistes professionnels, majoritairement des hommes, qui considèrent que les villes et villages sont conçus pour des êtres humains « neutres », l'urbanisme féministe perçoit la femme comme une source de connaissance unique sur la ville. Cette approche vise à fournir aux femmes des espaces et des outils de réflexion sur la manière dont l'environnement urbain est transformé et se transforme en fonction de la vie quotidienne, et sur la façon dont elles peuvent influencer le visage de la ville; de l'introduction de critères de genre dans la planification urbaine à la promotion de la participation des femmes à la conception de l'espace public.

L'initiative d'instaurer des audits concernant la sécurité des femmes, mise en place à la fin des années 1980 par le comité d'action du Grand Toronto (Canada) contre la violence envers les femmes et les enfants, s'inscrit dans cette lignée. Les audits étaient élaborés par le biais de marches exploratoires à travers la ville pour identifier les endroits où les femmes se sentaient en

danger, ainsi que les lieux où elles avaient été victimes de harcèlement ou d'agression. Cette démarche repose sur la conviction que les femmes sont expertes au sujet de leur propre sécurité et que les autorités locales doivent collaborer avec ces dernières pour susciter le changement. L'idée a été reprise en Espagne par le collectif féministe Plazandreok, qui a publié en 1996 sa propre « Carte de la ville interdite » pour analyser l'expérience de l'espace public par les femmes de Donostia (Saint-Sébastien, Espagne).

Plus récemment, le mouvement mondial Hollaback! a permis aux femmes et aux personnes LGBTQ du monde entier de signaler et de cartographier en temps réel, à l'aide d'une application mobile, les lieux publics où elles étaient victimes, ou témoins, de harcèlements. Créé à New York en 2005, Hollaback! entend lutter contre la culture de l'intimidation qui sévit dans les rues, en donnant aux gens la possibilité de signaler publiquement leurs intimidateurs et d'exprimer leur indignation. À l'heure actuelle, il existe des groupes Hollaback! dans 79 villes de 26 pays.

TISSER UN RÉSEAU MONDIAL

Jane's Walks

Ainsi baptisées en hommage à l'urbaniste Jane Jacobs (1916-2006), les « Promenades de Jane » ont lieu chaque année, le premier week-end de mai. Il s'agit de visites piétonnes organisées par des citoyens à la découverte de la beauté des bijoux architecturaux de l'espace public, mais aussi des enjeux liés à la culture, à la mémoire, à l'histoire et aux luttes sociales. L'objectif est d'encourager les gens à partager des anecdotes sur leur quartier, à découvrir des facettes inconnues de leur communauté et à faire de la marche un moyen de communication avec leurs voisins. Depuis sa création en 2007, des milliers de personnes ont participé à ce festival mondial de l'espace public. En 2017, des marches ont été organisées dans plus de 200 villes de 41 pays.

OUTILS ET RESSOURCES

Table ronde Villes Sans Peur «Espace public»: www.youtube.com/watch?v=QZA0Mmn_xtM&feature=youtu.be

Hollaback! Plateforme digitale qui permet de dénoncer le harcèlement sexuel dans l'espace public : <https://ihollaback.org>

Jane's Walk [«Promenade de Jane»]: <https://janeswalk.org/>

La Carta Europea de la Mujer en la Ciudad [«La charte européenne de la femme dans la ville»]: <http://habitat.aq.upm.es/dubai/96/bp018.html>

CHAPITRE 3

LOGEMENT, GENTRIFICATION ET TOURISME

Paula Marqués (conseillère pour le logement et l'urbanisme à la mairie de Lisbonne, Portugal), Chloe Eudaly (conseillère à la mairie de Portland, Oregon, États-Unis) et Vanessa Valiño (conseillère pour le logement à la mairie de Barcelone, Espagne)

CONTEXTE

Nos villes et villages sont devenus des lieux de spéculation mondiale. Le logement est un besoin fondamental et un pilier de nos communautés, mais les investisseurs internationaux traitent nos résidences comme de simples marchandises, pouvant être achetées et vendues avec profits. En conséquence, les gens ordinaires sont en proie à l'insécurité, à la hausse des loyers, à des baux de courte durée, aux expulsions et à la détresse. Dans de nombreuses villes, les plateformes de location temporaire comme Airbnb exercent une pression supplémentaire sur l'offre de logements résidentiels, conduisant à une montée en flèche des loyers et à la disparition de la vie de quartier. L'insécurité du logement ne touche plus exclusivement les populations aux revenus les plus faibles.

Trop souvent, les victimes de la crise mondiale du logement sont tenues pour responsables de leur situation, considérée comme le résultat d'un échec individuel dont elles devraient avoir honte. Une approche municipaliste peut nous aider à politiser la sphère en apparence domestique et privée du logement, de manière à mettre en exergue la dimension collective du problème. En opérant ce saut conceptuel de l'individu à la communauté, nos quartiers deviennent la ligne de front du combat qui oppose les citoyens ordinaires au capital mondial et l'espace dans lequel nous pouvons commencer à contre-attaquer, ensemble, pour défendre le droit au logement et le droit à la ville.

Nous entendons garantir le droit au logement et défendre nos quartiers. Cela implique de mettre fin aux expulsions et de lutter contre les stratégies de harcèlement et d'intimidation mises en place par les propriétaires et

les promoteurs immobiliers. Nous voulons que le logement soit réellement accessible, pour que les gens n'aient pas à quitter leur quartier ni à choisir entre le paiement du loyer et l'achat de biens de première nécessité. Nous entendons lutter contre les phénomènes tels que la gentrification et la « touristification », qui entraînent le déplacement des communautés, conduisent à la ségrégation au sein de nos villes et détruisent la diversité et la vitalité de nos quartiers.

« Qu'entendons-nous par ville ? La ville n'est pas une attraction touristique ni un instrument au service des investisseurs ultra-riches de ce monde. Au contraire, l'essence d'une ville est de fournir un abri aux gens. Sans une réglementation permanente des loyers, nous courons le risque d'être réduits au statut de banque suisse pour multimillionnaires, de vulgaire marché de baux à court terme. »

*Ritchie Torres
Membre du conseil municipal de la ville de New York*

MINI-MANIFESTE

- **Mettre fin à la criminalisation des sans-abri** et appréhender la détresse comme faisant partie d'un large éventail d'insécurité entourant le logement, plutôt que comme un phénomène isolé.
- **Lutter contre les expulsions forcées** en informant les locataires et les emprunteurs non solvables de leurs droits, en leur apportant un soutien institutionnel dans les situations conflictuelles les opposant aux propriétaires et aux banques, et en agissant sans détour.
- **Utiliser le contrôle des loyers et l'urbanisme** pour limiter les investissements spéculatifs dans l'immobilier.
- **Élargir le parc de logements sociaux** en achetant des bâtiments et des terrains, en construisant de nouveaux bâtiments et en réaménageant les propriétés et terrains municipaux existants.
- **Déstigmatiser le logement social** en l'ouvrant à des personnes issues de milieux sociaux très divers.
- **Réglementer les marchés immobiliers et locatifs**, décourager la spéculation et promouvoir l'accès à des logements abordables.
- **Recourir aux amendes et à des mesures incitatives** pour lutter contre les logements vacants et encourager leurs propriétaires à proposer des baux de plus longue durée à des prix plus accessibles.
- **Mettre en place des analyses de données locales** sur le logement afin de mieux comprendre la situation propre à chaque municipalité.
- **Réglementer les locations temporaires** et sanctionner les propriétaires et les plateformes en ligne qui ne respectent pas les règles.

- **Veiller à ce que les politiques de conservation au sein des quartiers historiques protègent le caractère résidentiel de ces zones** et luttent contre la spéculation fondée sur leur valeur purement touristique.
- **Mettre en œuvre des politiques de réhabilitation** qui encouragent les propriétaires à reclasser leurs biens, à garder les locataires et à fixer des loyers abordables.
- **Améliorer les possibilités de logement** pour les locataires à faible revenu afin d'assurer la stabilité familiale à long terme et d'accroître la capacité du parc locatif.

« Les instruments juridiques ne constituent pas une protection en soi. La performance de cet outil dépend des responsables municipaux. C'est leur application, rendue possible par la présence de forts mouvements sociaux, qui est déterminante. »

Andrej Holm

Professeur de sociologie urbaine à l'Université Humboldt (Berlin)

ILLUSTRATIONS

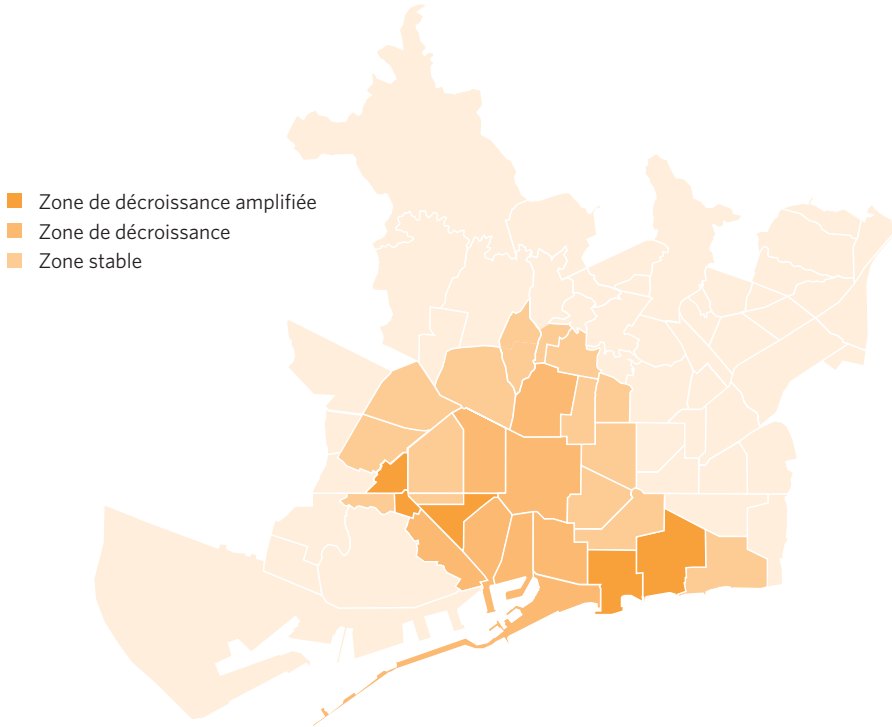
L'assemblée de quartiers pour un tourisme durable et le Plan spécial d'urbanisme pour l'hébergement touristique, Barcelone, Espagne

En 2017, Barcelone a approuvé le Pla Especial Urbanístic d'Allotjament Turístic (PEUAT), un plan de zonage visant à empêcher la « touristification » de la ville en réglementant les licences hôtelières et celles des appartements touristiques. Le PEUAT est un exemple de l'étendue de l'aide pouvant être apportée par les mouvements sociaux à la municipalité en faveur de mesures plus ambitieuses concernant le logement.

Dans les années qui ont précédé le PEUAT, des mouvements opposés à la « touristification » ont commencé à émerger dans différents quartiers de Barcelone (comme La Barceloneta Diu Prou, Fem Sant Antoni et Al Poblenou Ens Plantem). Ces mouvements ont essentiellement dénoncé l'impact du tourisme sur l'augmentation des loyers, et les nouvelles promotions hôtelières. En 2015, ces plateformes de quartier ont constitué l'Assemblea de Barris per un Turisme Sostenible (ABTS) pour coordonner et défendre le droit au logement au sein de la ville.

La proposition initiale du PEUAT présentée par le gouvernement de la ville établissait une zone de « décroissance » dans le centre historique de Barcelone, un objectif ambitieux compte tenu de la réticence de la majorité des partis représentés au conseil municipal à entraver la croissance du secteur hôtelier. Cependant, lorsque le plan a été soumis à consultation, l'ABTS a réussi à convaincre l'ensemble des partis politiques du conseil municipal de

voter en faveur d'une zone de décroissance encore plus large, si bien que le PEUAT définitif est encore plus contraignant que le premier.



Portland Tenants United [« Union des locataires de Portland »] et The Shed [« Le hangar »], Portland, Oregon, États-Unis

En 2016, le logement est devenu l'enjeu politique majeur de Portland. Au cours des quatre années précédentes, les loyers avaient augmenté de 30%. Selon le rapport annuel sur la situation du logement dans la ville, un appartement de deux pièces à Portland était inaccessible pour les ménages disposant de revenus moyens dans près de la moitié des quartiers de la ville. La grande majorité des familles latino-américaines, afro-américaines, autochtones et monoparentales, quant à elles, ne pouvaient tout simplement pas assumer le coût moyen du loyer, dans aucun quartier.

La crise a donné lieu à une vague d'actions citoyennes, dont la création de Portland Tenants United (PTU), un groupe *ad hoc* de locataires qui dénonçait les propriétaires malhonnêtes tout en demandant la mise en place d'un système de contrôle des loyers et des expulsions injustifiées. Dans le même temps, un groupe Facebook, « That's a Goddamned Shed » [« C'est un foutu hangar »], inspiré d'une annonce de location d'un hangar pour 950 dollars, a rapidement atteint les 2 000 membres. Ce groupe est devenu un

centre d'information et de ressources, et un tremplin pour l'activisme local. Le PTU, en collaboration avec d'autres collectifs de défense du logement, a organisé des manifestations, encouragé la coordination pour aider les locataires en détresse et établi des contrôles sur les annonces de location parues sur Craigslist. Beaucoup de ces annonces étaient en fait illégales, violaient ostensiblement les règles, ou ne respectaient pas la loi sur le logement équitable. Une campagne populaire a également été lancée pour que « Portland continue d'être habitée », appelant à l'adoption d'une déclaration des droits des locataires et à un moratoire sur les expulsions injustifiées et la hausse des loyers.

En novembre 2016, ces mobilisations populaires ont commencé à avoir des conséquences électorales. Les électeurs de Portland ont approuvé à une écrasante majorité un prêt de 258 millions de dollars pour le logement abordable et ont élu la locataire et fondatrice de Shed – Chloe Eudaly – commissaire municipale sur un programme de droit au logement.

Depuis, les politiques de logement de Portland ont connu des changements importants. L'ordonnance sur l'aide obligatoire à la réinstallation des locataires exige par exemple que les propriétaires versent à leurs locataires une aide à la réinstallation comprise entre 2 900 et 4 500 dollars en cas d'expulsion injustifiée ou d'augmentation du loyer de 10 % ou plus sur douze mois. Cette nouvelle réglementation a stabilisé la situation de milliers de locataires, y compris ceux dont les logements avaient subi des hausses de loyer de 100 % ou qui étaient visés par des expulsions injustifiées, dans le but de remplacer les familles à faible revenu par des locataires aisés désireux de s'installer dans la ville.

Un bureau de services aux locataires a également été mis sur pied, et il est prévu de créer des programmes de médiation des conflits entre locataires et propriétaires, ainsi que d'exiger l'enregistrement de tous les propriétaires de la ville. Une commission des services de location sert de tribune publique pour discuter de la législation régissant le logement locatif, ainsi que pour offrir des programmes et des services aux locataires et aux propriétaires.

Services juridiques garantis pour les locataires menacés d'expulsion, New York, États-Unis

En août 2017, New York est devenue la première ville des États-Unis à garantir aux locataires menacés d'expulsion l'assistance d'avocats, afin de leur donner les mêmes possibilités que les propriétaires de défendre leurs intérêts. Selon la loi approuvée par le conseil municipal, des services juridiques sont fournis aux locataires faisant l'objet d'une expulsion et dont le revenu est inférieur de 200 % au seuil fédéral de pauvreté (50 000 dollars par an). Autrement dit, 80 % des ménages visés par une expulsion peuvent bénéficier d'une aide juridique. Le programme sera mis en œuvre progressivement sur une période de cinq ans et, une fois pleinement opérationnel, il sera doté d'un budget annuel de 155 millions de dollars.

Ces politiques s'inscrivent dans le prolongement d'une campagne menée depuis des décennies en faveur d'un soutien juridique accru des locataires par les services communautaires, et qui a abouti à la création, en 2014, de la Coalition de New York pour le droit à un avocat. La Coalition a obtenu l'augmentation du financement dédié à la représentation juridique des locataires, faisant passer le pourcentage de locataires représentés par un avocat de seulement 1 % en 2013 à près de 27 % en 2016. La Coalition considère que l'obtention de ces services juridiques est une victoire pionnière dans la lutte contre les expulsions injustifiées, et a appelé d'autres villes américaines à suivre l'exemple de New York.

FÉMINISER LA POLITIQUE

L'approche féministe du logement tient compte du fait que les femmes sont confrontées à de multiples inégalités, telles que la pauvreté, la violence masculine (qui les oblige à prendre des décisions dans l'urgence, souvent inadéquates), ou encore la répartition du travail domestique (par exemple, dans la grande majorité des familles monoparentales, l'adulte responsable des enfants est la femme). Cette réalité donne lieu à des différences importantes dans l'expérience de la ville et rend essentielle la mise en œuvre de politiques de logement basées sur la présence de communautés qui offrent assistance et soutien pour améliorer la vie quotidienne des femmes.

Les femmes ont également joué un rôle fondamental dans la lutte pour le droit au logement dans de nombreuses villes et villages. Quand leurs partenaires étaient sujets à la dépression, elles se sont souvent retrouvées seules à se battre pour garder un toit (en négociant avec les banques, en mettant fin au processus d'expulsion...). Ces luttes ont représenté une autonomisation personnelle et collective pour de nombreuses femmes, ouvrant la voie à de nouveaux modèles de leadership social et politique.

TISSER UN RÉSEAU MONDIAL

European Action Coalition for the Right to Housing and to the City [« Coalition européenne d'action pour le droit au logement et à la ville »]

Il s'agit d'un réseau de mouvements de différentes villes de toute l'Europe qui luttent pour le droit au logement et le droit à la ville. Après des années de campagnes locales, ces mouvements (de locataires, d'habitants de logements « autoconstruits », d'occupants, de victimes de logements insalubres, de personnes expulsées ou endettées et de professionnels) se sont réunis pour coordonner leurs positions et actions au niveau européen sur la question du logement. La coalition a mené des actions conjointes et décentralisées pour incriminer notamment le Salon de l'immobilier mondial MIPIM et le fonds vautour Blackstone.

CONCEPTS CLÉS

Gentrification

Processus par lequel l'arrivée dans un quartier de nouveaux résidents ayant un pouvoir d'achat plus élevé fait monter en flèche les loyers et le prix des maisons, engendrant souvent le départ des résidents et des communautés à faible revenu.

« Touristification »

Processus par lequel la location temporaire de logements touristiques, notamment par le biais de plateformes en ligne, se traduit par une augmentation de la proportion de logements destinés à l'hébergement de loisir, plutôt qu'à l'hébergement résidentiel. Au lieu de remplacer un type de résident par un autre, comme dans le cas de la gentrification, la « touristification » remplace les résidents stables par une population flottante de visiteurs. Elle peut également avoir un impact significatif sur le commerce et les services pour les résidents locaux.

OUTILS ET RESSOURCES

Table ronde Villes Sans Peur «Logement, gentrification et tourisme»:
www.youtube.com/watch?v=zzubqynSDR0&feature=youtu.be

Plan Especial Urbanístico de Alojamiento Turístico (PEUAT) [«Plan d'urbanisme spécial pour l'hébergement touristique»], Barcelone, Espagne : <http://ajuntament.barcelona.cat/pla-allotjaments-turistics/es/>

Identification de propriétés touristiques sans licence, Barcelone, Espagne : <http://meet.barcelona.cat/habitatgesturistics/es>

Le Livre vert de la PAH. Guide d'action citoyenne pour la défense du droit au logement, par la plateforme des victimes des hypothèques [«Afectados por las Hipotecas»], Espagne : <https://afectadosporlahipoteca.com/wp-content/uploads/2014/01/LibroVerde-PAH-32.pdf>

CHAPITRE 4

BIENS COMMUNS

Laia Forné (conseillère pour la participation à la mairie de Barcelone, Espagne), Giuseppe Micciarelli (Massa Critica, Naples, Italie) et Iolanda Fresnillo (La Hidra Cooperativa [«L'Hydre coopérative»], Barcelone)

CONTEXTE

Trop souvent, la gestion de nos villes et villages s'est faite sur la base d'une alliance entre les collectivités locales et les marchés. Ces derniers privilégient la valeur d'échange des ressources urbaines et se soucient peu de la valeur d'usage qu'elles représentent pour les habitants. Ceci s'est traduit par la marchandisation progressive de nos villes et l'absence de mécanismes de contrôle démocratique et de mesures de protection des ressources de base telles que l'espace public, les centres culturels, le logement, la nourriture, les transports et les services récréatifs.

C'est pourquoi, partout dans le monde, des communautés résistent aux processus de marchandisation par la création de modèles de gestion alternatifs. Grâce à ces pratiques communautaires, ou «biens communs», les citoyens élaborent des méthodes de gestion des ressources collectives sur une base démocratique et sans but lucratif. Les biens communs étant entendus comme une action collective utile pour gérer les ressources, on peut les trouver dans d'innombrables sphères de la vie. Au départ, la notion de biens communs était liée au monde rural et désignait la gestion communale des forêts, des montagnes et des pâturages. Aujourd'hui, les biens communs font le plus souvent appel au domaine numérique, aux logiciels libres et aux ressources numériques ouvertes à une collaboration massive (*crowdsourcing*), telles que Wikipédia.

« Lorsque nous parlons des communs, nous faisons l'hypothèse de communautés organisées autour de ressources partagées et selon des formes démocratiques de gouvernance. »

Iolanda Fresnillo

Le municipalisme permet d'incarner divers types d'institutions publiques, avec des formes de gouvernance qui expriment clairement l'engagement d'une gestion publique communautaire des biens communs urbains. Certaines villes, comme Naples, Kobane (Kurdistan syrien), Cochabamba (Bolivie) et Barcelone, ont une solide tradition de gestion communautaire et des projets autogérés. Mais même dans les villes où les biens communs sont encore une idée relativement nouvelle, les citoyens réclament de plus en plus la reconnaissance des biens communs urbains et une plus grande capacité à participer à la gestion et à l'utilisation du patrimoine et des ressources publiques.

Les institutions publiques ont souvent considéré les demandes de contrôle communautaire des ressources comme des problèmes ou des conflits à gérer. Les biens communs ont déclenché un débat sur la relation entre les sphères publique et étatique, privée et commerciale, publique et communautaire. Un changement de mentalité est essentiel pour que les communs soient perçus comme une opportunité : celle d'expérimenter de nouvelles formes d'interaction entre les gouvernements municipaux et les initiatives communautaires. Les biens communs ne doivent pas être considérés comme des substituts à la gestion publique, mais comme faisant partie d'un processus de démocratisation qui découle d'une organisation communautaire vigoureuse dans un lieu précis.

Le défi est de préserver les valeurs communautaires (autonomie, droits d'usage, gestion démocratique) tout en garantissant les principes fondateurs des services publics (accessibilité, universalité, transparence, responsabilité). La redistribution ne consiste pas seulement à partager les ressources, mais aussi à donner aux gens le pouvoir de gérer directement les biens publics.

MINI-MANIFESTE

- **Reconnaître et protéger les biens communs existants dans nos villes et nos villages en tant que biens communs naissants**, en respectant la nature autogérée de ces projets et en préservant leur valeur sociale et économique.
- **Créer un cadre institutionnel qui reconnaît et encourage le renforcement collectif et communautaire et la gestion directe des biens publics**, en garantissant l'utilisation publique et participative de ces ressources pour le bien commun.
- **Développer des mécanismes de redistribution et de justice sociale** qui assurent une jouissance équitable des biens publics et la reconnaissance du savoir comme bien commun, en favorisant un accès ouvert et collectif à la propriété intellectuelle.
- **Créer des mécanismes de surveillance communautaire** qui permettent aux participants d'(auto-)évaluer leurs projets et d'identifier les domaines dans lesquels ils peuvent améliorer les services qu'ils procurent à la communauté.

- **Promouvoir une nouvelle relation entre les administrations publiques et les citoyens qui tende vers une « administration directe » des projets par ces derniers**, dans le respect des principes d'universalité, d'accessibilité, de durabilité, de transparence et de gestion démocratique.

« De nos jours, la gestion est souvent beaucoup plus puissante que la propriété. C'est en son nom que les communs sont exploités et détruits. C'est pourquoi, pour les défendre, nous devons imaginer une autre forme de gouvernance. »

Giuseppe Micciarelli

ILLUSTRATIONS

L'Asilo: du squat à un nouveau statut juridique, Naples, Italie

En 2015, la municipalité de Naples a adopté une série de mesures visant à réglementer, à promouvoir et à institutionnaliser les biens communs urbains. Ces mesures entendaient favoriser la reconnaissance juridique des espaces autogérés et permettre la gestion citoyenne des immeubles appartenant à la mairie. Le processus est né de l'expérience de l'utilisation collective de l'Asilo, un bien de la mairie, déclaré site du patrimoine mondial par l'UNESCO.

Le 2 mars 2012, un groupe de travailleurs et de citoyens avait occupé l'Asilo, au départ dans le cadre d'activités culturelles qui devaient durer trois jours. Finalement, le groupe a décidé de plaider en faveur de l'autogestion de l'Asilo « pour l'usage civique d'un bien public », selon une loi italienne qui, bien que tombée en désuétude, était toujours en vigueur. C'était la première étape de ce qui allait devenir une innovation juridique sans précédent. Par ordonnance municipale, la mairie de Naples a incorporé dans ses statuts la notion de « biens communs naissants », ainsi que les règles d'utilisation de ces biens, rédigées par les membres de l'Assemblée de l'Asilo dans son cadre réglementaire.

La capacité des militants de l'Asilo à utiliser la loi pour renverser les structures classiques de gestion publique/privée en vigueur au sein de leur ville a marqué un tournant important. Entre mai 2012 et juin 2016, la mairie de Naples a reconnu par cinq autres décisions, rédigées grâce au travail juridique des militants, ce modèle de gestion qui s'applique désormais aux bâtiments de la ville représentant une superficie de près de 40 000 mètres carrés. D'autres villes, comme Turin et Palerme, ainsi que des mouvements sociaux (dont Mondeggi Fattoria Senza Padroni et Casa Bettola Reggio Emilia) ont adopté ce nouvel outil juridique, qui permet aux citoyens d'utiliser les infrastructures municipales, garantit leur accès et fixe les règles élémentaires concernant leur utilisation.

Programme de gestion et d'utilisation du patrimoine citoyen à des fins communautaires, Barcelone, Espagne

La politique de développement du patrimoine urbain de la mairie de Barcelone comprend le transfert des biens municipaux aux communautés pour la conception de projets sociaux et culturels, la gestion communautaire des bâtiments et des services publics, et la « re-municipalisation » des services de base par des mécanismes de participation et de responsabilisation des citoyens.

Dans ce cadre, la ville a mis en place le Programme Patrimoni Ciutadà d'Ús i Gestió Comunitària. Celui-ci a été établi, en collaboration avec des espaces communautaires de la ville de Barcelone, des critères pour définir le cadre régissant l'accès aux biens municipaux et leur transfert, et a créé un nouveau mécanisme d'auto-évaluation, le bilan communautaire. Le programme prévoit également un recensement des biens publics (terrains et bâtiments) afin de créer un catalogue des biens gérés par la communauté.

Cette initiative a donné lieu à la création d'un conseil d'administration des biens des citoyens (Citizen Asset Board), un organisme municipal mixte dont la tâche est de superviser la gestion des cessions aux organismes sans but lucratif des biens municipaux situés dans les principales zones de la ville.

596 Acres, New York, États-Unis

596 Acres a été créé en 2011 après que sa fondatrice, Paula Segal, a eu accès à des documents du service d'urbanisme de la ville révélant que 596 acres de terrains publics étaient vacants dans le district de Brooklyn, notamment au sein des quartiers les plus pauvres. Segal a décidé d'utiliser cette information pour créer une carte diffusée en ligne et placardée dans toute la ville. Selon ses propres termes : « Notre démarche au départ était expérimentale et visait à diffuser l'information sur la propriété foncière auprès des personnes les plus déterminées à susciter le changement. »

Dès que cette information a commencé à circuler, les New-Yorkais ont cherché à accéder à ces parcelles de terre et à se mobiliser pour protéger celles qui étaient menacées. 596 Acres a alors développé un programme pour la défense de l'accès au sol communautaire, afin de soutenir les campagnes des habitants des quartiers visant à transformer les terrains vacants de la ville de New York en jardins potagers, en fermes et en aires de jeux.

L'organisation a poursuivi son travail en faisant de la carte originale diffusée en ligne un outil organisationnel interactif, « Terrains vivants NYC ». Cet outil indique les endroits en accès libre pour la communauté, et ceux pour lesquels des démarches sont en cours pour y parvenir. Depuis, 596 Acres a étendu son activité au-delà des terrains vagues et s'intéresse également aux parcs difficiles d'accès et sans surveillance, aux immeubles et aux bureaux de poste.

FÉMINISER LES BIENS COMMUNS

Les biens communs contribuent à valoriser le travail de reproduction sociale au sein des communautés, étant donné qu'ils privilégient la valeur d'usage par rapport à la valeur marchande. Ils s'inscrivent dans une approche démocratique, puisque leur gestion repose sur des structures organisationnelles égalitaires, accessibles et horizontales.

Cependant, nous devons être conscients du risque de reproduire, au sein des structures des initiatives communautaires, les stéréotypes de genre et les inégalités inhérentes à la reproduction sociale. Pour éviter cette dérive, la simple création d'organisations horizontales et accessibles ne suffit pas : une approche spécifique au genre est nécessaire.

TISSER UN RÉSEAU MONDIAL

European Commons Assembly

En novembre 2016, un groupe de 150 personnes de toute l'Europe s'est réuni à Bruxelles pour créer l'Assemblée européenne des communs, dans le but de jeter les bases d'une solidarité translocale au sein du mouvement européen des biens communs. L'Assemblée a trois objectifs principaux :

- soutenir les activités décentralisées des communes et leur participation à des actions concrètes, collaboratives et ascendantes ;
- donner la parole et accroître la visibilité du mouvement des communs ;
- canaliser dans la sphère politique les besoins et les exigences des initiatives socialement et écologiquement durables.

OUTILS ET RESSOURCES

Table ronde Villes Sans Peur «Comunes» [«Les Communs»]:

www.youtube.com/watch?v=pO6y9Ytmj_Q&feature=youtu.be

Remix the Commons, un espace interculturel pour partager et cocréer des documents multimédias sur les communs :

www.remixthecommons.org

Reglas per el uso cívico de l'Asilo de Napoles [«Règles d'usage civique de l'Asilo de Naples»]: www.exasilofilangieri.it/regolamento-duso-civico

CHAPITRE 5

MOBILITÉ ET POLLUTION

César Ochoa (Barcelona En Comú), Andrea Reimer (conseillère pour l'action environnementale de la ville de Vancouver, Canada), Francesco Lucca Bassile (Coalizione Civica per Bologna, Italie) et Amaranta Herrero (Barcelona En Comú)

CONTEXTE

La mobilité est l'un des piliers du droit à la ville, en particulier pour ceux qui vivent en dehors des grandes zones métropolitaines, ou dans des villes et villages isolés. Une mobilité restreinte se traduit par un accès limité à l'emploi, à l'éducation, aux loisirs et aux services. Le problème, c'est que trop souvent, nos villes et nos régions ont été conçues pour les voitures et non pour les personnes. Les investissements publics ont favorisé les autoroutes, les tunnels et les parkings plutôt que les transports publics et les infrastructures pour bicyclettes et piétons. Au niveau local, cette approche centrée sur la voiture se reflète par une forte pollution atmosphérique, des nuisances sonores, des accidents de la route à l'origine de blessures parfois mortelles, et une invasion des espaces publics par la voiture particulière. Elle a également conduit à la ségrégation sociale et économique, ceux ayant le privilège de vivre dans les centres urbains ou étant motorisés bénéficiant de commodités de plus en plus importantes par rapport aux autres. À l'échelle mondiale, ce modèle de développement urbain à forte empreinte carbone nous a précipités au bord du gouffre climatique, menaçant l'existence même de la vie sur terre.

Nous concevons la mobilité non pas comme une simple question technique, mais comme une question de santé, de justice écologique et sociale. Plus de 90% de la population mondiale vit dans des régions où les recommandations en matière de qualité de l'air ne sont pas respectées. Selon l'Organisation mondiale de la santé, la pollution atmosphérique est responsable d'environ 6,5 millions de décès par an dans le monde. La pollution de l'air est également associée à des problèmes cognitifs chez les filles et à l'apparition précoce de la maladie d'Alzheimer. Le secteur des transports représente la deuxième source d'émission de dioxyde de carbone et l'une des principales causes du changement climatique. Les personnes qui se déplacent en voiture sont généralement des hommes blancs percevant des revenus supérieurs à la moyenne, ce qui signifie que les modèles de développement urbain et

territorial basés sur la voiture exacerbent les inégalités de genre, ethniques et économiques. C'est pourquoi nous adoptons une approche écoféministe de la mobilité, plaçant les personnes et la planète au centre de la façon dont nous concevons et relient nos quartiers, nos villes et nos villages.

Le municipalisme nous permet de lutter contre les modèles de développement urbain non durables et à forte empreinte carbone, de proposer des alternatives saines et durables et de renverser ce système injuste qui favorise la liberté et la mobilité des plus pollueurs et des plus aisés.

Nous devons remettre en question l'idée que la conduite est un droit, lutter contre le lobby automobile, faire évoluer les comportements et modifier notre approche des transports. Nous voulons des villes compactes, conçues pour les piétons et les cyclistes, dotées de transports publics utilisant des énergies renouvelables et accessibles à tous.

« Nous devons inscrire cette problématique à l'ordre du jour local, mais aussi à celui des municipalités qui nous entourent, ainsi que des gouvernements régionaux et nationaux. L'air ne connaît pas de frontières administratives : tout le monde doit se joindre à la lutte contre la pollution atmosphérique. »

*Janet Sanz
Cinquième adjointe au maire pour l'écologie,
l'urbanisme et la mobilité, Barcelone, Espagne*

MINI-MANIFESTE

- **Lutter contre le lobby automobile pour défendre le droit collectif à l'air pur.**
- **Modifier les priorités en matière d'aménagement urbain** pour favoriser les piétons et décourager l'usage de la voiture particulière.
- **Réduire l'espace public consacré aux voitures** par des mesures telles que la piétonnisation et l'affectation d'aires de stationnement à des usages alternatifs.
- **Promouvoir l'utilisation des transports publics par des investissements publics et des tarifs abordables.**
- **Encourager les déplacements à vélo** en créant, en élargissant ou en améliorant les pistes cyclables et en proposant des systèmes publics à usage commun.
- **Sanctionner ou interdire l'utilisation de véhicules à émissions élevées** en créant des zones de faibles émissions où l'entrée des véhicules les plus polluants est interdite (temporairement ou définitivement).
- **Mettre en place des « redevances de congestion » pour les automobilistes** qui entrent dans les centres urbains et augmenter le prix du

stationnement afin de réduire l'utilisation de la voiture et de financer les investissements dans des infrastructures de transport durables.

- **Investir dans une flotte de transports publics à faibles émissions** afin de réduire la consommation d'énergie et les émissions de CO₂ par habitant.
- **Créer des voies réservées aux autobus pour augmenter la vitesse moyenne des autobus publics.**
- **Promouvoir le covoiturage** pour réduire le nombre de voitures dans les rues.
- **Fixer des limites de vitesse plus basses** pour réduire la pollution et les accidents; par exemple, 30 km/h dans les zones urbaines.

ILLUSTRATIONS

Greenest City Action Plan [« Plan d'action pour devenir la ville la plus verte du monde »], Vancouver, Canada

En 2008, la plateforme politique locale Vision Vancouver a été élue sur la promesse de faire de Vancouver la ville la plus verte du monde d'ici 2020. En 2009, l'administration municipale a lancé le *Plan d'action Greenest City* afin de préparer Vancouver aux conséquences probables du changement climatique. Le plan visait le renforcement d'une collectivité dynamique, une économie verte florissante et une ville plus écologique et plus saine. L'élaboration et la mise en œuvre participatives du plan étaient essentielles en termes d'impact. Près de 35 000 habitants (5 % de la population de la ville) ont participé à sa conception par le biais de réunions régulières sur deux ans, et plus de 180 organisations de la société civile, syndicats et institutions universitaires y ont également pris part. Le plan comprend des centaines d'actions menées par les résidents et le gouvernement local.

Il prévoit dix objectifs ambitieux avec 17 indicateurs et des rapports annuels obligatoires. Parmi les objectifs – à atteindre d'ici 2020 – figurent la réduction d'un tiers des niveaux d'émissions de CO₂ de 2007 et une obligation de neutralité carbone pour tous les bâtiments construits après 2020. En avril 2015, la ville avait atteint l'objectif visant à ce que plus de 50 % des déplacements se fassent à pied, à vélo ou en transports en commun.

Grâce à ce plan, Vancouver, qui ne faisait même pas partie des 500 villes les plus écologiques du monde, s'est hissée à la quatrième place de l'indice vert mondial. Ce résultat a été atteint en une décennie, alors que sur la même période, le gouvernement conservateur du Canada encourageait un développement à forte intensité de carbone et retirait le pays du Protocole de Kyoto sur les changements climatiques. La moyenne nationale des émissions de CO₂ du Canada est de 15 tonnes par habitant; à Vancouver, elle a été réduite de 22 % pour atteindre son niveau actuel de 3,9 tonnes. C'est l'exemple même d'une ville qui a su se démarquer.

« “Quelques-uns” n’est pas un chiffre et “bientôt” n’est pas un moment précis; nous avons besoin d’indicateurs mesurables et de rapports contraignants pour réduire les émissions de carbone et la pollution dans nos villes. »

Andrea Reimer

AriaPesa et les mesures citoyennes de la pollution atmosphérique, Bologne, Italie

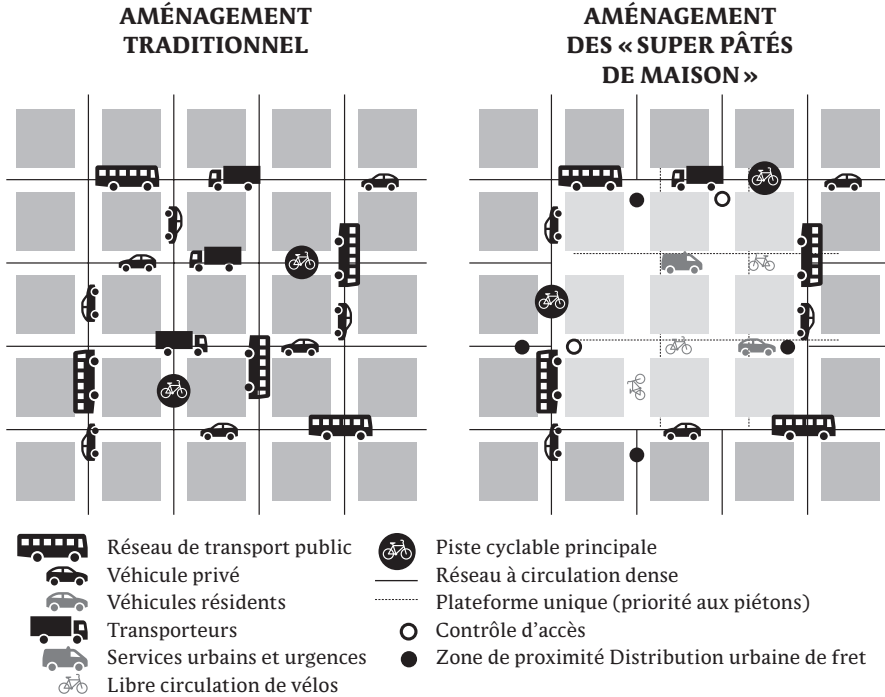
En 2017, l’air de Bologne a dépassé les limites recommandées pour les particules, l’ozone et le dioxyde d’azote, ce dernier étant principalement dû aux émissions des véhicules. La plateforme municipale Coalizione Civica per Bologna, qui a remporté deux sièges à la mairie et quatre aux élections municipales de 2016, a, sur cette question comme sur d’autres, une stratégie de « leadership de l’opposition ». La Coalition civique soutient le réseau de citoyens AriaPesa (AirPesant), qui prône l’autonomisation des citoyens à partir de la base. AriaPesa fournit aux résidents des capteurs d’échantillonnage de l’air à installer près de chez eux pour qu’ils puissent mesurer et cartographier la pollution atmosphérique. Plus de 350 capteurs ont été installés dans toute la ville par des particuliers, des écoles, des associations de quartier et l’université, en plus de la création de l’institut officiel pour le contrôle de la qualité de l’air (Arpa). Les habitants de Bologne utilisent les informations obtenues de façon collaborative pour renforcer leurs demandes de changement de politique urbaine, d’amélioration de la qualité de l’air et de protection de la santé humaine.

« Super pâtés de maison », Barcelone, Espagne

À Barcelone, moins de 25 % de tous les déplacements intra-urbains se font en voiture, mais près de 70 % de l’espace public est réservé aux véhicules et au stationnement. Les « super pâtés de maison » tentent de compenser ce déséquilibre en limitant l’accès des véhicules privés à certaines rues et en créant de nouvelles « places » publiques aux intersections des rues piétonnes. Les « super pâtés de maison » autorisent le passage uniquement aux résidents, aux services urbains, aux véhicules d’urgence et de livraison (dans certaines circonstances), et tous doivent respecter la limite de vitesse de dix kilomètres à l’heure. Les « super pâtés de maison » sont des oasis au milieu d’un paysage urbain densément peuplé, offrant un espace pour la vie communautaire, l’écologie, le sport et l’exercice physique.

Lorsque le « super pâté de maison » le plus récent a vu le jour dans le quartier du Poblenou en 2016, les habitants qui soutenaient l’initiative ont créé le Col·lectiu Superilla [Collectif « super pâté de maison »]. Le groupe participe à l’évaluation du projet promu par la mairie et fait des suggestions sur la façon d’utiliser l’espace public récupéré. Parmi les propositions formulées par le

groupe qui ont vu le jour, citons l'installation d'aires de jeux dans deux des quatre places créées à l'intérieur du « super pâté de maison ».



FÉMINISER LA POLITIQUE

Les politiques d'urbanisme et de transport ne sont pas sans impact sur la question du genre. Nos villes et villages ont été conçus dans une optique de participation au marché du travail, sans prendre en considération (ou très peu) le travail reproductif ou travail du *care*¹. Cette tendance est évidente dans les systèmes de transport du monde entier, dont la conception répond moins aux attentes de ceux qui multiplient les petits trajets – comme c'est souvent le cas des aidants et des travailleurs à temps partiel (souvent les femmes) – que de ceux (généralement les hommes) qui vont et reviennent du travail, empruntant les transports deux fois par jour sur de longues distances. Les infrastructures de transport sont souvent inaccessibles aux personnes à mobilité réduite ou voyageant avec des personnes à charge, et les femmes sont particulièrement exposées au harcèlement sexuel ou à la violence lorsqu'elles marchent dans les espaces publics, lorsqu'elles sont à vélo ou qu'elles utilisent

1. Rappel : voir plus haut, *Introduction*.

les transports en commun. Une politique de féminisation de la mobilité implique de remettre en cause les privilèges des automobilistes, d'accorder la même importance aux besoins de transport des personnes chargées du travail reproductif et de garantir que les déplacements courts, à pied ou en transports en commun, soient confortables, accessibles, abordables et sûrs.

TISSER UN RÉSEAU MONDIAL

EcoMobility Alliance ICLEI

Le Conseil international pour les initiatives écologiques locales (ICLEI) coordonne l'Alliance mondiale pour l'écomobilité des villes et des cités, en vue de promouvoir la mobilité durable. L'alliance a créé un ensemble de vingt indicateurs de mobilité durable appelé EcoMobility SHIFT, que les villes membres peuvent utiliser pour mesurer l'impact écologique de leurs infrastructures de transport et identifier les moyens de les améliorer.

OUTILS ET RESSOURCES

Table ronde Villes Sans Peur «Mobilité et pollution»:

www.youtube.com/watch?v=6DqCl7Azwnk&feature=youtu.be

Des rues pleines de vie. Mise en place du modèle des «super pâtés de maison» à Barcelone: <http://ajuntament.barcelona.cat/superilles/es>

EcoMobility SHIFT. Système d'indicateurs pour mesurer et améliorer la mobilité durable au sein des villes: <https://ecomobility.org/ecomobility-shift>

CHAPITRE 6

LA REMUNICIPALISATION DES SERVICES DE BASE

Moises Subirana (Barcelona En Comú), Claire Roumet (directrice d'Energy Cities) et Olivier Petitjean (Observatoire des multinationales)

CONTEXTE

Après trois décennies de privatisation massive, force est de constater que le bilan du mode de gestion des services publics est médiocre. Malgré la recette imposée pour dépasser les limites de la sphère publique – considérée comme bureaucratique, centralisée, inefficace et obsolète –, le néolibéralisme est tombé dans les mêmes travers. Pire encore, puisque les grandes multinationales ont été investies d'un pouvoir encore plus important que celui des institutions publiques qu'elles prétendaient servir.

Face à ce bilan, de plus en plus de villes et villages décident d'engager des changements structurels dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau ou de l'électricité. Malgré les nombreux obstacles juridiques souvent imposés par les États, les municipalités optent pour des formes de gestion fondées sur une approche large de la notion du « public », qui prévoient des mécanismes de participation citoyenne, de coopération, de communautarisme et même de copropriété.

Ainsi, la remunicipalisation des services permet de créer les conditions nécessaires – bien que non suffisantes – pour renforcer la démocratisation des services publics à l'échelle locale en favorisant les circuits courts qui renforcent le tissu économique et associatif de la municipalité. De cette façon, la remunicipalisation est comprise comme un outil permettant la gestion des biens communs. Ainsi, des initiatives citoyennes s'organisent pour fournir de nouveaux services, d'une manière démocratique et sans but lucratif, en particulier dans le domaine de l'énergie.

« La remunicipalisation est apparue dans un souci de développement durable, de démocratie et de justice sociale, comme une réponse des municipalités aux politiques d'austérité. »

Olivier Petitjean

Il existe plus de 800 cas de remunicipalisation de services publics dans le monde, impliquant 1 600 villes et villages dans 45 pays, l'Europe étant le continent qui en compte le plus grand nombre. Les résultats sont contrastés. Cependant, il reste encore de nombreux défis à relever, parmi lesquels :

- **la nécessité d'adapter les cadres juridiques et institutionnels pour faciliter les processus de remunicipalisation.** La loi, souvent trop timide pour traiter les cas qu'elle juge exceptionnels, ne suffit plus. Il faut innover et promouvoir de nouvelles formes de gestion des communs. À l'heure actuelle, les États, l'Union européenne ou encore les institutions financières internationales préfèrent promouvoir des accords de libre-échange agressifs au service des grands pouvoirs corporatistes plutôt que de protéger et développer la souveraineté des municipalités.
- **promouvoir les réseaux de coopération locale.** Les municipalités se retrouvent souvent « seules contre tous » lorsqu'elles sont confrontées au débat sur la remunicipalisation ou non d'un service. Il est donc nécessaire de renforcer les réseaux de coopération et d'apprentissage mutuel qui existent entre elles. Bien que chaque cas soit unique, spécifique et inédit, les approches, les méthodologies et les expériences d'autres personnes qui suivent le même cheminement sont fondamentales pour garantir de bons résultats.
- **faire l'expérience des biens communs.** La remunicipalisation n'est pas un retour au public d'il y a 20, 30 ou 50 ans. C'est une nouvelle approche avec des pratiques, un partage du pouvoir, et des objectifs nouveaux. Il s'agit donc d'un domaine où l'apprentissage par essai-erreur est nécessaire : il n'y a pas de vérités absolues, pas d'idées préconçues. Par conséquent, l'imagination, le courage et l'intelligence collective sont indispensables.

MINI-MANIFESTE

- **Promouvoir l'horizontalité** aussi bien dans la relation administration-citoyens qu'au sein des réseaux de coopération.
- **Promouvoir la transparence pour assurer un contrôle approprié et une évaluation satisfaisante** des activités, ainsi que l'accès à toutes les informations.
- **Faire preuve de coresponsabilité** dans la prise de décision, en autonomisant la communauté et la municipalité elle-même.
- **Assurer la durabilité du service** aux niveaux environnemental, social et économique, en tenant compte du changement climatique et de l'utilisation des ressources naturelles à long terme.
- **Garantir l'universalité** de l'accès aux services de base à toutes les personnes, quelle que soit leur situation socio-économique ou juridique.

« La bataille pour l'eau publique a commencé, c'est une bataille qui oppose les citoyens et les intérêts très forts des grandes entreprises. »

*Miriam Planas
Aigua és Vida, Catalogne, Espagne*

ILLUSTRATIONS

Remunicipalisation de l'eau et de l'énergie, Paris et Grenoble, France

À la suite des privatisations massives qui ont eu lieu en France dans les années 1980 dans le secteur de l'énergie, la majorité des villes françaises ont connu ces dernières années un processus de reconquête du contrôle public de l'eau.

La capitale française a remunicipalisé le service de l'eau en 2010. L'insatisfaction à l'égard de la gestion assurée par les sociétés privées, le manque de transparence et l'éparpillement administratif font partie des raisons ayant conduit la municipalité à prendre cette décision. Dès la première année de gestion publique, les tarifs ont baissé de 8% et 35 millions d'euros ont été gagnés, non pas au profit de quelques actionnaires, mais du service lui-même, puisqu'ils y ont été entièrement réinvestis. Un observatoire citoyen de l'eau représentant le tissu associatif de la ville a été créé pour favoriser la participation à la prise de décision. Des accords ont également été conclus avec les agriculteurs en amont de la Seine pour l'utilisation de produits phytosanitaires écologiques, améliorant ainsi la qualité de l'eau qui coule dans les robinets de la ville.

Sous l'impulsion politique de la remunicipalisation, Paris et d'autres villes dotées d'un système public de gestion de l'eau telles que Bruxelles (Belgique) et Milan (Italie) ont fondé Aqua Pública Europea (voir plus loin).

La ville de Grenoble, avec ses 160 000 habitants, a été pionnière de la remunicipalisation de l'eau en 2000. Le modèle de gestion municipale de l'eau de la ville fournit aujourd'hui de l'eau à plusieurs municipalités. La gestion intercommunale de l'assainissement a permis de réduire les tarifs de ce service et d'améliorer constamment la qualité de la collecte et du traitement des eaux usées par l'entretien et la modernisation des réseaux. La qualité de l'eau est excellente et durable. Ces dernières années, Grenoble a entamé la lutte pour la maîtrise de l'approvisionnement énergétique. Elle est également pionnière dans la gestion des cantines scolaires municipales, son objectif étant de parvenir à une alimentation 100% écologique et locale grâce à un travail conjoint avec les agriculteurs de la région.

Transition énergétique à Hambourg, Allemagne

En 2009, une société d'énergie a été créée pour promouvoir les énergies renouvelables et vendre de l'électricité au réseau de la ville. En quelques années, plus de 100 000 personnes à la recherche d'une production locale et renouvelable ont rejoint l'entreprise.

Dans le même temps, la concession centenaire du réseau électrique local arrivait à son terme. La mairie refusant de remunicipaliser le service, les citoyens ont organisé et remporté en 2013 un référendum contraignant. Celui-ci a permis le retour à un système public de gestion du réseau électrique, en 2015, suivi quelques années plus tard de la remunicipalisation du réseau du gaz. La ville détient ainsi les différents leviers du secteur municipal de l'énergie, ce qui lui permet de promouvoir de manière plus claire les politiques de transition énergétique et de lutte contre le changement climatique.

Référendums pour la gestion publique de l'eau

La démocratie directe est apparue comme la meilleure alliée de la lutte pour la gestion publique de l'eau. En 2004, un référendum constitutionnel en Uruguay a défendu la gestion publique de l'eau à l'échelle du pays, et aujourd'hui sa gestion est une référence mondiale. En 2011, 27 millions d'Italiens ont dit « non » à la marchandisation de l'eau, mettant fin à de nombreux processus de privatisation en cours. En 2013, un référendum d'initiative populaire à Berlin (Allemagne) a obtenu plus de 600 000 signatures exigeant de passer d'une gestion privée à une gestion publique du service de distribution d'eau potable, un mouvement qui a finalement abouti à la remunicipalisation du service. Enfin, à Madrid (Espagne), une consultation populaire a mis un coup d'arrêt aux vellétés de privatisation de la société publique de gestion de l'eau.

La remunicipalisation ne peut être comprise et développée que si elle s'accompagne d'un processus de participation directe et d'autonomisation.

FÉMINISER LA POLITIQUE

Rapprocher les services des citoyens

La remunicipalisation des services publics implique d'organiser leur gestion au plus proche de la citoyenneté : à l'échelle de la municipalité. L'objectif est d'établir un véritable lien de proximité entre ceux qui fournissent les services et ceux qui en bénéficient, de manière à rapprocher les deux parties et à démocratiser le service. On cherche de cette façon à féminiser les services publics pour qu'ils deviennent accessibles aux citoyens en faisant partie intégrante de leur quotidien.

TISSER UN RÉSEAU MONDIAL

Energy Cities

Energy Cities est un réseau de villes engagées à l'échelle européenne en faveur de la transition énergétique depuis 25 ans. Le « triple D » renvoie à la démocratisation du système énergétique, à la décentralisation du pouvoir en faveur d'une gestion à l'échelle locale et à la diversification économique pour redonner la priorité aux ressources économiques locales. Le réseau offre un soutien et des ressources à toutes les villes, une aide précieuse non seulement pour celles qui ont engagé le processus, mais aussi pour celles qui ne disposent pas de majorité politique forte et nécessitent un cadre mondial pour les soutenir et les guider.

Aqua Publica Europea

Aqua Publica Europea (APE) est l'Association européenne des opérateurs publics de l'eau. Il s'agit d'un réseau européen de villes favorables à la gestion publique de l'eau, qui se soutiennent mutuellement pour fournir un service de qualité toujours meilleure. L'APE réunit les services publics de gestion de l'eau et de l'assainissement et d'autres acteurs visant à promouvoir la gestion publique de l'eau aux niveaux européen et international.

« Face aux tentatives de remunicipalisation, les mouvements des lobbies privés sont très forts. »

Miguel Penas

Coordinateur du cabinet du maire de la municipalité de Saint-Jacques-de-Compostelle, Espagne

147

CONCEPTS CLÉS

Remunicipalisation

En règle générale, la remunicipalisation désigne le processus par lequel un service local qui avait été privatisé retourne aux mains de la municipalité. Les situations sont variées : soit le bien redevient public après avoir cessé de l'être ; soit la propriété reste publique, mais la gestion ne l'est pas (l'entité publique perd alors *de facto* le contrôle et l'information sur ce service) ; soit un nouveau service est créé (par exemple, la mise en place en France de nouveaux partenariats publics et communautaires entre la mairie et le tissu agricole local pour approvisionner les cantines scolaires), bien qu'on parle alors davantage de « municipalisation ».

OUTILS ET RESSOURCES

Table ronde Villes Sans Peur «Remunicipalisation»: www.youtube.com/watch?v=I_QsySPVOr8&feature=youtu.be

Remunicipalisation : comment villes et citoyens écrivent l'avenir des services publics. Satoko Kishimoto, Olivier Petitjean et Lavinia Steinfort, Transnational Institute, 2017 : www.tni.org/files/publication-downloads/remunicipalizacion_como_ciudades_y_ciudadania_estan_escribiendo_el_futuro_de_los_servicios_publicos.pdf

CHAPITRE 7

TRANSPARENCE ET LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Fèlix Beltran (Barcelona En Comú, Espagne), Anxela Iglesias García (conseillère en communication à la mairie de Madrid, Espagne) et Jordi Molina (conseiller pour la participation et la transparence à la mairie de Barcelone)

CONTEXTE

La corruption est un fléau qui menace les biens communs, génère des privilèges dont bénéficie une poignée de personnes, creuse les inégalités et mine les ressources publiques, entraînant un coût énorme pour les caisses de l'État. Les citoyens ont droit à une bonne gouvernance, c'est-à-dire à des services publics efficaces et transparents. Les ressources publiques sont un bien commun; c'est pourquoi leur redistribution doit être transparente, équitable et juste. En tant qu'outil clé de l'égalité des chances, la passation des marchés de biens, de travaux et de services doit répondre à des critères clairs et stricts. Surtout au niveau municipal, nous devons exiger et encourager la transparence et lutter contre les pratiques et les systèmes corrompus: il s'agit simplement de respecter le principe d'égalité pour tous.

La transparence doit être une fin pour les institutions, mais elle doit aussi être un moyen pour les citoyens de participer à la démocratie. Tous les résidents d'une municipalité peuvent, en théorie, participer au processus de prise de décision. Mais sans remontée d'informations ni règles claires, ce droit est bien difficile à exercer. La transparence progressive est une condition préalable à la démocratie radicale.

« La démocratie, c'est la citoyenneté qui veille sur ses propres institutions. Dans ce processus, la transparence est essentielle: faute d'informations, il est impossible de prendre des décisions éclairées et d'exercer une veille active. »

*Simona Levi
Xnet*

À l'heure actuelle, la corruption s'organise de plus en plus au sein de réseaux criminels qui opèrent à l'échelle internationale, d'où l'importance de mettre en place des réseaux institutionnels et citoyens, tels que des contre-pouvoirs organisés et des administrations exemplaires dans la lutte pour la transparence des municipalités et des villes, qui tiennent compte des spécificités propres à chaque contexte, pour compléter les structures actuelles et combattre ce fléau.

Pour lutter contre la corruption, il est fondamental d'instaurer une culture politique fondée sur des valeurs telles que la coopération, la participation directe et la responsabilité. Cela passe nécessairement par une modification du fonctionnement des administrations publiques, des partis politiques et des entreprises, mais également par une mobilisation citoyenne exigeant des normes plus strictes pour la prise de décision et la gestion des ressources publiques.

En ce sens, c'est bien la société civile organisée, par le biais d'entités et de professionnels œuvrant pour la transparence, et les partis politiques, qui doivent prendre l'initiative dans la lutte contre la corruption. L'un des défis consiste à amener les institutions publiques à collaborer davantage avec ces organisations pour concevoir des outils novateurs et des procédures plus ouvertes, simples et transparentes. Les contrôles internes du gouvernement par le biais de politiques publiques ou de processus d'audit sont tout aussi importants que les contrôles externes de la société civile. Il faut surveiller l'action des pouvoirs publics, être vigilants, s'organiser et créer des espaces collectifs de lutte contre les intérêts individuels et les pratiques opaques.

MINI-MANIFESTE

- **Promouvoir une nouvelle approche des contrats municipaux, qui favorise la concurrence et la transparence des marchés publics**, en mettant l'accent sur les problématiques sociales et de genre.
- **Établir des codes de conduite éthiques à destination des représentants politiques** accompagnés de régimes de sanctions et de comités d'éthique veillant à leur respect.
- **Limiter la durée du mandat des élus et interdire les « portes tournantes », afin d'empêcher les fonctionnaires d'user de leur pouvoir pour favoriser certaines entreprises** et obtenir en retour une place au sein de leur conseil d'administration.
- **Mettre en place un organisme public municipal de lutte contre la corruption**, habilité à recevoir des plaintes anonymes des citoyens et du personnel municipal, et à coordonner des audits.
- **Entreprendre des audits portant sur les dépenses et les dettes municipales**, en particulier sur les processus de passation des marchés publics, afin de répondre à la demande de responsabilités publiques.
- **Réglementer les conflits d'intérêts et les abus** : interdire les déplacements injustifiés et la réception de cadeaux autres que des cadeaux de

courtoisie, mettre fin aux subventions nominatives et obliger les élus à déclarer leurs biens et activités.

- **Travailler avec des indicateurs d'impact** réalisés par des experts afin d'assurer une reddition de comptes efficace.
- **Avoir des contre-pouvoirs civiques et citoyens**, c'est-à-dire une société organisée, vigilante et attentive aux éventuels cas de corruption, est essentiel. En outre, il faut veiller à ce que ces contre-pouvoirs ne puissent pas faire l'objet de représailles pour avoir dénoncé des pratiques de corruption.

ILLUSTRATIONS

Audit municipal citoyen de la dette et des politiques publiques, Madrid, Espagne

La dette de la ville de Madrid est passée de 1 136 millions d'euros en 2002 à 6 732 millions en 2015, c'est-à-dire lorsque la plateforme municipale prit les rênes du pouvoir.

En août 2015, la nouvelle mairie de Madrid a donc lancé une série d'études intitulée Audit municipal citoyen de la dette et des politiques publiques. Il s'agissait d'obtenir et de diffuser des informations pertinentes sur la gestion des ressources publiques municipales, d'analyser la gestion municipale selon des critères d'utilité publique pour les citoyens et de tirer les enseignements des mauvaises pratiques du passé. L'objectif était de déterminer et d'analyser l'impact économique, social, écologique et de genre des politiques municipales.

En plus de cet outil, le gouvernement de Madrid est également intervenu, en janvier 2016, sur les processus de marchés publics, en intégrant des clauses qui donnent la priorité aux entreprises répondant à certains critères liés au travail, à la durabilité, au genre et à l'environnement. De même, en décembre 2017, a été approuvée la création du registre des lobbies prévue par l'ordonnance sur la transparence de la ville de Madrid de juillet 2016.

La création de la boîte aux lettres éthique et de bonne gouvernance, mairie de Barcelone (Espagne), en partenariat avec Xnet

Après avoir remporté les élections de 2015, l'une des priorités de la mairie a été de garantir l'éthique et de promouvoir la transparence et la lutte contre la corruption au sein même de l'institution. C'est la raison pour laquelle a été créé, dans un premier temps, le bureau de la transparence et des bonnes pratiques, à l'origine d'une série d'outils tels que le code de conduite ou la boîte aux lettres éthique et de bonne gouvernance. Cette dernière est la première boîte aux lettres institutionnelle permettant de communiquer de façon anonyme pour dénoncer des faits et des comportements contraires à une gestion

éthique de l'administration. Elle est mise à disposition des travailleurs municipaux et des élus. Si, après réception et analyse d'une pétition, on considère qu'il existe des comportements avérés de pratiques criminelles illicites, le bureau de la transparence et des bonnes pratiques de la mairie de Barcelone, créé en novembre 2015, informe le parquet ou les autorités judiciaires compétentes et fournit les documents en sa possession.

Cet outil a été développé par des militants de Xnet, une organisation dont le travail porte sur les questions de technopolitique et de mécanismes de participation, de transparence et de contrôle citoyen du pouvoir. Xnet a pris part à l'initiative à titre gracieux. Cette collaboration a permis la création de protocoles et de codes qui font de cet outil le premier du genre dans le domaine institutionnel au niveau international.

De même, sa conception en tant que logiciel libre et *open source* permet à d'autres administrations d'incorporer la boîte aux lettres et de l'adapter aux besoins spécifiques de chacun. En effet, le bureau antifraude de Catalogne ou celui de la Généralité valencienne ont intégré cette technologie à leur fonctionnement, sans frais, et il est prévu que d'autres entités du pays se joignent à l'initiative.

FÉMINISER LA POLITIQUE

La transparence et la lutte contre la corruption sont essentielles à la féminisation ou « dépatricialisation » de la politique. D'après différentes études menées au niveau mondial, la population considère que les femmes sont moins corrompues et plus honnêtes, bien que cela dépende clairement du contexte politique (selon qu'il soit plus démocratique et transparent ou plus autocratique), en particulier lorsque des pots-de-vin sont versés ou en présence d'irrégularités administratives. Cette situation s'explique par la socialisation de genre (les femmes ont une moindre propension à transgresser les normes) et surtout parce que les femmes n'ont pas accès aux espaces informels et sociaux « des hommes » où ces pratiques sont généralement acceptées. Il s'agit donc d'un argument supplémentaire en faveur d'une plus grande féminisation de la politique.

En outre, la prise en compte de la dimension sociale et de celle de genre est particulièrement importante pour les passations de marché public concernant les tâches liées au *care*² (aides aux personnes âgées, ménage, etc.), celles-ci étant externalisées, précaires et massivement exercées par des femmes.

2. Rappel : voir plus haut, *Introduction*.

CONCEPTS CLÉS

Audit citoyen de la dette

Il s'agit d'une initiative promue par les citoyens pour vérifier les comptes publics des administrations et déterminer si une partie des recettes et des dépenses, ainsi que la dette qu'elles génèrent, peut être considérée comme illégitime, auquel cas les municipalités ne seraient pas tenues de payer et les responsables seraient poursuivis.

Cet audit renforce notamment la transparence du fonctionnement économique de la mairie. Il permet ainsi de faire progresser la démocratie, en élargissant les cadres d'information et de participation des citoyens, et de gagner en efficacité, en évitant l'utilisation abusive des fonds publics et les orientations politiques mal avisées.

OUTILS ET RESSOURCES

Table ronde Villes Sans Peur «Transparence et lutte contre la corruption»: www.youtube.com/watch?v=336nGLCjdjo&feature=youtu.be

Comité pour l'abolition des dettes illégitimes: <http://cadt.org/Espanol>

Observatoire citoyen municipal: <https://observatoricorruptio.org>

CHAPITRE 8

DES ÉCONOMIES TOURNÉES VERS LE BIEN COMMUN

Tània Corrons (Barcelona En Comú, Espagne), Isabel Álvarez (Red de Investigación y Apoyo Municipalista [«Réseau d'enquête et de soutien municipaliste»] - Redinam) et David Fernández (chercheur en développement et en innovation régionale)

CONTEXTE

Le développement économique local passe généralement par deux types de politiques : celles visant à séduire les acteurs de l'économie mondiale (très souvent en assouplissant les réglementations locales pour attirer les grandes entreprises) et les politiques de projection mondiale ou d'internationalisation du local. Le municipalisme propose une troisième voie jusqu'à présent délaissée, le développement local autocentré, qui valorise les ressources existantes et propose de les exploiter pour satisfaire les besoins des citoyens. Ce développement local autocentré intervient à l'échelle territoriale de la ville, du district, du quartier et du village, et s'articule autour d'une approche transitionnelle et de processus dynamiques.

Le développement local autocentré doit tenir compte de ses répercussions négatives, par exemple sur la reproduction de la vie et l'environnement écologique, et atténuer celles-ci en misant sur des entreprises à taille humaine, enracinées dans les quartiers, et dont les retombées sociales et environnementales sont tangibles, au-delà du simple profit économique. Les villes qui connaissent un fort développement local sont moins exposées aux inégalités. Elles se caractérisent également par une citoyenneté plus engagée, un capital social plus important, une diversité plus marquée et une implication plus grande de leurs entreprises dans le développement communautaire.

Pour atteindre ces objectifs, les municipalités qui misent sur des économies tournées vers le bien commun favorisent le développement d'outils multiples et variés. Ces outils partagent un certain nombre de caractéristiques, décrites ci-après.

MINI-MANIFESTE

- **Coproduire des politiques économiques avec les acteurs clés du territoire**, en élaborant des plans de développement territorial, au niveau du district ou du quartier et même au-delà des limites physiques de la commune, dans une logique d'action conjointe entre la société et l'administration.
- **Encourager l'économie sociale et solidaire (ESS) et l'économie circulaire**. Pour promouvoir l'ESS, il est essentiel de mettre l'accent à la fois sur l'innovation socio-économique et sur la logique de collaboration publique. L'innovation socio-économique consiste en des innovations technologiques, sociales ou environnementales, au service d'une mission sociale liée aux besoins de la population. Il est essentiel de générer des services, des ressources et des outils permettant de faciliter et de promouvoir l'économie sociale. Il ne s'agit pas de remplacer les services publics, mais plutôt de les compléter. À cette fin, il est également nécessaire de développer des structures de production denses, composées d'entreprises et de centres de recherche de différentes tailles.
- **Miser sur des outils innovants et locaux pour muscler le tissu économique et social local**. Une monnaie locale peut, par exemple, s'avérer utile. Avec les nouvelles technologies, il est possible d'envisager un système monétaire et financier démocratisé. Les monnaies sociales contribuent au développement local autocentré pour plusieurs raisons :
 - elles peuvent atténuer les crises monétaires et éviter l'effondrement des économies locales;
 - elles encouragent les circuits courts, parce qu'elles génèrent un revenu supplémentaire dépensé en produits locaux, notamment alimentaires;
 - quand une partie des dépenses publiques est faite en monnaie locale, ces dépenses ne profitent pas aux fournisseurs internationaux, elles renforcent véritablement le marché local;
 - elles permettent de créer de la valeur en répondant aux objectifs locaux plutôt qu'en finançant les projets d'investisseurs extérieurs.
- **Parier sur des contrats publics et responsables pour stimuler la démocratie des entreprises**. Les instruments municipaux tels que les codes des marchés publics, les marchés publics responsables – qui s'appuient sur des critères tels que l'inclusion sociale et l'égalité des sexes au travail, ou la création d'emplois stables avec des salaires équitables – et la création d'organes de dialogue social peuvent contribuer à étendre les pratiques démocratiques des entreprises et leur approche environnementale au-delà des organisations ESS classiques, pour atteindre le secteur privé « traditionnel ».

ILLUSTRATIONS

MARES, Madrid, Espagne

Grâce aux projets d'ESS, les citoyens trouvent de nouveaux moyens de résoudre des problèmes collectifs, par le biais d'initiatives d'innovation sociale. Le projet MARES, lancé en janvier 2017 par la mairie de Madrid et plusieurs entités sociales de la municipalité, vise à renforcer ces processus. Quatre espaces, répartis sur plusieurs quartiers, servent de lieu de rencontre et de développement d'activités pour promouvoir l'initiative citoyenne dans cinq secteurs : la mobilité, l'alimentation, le recyclage et l'énergie (le cinquième secteur, celui des soins, est présent dans chacun des espaces). Parmi les activités menées jusqu'à présent, figurent : la cartographie des initiatives d'ESS menées dans les différents quartiers et l'identification des complémentarités possibles (chaînes de valeur) ; l'assistance prodiguée dans le cadre de plus de 70 projets ; la constitution d'une coopérative d'impulsion commerciale ; ou encore la mise en place de communautés d'apprentissage axées sur la pratique, dans lesquelles des groupes de personnes rassemblent leurs connaissances pour apprendre ensemble et mettre en œuvre des initiatives ancrées dans le tissu communautaire. Le projet vise également à stimuler la capacité d'auto-organisation et le développement d'initiatives communautaires au sein des groupes de population connaissant une forte précarité professionnelle.

Plan de développement de l'économie sociale et solidaire, Barcelone, Espagne

Barcelone dispose d'un large tissu associatif : les projets d'ESS, structurés ou non sous forme de coopératives, ont été portés par des milliers d'initiatives citoyennes en 2015, représentant 8% de la population active et une valeur équivalente à 7% du PIB de la ville. Le plan de développement de l'ESS vise à soutenir et à renforcer ce potentiel, en collaboration avec les citoyens. Des équipes de travail ont été créées au sein de l'agence locale de développement comme de la mairie elle-même, avec un budget de 4 millions d'euros par an. Le plan regroupe des dizaines d'actions interconnectées, telles que la mise en place de formations pratiques répondant à divers formats et objectifs, la création d'espaces de conseil pour aider à la mise en œuvre de nouvelles initiatives, la libération d'un budget dédié au financement coopératif et aux microcrédits (2 millions), ainsi qu'à l'aide économique (3 millions par an), des dispositifs de soutien, gérés par la mairie, mais aussi directement par les initiatives d'ESS (le phare de l'innovation socio-économique ou Coopolis), l'intégration de ces actions au niveau local, notamment au travers des programmes économiques des quartiers, etc.

Pour l'heure, plus de 100 nouveaux projets et près de 100 entreprises ont bénéficié de services de conseils tout au long de l'année, et plus de 1 500 personnes ont reçu une formation. Le gouvernement municipal a encouragé

l'entrepreneuriat collectif visant à aider les groupes vulnérables, en soutenant des projets tels que la coopérative de collecte de ferraille Alencoop. Il a également favorisé le développement de réseaux internationaux de municipalités et de villes en faveur de l'ESS, tels que CITIESS et de localités telles que Xarxa de Municipis per l'Economia Social i Solidària (X-MESS).

De l'économie circulaire à l'occupation temporaire des espaces publics, Paris, France

L'exécutif municipal souhaite faire de Paris la capitale mondiale d'une économie au service de l'innovation sociale et de la transition écologique. À cet effet, il a mis en place des programmes articulés autour de différents axes, parmi lesquels : le développement de l'économie circulaire, avec la participation de 240 acteurs sociaux du Grand Paris, et des actions telles que la création de ressourceries, un réseau de points de récupération, le traitement et la vente d'objets non utilisés ; l'encouragement de l'insertion sociale au sein de l'activité économique, par exemple, par le biais d'appels d'offres responsables ; des mesures comme l'occupation temporaire des espaces et bâtiments publics par les entités ESS ou la mise en place d'espaces d'entraide au sein de la commune. Certaines de ces mesures ont déjà un impact : Paris soutient financièrement sept coopératives d'activités et d'entrepreneuriat qui aident les jeunes à entrer sur le marché du travail, et l'occupation temporaire de bâtiments a permis à une association d'artistes d'installer ses ateliers dans différents quartiers de la ville.

« La transformation consiste à générer une économie au service des personnes, une économie dont les objectifs sont dictés non pas par les financiers, mais par les citoyens. »

*Susana Martín
Instituto de la Moneda Social (IMS)*

FÉMINISER LA POLITIQUE

La naissance et la diffusion de l'économie collaborative posent plusieurs défis liés au genre. Bien qu'en règle générale l'ESS soit par nature beaucoup plus ouverte et inclusive que l'économie traditionnelle, elle reproduit elle aussi une certaine discrimination sexuelle. La participation des femmes est significative dans le secteur collaboratif, mais elle se fait surtout dans les domaines de production traditionnellement associés à la féminité. En même temps, certaines études montrent que les femmes sont plus influentes dans la sphère de la consommation (passive) que dans celle de la production (active) où les hommes ont, pour la plupart, tendance à reproduire une stigmatisation sexiste. Si l'économie collaborative passe nécessairement par une division généralisée du travail, cette dernière est également un vecteur de

discrimination quant au rôle des femmes au sein des entreprises. En outre, le pourcentage de femmes occupant les postes les plus élevés est très faible et bien peu représentatif de la démographie réelle.

Une partie du problème tient au manque d'application des lois, qui peinent par ailleurs à garantir un cadre juridique pour les entreprises collaboratives et à protéger les victimes de discriminations. On aperçoit toutefois des signes positifs, comme l'intérêt croissant des universitaires pour la recherche sur ce sujet et l'émergence de programmes institutionnels visant à inscrire l'économie collaborative dans un modèle réel, ouvert et inclusif.

TISSER UN RÉSEAU MONDIAL

Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire

Le RIPESS est le plus gros réseau mondial de réseaux continentaux engagés dans la promotion de l'économie sociale et solidaire. Sa portée à la fois globale et locale lui donne une légitimité pour promouvoir l'ESS, favoriser des coopérations intercontinentales et réaliser un plaidoyer à différents niveaux. Le RIPESS porte dans ses gènes la volonté de contribuer à un changement systémique et transformateur, en démontrant notamment combien l'ESS apporte des réponses au niveau local face au système prédominant qui montre clairement ses limites.

CONCEPTS CLÉS

Développement économique local autocentré

Développement économique de proximité, qui privilégie les ressources existantes et la façon de satisfaire les besoins des personnes qui les utilisent.

OUTILS ET RESSOURCES

Table ronde Villes Sans Peur «Économie»: www.youtube.com/watch?v=mZkRSpDBFDc&feature=youtu.be

Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES). Organisme interuniversitaire et multidisciplinaire rattaché à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Ce centre étudie le rôle des innovations sociales, appréhendées comme des activités capables de transformer les relations sociales et de proposer de nouvelles orientations culturelles: <https://crises.uqam.ca>

Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire: www.ripest.org

Cities Building Community Wealth, The Democracy Collaborative, 2015: <https://democracycollaborative.org/cities>

CHAPITRE 9

LES VILLES REFUGE

Bue Hansen (Barcelona En Comú, Espagne), Anna Rius (conseillère municipale de Terrassa, Espagne, pour Terrassa En Comú et Institut de Desigualtats, Institut des inégalités), Ignasi Calbó (coordinateur du plan Ville Refuge de la mairie de Barcelone) et Céline Gagne (OMNES, Grèce)

CONTEXTE

Pendant que les gouvernements nationaux érigent des murs et des clôtures, les villes accueillent des réfugiés et proposent des hébergements aux sans-papiers. Partout dans le monde, les villes et les villages tentent de combattre la montée de l'extrême droite; les municipalités comme les mouvements sociaux se mobilisent pour protéger les droits humains, mais aussi développer une solidarité et des communautés inclusives et non ethnocentriques.

« La migration est une liberté fondamentale qui doit être défendue. »

*Amélie Canonne
Emmaüs International, Paris*

Les villes ont toujours brassé de nouveaux arrivants, il n'y a aucune raison pour que cela change. L'accueil n'est pas seulement un acte de générosité, c'est aussi un moyen de créer les conditions nécessaires à la convivialité. L'enjeu consiste à éviter que nos villes succombent aux divisions nourries par l'État et la distinction qu'il opère entre les détenteurs de la citoyenneté nationale et les autres.

Le municipalisme a un rôle clé à jouer pour neutraliser la montée de la xénophobie; les gouvernements locaux et les mouvements sociaux peuvent agir pour garantir le respect des droits humains et forger une citoyenneté urbaine inclusive plutôt qu'ethnocentrique. Le municipalisme englobe dans le concept de citoyenneté, au-delà de la simple notion de « détention de papiers », tous les habitants qui vivent dans une ville, façonnent et représentent celle-ci et ses droits.

La tâche est loin d'être simple. Si nous voulons aider les nouveaux arrivants à devenir des coproducteurs du droit à la ville, nous devons trouver des moyens d'offrir un hébergement et des espaces dans lesquels ces personnes

ne seraient pas perçues comme de simples « clients » ni condamnées à l'exclusion. Si nous voulons dépasser l'idée d'« assimilation à la nation », le processus d'intégration des populations dans nos quartiers, mouvements et institutions doit être transformateur pour chacun d'entre nous.

Si nous ne relevons pas le défi de la citoyenneté urbaine, nos villes seront de plus en plus divisées. La méfiance, la recherche de boucs émissaires et la concurrence autour des ressources qui se font rares finiront par nuire à la solidarité entre les travailleurs, ainsi qu'à la défense des biens communs et au bien-être universel.

Si les municipalités et les institutions locales telles que les écoles, les bibliothèques, les associations et les mouvements sociaux accueillent activement les réfugiés, nous gagnerons en convivialité et parviendrons à mieux surmonter localement les stéréotypes racistes. La ville est un espace privilégié pour générer une subjectivité post-nationale, car elle conjugue les tensions autour de la citoyenneté, de l'exclusion et de l'altérité. C'est une bonne chose non seulement à l'échelle locale, mais aussi pour la solidarité mondiale, car cela permet de lutter contre la déshumanisation, la négligence et l'exclusion de ceux qui souffrent le plus dans un monde frappé par les inégalités, le changement climatique et une « géopolitique meurtrière ».

Les gouvernements municipaux et les politiques municipalistes peuvent avoir un impact décisif sur le renforcement de ces horizons, de ces pratiques et de ces réseaux de solidarité, en se montrant réceptifs, en fournissant des ressources et des infrastructures dédiées à l'accueil des réfugiés, voire en menant des actions de désobéissance municipale.

MINI-MANIFESTE

- **Encourager la participation citoyenne** en étant attentif à la voix, aux demandes et à l'auto-organisation des migrants.
- **Dès le départ, traiter les migrants comme des citoyens à part entière**, en les intégrant au jeu de la démocratie locale et municipale.
- **Héberger les nouveaux arrivants aux côtés de la population locale**, plutôt que dans des camps qui les stigmatisent et les isolent. Tout hébergement temporaire d'urgence devrait également être ouvert aux résidents locaux plus âgés.
- **Donner aux résidents âgés, aux réfugiés et aux migrants le même accès aux services publics**, au logement et aux avantages sociaux afin d'éviter tout sentiment de concurrence, d'exclusion ou de traitement préférentiel, et permettre aux résidents âgés de participer à la préservation des services dont les migrants dépendent également. Sur certaines questions, telles que les cours de langue ou l'assistance aux personnes victimes de traumatismes de guerre ou de persécution, il peut être nécessaire d'offrir des services spécifiques. Ceux-ci peuvent être combinés avec des cours d'alphabétisation – subventionnés par l'État – à destination de la population locale, et dispensés au sein des mêmes écoles de langues.

- **Lutter contre le racisme institutionnel** en éliminant ou en sapant les politiques et institutions excluantes et déshumanisantes, telles que les centres de détention, les camps de réfugiés et les bâtiments « destinés aux réfugiés ».
- **Faire évoluer les ordonnances municipales et la surveillance policière** pour décriminaliser les stratégies de survie et le mode de vie des personnes les plus démunies.
- **Défier les gouvernements nationaux** lorsqu'ils échouent ou manquent à leurs engagements en matière de droits humains.
- **Autonomiser les migrants** en leur offrant des cours de langues et des formations professionnelles, ainsi qu'en leur proposant des conseils juridiques.
- **Renforcer la société civile et les syndicats dans leur rôle d'agents d'intégration** à la vie civique, aux organisations existantes et aux réseaux de solidarité.

« Les politiques en matière de migration et de réfugiés doivent influencer toutes les autres politiques municipales, du domaine économique et social en passant par la planification urbaine. Elles devraient être perçues comme une richesse, pas comme un problème. »

Ignasi Calbó

ILLUSTRATIONS

Carte d'identité municipale, New York, États-Unis

De plus en plus, les villes utilisent la carte d'identité municipale comme outil au service de l'égalité et de l'insertion sociale. Ces cartes réduisent les obstacles classiques à l'obtention ou au renouvellement des documents d'identité délivrés par le gouvernement aux groupes de populations les plus vulnérables, comme les sans-abri, les victimes de violence conjugale, les migrants sans papiers, les anciens prisonniers, les personnes transgenres ou ayant diverses orientations sexuelles, les personnes âgées et les jeunes femmes.

La ville de New York dispose d'un des programmes de cartes d'identité municipales les plus importants au monde, l'IDNYC, lancé en 2015. Les migrants sans papiers qui résident dans la ville peuvent demander la carte IDNYC quel que soit leur statut d'immigration. Les titulaires peuvent, s'ils le désirent, indiquer la langue de leur choix au verso de la carte et leur sexe au recto.

L'IDNYC sert d'outil d'insertion sociale en facilitant l'accès aux services municipaux et en assurant l'accès aux bâtiments publics. Par exemple, avec

l'IDNYC, les parents peuvent aller chercher leurs enfants à l'école et participer en toute confiance à la vie scolaire, notamment par le biais d'associations de parents et d'enseignants. La carte peut être utilisée pour réaliser des démarches auprès de la police, faire des bilans de santé dans les hôpitaux de la ville, consulter les dossiers médicaux et de vaccination, ouvrir un compte bancaire, accéder aux ressources des bibliothèques publiques, ou encore pour bénéficier de réductions dans des centaines d'institutions culturelles et sociales. À l'heure actuelle, plus d'un million de New-Yorkais sont titulaires de la carte IDNYC. Une évaluation externe du programme IDNYC réalisée en 2016 a confirmé que, pour 77% des utilisateurs immigrés, la carte avait renforcé leur sentiment d'appartenance à la ville.

OMNES, Kilkis, Grèce

OMNES («Tous» en latin) a été créé à Kilkis, dans le nord de la Grèce, pour aider les nombreux réfugiés et immigrés restés bloqués depuis la fermeture de la route des Balkans. Convaincu que tous ceux qui en ont besoin devraient pouvoir bénéficier d'un logement décent et indépendant et se sentir intégrés au sein de la communauté, OMNES a cherché des solutions de logement qui ne profiteraient pas uniquement aux personnes nécessitant une protection internationale. OMNES héberge actuellement plus de 500 personnes dans 115 appartements loués. Il s'agit notamment de familles sans abri et de personnes et familles en attente d'une reconnaissance de leur statut de réfugié, ou qui ont déjà obtenu le statut de réfugié ou une protection subsidiaire. OMNES soutient les initiatives d'économie solidaire et cherche à faciliter l'accès de tous aux services publics en informant les citoyens sur leurs droits sociaux. L'organisme cherche également à améliorer les services publics en demandant le remplacement ou la modification des programmes centralisés, qui traitent ces personnes comme des clients passifs; à cette fin, il favorise les initiatives en faveur de l'appropriation, la contextualisation locale, la participation et la proximité.

The Trampoline House, Copenhague, Danemark

The Trampoline House a été créée par un groupe d'artistes à la suite de la visite d'un camp isolé de demandeurs d'asile dans la banlieue de Copenhague. Après avoir dialogué avec les résidents du camp pour trouver comment les aider, l'idée d'un centre social à Copenhague a germé. Un centre qui serait une base urbaine pour surmonter l'isolement rural du camp. La maison, subventionnée par des fonds municipaux, offre aux nouveaux arrivants et à la population locale un espace pour développer des activités sociales, économiques et d'apprentissage, allant de cours et d'échanges linguistiques, à des débats et des projections de films, en passant par un salon de coiffure et une coopérative de restauration. La maison est gérée de manière horizontale et participative et chacun est traité comme un citoyen à part entière dès le

premier jour. L'idée est que la maison fonctionne comme un centre de formation démocratique, tant pour les nouveaux arrivants que pour les résidents réguliers, encourageant les deux groupes à évoluer ensemble démocratiquement dans la vie quotidienne. Les résultats parlent d'eux-mêmes : ceux qui fréquentent la maison ont plus de chances de trouver un emploi, d'apprendre le danois et de développer des relations sociales dans leur nouveau pays ; en outre, la maison offre un espace rare pour la sociabilité entre les nouveaux arrivants et les résidents locaux.

Repeupler un village en déclin avec des réfugiés, Riace, Italie

Il y a quinze ans, le village médiéval de Riace, situé sur une colline de la côte sud de l'Italie, était pratiquement un village fantôme : ses maisons étaient en ruines et l'école menacée de fermeture. La disparition du village était imminente, car ses habitants partaient pour le nord de l'Italie ou d'autres destinations à la recherche de travail. Le destin de Riace a changé lorsqu'il a été décidé d'y accueillir des réfugiés pour favoriser leur intégration à la communauté. Le maire, Domenico Lucano, a été l'instigateur de cette transformation en mettant en place un programme, financé par le gouvernement italien, pour héberger des réfugiés dans les logements abandonnés et leur proposer une formation. L'initiative a favorisé la reprise économique et la croissance démographique. Aujourd'hui, environ 450 migrants d'une vingtaine de pays vivent à Riace et représentent près d'un quart de la population du village.

FÉMINISER LA POLITIQUE

Les femmes représentent plus de la moitié de la population mondiale, et les personnes de couleur sont encore plus nombreuses. Les villes refuge et d'accueil tentent de trouver des alternatives à la dévalorisation systématique dont font l'objet les personnes de couleur, ainsi qu'à leur exploitation et à leur exclusion de la participation politique. Les femmes migrantes souffrent d'invisibilité sociale et d'une double oppression : en tant que femmes et en tant que migrantes. Par conséquent, l'une des priorités doit être de favoriser l'auto-organisation des femmes migrantes, en tenant compte des multiples violences subies pendant le processus migratoire. Les villes doivent s'efforcer de rendre les femmes économiquement indépendantes et de remédier aux carences de l'État en matière de droits du travail, pour que la vie conjugale soit un choix et non une nécessité.

Les politiques féministes et antiracistes ne sont pas simplement des questions d'éthique, mais de stratégie. Pour avoir un impact, les politiques transformatrices doivent trouver le moyen de construire des solidarités qui transcendent les divisions artificielles, et de fausser la concurrence et le ressentiment fondés sur le sexe, l'appartenance ethnique ou la reconnaissance comme citoyens.

TISSER UN RÉSEAU MONDIAL

Solidarity Cities

Solidarity Cities est une initiative du réseau EUROCITIES, lancée en 2016 en réponse à la crise de l'immigration. Promue par Barcelone, Athènes, Berlin et Amsterdam, l'organisation cherche à coordonner et à mettre en évidence le leadership politique des villes solidaires dans la gestion de l'immigration. Sa mission s'articule autour de quatre axes :

- échange d'informations et d'expériences sur la situation des femmes réfugiées dans les villes;
- plaider en faveur d'une participation et d'un financement accrus des villes accueillant des réfugiés;
- assistance technique et financière entre les villes et renforcement des capacités;
- convaincre d'autres villes européennes de s'engager à accueillir les demandeurs d'asile.

L'une des principales revendications de cette initiative consiste en ce que les villes aient la possibilité d'héberger les réfugiés en se mettant d'accord entre elles, en fonction de leur capacité d'accueil, sans l'autorisation des gouvernements nationaux. En mars 2016, le gouvernement central espagnol avait bloqué une tentative de Barcelone d'accueillir une centaine de réfugiés d'Athènes.

CONCEPTS CLÉS

Solidarité

Contrairement à la charité, la solidarité se fonde plutôt sur la définition de luttes et d'intérêts communs et sur la nécessité d'abolir les inégalités, plutôt que de les réduire et de les maintenir.

Citoyenneté urbaine

Contrairement à la citoyenneté nationale, qui différencie les habitants en fonction de la « légalité » de leur présence, la citoyenneté urbaine englobe toutes les personnes qui vivent dans une ville, qui la façonnent, qui la représentent. Elle repose sur l'intérêt commun de la cohabitation, la promotion de l'égalité, de la convivialité et du respect mutuel. Elle reconnaît également à ceux qui n'ont pas le droit de vote la capacité de revendiquer et de générer des droits par leur action politique.

« Pour tous »

Les droits au logement, aux allocations, à l'éducation, etc. devraient être aussi universels que possible pour éviter l'exclusion des immigrés due au racisme, ce dernier étant alimenté par l'impression qu'ils bénéficient d'un traitement préférentiel.

OUTILS ET RESSOURCES

Table ronde Villes Sans Peur «Villes refuge»: <https://www.youtube.com/watch?v=g4Z0VdFWgQ4&feature=youtu.be>

Réfugiés, soyez les bienvenus, discours d'Ada Colau, le 4 septembre 2015: www.youtube.com/watch?v=9iVLXQOV1bo

Lettre ouverte «Nous, villes d'Europe», 13 septembre 2015: <http://adacolau.cat/es/post/nosotras-las-ciudades-de-europa>

«N'ayez pas honte d'être européens», lettre ouverte d'Ada Colau, maire de Barcelone (Espagne), Giuseppina Nicoli, maire de Lampedusa (Italie), Spyros Galinos, maire de Lesbos (Grèce), 16 mars 2016: http://ciutatrefugi.barcelona/ca/noticia/no-ens-feu-avergonyir-de-ser-europeus_311841

ÉPILOGUE

TRANSFORMER LA PEUR EN ESPOIR

Ada Colau, maire de Barcelone, Espagne

Le néolibéralisme radical a réussi à s'imposer comme système économique mondial entraînant avec lui une augmentation alarmante des inégalités et des injustices. À l'heure actuelle, l'avenir est source d'incertitudes pour des millions de personnes.

Autrement dit, de plus en plus de gens vivent dans la peur : peur de perdre leur emploi, leur maison, leur retraite, voire peur de perdre la vie dans une agression ou une attaque terroriste. Cette peur se résume ainsi : « peur de l'autre ».

Le néofascisme, cette ultra-droite qui se développe en Europe, profite de cette peur pour désigner « l'autre » comme le coupable de tous les maux. Elle crée une opposition entre « nous », les bons, ceux qui ont toujours été là, et « les autres », les inconnus, ceux qui menacent nos acquis, qui « ne sont pas des nôtres ».

Nous assistons, impuissants, à des phénomènes comme le Brexit, l'arrivée au pouvoir de Donald Trump ou la tragédie de millions de réfugiés qui peinent à survivre quand ils ne meurent pas. Tous ces phénomènes nourrissent la peur et doivent être dépassés.

Mais encore faut-il les comprendre. La peur est un sentiment légitime. La mondialisation nous a ultra-connectés, faisant prendre conscience à chacun d'entre nous du lien qui nous unissait aux autres ; en même temps, jamais nous ne nous sommes sentis aussi seuls et vulnérables.

Ce système économique ne fait que creuser les inégalités sociales en opposant ceux qui se trouvent au sommet de la pyramide, les « gagnants », et ceux qui sont au bas de l'échelle, qualifiés sans état d'âme de « perdants ».

Les extrêmes droites ne sont (rien d'autre) qu'une réponse au malaise social que cette division génère. C'est une réponse dangereuse, mais tentante, pour beaucoup de gens. Ces politiques opposent les « nôtres », « ceux d'ici », aux « autres », aux étrangers, à ceux qui viennent « nous prendre » ce qu'il nous reste. Ce discours reproduit la même logique de « gagnants contre perdants ». L'essentialisme identitaire, les nationalismes excluants, la xénophobie ne seront jamais la solution. Bien au contraire. Ils nous fragilisent et sont

dangereux: ils ne font qu'accroître la peur et mettre en danger les droits et libertés démocratiques pour lesquels nos grands-parents se sont tant battus.

Le municipalisme apparaît comme une alternative à ces logiques: les gens rassemblés au sein de la communauté, que ce soit à l'échelle de nos quartiers, de nos villes ou villages, se reconnaissent comme égaux. Le municipalisme est une force montante qui veut transformer, par le bas, la peur en espoir, et construire cet espoir en commun, c'est-à-dire avec les autres, et non « contre les autres ».

L'aventure municipale est née des luttes menées pour préserver des droits fondamentaux, menacés à la suite de la crise économique: luttes contre les expulsions, contre le démantèlement de l'éducation, de la santé et du « public » en général. Pendant des années, nous avons dénoncé dans la rue un ordre qui avait « légalisé » d'énormes injustices. Ces luttes nous ont rapprochés et nous ont montré qu'ensemble nous étions, toutes et tous, plus forts pour faire face à l'avidité des spéculateurs conjuguée à celle de nombreuses administrations publiques qui protégeaient les privilèges de quelques-uns au lieu de défendre les intérêts de la majorité.

Cette aventure a débuté dans de nombreuses villes, simultanément. Et si nous avons gagné les élections, c'est parce que nous savions que nous n'étions pas seuls, qu'il existait des initiatives semblables à Madrid, Saragosse, Valence, La Corogne, Pampelune, Cadix, Saint-Jacques-de-Compostelle, Valparaíso au Chili, Jackson aux États-Unis ou Grenoble en France, et dans bien d'autres pays comme l'Italie ou la Pologne.

Pour célébrer cette force qui nous unit, nous avons organisé une première rencontre des différentes initiatives municipales que nous avons appelée fièrement « Villes Sans Peur ». Elle s'est tenue en juin 2017 à Barcelone.

Je me souviens qu'en tant que maire de Barcelone, je m'étais sentie très fière de voir que tant de gens étaient venus des quatre coins du monde pour partager leurs idées, leurs propositions et leurs préoccupations. J'aime à penser que si la première réunion municipale internationale a eu lieu à Barcelone, ce n'est pas un hasard: Barcelone a toujours été une ville courageuse, ouverte, innovante, solidaire et progressiste. Une ville pionnière dans la défense des droits et des libertés.

Ce qui est merveilleux, c'est que cette réunion à Barcelone a été bien plus qu'un congrès. Ce fut une déclaration publique, un cri du cœur pour un avenir meilleur: d'une seule voix courageuse, nous avons dit haut et fort que nous voulions changer le monde en travaillant à l'échelle de la proximité par la mise en œuvre d'actions concrètes, de politiques concrètes, qui non seulement améliorent la vie des gens mais montrent qu'il existe une alternative, que la politique doit être au service du peuple et rester humaine avant tout.

Nous avons alors réalisé que nous faisons un pas en avant essentiel pour la suite de notre projet: travailler en réseau; « mondialiser le municipalisme » peut sembler contradictoire, mais ça ne l'est pas. Il s'agit de surmonter les divisions entre « gagnants et perdants », entre « nous et les autres » pour créer un réseau international de villes qui défendent les Droits de

l'homme, luttent ensemble contre le changement climatique, les différentes formes de machisme, les politiques qui profitent à une poignée de personnes et condamnent l'immense majorité à la précarité et à la peur.

Ensemble, nous voulons mettre fin à l'extrémisme de droite, à l'extrémisme violent et empêcher toute régression en matière de droits et libertés civils.

Depuis cette rencontre, notre défi est de faire des villes une alternative réelle et concrète, dans une approche de proximité, à l'échelle de la communauté et à travers la féminisation de la politique. L'objectif est de construire un monde plus juste, une société débarrassée de ces fractures sociales qui ne profitent qu'aux partisans du statu quo désireux de conserver leurs privilèges. Une société de droits et d'égalité des chances.

Depuis quelques années, dans de nombreuses municipalités du monde entier, nous vivons quelque chose de nouveau : des gens qui n'ont jamais fait partie du gouvernement de la ville, qui se sont exercés au jeu de la politique à partir de mouvements sociaux, d'ONG ou d'associations de quartier, occupent désormais les institutions, créant des ponts entre la mairie et les nouvelles manières de faire de la politique. Ces dernières émanent de la citoyenneté dans des domaines divers et remettent en cause un ordre établi profondément injuste.

L'objectif est de se rencontrer, de faire en sorte que tous les acteurs sociaux puissent influencer les décisions du gouvernement de la même manière, de façon transparente et démocratique. L'objectif est également de faire face, le cas échéant, aux abus des élites économiques et financières. Parce que nous sommes plus nombreux, et que le nombre fait la force.

Pendant des années, les tenants du pouvoir ont dénaturé le mot « démocratie ». Celui-ci doit retrouver son essence. D'en bas, avec la profonde conviction que le pouvoir appartient au peuple, aux citoyens, nous coproduisons des politiques publiques, de la manière la plus démocratique possible, afin que les mesures ne soient pas seulement imposées du haut vers le bas, mais puissent également être proposées du bas vers le haut.

Merci beaucoup d'avoir rendu possible ce qui, hier encore, semblait impossible. Chaque jour, le municipalisme voit s'élargir le réseau international de solidarité qu'il tisse.

Je suis convaincue que ce *Guide du municipalisme* contribuera à diffuser l'essence et les pratiques de cette grande famille internationale. Dans les mois et les années à venir, nous verrons apparaître de plus en plus de *villes sans peur* et nous célébrerons d'importantes victoires citoyennes pour montrer qu'il existe une alternative. Nous devons continuer à nous battre pour que l'horizon des possibles s'élargisse. Continuons à le faire ensemble !

CARTE MUNICIPALISTE MONDIALE

suivie du

*Répertoire des 50 principales plateformes municipales
dans le monde*

Vous trouverez ci-dessous une liste de 50 organisations municipalistes de 19 pays à travers le monde et sur tous les continents. Elles ont été sélectionnées grâce à leur collaboration mutuelle et active avec Barcelona En Comú. Ces organisations ont rédigé elles-mêmes leurs présentations.



1. Ahora Madrid
2. Alcaldía Ciudadana
3. Aranzadi - Pamplona En Común
4. Arsave - Laboratorio per la città che vogliamo
5. Autrement pour Saillans, tous ensemble!
6. Bancada Ativista
7. Barcelona En Comú
8. Beirut Madinati
9. Buongiorno Livorno
10. Cambiamo Messina dal Basso
11. Cidadãos Por Lisboa
12. Ciudad Futura
13. Coalizione Civica per Bologna
14. Coalizione Civica per Padova
15. Compostela Aberta
16. Comú de Lleida
17. Cooperation Jackson
18. Crida per Sabadell
19. CUP de Celrà - Poble Actiu
20. Decide Roma
21. Demokratik Toplum Kongresi
22. Demosistò
23. Guanyem Badalona en Comú
24. Halkların Demokratik Partisi



25. Independents for Frome
 26. Koalicija TAK!
 27. Lepszy Gdańsk
 28. Málaga Ahora
 29. Marea Atlántica
 30. Massa Critica
 31. Miasto jest Nasze
 32. Miasto Wspólne
 33. Muitas pela Cidade
 que Queremos
 34. Ndifuna Ukwazi

35. Ne da(vi)mo Beograd
 36. Partiya Yekitiya Demokrat
 37. Portland Assembly
 38. Projet Montréal
 39. Rassemblement Citoyen
 de la Gauche et des
 Écologistes
 40. Richmond Progressive
 Alliance
 41. Seattle People's Party
 42. Take Back the City

43. Terrassa En Comú
 44. València En Comú
 45. Vecinos por Torrelodones
 46. Vila-seca en Comú
 47. WeBrussels
 48. Working Families Party
 49. Zagreb je NAŠ!
 50. Zaragoza En Común

AHORA MADRID [« MAINTENANT MADRID »], MADRID, ESPAGNE

<https://ahoramadrid.org>

Ahora Madrid est née de notre capacité à faire face à ce qui nous dérange, afin de créer, avec imagination et ténacité, des institutions à la hauteur des citoyens. Ceux-là mêmes qui, des années durant, ont montré leur avance sur les partis politiques, résolvant de leur propre chef les problèmes de la ville en lieu et place des institutions (défaillantes).

Après plus de 20 ans de gouvernement du Parti populaire à Madrid, la ville a opté pour le changement. Les Madrilènes appellent à un gouvernement plus honnête, transparent, démocratique, participatif et soucieux des besoins réels de la population. De nouvelles propositions sont nécessaires pour répondre aux urgences sociales. Les citoyens doivent être au centre des politiques de la ville et avoir confiance en l'avenir pour relever les défis avec détermination et réalisme.

C'est pourquoi les citoyens organisés ont remporté les élections municipales de 2015 à Madrid et se réapproprient la ville jour après jour. Ce projet est porté par de très nombreuses personnes qui ont défini un programme de manière collaborative. Celui-ci a été établi grâce au travail collectif de Ganemos Madrid [« Gagnons Madrid »] – un mouvement politique qui promeut le municipalisme démocratique avec la participation de personnes issues de mouvements sociaux, collectifs et de partis – et des accords avec Podemos [« Nous pouvons »], un parti politique qui veut rendre les institutions au peuple. Une liste plurielle a permis de mettre en place une Équipe du Changement, qui gouverne aujourd'hui Madrid. La Table de Coordination est notre structure organisationnelle, c'est elle qui prend des décisions importantes en tant que parti et qui se réunit dès que cela s'avère nécessaire. Le Groupe Municipal accompagne l'action du gouvernement. Le projet politique appartient à toutes les personnes impliquées, des conseillers municipaux aux citoyens investis dans les quartiers ou les antennes locales Ahora Sectoriales.

Nous voulons des institutions proches des citoyens. Nous avons misé sur une mairie qui soit la maison de tous. Une mairie ouverte, où nous pouvons débattre, faire des propositions et participer. Madrid peut être gérée différemment et nous comptons sur vous. Parce que gouverner, c'est écouter.

ALCALDÍA CIUDADANA [« MAIRIE CITOYENNE »], VALPARAÍSO, CHILI

www.valparaisociudadano.cl

Alcaldía Ciudadana est un projet de transformation territoriale promu par un groupe d'organisations et de secteurs politiquement actifs de la ville de Valparaíso, qui ont pris forme et se sont développés assez récemment.

Un grand nombre de personnes et d'acteurs de ce processus sont investis depuis de nombreuses années dans différentes causes sociales et politiques à Valparaíso. Cependant, Alcaldía Ciudadana voit réellement le jour à partir du processus des primaires municipales de la mi-2016, et elle confirme ensuite sa légitimité avec la victoire de Jorge Sharp lors des élections d'octobre de la même année.

Dès lors, notamment dès son arrivée au pouvoir au mois de décembre, Alcaldía Ciudadana engage un processus politico-social dont l'objectif est double : promouvoir une stratégie de développement au niveau local et dépasser ce niveau en construisant un véritable gouvernement local de transformation participative du territoire.

Cette démarche s'explique par la volonté de dépasser le modèle néolibéral, en contribuant à la constitution d'un sujet social participatif qui renforce le rôle de protagoniste de la communauté sur la vie du territoire. Œuvrer pour une démocratie authentique, pour plus de justice sociale, d'égalité, de participation politique, ainsi que pour un développement humain, culturel et territorial durable sont des aspects fondamentaux de la politique menée par Alcaldía Ciudadana.

Le maire, Jorge Sharp, est membre du « Movimiento Autonomista » [« Mouvement autonomiste »], une jeune organisation politique née en 2016 des mobilisations étudiantes de 2011 et 2012, composée également du « Frente Amplio » [« Front élargi »], une coalition politique émergente ayant participé aux récentes élections présidentielles et parlementaires. Les résultats obtenus ont confirmé sa légitimité sur la scène politique nationale.

ARANZADI - PAMPLONA EN COMÚN [« PAMPELUNE EN COMMUN »], PAMPELUNE, ESPAGNE

<http://municipalistas.net/candidaturas/aranzadi-pamplona-en-comun>

Aranzadi - Pamplona En Común est une plateforme municipaliste créée à l'automne 2014 par des militants de divers mouvements sociaux. Le nouvel espace politique inauguré avec le mouvement 15-M avait ouvert la voie au changement à Iruñea [Pampelune en basque] après presque 30 ans de gouvernements de droite.

Après avoir échoué dans la recherche d'une confluence plus large, la formule retenue pour les élections municipales de 2015 a été celle de la candidature citoyenne, ayant permis de recueillir près de 5 000 signatures. Cette démarche a été la première occasion de rencontrer face à face les habitants de la ville pour construire collectivement un programme électoral établi par le biais d'un processus participatif ouvert aux citoyens.

Parallèlement, les membres de la plateforme ont élaboré un code éthique et amorcé le processus d'ouverture des primaires, ce qui les a conduits à créer une liste ouverte et plurielle, ayant reçu le soutien de Podemos et EQUO. Aranzadi a obtenu près de 10 000 voix aux élections municipales de mai 2015 et trois sièges au conseil municipal, ce qui leur a permis de former un gouvernement de changement aux côtés de trois autres forces : EH Bildu, Geroa Bai et IE. Après la mise en place d'un accord de programme, un gouvernement dirigé par Joseba Asirón (EH Bildu) a été formé dans lequel Aranzadi a assumé les responsabilités de trois conseils.

Le slogan de la campagne d'Aranzadi était « Gouverner en obéissant », et c'est la méthode qui a été suivie durant cette expérience collective d'apprentissage du gouvernement autonome. Les décisions sont prises en assemblée et, pour les questions les plus importantes (concernant le pacte gouvernemental lui-même ou l'accord de programme), par consultations télématiques.

Le travail d'Aranzadi à la mairie a été fondamental en termes de mobilité durable, de souveraineté énergétique – avec un projet ambitieux de commercialisation municipale de l'énergie –, de mémoire historique, ou encore d'opposition au tourisme. L'engagement en faveur d'une réelle égalité entre les hommes et les femmes, la lutte contre la violence machiste et les droits du collectif LGTBI ont également été au cœur des politiques mises en place. L'impulsion de dizaines de processus participatifs, le déploiement et la consolidation de plusieurs centres communautaires autogérés en accord avec la mairie, sans oublier les initiatives du mouvement okupa, en faveur de l'« occupation populaire » de logements abandonnés, forment aujourd'hui un réseau d'espaces autogérés sans précédent à Iruñea. Cette réalité, ainsi que d'autres instruments tels que Zentro, l'école de l'autonomisation, jette les bases d'une culture de la participation permettant de construire, depuis la base, une ville plus sociale, féministe et durable, permettant une meilleure répartition des richesses.

ARSAVE - LABORATORIO PER LA CITTÀ CHE VOGLIAMO [« LABORATOIRE POUR LA VILLE QUE NOUS VOULONS »], REGGIO EMILIA, ÉMILIE-ROMAGNE, ITALIE

<https://laboratorioarsave.wordpress.com>

Arsave* - Laboratoire pour la ville que nous voulons est un collectif politique engagé dans la formation d'une plateforme municipaliste encore en gestation. Arsave a été créé à Reggio Emilia à l'automne 2015 (dans le prolongement du laboratoire No Expo) par des militants issus d'un éventail de mouvements sociaux, d'associations, de comités de citoyens, et des particuliers. Depuis sa création, le collectif s'est engagé dans un processus de changement radical du gouvernement municipal, encourageant les citoyens à participer à la vie publique et à influencer les décisions concernant la collectivité.

Parmi les priorités qu'Arsave s'est fixées dans le domaine politique figurent le rétablissement et le renforcement de la démocratie locale, la défense des biens communs et la création d'institutions pour la promouvoir, l'accès universel aux biens publics pour tous les citoyens et la lutte contre la gentrification et l'urbanisme incontrôlé. Arsave s'oppose également à la dégradation et à la pollution de l'environnement local, ainsi qu'à la privatisation des services publics et des écoles. Il propose en outre de remunicipaliser la compagnie des eaux de la ville et d'autres services publics privatisés, de promouvoir des politiques inclusives pour les femmes réfugiées et migrantes, et de lutter contre l'accroissement de la pauvreté, de la marginalisation et de la désintégration sociale.

Arsave cherche à promouvoir une « coalition citoyenne » capable de rassembler divers acteurs politiques, groupes de personnes et citoyens individuels (membres de mouvements locaux, associations et partis politiques, citoyens, etc.) autour d'une plateforme municipaliste commune et à travers une organisation issue du peuple qui prône une démocratie participative et délibérative.

Arsave coopère avec l'Università Invisibile, un projet informel autour de l'élaboration et du partage de connaissances utiles dans la lutte et l'action politique pour réussir à gouverner la ville.

Arsave considère que le féminisme est un critère clé pour promouvoir la subjectivité et l'implication des femmes (à la fois comme représentantes formelles dans la direction et au sein des espaces informels de participation) et pour féminiser la politique en s'engageant à adhérer aux valeurs et pratiques féministes (modes de fonctionnement horizontal et recherche de consensus, empathie et collaboration, leadership collectif, etc.).

* *Arsave, qui signifie « langue à l'envers », est un argot utilisé pendant la période fasciste par les ouvriers de l'Officine Reggiane et par la communauté partisane de Santa Croce.*

AUTREMENT POUR SAILLANS, TOUS ENSEMBLE!, SAILLANS, FRANCE

<https://www.mairiedesaillans26.fr/autrement-pour-saillans-tous-ensemble>

Autrement pour Saillans, tous ensemble! est une plateforme citoyenne formée par des habitants de la commune de Saillans, soucieux de l'avenir du village. La plateforme a remporté les élections de 2014 en prenant l'engagement de forger avec les citoyens de Saillans un nouveau mode de gestion de la commune, à la fois collégial et participatif.

La collégialité au sein de l'équipe municipale consiste à partager le pouvoir entre les élus et à prendre des décisions collectivement. Elle s'articule autour de quatre axes :

- Une répartition des pouvoirs et des attributions entre tous les représentants élus, pas seulement entre le bureau du maire et les députés. De cette façon, il est possible d'impliquer et d'habiliter durablement tous les représentants élus, et d'évaluer le travail que chacun accomplit.
- Le travail en binôme (ou en trinôme) : un binôme de tête maire-premier adjoint et un binôme en fonction des compétences (sept compétences sont identifiées). L'objectif est d'éviter de prendre des décisions isolées, de partager les responsabilités et d'enrichir la réflexion.
- La mise en place d'un comité de pilotage ouvert au public (en remplacement du traditionnel conseil des adjoints) : il s'agit de l'organe principal de décision, auquel tous les représentants élus participent deux fois par mois.
- L'utilisation d'outils informatiques collaboratifs.

La participation citoyenne s'exerce à travers deux instances :

- Les comités participatifs thématiques : ils sont au nombre de sept, coordonnés par un binôme d'élus. Ils rassemblent tous les habitants qui le souhaitent et favorisent une réflexion générale, la définition des grandes orientations, le choix et la hiérarchisation des actions concrètes à mettre en œuvre.
- Les groupes de projet d'action : il s'agit de groupes de travail qui préparent, supervisent et mettent en œuvre une action spécifique préalablement définie dans un comité. Le groupe fonctionne pour une durée déterminée, il est composé d'un petit nombre d'habitants et d'au moins un élu référent.

BANCADA ATIVISTA [« COALITION ACTIVISTE »], SÃO PAULO, BRÉSIL

<https://bancadaativista.org>

Bancada Ativista est un mouvement supra-partisan de citoyennes et citoyens de la ville et de la province de São Paulo, engagés dans de multiples causes sociales, économiques, politiques et environnementales. Il vise à soutenir les activistes qui présentent leur candidature aux élections municipales. Bancada Ativista entend regagner la confiance des citoyens et présenter la politique comme un moyen de transformer la réalité, en occupant les rues, les places et les institutions. Il défend une politique humaine et de proximité, attentive aux vrais enjeux de notre vie et de notre corps. La naissance du mouvement est liée aux élections municipales de 2016 et repose sur l'apprentissage collectif « par la pratique ». Bancada Ativista apporte son soutien aux militants dont la candidature est cohérente avec sa démarche d'origine, aux militants qui n'ont jamais exercé de mandat législatif, et avec lesquels il existe une vision commune du monde et des pratiques politiques.

Bancada Ativista cherche à dynamiser la politique institutionnelle et à promouvoir nos principes et pratiques, par le biais de campagnes électorales collaboratives et pédagogiques ou de campagnes législatives qui échappent aux processus défailants de la politique traditionnelle. Ses principes reposent sur la promotion sans restriction des Droits de l'homme, la lutte contre les inégalités sociales et économiques au cœur des politiques publiques, et la construction d'une ville collective, humaine, plurielle, centrée sur la valeur du domaine public et des espaces publics. Son action se fonde sur l'ouverture, la transparence et la participation citoyenne.

BARCELONA EN COMÚ [« BARCELONE EN COMMUN »], BARCELONE, CATALOGNE, ESPAGNE

<https://barcelonaencomu.cat/es>

Barcelona En Comú est une plateforme municipaliste créée par des militants de divers mouvements sociaux de Barcelone en juin 2014. Le programme électoral de Barcelona En Comú a été élaboré dans le cadre d'un processus participatif ouvert aux citoyens. Parmi ses priorités politiques figurent la radicalisation de la démocratie, l'arrêt des expulsions, la lutte contre la gentrification, la remunicipalisation de l'eau et la réduction des inégalités entre les quartiers. Barcelona En Comú a remporté les élections municipales en mai 2015 et a formé un gouvernement minoritaire sous la direction de la mairesse et ancienne militante du droit au logement, Ada Colau.

Barcelona En Comú s'organise à l'image d'une « confluence », c'est-à-dire qu'elle rassemble des personnes indépendantes et des membres de mouvements et partis politiques locaux au sein d'un projet novateur qui donne la priorité aux objectifs communs, au-delà des acronymes. Selon cette philosophie, la participation des activistes de Barcelona En Comú se fait à titre individuel et non au nom du parti ou du groupe auquel ils appartiennent.

Barcelona En Comú est basée sur l'apprentissage collectif, bien plus efficace que toute autre théorie abstraite du changement. Son objectif est de montrer par de petites victoires qu'une évolution est possible et de rassembler chaque fois plus de monde pour susciter un changement encore plus grand. L'une des premières étapes a été la rédaction participative d'un code éthique à destination des représentants élus, fixant des limites de salaire et de mandat, et instaurant des exigences de transparence strictes.

Le féminisme est au cœur du municipalisme de Barcelona En Comú. L'organisation a recours à des mécanismes pour garantir la parité entre les sexes, tant dans la représentation formelle (listes électorales et organes de gouvernement) que dans la participation informelle (équilibre dans la répartition des interventions lors des assemblées). Elle cherche également à féminiser la politique, c'est-à-dire à promouvoir des valeurs et des pratiques traditionnellement sous-estimées dans la vie politique, telles que le consensus, l'empathie et la coopération, l'expérience non académique, le leadership collectif et le *care*¹.

1. Voir plus haut, *Introduction*.

BEIRUT MADINATI [« BEYROUTH MA VILLE »], BEYROUTH, LIBAN

<http://beirutmadinati.com>

Beirut Madinati (BM) est une plateforme politique locale composée d'activistes et d'experts de la ville qui ont décidé de renforcer leur engagement et de faire valoir leurs revendications. Beirut Madinati est opérationnelle depuis 2016, après avoir obtenu le soutien de 40 % de l'électorat aux élections municipales, face à une liste de partis traditionnels au Liban.

La plateforme a été mise en place pour améliorer la ville : ses espaces publics, sa mobilité, la qualité de l'air, son accessibilité, la gestion des déchets, les services de base et la gouvernance.

Beirut Madinati entend proposer une alternative basée sur la politique locale, loin des intérêts privés et sectaires. La plateforme se veut inclusive et participative, privilégiant les valeurs de transparence et de responsabilité. Ses objectifs sont notamment d'assurer l'égalité et la justice sociale et de faire respecter les droits humains, économiques et politiques. Elle vise également à préserver l'héritage culturel et naturel de la ville.

À l'heure actuelle, BM est composée de trois principaux groupes de travail :

- La municipalité alternative de Beyrouth cherche à rassembler ses membres et partisans au sein d'un processus collectif de délibération, de défense, de lobbying et de visualisation qui influence positivement l'avenir de Beyrouth. Elle entend tirer profit du succès remporté par Beirut Madinati lors des élections municipales de 2016, notamment pour établir un programme qui privilégie les intérêts des citoyens de la ville dans la formulation des politiques urbaines.
- Le groupe de travail sur les élections vise également à tirer profit du succès des dernières élections municipales pour poser les bases et identifier les ressources nécessaires à l'amélioration de la participation des citoyens aux élections locales.
- Le groupe de travail sur les quartiers vise à former des groupes actifs de résidents et de commerçants des différents quartiers de la ville. Ces groupes ont vocation à devenir des alternatives durables, ils exposent les problèmes du quartier en apportant leur soutien aux revendications des habitants.

BUONGIORNO LIVORNO [« BONJOUR LIVOURNE »], LIVOURNE, ITALIE

<https://buongiornolivorno.it>

Buongiorno Livorno est une formation politique antifasciste et antiraciste, indépendante des partis traditionnels, née en novembre 2013 grâce à des femmes et des hommes engagés dans diverses luttes sociales : comités de quartier, associations environnementales et d'opposition aux expulsions, travailleurs, travailleurs précaires et chômeurs, étudiants et autres.

La dimension collective est centrale – « une bonne journée est toujours le fruit d'une bonne discussion » –, et toutes les décisions sont prises en assemblée.

En 2014, Buongiorno Livorno a participé, avec trois autres formations locales, aux élections communales qui se sont déroulées en marge des élections européennes : le résultat fut inattendu. Buongiorno Livorno est arrivée en troisième position – les deux partis en tête étaient également représentés aux niveaux national et européen.

L'organisation s'engage concrètement, notamment par l'intermédiaire de textes diffusés presque quotidiennement au sein des différentes plateformes sociales, dans les domaines suivants :

- contre les expulsions, qui vont de pair avec la perte d'emploi et des conditions de vie de plus en plus précaires ;
- contre la dégradation de l'environnement – qui, pour Buongiorno Livorno, concerne surtout le littoral et la mer – et la destruction du patrimoine urbain et culturel des citoyens ;
- pour la préservation du système de protection sociale, en particulier en matière de santé et d'éducation publique ;
- enfin et surtout, pour réparer les dégâts causés par l'inondation qui a frappé la ville en septembre 2017, faisant huit victimes et occasionnant des dégradations matérielles (logements, rues) et environnementales (rivières, ruisseaux, arbres).

Buongiorno Livorno veut aussi :

- créer des quartiers d'affaires qui, au-delà des limites des quartiers eux-mêmes, établissent des liens et valorisent les situations propres à chaque territoire, révélant le potentiel jusque-là ignoré par une politique aveugle et centralisatrice ;
- protéger le patrimoine public et les biens communs, non seulement la nature, mais aussi les bâtiments et lieux culturels ;
- promouvoir la démocratie participative au niveau institutionnel, citoyen et quotidien ;
- en bref, faire valoir l'approche néo-municipaliste en laquelle Buongiorno Livorno croit et pour laquelle l'organisation travaille chaque jour.

CAMBIAMO MESSINA DAL BASSO [« CHANGEONS MESSINE À PARTIR DE LA BASE »], MESSINE, ITALIE

www.cambiamomessinadalbasso.it

Cambiamo Messina dal Basso (CMdB) est un mouvement citoyen auto-géré qui a soutenu la candidature de Renato Accorinti aux élections municipales de juin 2013.

Après avoir remporté ces élections, le mouvement n'a cessé de croître. Tous les militants ont participé à la rédaction d'un document politique et éthique, la « Lettre d'intention ». Aujourd'hui, ce document est signé par chaque nouveau membre du mouvement. La charte détaille les valeurs auxquelles les militants croient, ainsi que leurs objectifs et la forme organisationnelle de l'entité politique.

Les questions politiques les plus sensibles sont débattues lors de réunions hebdomadaires durant lesquelles chaque membre du groupe exprime son point de vue afin de parvenir à un consensus au sein du mouvement.

CMdB a réussi à préserver son indépendance ces cinq dernières années. Le mouvement organise régulièrement des débats et des actions conjointes avec la municipalité, dans le respect de l'autonomie et du rôle de chacune des parties : maire, conseil municipal, administration municipale et mouvement citoyen.

Le mouvement citoyen est apparu comme une plateforme composée de centaines de personnes d'horizons différents. C'est pourquoi son logo est aux couleurs de l'arc-en-ciel. Ses principaux objectifs sont : la réhabilitation du sentier littoral sur laquelle l'autorité portuaire exerce sa propre juridiction, la reconnaissance de l'égalité des chances, la préservation des biens communs (*commons*), la participation active des citoyens à la vie politique, et le changement culturel en faveur de comportements plus ouverts et responsables.

Cambiamo Messina dal Basso encourage la création de réseaux entre les personnes et les organisations territoriales ; le mouvement soutient tous les types de participation, au-delà des labels et de la couleur des drapeaux.

CIDADÃOS POR LISBOA [« CITOYENS POUR LISBONNE »], LISBONNE, PORTUGAL

<http://cidadaosporlisboa.pt>

Cidadãos por Lisboa (CPL) a été créé en 2007 en tant que mouvement politique de centre-gauche. Espace ouvert à la participation de tous, aux actions citoyennes et aux entités culturelles et sociales de la ville, CPL croit en une Lisbonne meilleure, plus ouverte, plus soudée, participative, inclusive, accueillante et mieux gouvernée.

CPL est structuré comme un parti politique, rassemblant des militants, des membres de groupes politiques et des mouvements qui travaillent ensemble pour faire de Lisbonne la ville de tous, au service de tous.

En 2007, CPL a participé aux élections et obtenu deux sièges au conseil municipal. Après les élections, une analyse politique ayant pointé le risque d'un virage à droite, et la réglementation des élections municipales n'autorisant pas les coalitions entre partis et groupes de citoyens, CPL a décidé de soumettre à ses électeurs l'idée de présenter une liste commune avec le Parti socialiste (PS). En 2009, le PS et le mouvement CPL ont entériné ce partenariat, un geste novateur et symbolique d'ouverture des partis aux citoyens et vice versa. Cet accord permet la mise en place de politiques communes, tout en préservant la liberté et l'identité des parties.

Le mouvement CPL estime que les villes pourront résister et s'affirmer uniquement si les citoyens et l'opinion publique se mobilisent et s'organisent en réseaux de villes à l'échelle nationale, européenne et mondiale. C'est pourquoi CPL organise son action autour de cinq priorités – logement, santé, droits sociaux, éducation et mobilité – dans une démarche politique soucieuse de la participation, de la responsabilité et de la transparence. Le tout en veillant à défendre le caractère unique de Lisbonne et à renforcer sa dynamique sociale, en faisant toujours le choix de l'inclusion.

L'accord politique a été renouvelé en 2013, puis en 2017, avec des responsabilités dans les domaines des droits sociaux (João Afonso, 2013-2017), du logement et du développement local (Paula Marques, 2013-2017), du secteur financier, des ressources humaines et des systèmes d'information (João Paulo Saraiva, 2013-2017 / 2017-2021).

CIUDAD FUTURA [« VILLE FUTURE »], ROSARIO, ARGENTINE

<http://ciudadfutura.com.ar>

Ciudad Futura est un instrument politique autonome né de la rencontre de deux mouvements sociaux (Giros et Movimiento 26 de junio), qui luttent depuis plus de 10 ans contre l'injustice et les inégalités. Deux luttes de nature structurelle qui se rejoignent pour ne faire qu'une : la lutte pour l'accès à la terre (contre la spéculation immobilière) et celle pour l'accès à la justice (contre la progression du trafic de drogue et de la violence urbaine).

C'est ainsi que s'est constituée la colonne vertébrale de Ciudad Futura : la *préfiguration*. Il s'agit d'une forme de construction territoriale autonome stimulant l'invention, le soutien et le développement de projets concrets qui préfigurent aujourd'hui la ville égalitaire « que nous imaginons pour demain ». Au-delà des logiques purement électorales, ces expériences de gestion sociale (deux lycées et une école maternelle, un centre culturel, une ferme et une usine laitières, un réseau de consommation collaboratif, entre autres) nourrissent une idée de la politique radicalement liée à la transformation quotidienne du modèle urbain.

C'est cette construction, suivant une logique de mouvement, qui a permis non seulement de porter un discours différent de celui de la politique traditionnelle, mais aussi de montrer une autre façon d'agir, tout aussi viable, ouverte et flexible. L'objectif : la féminisation de la politique, pour construire collectivement un nouveau type de pouvoir, celui des gens ordinaires. Ainsi, en 2012, les deux organisations ont décidé de mettre en place un instrument politique qui leur permettrait d'exprimer au sein des institutions de l'État les luttes territoriales qu'elles étaient en train de développer. Ciudad Futura, le parti qui incarne ce mouvement, parvint à rassembler 16% des voix aux élections législatives municipales de 2015, se positionnant ainsi comme la troisième force de la ville.

COALIZIONE CIVICA PER BOLOGNA [« COALITION CIVIQUE POUR BOLOGNE »], BOLOGNE, ITALIE

<https://www.coalizionecivica.it>

La Coalition civique pour Bologne est une plateforme municipaliste créée à Bologne en 2015 dans le but de participer aux élections administratives [élections municipales et provinciales, NdT] de juin 2016. Elle est composée de militants de gauche issus de milieux très divers, des mouvements sociaux locaux aux partis de gauche, motivés par des luttes sociales communes.

Le programme de la Coalition civique pour Bologne a été défini par le biais d'une approche ascendante, grâce à la participation des citoyens. Non seulement des primaires ont été organisées pour choisir le candidat au poste de maire, mais les listes des représentants municipaux et de district étaient ouvertes au public et ont fait l'objet d'un vote. Lors des élections de 2016, la Coalition a obtenu un peu plus de 7 % de voix au niveau global (atteignant 14 % dans certains districts). Elle a remporté deux sièges au conseil municipal et quatre au sein des districts. Les candidats élus sont toujours en poste et continuent à tenir tête au Parti démocratique.

La Coalition civique est un mouvement et une communauté, créée par des activistes dans le but commun d'offrir une nouvelle alternative à gauche et avec l'ambition de gouverner Bologne. Il s'agit d'une collaboration novatrice, motivée par la nécessité de créer une nouvelle entité avec une vision et un langage propres. Une synthèse des expériences de chacun, plutôt que la somme des opinions de tous.

Sa politique entend rassembler et représenter 99 % de la population, sans distinction d'aucune sorte. Ses principales luttes portent sur l'éducation publique, les espaces communs, la liberté de circulation et le droit à la ville, l'acceptation et l'inclusion, le transport durable dans un environnement écologique, le bien-être, le droit au logement, les pratiques municipales et le droit du travail.

L'équilibre des genres est respecté dans toutes les équipes et la présidence est assurée dans le cadre d'une dyarchie : il existe un président et une présidente de l'association, et un président et une présidente de l'assemblée des membres.

COALIZIONE CIVICA PER PADOVA [« COALITION CIVIQUE POUR PADOUE »], PADOUE, ITALIE

<https://www.coalizionecivicapadova.it>

Ces dernières années, Padoue, ville de la culture, de la solidarité, du volontariat et de l'optimisme a vu sa réputation bafouée par une administration fermée au dialogue, en proie à l'obscurantisme et responsable d'une dégradation de la qualité de vie de ses citoyens. Coalizione Civica est une coalition ouverte et autonome désireuse de construire un projet nouveau et alternatif qui implique les citoyens, les forces civiques, sociales, économiques et les politiques citoyennes. Un projet de renaissance, dont les fondements ont été annoncés dans l'Appel d'octobre 2016 – signé aujourd'hui par quelque 2 000 citoyens –, qui prône un développement culturel, économique et social, dans le respect de l'environnement, de la personne, de la transparence et de la participation.

L'Assemblée plénière est l'organe souverain de la Coalizione Civica : elle est composée de tous les citoyens ayant décidé de participer à ce projet de changement pour la ville.

Dès le départ, chacun a pu prendre part aux propositions, à la construction et à la mise en œuvre d'initiatives présentées au gouvernement municipal, en vue de construire une proposition alternative capable d'apporter un réel changement dans la vie des citoyens. La véritable richesse de Coalizione Civica, ce sont les groupes de travail, formés par des personnes qui, de façon bénévole, mettent leurs connaissances au service du bien commun. Ce travail a permis d'établir un programme. Et, aujourd'hui, l'enjeu consiste à mettre en œuvre ce programme au sein de la nouvelle majorité du gouvernement de la ville, auquel Coalizione Civica contribue de manière décisive.

L'objectif est d'accroître le plus possible les niveaux de participation au sein de la ville, en renforçant le développement de Coalizione Civica en tant que laboratoire politique de citoyenneté active et en faisant évoluer à partir de la base les institutions mêmes du gouvernement. Il sera nécessaire d'accroître l'action dans les périphéries et les quartiers où les contradictions urbaines sont les plus fortes.

COMPOSTELA ABERTA [« COMPOSTELLE OUVERTE »], SAINT-JACQUES-DE-COMPOSTELLE, GALICE, ESPAGNE

<https://compostelaaberta.org>

Compostela Aberta est une proposition collective des citoyens de Saint-Jacques et un processus politico-social de confluence de personnes conscientes et engagées. L'organisation a émergé dans le but de rendre la ville au peuple et de mettre fin à la corruption qui a rongé le Parti populaire, marqué par la mise en accusation de deux maires et l'investiture d'un troisième maire non élu par les habitants. C'est un espace de confluence fruit de l'unité populaire auquel participent des personnes issues de l'activisme social, ainsi que d'autres ayant une expérience politique.

La convergence de la gauche sociale et du parti de gauche fait de Compostela Aberta un projet commun qui place l'homme au centre des politiques publiques. La participation et la transparence sont au cœur de toutes les actions de l'organisation.

Cette organisation se caractérise par la prise de décision en assemblée et par la formation de groupes de travail (GT) sectoriels qui sont l'essence du travail collectif dans la construction du programme politique de Compostela Aberta. Les groupes de travail sont ouverts à la participation de tous et fonctionnent comme des groupes de débat, de discussion et de participation où les propositions citoyennes sont prises en compte et étudiées.

Compostela Aberta est également une organisation à fort caractère féministe, avec une représentation institutionnelle paritaire; elle mène des actions gouvernementales et organisationnelles qui encouragent les politiques d'égalité dans une dynamique transversale. C'est aussi une organisation à fort caractère écosocial dans son approche concernant la préservation de l'environnement, la gestion efficace des ressources publiques et la mise en œuvre de politiques sociales.

COMÚ DE LLEIDA [« COMMUN DE LLEIDA »], LLEIDA, CATALOGNE, ESPAGNE

<https://comudelleida.cat>

Comú de Lleida est un groupement de citoyens de la ville de Lleida qui se sont organisés pour intervenir dans la politique municipale à travers la représentation électorale, selon les principes fondamentaux du bien commun, de la participation et de la transparence.

Le groupe est né en 2013 en tant qu'initiative citoyenne pour créer une candidature de confluence qui réunirait des gens de différents partis politiques et des citoyens engagés, afin de susciter des changements dans la politique de la ville. Finalement, parmi les partis politiques, il n'a obtenu l'implication que de Pirates de Catalunya, et il a décidé de présenter une candidature citoyenne sous la forme d'un groupement d'électeurs, qui a obtenu 3 787 voix et deux sièges au conseil municipal lors des élections de 2015.

Comú de Lleida compte sur la participation citoyenne au sein de la politique municipale, au-delà des étiquettes idéologiques. L'accent est mis sur la poursuite d'objectifs communs qui se traduisent par une meilleure organisation et une gestion optimisée des questions universelles, au bénéfice de tous les habitants de la ville.

Comú de Lleida considère que la politique doit être au service des citoyens, et que ceux-ci doivent en être les décideurs. Parmi les principaux axes d'action du groupe figurent : la participation citoyenne, la transparence et la traçabilité dans tous les domaines de la municipalité, la promotion de l'économie sociale et du bien commun, la faisabilité et la justice budgétaire, les droits fondamentaux de la citoyenneté, l'élimination des privilèges politiques et un modèle de ville adapté aux citoyens et à l'environnement.

Comú de Lleida s'organise autour d'une assemblée et de groupes de travail ouverts à la participation de tous les citoyens qui se reconnaissent dans les fondements du projet, son cadre organisationnel et son code éthique. Les décisions sont prises par consensus ou, exceptionnellement, à une majorité de voix. Les élus doivent respecter un code éthique qui prévoit des limitations de mandats et de rémunérations, des obligations de transparence et des incompatibilités.

COOPERATION JACKSON, JACKSON, MISSISSIPPI, ÉTATS-UNIS

<https://cooperationjackson.org>

Cooperation Jackson est une initiative récente de développement communautaire durable, de démocratie économique et d'appropriation communautaire active à Jackson, Mississippi (États-Unis). Créée en 2014, sa principale théorie du changement repose sur la conviction que l'organisation et l'autonomisation des secteurs structurellement sous-employés ou sans emploi de la classe ouvrière – en particulier les communautés afro-américaines et latino-américaines – seraient un catalyseur pour la démocratisation de notre économie et de la société en général. L'objectif étant de créer des coopératives organisées appartenant aux travailleurs.

Sa mission est de promouvoir le développement de la démocratie économique en renforçant une économie solidaire soutenue par un réseau de coopératives et d'autres types d'entreprises détenues par des travailleurs et auto-gérées démocratiquement. Pour ce faire, elle s'organise de façon à promouvoir l'accès universel aux ressources communes et à démocratiser la propriété des moyens de production ainsi que tous les processus de production et de distribution, par l'autogestion des travailleurs et la consommation durable.

Cooperation Jackson met cette vision en pratique à travers quatre institutions interconnectées et interdépendantes: une fédération dynamique de coopératives locales de travailleurs, une pépinière coopérative naissante, un centre coopératif d'éducation et de formation et une banque ou institution financière coopérative.

Dans la lignée de la tradition centenaire du National Negro Convention Movement, Jackson Cooperation a organisé des « assemblées populaires » ouvertes pour exprimer les préoccupations locales, former de nouveaux dirigeants, mettre en place des coalitions et encourager la participation aux politiques publiques. Grâce à ces assemblées, Jackson a commencé à acquérir un pouvoir institutionnel qui a abouti à l'élection de Chokwe Lumumba comme maire en 2013, suivie de celle de son fils, Chokwe Antar Lumumba, lors des élections de 2017.

Ces victoires importantes dans l'arène électorale permettent la création d'espaces pour que les mécanismes de l'économie solidaire se popularisent et s'étendent à toute la ville. C'est un moyen de faire de Jackson une ville durable, passant d'une économie extractive à une économie qui autonomise les travailleurs, et écologiquement cohérente avec les enjeux de développement durable.

Cooperation Jackson procède d'une vision de transition juste façonnée au fil des décennies. Elle trouve son origine dans la lutte pour les droits démocratiques, la justice économique, l'autodétermination, en particulier pour les personnes d'ascendance africaine du Grand Sud, et pour la dignité de toutes les femmes qui travaillent.

CRIDA PER SABADELL [« L'APPEL POUR SABADELL »], SABADELL, CATALOGNE, ESPAGNE

<http://cridapersabadell.cat>

Crida per Sabadell est une formation politique qui cherche à encourager les citoyens à s'organiser et à lutter pour prendre le contrôle des quartiers, de la ville et des institutions. Pour ce faire, nous travaillons jour après jour, à la fois dans la rue et au sein des institutions :

- Dans la rue : à travers les campagnes, les comités et les groupes de quartier.
 - Au sein des comités : des groupes thématiques travaillent sur des propositions concrètes à mettre en œuvre, sous forme d'autogestion populaire ou depuis les institutions, dans tous les domaines du quotidien : énergie, habitat, alimentation, soins, production, espace public, productif, culturel, éducatif, etc.
 - Au sein des groupes de quartier : par un travail en collaboration avec les citoyens de chaque zone du territoire, pour partager les propositions, traiter les différentes problématiques et tisser des réseaux de complémentarité et d'organisation de quartier dans la ville.
 - Au sein des institutions : en tant que membres de l'équipe du gouvernement de la ville : aujourd'hui, depuis la mairie et les départements des services publics, du logement, de la participation et des droits civils, dans le but de mettre en œuvre un programme de transformation sociale à Sabadell.
- Ce programme s'articule autour des axes suivants :
- **Audit citoyen à la mairie.** Pleins phares sur la corruption politique et économique : porter tous les cas de corruption des mandats précédents devant les tribunaux et révéler au grand jour les irrégularités des dirigeants qui ont utilisé leur statut de représentants politiques pour servir leurs intérêts au détriment de l'intérêt général des citoyens.
 - **Mettre un terme à l'urgence sociale.** Présenter des propositions d'alternatives réelles et, si nécessaire, désobéir aux lois qui nourrissent ce système économique inégal. Mettre les droits sociaux et le bien-être des personnes au centre du débat politique.
 - **Démocratiser la mairie.** Mettre les institutions au service des personnes. En faire un outil totalement transparent, œuvrant pour les citoyens. La mairie doit être un outil d'intervention sociale qui favorise la participation des citoyens à toutes les décisions politiques.

CANDIDATURA D'UNITAT POPULAR (CUP) DE CELRÀ - POBLE ACTIU

[« CANDIDATURE DE L'UNITÉ POPULAIRE DE CELRÀ – PEUPLE ACTIF »],
CELRÀ, CATALOGNE, ESPAGNE

<http://celra.cup.cat>

La CUP est une organisation politique d'envergure nationale, présente sur tous les territoires des pays catalans. Elle œuvre en faveur d'un pays indépendant, socialiste, écologiquement durable, équilibré territorialement et détaché des formes de domination patriarcale.

Elle s'articule comme un espace utile à tous les citoyens et collectifs animés d'une volonté transformatrice et luttant pour la liberté de notre peuple. L'objectif est de constituer un espace de convergence des mouvements populaires dans leur combat pour la libération nationale et sociale des pays catalans.

La CUP est une organisation résolument socialiste, qui vise à remplacer le modèle socio-économique capitaliste par un nouveau modèle axé sur les collectifs humains et le respect de l'environnement. Son projet s'articule autour des axes suivants : défense des droits politiques du peuple catalan, défense des droits de la classe ouvrière et de l'égalité, défense du territoire contre les agressions écologiques et urbaines, lutte féministe et libération sexuelle et de genre, défense de la langue et de l'identité nationales et promotion de l'internationalisme pour un rapport égalitaire, anticolonial et fraternel entre les peuples.

La CUP développe son action politique à l'intérieur et à l'extérieur des institutions locales, par le biais de ses assemblées locales. Bien qu'elle ait conscience de la marge d'action limitée des municipalités, la CUP travaille sur les possibilités de modifier le municipalisme régionaliste actuel afin de construire un projet national à partir des municipalités, plus proches des citoyens et de leurs besoins.

La CUP de Celrà est organisée en différents groupes de travail thématiques, auxquels participent des militants de l'assemblée locale et qui organisent périodiquement des réunions municipales ouvertes. Les principaux axes de travail actuels sont : la gestion des déchets, l'intervention auprès d'un collectif de jeunes en difficulté socio-économique pour les aider à retrouver le chemin de l'école ou les accompagner dans leur insertion sociale et professionnelle, la consolidation et l'expansion du bureau municipal de prise en charge des personnes âgées et la gestion durable du territoire à travers des projets d'initiatives sociales ou des coopératives valorisant le patrimoine local et générant des emplois de qualité.

DECIDE ROMA [« DÉCIDE ROME »], ROME, ITALIE

<https://www.facebook.com/DecideRoma>

Decide Roma est née après la manifestation « Rome n'est pas à vendre », organisée début 2016. Celle-ci visait à mettre fin à la spéculation dans la ville, à renforcer les espaces autogérés, à promouvoir un audit de la dette publique de la mairie et à rendre aux citoyens de Rome leur capacité décisionnaire.

Decide Roma est un projet collectif qui veut reconquérir la politique depuis la base pour rendre aux citoyens leur pouvoir de décision, confisqué depuis trop longtemps par les représentants politiques. La confiance des citoyens dans le système censé les représenter a disparu, seules la participation directe et la lutte peuvent apporter des changements. La participation ne peut se résumer au vote lors des élections.

Pour nous, l'un des principaux enjeux concerne le patrimoine public, son utilisation et sa gestion, à savoir, au-delà des espaces, l'utilité publique des services, aujourd'hui compromise par les processus de précarité du travail et de la vie, ainsi que par les processus de privatisation et de vente.

Notre programme est consigné dans la « Carta di Roma Comune », charte discutée et élaborée lors de dizaines d'assemblées publiques. Elle énonce les principes fondateurs d'une nouvelle manière d'appréhender le sens et le rôle de l'ensemble du « système public ». Nous pouvons les résumer en trois mots clés : biens communs urbains.

La seule recette permettant de faire évoluer le système est celle de la participation et de la décentralisation du pouvoir. La corruption intervient toujours lorsque le gouvernement du plus petit nombre remplace celui du plus grand nombre. Une politique courageuse reconnaît aux citoyens, au-delà de la période électorale, la faculté de décider non seulement qui gouverne, mais aussi comment.

DEMOKRATIK TOPLUM KONGRESI [« CONGRÈS POUR UNE SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE »], BAKUR, KURDISTAN TURC

<https://www.kcd-dtk.org>

Créé à Bakur en 2007, le Demokratik Toplum Kongresi (DTK) est une organisation faîtière, indépendante et non gouvernementale, qui vise à établir un confédéralisme démocratique à Bakur (la région du Kurdistan à l'intérieur des frontières de la Turquie). Le confédéralisme démocratique prône l'existence de confédérations d'assemblées de base autogérées et apatrides, constituées selon des principes anticapitalistes, féministes et écologiques.

Le Congrès lutte contre les inégalités et les injustices religieuses, nationales, ethniques, culturelles et de genre; il s'oppose à la guerre et au militarisme. Il défend les droits de tous les peuples de Turquie et du Kurdistan, y compris le droit à l'autonomie démocratique. Selon le DTK, celle-ci ne vise pas à modifier les frontières des États nationaux, mais à renforcer les liens fraternels et à promouvoir l'unité dans la diversité au sein des frontières existantes. L'autonomie démocratique ne cherche pas à créer ou à abolir des États. C'est un processus qui favorise un développement et une construction continus et dans lequel l'État s'efface au profit de la société.

Le DTK fonctionne comme un parlement, son objectif est de créer une nouvelle société, malgré la répression actuelle. Il soutient que seuls la liberté de pensée et le droit de s'organiser permettront de résoudre une grande partie des problèmes sociaux. Le Congrès est composé de 501 délégués qui se réunissent tous les trois mois. 301 d'entre eux sont élus au suffrage direct pour représenter les communautés locales des habitants de la région, et 200 sièges sont réservés aux représentants des partis politiques, des organisations de la société civile, des municipalités et aux délégués non kurdes.

Au moins 50% des délégués du DTK doivent être des femmes et les différents rôles présidentiels et de direction sont partagés entre les hommes et les femmes. Les deux coprésidents et les 21 membres du conseil exécutif sont élus par les 501 délégués pour un mandat de deux ans.

Le DTK compte 14 commissions, couvrant des sujets tels que l'écologie, l'économie, l'éducation, la langue, les affaires publiques, la religion, la culture, la science, la diplomatie, les femmes et la jeunesse.

DEMOSISTÖ [« CITOYENS DEBOUT »], HONG KONG

<https://www.demosisto.hk>

Demosistö prône l'autodétermination démocratique de Hong Kong. Par l'action directe, les référendums populaires et les méthodes non violentes, le parti promeut l'autonomie politique et économique de la ville, s'opposant à l'oppression du Parti communiste chinois (PCC) et à l'hégémonie capitaliste.

Demosistö est un parti politique issu des mouvements sociaux. Il s'efforce de développer une nouvelle plateforme citoyenne engagée dans le débat politique, qui encourage les mouvements sociaux de base et renforce l'interaction entre tous les secteurs de la société civile. Il a confiance en la capacité de la communauté à contribuer au bien commun et à bâtir une ville plurielle, égalitaire et juste.

Depuis le transfert de sa souveraineté en 1997, Hong Kong est soumise au pouvoir du PCC et à l'hégémonie capitaliste. Ses habitants ont manifesté une résistance ferme à ce système socio-économique d'exploitation par des mobilisations telles que celle de 2003 contre l'article 23, et l'opposition au train à grande vitesse en 2010. Ces manifestations ont sensibilisé la société, ouvrant la voie à de futurs mouvements populaires au sein de la ville.

En 2012, au cours de la campagne contre l'éducation patriotique chinoise [via le projet d'introduction de cours d'« éducation morale et nationale » s'inspirant d'un manuel intitulé *Le Modèle chinois*, NdE], les étudiants se sont soulevés et ont réussi à obtenir du gouvernement la suppression d'un programme scolaire qui cachait les échecs du passé communiste. Deux ans plus tard, le mouvement des parapluies voyait le jour en réponse à la promesse non tenue du PCC de promouvoir des réformes politiques. Ce mouvement a redéfini Hong Kong, entraînant la ville dans une nouvelle ère, celle de la résistance.

Demosistö a été créé pour mener à bien la mission suivante : coordonner l'action des citoyens pour l'autonomie de Hong Kong.

GUANYEM BADALONA EN COMÚ [« GAGNONS BADALONE EN COMMUN »], BADALONE, CATALOGNE, ESPAGNE

<https://guanyembadalona.org>

Guanyem Badalona En Comú est une plateforme municipaliste née en février 2015 de la confluence de personnes issues de différents mouvements sociaux (15-M, mouvement éducatif, défense du territoire...) et de groupes municipalistes. L'objectif était de renverser la politique municipale, alors aux mains de l'extrême droite, et de faire en sorte que la mairie réponde aux besoins des citoyens.

Structuré sur le modèle de l'assemblée, Guanyem Badalona En Comú s'organise en noyaux de district et en groupes de programme, avec un coordinateur et un conseil de débat politique. L'idée du projet d'unité populaire de l'Ateneu Carme Claramunt est née dans ses locaux, situés dans le quartier de La Salut.

Son programme, ouvert et rédigé de manière participative, reposait sur trois piliers : révolution démocratique, justice sociale et la République catalane quartier par quartier. Aux élections municipales de 2015, il a réussi à devenir la deuxième force politique et à diriger le gouvernement de Dolors Sabater.

Les rémunérations ne dépassent pas 3,5 fois le salaire minimum interprofessionnel (SMI). La majeure partie de l'excédent sert à financer des projets choisis de manière participative dans le cadre de l'initiative « Pot Comú » qui, en 2015-2016, totalisait 30 000 euros.

Le gouvernement municipal a inversé les priorités budgétaires et mis l'accent sur les politiques sociales, la cohabitation, la culture, le logement décent ou l'aide au revenu ; il a également misé sur la participation des citoyens, notamment par la mise en place du processus participatif afin de décider de 50% du budget d'investissement.

Il défend la République catalane comme un projet de rupture du régime de 1978 et comme un point de rencontre entre fédéralistes et indépendantistes. Afin de remplir le mandat du référendum du 1^{er} octobre, il propose un processus constitutif participatif qui met en œuvre un plan de sauvetage citoyen et promeut un modèle politique donnant plus de pouvoir et de ressources aux municipalités.

HALKLARIN DEMOKRATIK PARTISI [« PARTI DÉMOCRATIQUE POPULAIRE »], TURQUIE

<https://www.hdp.org.tr>

Le Parti démocratique populaire (HDP, pour Halkların Demokratik Partisi en turc) a été fondé à l'été 2013, peu de temps après que les protestations au sujet du parc Gezi gagnent la Turquie tout entière. Enraciné dans le mouvement politique pro-kurde, le nouveau parti aspirait à rassembler les groupes de gauche et les groupes marginaux de tout le pays. La sympathie pour le HDP est apparue évidente en juin 2015, lorsqu'il a remporté 80 des 550 sièges disputés lors des élections nationales turques au Parlement.

Le HDP promeut une Turquie fortement décentralisée, avec des structures municipales ascendantes pour remplacer le régime actuel trop centralisé. En ce sens, il a inventé le concept d'« autonomie démocratique », un cadre de référence politique fondé sur la démocratie communale, où le pouvoir est exercé au niveau local. L'autonomie démocratique vise à redessiner l'espace public afin que les citoyens puissent se réunir au niveau municipal pour débattre des questions économiques, politiques, culturelles et sociales urgentes. Il considère que la voie vers une société égalitaire n'est possible qu'à travers des structures politiques inclusives, où les citoyens de toutes classes participent aux processus décisionnels.

Le HDP se définit comme une plateforme pluraliste, inclusive et féministe. Le parti se penche sur des questions cruciales telles que les droits des Kurdes, l'environnement, le travail, les droits religieux et les droits des LGBT, ainsi que l'autonomisation des femmes. Sur les listes électorales du parti figuraient des membres d'origines ethniques et religieuses diverses, ainsi que des minorités sexuelles et une forte proportion de femmes. Les droits des femmes occupent une place particulière dans l'agenda du parti, et diverses mesures sur la parité entre les sexes transparaissent dans la représentation du HDP (codirection, listes électorales, parlement, etc.).

Parmi les priorités actuelles du HDP figurent la promotion des libertés fondamentales en Turquie, l'arrêt du conflit continu entre les rebelles kurdes et l'armée turque, la dissociation avec les projets capitalistes, le renforcement des politiques municipalistes libertaires, la réduction drastique de la violence domestique et la lutte contre la crise écologique actuelle de la planète.

INDEPENDENTS FOR FROME [« INDÉPENDANTS POUR FROME »], FROME, ROYAUME-UNI

<https://iffrome.org.uk>

Independents for Frome (iff) a été créé en 2011 par un groupe de citoyens convaincus que le potentiel des collectivités locales n'était pas exploité. Ils considéraient notamment que le dogme et l'idéologie de la politique nationale, auxquels devaient se plier l'agenda de cette ville marchande de l'Angleterre rurale, n'étaient pas pertinents au niveau local. Des recherches rapides ont révélé que les groupes de personnes indépendantes étaient rarement – ou jamais – élus. La plupart adoptaient des positions extrêmes ou se concentraient sur une seule question en particulier. C'est pourquoi iff a développé des « systèmes de travail » permettant de définir ses valeurs fondamentales et une méthodologie de coopération. Lorsqu'il s'est présenté aux élections, iff n'a pas rédigé de manifeste, mais une simple description du fonctionnement participatif qu'il mettrait en place s'il était élu.

Lors des élections locales de 2011, le taux de participation a augmenté de 75 % et iff a remporté dix des 17 sièges du conseil municipal. Il a rapidement bouleversé les règles de fonctionnement, notamment celles du conseil en instaurant des réunions municipales afin de permettre aux citoyens d'exprimer leurs opinions et de participer aux débats. En même temps, l'agenda et la vision du conseil municipal ont été renforcés.

En 2017, iff a remporté les 17 sièges malgré l'opposition de tous les partis politiques des différentes régions. Depuis, les décisions continuent d'être prises en collaboration avec la population, un budget populaire a été instauré et les efforts se poursuivent en vue de réduire les formalités, d'accroître l'engagement et de permettre aux citoyens de retrouver une véritable démocratie. Le parcours d'iff a été lent, mais en constante évolution, s'efforçant de surmonter des années d'oppression alimentées par un système défaillant, soi-disant démocratique.

Les succès remportés par Independents for Frome et ses modes de fonctionnement ont suscité un vif intérêt, inspirant des mouvements connexes dans d'autres petites villes d'Angleterre, telles que Buckfastleigh, Bradford-on-Avon, Monmouth et Alderley Edge.

KOALICJA TAK! [« COALITION TAK! »], ŁÓDZ, POLOGNE

<https://takdlalodzi.pl>

La Coalition TAK! est un mouvement municipaliste de la ville de Lodz, formé en 2017 pour participer aux élections locales de 2018. Il est composé de membres de divers groupes de défense des droits civiques, féministes et politiques nationaux, tels que Gals 4 Gals (Łódzkie Dziewuchy Dziewuchom), Critique politique (Krytyka Polityczna), Inicjatywa Polska et de nombreux militants locaux.

En tant que mouvement, la Coalition TAK! entend développer la qualité de vie, introduire des programmes qui aident les gens à échapper à la pauvreté et à la détresse, et améliorer leurs conditions de vie. Aujourd'hui, Lodz est à certains égards une ville très contrastée en termes de statut économique, de normes de logement et de possibilités éducatives. L'un des principaux problèmes est la gentrification.

TAK! vise à modifier les priorités de la ville en matière d'investissement urbain. Aujourd'hui, Lodz s'intéresse surtout aux grands investissements, tels que les stades et les expositions internationales. Les autorités adaptent la ville à la circulation des voitures particulières, en négligeant les besoins des piétons et la qualité des transports publics. La participation citoyenne est également au point mort.

TAK! organise actuellement avec les citoyens des ateliers ouverts en vue d'établir un programme politique pour la ville. Nous sommes en train de devenir une association civique, et nous avons ouvert un centre social, un espace commun pour dispenser des cours et organiser des rencontres afin que chacun puisse venir, faire part de ses difficultés et partager ses idées.

Nos valeurs fondamentales sont l'égalité et la dignité – pour les minorités, les femmes et les personnes issues de milieux économiques différents – et un niveau de vie décent à garantir à la majorité des citoyens, et pas seulement à une poignée d'entre eux. Nous voulons une ville écologique et accueillante.

LEPSZY GDAŃSK [« UNE GDANSK MEILLEURE »], GDANSK, POLOGNE

www.lepszygdansk.pl

Depuis des années, Gdansk, ville historique et fière, a besoin d'une alternative viable : la création de Lepszy Gdańsk a été la réponse qu'elle attendait : un mouvement populaire progressiste constitué par le peuple et pour le peuple. Nous sommes l'alternative à la vieille politique, aux intérêts acquis et à la politique néolibérale anachronique. Notre objectif fondamental est de renverser les priorités locales qui répondent aux principes constitutifs et statutaires de l'économie sociale de marché.

Les petits investissements régionaux qui profitent aux collectivités sont beaucoup plus importants que les grands projets symboliques. L'éducation ne doit pas faire les frais des politiques d'austérité, mais être l'une des priorités de notre gouvernement local. La politique sociale, comprise comme un ensemble de services communautaires accessibles à la majorité de la population, devrait être un élément courant de la vie quotidienne. La participation, comprise comme un dialogue entre les différents groupes de citoyens et leurs représentants, est une nécessité.

Il faut cesser de brandir la démocratie tel un slogan. Nous aspirons à une véritable révolution dans la prise de décision, à la transparence dans l'action politique, à une gestion économique équilibrée des ressources communales et nous voulons des fonctionnaires véritablement au service de la société. Lepszy Gdańsk s'oppose à la privatisation galopante de la propriété communale et à la détérioration de l'espace urbain, dues à une économie de marché dérégulée et à la subordination aux intérêts des promoteurs immobiliers. Nous voulons des changements réels aux niveaux politique, social et communautaire. Nous voulons une ville meilleure.

Les huit principes de Lepszy Gdańsk sont les suivants :

1. Réactiver l'entrepreneuriat local.
2. Promouvoir des projets d'investissement dans les districts.
3. Faire de la science et de la culture un moteur du développement de la ville.
4. Améliorer la politique des transports urbains.
5. Permettre aux habitants de décider de leur ville.
6. Adapter la politique sociale aux besoins des habitants.
7. Pas de coupes budgétaires dans l'éducation.
8. Limiter la privatisation des ressources et des services municipaux de Gdańsk.

Lepszy Gdańsk est membre fondateur du Congrès des mouvements urbains.

MÁLAGA AHORA [« MALAGA MAINTENANT »], MALAGA, ANDALOUSIE, ESPAGNE

<https://malagaahora.org>

Málaga Ahora n'est ni un parti politique (bien que ce statut juridique ait été utilisé pour la candidature aux élections municipales de 2015), ni une somme d'acronymes, ni un pacte entre organisations. Málaga Ahora est une initiative citoyenne qui vise à rassembler autour de pratiques démocratiques et d'objectifs communs, en comptant toujours sur la participation de citoyens à titre individuel ou dans le cadre de mouvements sociaux, de quartiers, culturels et politiques de la ville. Ce défi nécessite la création de nouveaux espaces d'organisation et de participation sociale afin d'intervenir politiquement sous des formes différentes aux traditionnelles, pour que l'action institutionnelle reflète les véritables demandes des citoyens.

Le travail institutionnel de Málaga Ahora n'est donc qu'un axe parmi d'autres, car l'organisation suit le chemin tracé par les mouvements de quartier, les mouvements sociaux et les citoyens qui réclament depuis des décennies le droit à une ville digne, habitable, plus égalitaire et durable. La confluence et la recherche d'objectifs communs reconnaissent ainsi la richesse et la diversité des différents points de vue et font appel à la coopération pour le bien commun.

Les élections de 2015 ont fait de Málaga Ahora la troisième force politique de la mairie de Malaga, en leur accordant quatre sièges de conseillers (et une députée provinciale, même si nous n'avons concouru que dans la capitale). Trois de ces conseillers étaient des femmes, le système «fermoir» des listes n'ayant pas eu à s'appliquer puisque les primaires en avaient désigné deux en tête de liste.

Il s'agit du premier groupe de l'histoire de la mairie de Malaga à ne compter que des femmes, le conseiller ayant quitté son poste en octobre 2016 pour rester sans étiquette, notamment en raison de son désaccord avec les modes de fonctionnement horizontaux et confluents.

MAREA ATLÁNTICA [« MARÉE ATLANTIQUE »], LA COROGNE, GALICE, ESPAGNE

<https://mareatlantica.org>

Marea Atlántica est une plateforme municipaliste citoyenne qui a vu le jour à La Corogne, une ville maritime de taille moyenne comptant 250 000 habitants. Elle fonctionne comme un espace politique de confluence des partis politiques traditionnels avec des groupes militants et des personnes jusque-là sans affiliation, qui ont accepté de travailler ensemble pour relancer les institutions locales et les mettre au service du bien commun. Les « mareantes » travaillent et participent à Marea Atlántica à titre individuel, indépendamment de tout autre engagement.

Le manifeste (<https://mareatlantica.org/manifesto>) a été le point de départ d'un processus participatif, construit avec générosité et sans protagonistes, aboutissant à la présentation d'une candidature municipaliste aux élections de mai 2015. Marea Atlántica partait de zéro, mais elle est néanmoins arrivée à égalité avec le Parti populaire, obtenant 31 % des voix, ce qui lui a permis de former seule un nouveau gouvernement municipal à La Corogne.

L'arrivée de l'organisation à la mairie ne l'a pas empêchée de poursuivre, en parallèle, son action militante pour la défense des questions prioritaires pour la ville, comme la protection des terrains du port intérieur contre la spéculation. Mais ce travail n'a pas été sans complications politiques et organisationnelles.

Dès le départ, Marea Atlántica a développé sa propre méthodologie de travail, basée sur la confiance, la souplesse et le consensus, dans le but d'éviter les blocages et les désaccords habituels en politique. L'approche féministe est également centrale dans l'organisation, comme en témoignent la parité absolue dans la représentation et la participation des femmes aux assemblées. Nous avons également un code éthique qui régit l'engagement du groupe gouvernemental et énonce clairement quelques principes fondamentaux, parmi lesquels : le radicalisme démocratique, la défense de l'environnement, le respect de la diversité et la lutte pour la justice sociale.

MASSA CRITICA [« MASSE CRITIQUE »], NAPLES, ITALIE

www.massacriticanapoli.org

Massa Crítica est une plateforme citoyenne de néomunicipalisme, née indépendamment de toute velléité de pouvoir. Elle a vu le jour à l'automne 2015 pour prendre part au débat électoral qui allait animer la ville de Naples le printemps suivant. Elle est composée de l'ensemble des citoyens, collectifs, comités, associations et réseaux sociaux qui ont décidé d'entreprendre à Naples un itinéraire politique ouvert sur la ville, dont l'objectif est de construire une grande agora populaire, mettant au centre le désir de débat, de participation et de décision sur la gouvernance du territoire.

L'objectif est d'influencer le mode de gouvernement de nos territoires afin de poursuivre notre résistance active. Cette dernière fait de la ville de Naples un laboratoire exceptionnel d'autogestion ayant permis, dans certains cas, d'influencer l'agenda politique des municipalités. L'objectif est aussi d'ouvrir les lieux du débat politique et de repenser les formes, les méthodes, les contenus et les modalités des relations.

L'ambition de Massa Crítica est de construire un nouveau processus politique, pour rompre avec toutes les expériences passées; un projet basé sur le dialogue entre les différents acteurs et la praxis.

L'idée derrière cette expérimentation consiste, à ce stade, à reprendre la main sur l'avenir de la ville, en lançant un processus dont l'objectif est de surmonter les obstacles que les mouvements sociaux ont rencontrés ces dernières années. Il faut vraiment décider du modèle de développement, du rapport à l'environnement, au travail et à la précarité, thèmes qui sont aujourd'hui abandonnés par les protagonistes de la scène institutionnelle. D'ailleurs, la plateforme s'articule autour de groupes de travail dédiés à la démocratie et à l'autonomie; au travail, aux services et aux finances publiques; à l'environnement, au territoire et au droit à la ville; à la culture, à la formation et à la recherche.

Rassembler tant d'âmes ne signifie pas les uniformiser, comme c'est le cas au sein des partis. Il s'agit de créer des espaces de dialogue qui rendent possible un débat libre et valorisent l'hétérogénéité et l'intelligence collective. C'est l'esprit de l'action commune qui s'est ouvert depuis l'automne 2015 et qui s'est répandu et transformé au fil du temps, mettant à l'actuel ordre du jour de cette expérience trois autres thèmes: la transformation organisationnelle de cette plateforme, la redéfinition du projet politique d'intervention dans le gouvernement – depuis l'extérieur dans un premier temps – et la construction d'un espace politique au sein d'un réseau de villes au niveau européen et international.

MIASTO JEST NASZE [« LA VILLE NOUS APPARTIENT »], VARSOVIE, POLOGNE

<https://miastojestnasze.org>

Fondée en 2013 par un groupe d'activistes sociaux, Miasto jest Nasze est une association civique à but non lucratif basée à Varsovie. Elle est devenue un mouvement urbain important en Pologne. Depuis sa création, elle s'appuie sur le bénévolat de ses membres, extrêmement investis pour améliorer la ville et les conditions de vie de ses habitants. Aujourd'hui, elle compte une centaine de membres d'origines diverses, des personnes nées avant la Seconde Guerre mondiale comme des jeunes encore scolarisés.

Dès le début, Miasto jest Nasze s'est attelée à identifier et à résoudre divers problèmes auxquels Varsovie était confrontée, tels que la planification urbaine chaotique, l'absence de politiques architecturales (par exemple les problèmes liés à la propriété foncière ou à la publicité non contrôlée), ainsi que les défaillances du réseau et de l'infrastructure des transports. L'association dénonce les décisions controversées prises par les autorités locales, met en lumière des exemples de népotisme dans la gestion municipale et veille à ce que l'opinion des citoyens soit prise en compte dans le processus décisionnel. Elle appelle également à la transparence dans toutes les sphères municipales et à la participation civique par le biais de budgets participatifs et de consultations populaires.

Miasto jest Nasze plaide en faveur d'une ville plus verte et conviviale pour ses habitants, insistant sur l'importance du développement durable. Elle joue un rôle crucial de surveillance dans la mesure où elle vérifie que tous les investissements municipaux sont conformes aux principes et aux règlements en matière d'environnement. Elle a été, par exemple, l'une des premières organisations à dénoncer le problème de la pollution atmosphérique excessive à Varsovie et ses effets néfastes sur la santé humaine. La mission d'une ville est d'encourager les initiatives positives qui rapprochent les communautés. C'est pourquoi l'organisation a décidé de participer aux élections municipales de novembre 2014, dont elle est sortie victorieuse dans trois districts de la ville.

MIASTO WSPÓLNE [« VILLE COMMUNE »], CRACOVIE, POLOGNE

<http://miastowspolne.org>

Miasto Wspólne (MW) est un mouvement urbain et une association à but non lucratif basée dans la ville polonaise de Cracovie. Parmi ses objectifs figurent la promotion du droit à la ville, la participation des citoyens à la prise de décision et la transparence. L'association met également l'accent sur la justice sociale et spatiale et sur la démocratisation de la politique municipale. Elle s'efforce d'influencer le processus politique local à travers une série d'activités: mobilisations, protestations, apparitions dans les médias et actions visant à contrôler les activités des autorités municipales. Miasto Wspólne coopère avec d'autres organisations de citoyens pour promouvoir la justice sociale et l'égalité, le développement durable, l'accessibilité aux services publics, la protection de l'environnement et la diversité culturelle. Les membres de l'organisation viennent d'horizons divers: activistes, membres d'ONG, professeurs d'université...

L'association est issue du mouvement Kraków Przeciw Igrzyskom (Cracovie contre les jeux), qui a mené avec succès une campagne contre l'organisation des jeux Olympiques dans la ville. Cette initiative a reçu un soutien populaire considérable et le projet olympique a été rejeté par référendum par près de 70% des électeurs. En 2014, Kraków Przeciw Igrzyskom s'est présenté aux élections locales. Malgré un soutien considérable (7% des voix), les résultats n'ont pas permis d'obtenir une représentation au conseil municipal.

MW est actuellement impliquée dans deux projets liés au logement, à la transparence et à la corruption. Elle fournit des conseils juridiques aux personnes menacées d'expulsion et coordonne le projet « Audit social de restitution », qui s'oppose à la reprivatisation injuste et illégale du logement à Cracovie. Dans le même temps, MW travaille à la formation d'une large coalition citoyenne en vue des élections municipales de 2018.

MUITAS PELA CIDADE QUE QUEREMOS [« NOMBREUSES POUR LA VILLE QUE NOUS VOULONS »], BELO HORIZONTE, BRÉSIL

somosmuitas.com.br

Muitas pela Cidade que Queremos est un mouvement municipaliste et citoyen, né à Belo Horizonte en 2015. Il s'inspire d'autres à travers le monde, d'expériences latino-américaines et des modes d'organisation de certaines communautés brésiliennes traditionnelles. Des militants indépendants et des membres de divers mouvements, collectifs et partis se sont réunis dans une démarche horizontale et collaborative, avec la volonté de prendre part aux élections de manière citoyenne et audacieuse. Ses principes: une politique féministe et antiraciste, la confluence maximale entre les forces du camp progressiste, la diversité, la représentativité, la transparence, la recherche du bien commun et la radicalisation de la démocratie.

Lors des élections municipales de 2016, Muitas a présenté à la ville 12 candidats représentant les femmes, les Noirs, les peuples autochtones, les jeunes, les LGBTIQ, la lutte pour le droit à la ville, la culture ou l'environnement, entre autres. La campagne collective entendait dépersonnaliser la politique. Sa devise: « voter pour un, voter pour tous ». Dans une élection marquée par le rejet de la politique, Muchas a rassemblé autour de sa proposition plusieurs collaborateurs volontaires qui ont investi les rues et les réseaux, amplifiant le désir de bâtir une ville différente par le biais d'une autre politique. Finalement, Áurea Carolina et Cida Falabella ont remporté deux sièges à la mairie de Belo Horizonte, Áurea étant la conseillère municipale la plus plébiscitée de l'histoire de la ville.

C'est ainsi qu'est née la « Gabinetona », le mandat partagé d'Áurea Carolina et Cida Falabella (avec une équipe unique qui travaille main dans la main, dans un espace commun, sans divisions). Grâce à ce mandat ouvert, collectif et populaire, il a été possible d'expérimenter de nouvelles formes d'occupation institutionnelle et d'offrir à la ville des canaux directs de participation et d'accompagnement par la mobilisation sociale, l'éducation populaire, la formation politique et la communication.

NDIFUNA UKWAZI [« OSE SAVOIR »], LE CAP, AFRIQUE DU SUD

<http://nu.org.za>

Ndifuna Ukwazi est une organisation militante à but non lucratif et un centre juridique qui combine la recherche, l'organisation politique et le conseil juridique dans des campagnes pour promouvoir l'accès équitable aux terrains urbains du Cap. Sa mission principale est d'améliorer et de protéger l'accès au logement et de promouvoir une ville intégrée et inclusive.

Elle lutte contre l'apartheid spatial et les inégalités en exerçant des pressions sur l'administration pour contraindre celle-ci à respecter les obligations qui lui incombent, à savoir : assigner des terrains bien situés afin de fournir des logements abordables ; veiller à ce que le secteur privé encourage le logement inclusif. En même temps, Ndifuna Ukwazi cherche à défendre les droits et la sécurité des locataires (travailleurs et citoyens les plus pauvres) contraints de quitter la ville en raison de la hausse des loyers, de la gentrification et des agissements inappropriés des bailleurs.

Ndifuna Ukwazi est l'un des promoteurs de Reclaim the City [« Récupérons la ville »], un mouvement de locataires basé au Cap qui organise des campagnes en faveur des terres et des logements publics, fournit un soutien et des conseils juridiques et occupe les bâtiments publics au nom de la justice et de l'égalité.

NE DA(VI)MO BEOGRAD [« NE LAISSEZ PAS BELGRADE TOMBER/SE NOYER »], BELGRADE, SERBIE

<https://nedavimobeograd.wordpress.com>

L'initiative Ne da(vi)mo Beograd (NDB) [en serbe; Don't let Belgrade d(r)own en anglais; Ne laissez pas Belgrade tomber/se noyer en français] s'inscrit dans le domaine des politiques urbaines et culturelles, du développement urbain durable, de l'utilisation équitable des ressources communes et de la participation des citoyens au développement urbain. En 2014, l'initiative a convergé vers un objectif commun: mettre fin à la dégradation et au pillage de Belgrade au nom de projets urbains et architecturaux mégalomaniaques, en particulier le projet Belgrade Waterfront [« Quais de Belgrade »], par des actions de rue spontanées, un activisme judiciaire et médiatique, des campagnes et des manifestations populaires.

Notre action a d'abord pris la forme d'un acte de désobéissance civile, avec une centaine de participants qui dénonçaient les changements douteux du plan de développement de Belgrade. De nombreuses autres initiatives ont ensuite eu lieu: actions de guérilla, débats publics, diffusion d'analyses et d'informations, participation des médias, publication de bulletins et manifestations qui ont réuni plus de 20000 personnes. Ces actions ont permis de sensibiliser la population et en même temps de faire en sorte que l'opinion publique s'intéresse au développement urbain de Belgrade.

À l'heure actuelle, l'initiative se concentre sur l'élargissement du dialogue au niveau des communautés locales et des quartiers urbains. L'objectif est d'identifier les problèmes, les besoins, les aspirations des citoyens et d'élaborer ensemble des politiques communes visant à améliorer la vie de tous et non d'une minorité privilégiée. Afin de mettre en œuvre ce programme, l'initiative a décidé de participer aux prochaines élections locales de l'assemblée municipale de Belgrade, et, dorénavant, cette nouvelle dimension démocratique sera pleinement intégrée à son action politique.

PARTIYA YEKÍTIYA DEMOKRAT [« PARTI D'UNION DÉMOCRATIQUE »], ROJAVA, KURDISTAN SYRIEN

<http://pydrojava.net/english>

La région majoritaire kurde du nord de la Syrie, le Rojava, abrite un projet unique de démocratie participative. Un territoire un peu plus vaste que la Belgique, en pleine guerre, connaît une profonde révolution sociale et met l'accent sur l'égalité économique, la tolérance religieuse, l'inclusion ethnique, le collectif combiné à la liberté individuelle, l'écologie et le féminisme radical.

Le système politique du Rojava est basé sur un paradigme appelé « confédéralisme démocratique », conçu par le leader kurde Abdullah Öcalan, emprisonné à ce jour. Ce système revendique non pas un État kurde distinct, mais une autonomie gouvernementale pour faire face au génocide infligé pendant des décennies au peuple kurde par l'État syrien.

Au Rojava, les femmes doivent représenter 40 à 50 % des membres de la société civile ou de l'organe de gouvernement, et tout poste exécutif ou législatif doit être codirigé par une femme. L'ensemble des membres de la communauté peuvent participer à la prise de décision au sein de leur « commune » locale de 30 à 40 familles. Le conseil de chaque commune envoie des représentants au conseil de village, une entité composée de 7 à 30 communes. À son tour, le conseil de village envoie des représentants élus au conseil populaire de district, qui envoie ensuite des délégués au quatrième niveau, le conseil populaire du Kurdistan occidental (MGRK). Le MGRK élit les membres du Mouvement pour une société démocratique, ou TEV-DEM, chargé de coordonner les décisions entre les trois cantons du Rojava. À chacun des quatre niveaux se trouvent des commissions citoyennes sur les femmes, la défense, l'économie, la politique, la société civile, la justice, l'idéologie et la société libre.

Chaque niveau du système de conseils dispose d'un conseil des femmes distinct, formé par le Kongera Star, qui organise des activités de formation pour l'autonomisation des femmes. Les décisions de ce conseil prévalent concernant toutes les questions liées aux femmes. En conséquence, les idées féministes et anticapitalistes, ainsi que la notion de vie écologique, gagnent du terrain dans toute la société et des théories sont développées à travers un nouveau paradigme appelé « jinéologie », la science des femmes.

PORTLAND ASSEMBLY [« ASSEMBLÉE DE PORTLAND »], PORTLAND, OREGON, ÉTATS-UNIS

<https://www.facebook.com/pdxorassembly>

L'Assemblée de Portland œuvre en faveur de la transformation sociale *via* des programmes de quartier, l'éducation, la création de coalitions et l'action directe. Elle vise à dépasser les traumatismes profonds et permanents issus du patriarcat, du colonialisme, du capitalisme et de tous les systèmes hiérarchiques de domination. Pour ce faire, elle encourage la création de réseaux de soutien mutuel et de systèmes à double pouvoir favorisant le bien-être de tous et donnant la parole aux personnes des secteurs les moins favorisés de la société.

La principale mission de l'Assemblée de Portland consiste à créer des conseils d'action pour le voisinage (CAV), c'est-à-dire des groupes autonomes fondés sur la démocratie directe qui se réunissent régulièrement pour aborder ensemble les problèmes qui les concernent et trouver des solutions spécifiques à leurs territoires. Les CAV sont un espace où les gens peuvent se rencontrer, partager des idées et mener des analyses conjointes par l'étude et le débat, puis planifier et agir. Ils présentent leurs propositions lors des réunions mensuelles du groupe des porte-parole, que ce soit pour solliciter des ressources, pour en proposer, ou encore pour présenter leur projet à d'autres conseils de quartier qui pourraient vouloir le partager. L'organisation de quartier offre un moyen de mettre en place des solutions pratiques, accessibles et qui émanent des citoyens.

Les CAV permettent à l'Assemblée de Portland d'encourager les relations de solidarité entre les collectifs et les individus des communautés, en privilégiant les propositions centrées sur le quartier, telles que l'utilisation partagée des ressources, la formation pour le plaidoyer communautaire, l'ouverture d'espaces d'hébergement et diverses activités éducatives. Des manuels et des systèmes de gestion de processus ont été élaborés, ils sont évolutifs et peuvent être appliqués à l'ensemble du réseau.

L'objectif est de promouvoir l'amélioration des communautés, que ce soit par l'entraide, la garde des enfants, l'autodéfense, la réduction des risques ou l'éducation. Il est essentiel de renforcer la sécurité des habitants contre le risque de harcèlement, d'expulsion et de violence policière. À l'heure actuelle, les CVA de toute la ville s'attellent au travail considérable d'organisation de leurs communautés.

PROJET MONTRÉAL, MONTRÉAL, QUÉBEC, CANADA

www.projetmontreal.org

Projet Montréal est un parti politique municipaliste fondé en 2004. Véritable parti démocratique, il prône le développement durable, des politiques urbaines à échelle humaine, des services publics performants, l'accessibilité, l'inclusion, l'intégrité, la transparence et la démocratie participative.

Après avoir gagné en popularité au fil des élections depuis 2005, Projet Montréal a finalement obtenu la majorité au conseil municipal de la ville lors des élections de 2017. Valérie Plante, à la tête du parti, est ainsi la première femme en 375 ans d'histoire de Montréal à devenir maire.

Projet Montréal est un parti politique à fonctionnement ascendant. Dans chaque district, ses membres peuvent former des associations locales pour discuter des politiques à adopter, ou encore organiser des mobilisations et des événements sur des sujets qui les intéressent. Les associations locales, comme le conseil d'administration du parti, sont composées de bénévoles élus annuellement par leurs pairs.

Le fonctionnement interne du parti est fondamentalement démocratique. L'égalité entre les femmes et les hommes, ainsi que l'intégration et la représentation des habitants dans toute leur diversité, font partie intégrante de ses principes et objectifs. Par exemple, lors des dernières élections, le parti a présenté 50 % de candidates sur ses listes, et 40 % des candidats provenaient de divers groupes non majoritaires.

Les membres du parti croient fermement que le changement et l'innovation passent principalement par des actions locales. Dans chaque quartier, Projet Montréal encourage la participation des citoyens aux affaires publiques par le biais de consultations populaires. Le parti soutient et protège également le caractère unique de chacun des quartiers de Montréal, donnant aux conseils de quartier suffisamment d'autonomie pour décider de leurs propres politiques et priorités en matière de services de proximité. Cela permet aux autorités locales de trouver des solutions créatives aux problèmes urbains que rencontrent les citoyens dans leur quotidien.

RASSEMBLEMENT CITOYEN DE LA GAUCHE ET DES ÉCOLOGISTES, GRENOBLE, FRANCE

<http://unevillepourtous.fr>

Le Rassemblement citoyen de la gauche et des écologistes est une alliance formée à Grenoble en 2013 par des citoyens engagés dans des mouvements sociaux. Elle est soutenue par des partis politiques: EELV (Europe Écologie Les Verts) et le Parti de Gauche, grâce à plusieurs mouvements sociaux locaux. Son manifeste « 120 engagements », élaboré à travers la participation citoyenne, poursuit trois objectifs principaux: renouveler la démocratie locale, renforcer le bouclier social écologique, et faire de Grenoble une ville où il fait bon vivre. L'organisation a remporté les élections municipales en mai 2014, formant un gouvernement majoritaire sous la direction du maire Éric Piolle.

C'était la première fois qu'une équipe composée exclusivement d'écologistes, de représentants de la gauche et de mouvements sociaux réussissait à gouverner une ville de la taille de Grenoble (170000 habitants). Les deux principaux partis nationaux, le Parti socialiste et Les Républicains, siègent dans l'opposition. Le projet a pour objectif de démontrer que des alternatives sont possibles et de faire l'expérience d'une transition sociale et écologique à l'échelle de la ville. En un sens, depuis 2014, la ville alpine est devenue un laboratoire qui ouvre la voie aux réformes et aux projets.

Certaines de ces réformes, comme l'interdiction de l'affichage dans les espaces publics, ont attiré l'attention de la communauté internationale, mais la mission principale du Rassemblement est de montrer qu'une autre politique publique est possible, en phase avec l'émergence d'un nouveau modèle de société désormais inévitable. Les exemples sont nombreux, bien que moins connus: il s'agit de la limitation de la hauteur des nouveaux bâtiments, la protection de la nappe phréatique, la promotion de menus biologiques dans les écoles, la limitation de la vitesse à 30 km/h, la création de nouveaux espaces verts dans la ville, l'augmentation des taxes locales, ou encore l'accueil des migrants.

RICHMOND PROGRESSIVE ALLIANCE [« ALLIANCE PROGRESSISTE DE RICHMOND »], RICHMOND, VIRGINIE, ÉTATS-UNIS

<https://www.richmondprogressivealliance.net>

Richmond est une ville de 110 000 habitants située dans l'État de Californie. Richmond Progressive Alliance (RPA) est une organisation multiraciale axée sur la résolution de divers problèmes, en particulier ceux qui touchent la classe ouvrière. Elle présente des candidats aux élections municipales (dix sièges sur 16 depuis 2004) et organise des campagnes locales en faveur de la justice sociale et de la protection de l'environnement.

La RPA est à la fois une formation électorale, une organisation d'affiliés, une coalition de groupes communautaires et une pièce maîtresse de l'éducation populaire et de la mobilisation citoyenne autour de problématiques variées. Inhabituelle dans le paysage de la gauche américaine fragmentée et marginale, la RPA comprend des membres dissidents du Parti démocrate, des socialistes, des indépendants et des affiliés de partis tiers, tels que les Verts de Californie ou le Parti pour la paix et la liberté.

Les candidats de la RPA se distinguent localement par leur refus des dons d'entreprises, bien qu'ils acceptent le soutien des syndicats progressistes. L'Alliance compte sur les cotisations de ses membres et le prosélytisme de porte à porte pour élargir sa base de sympathisants. L'année des élections, des dons individuels et de modestes fonds publics lui permettent de promouvoir ses candidats au conseil municipal et au poste de maire. La RPA a des alliés au sein des syndicats et des communautés, créant ainsi une forte synergie entre les militants des conseils municipaux et les organisations de base.

Le succès organisationnel de l'Alliance réside dans le rapprochement des personnes, l'adoption d'une plateforme commune et la présentation de candidats qui refusent tout don des entreprises et sont toujours disposés à rendre des comptes à ceux qui les ont choisis. Une fois élus, les candidats de la RPA utilisent leur position de maire ou d'échevins pour mobiliser la communauté contre l'énorme influence politique de Chevron, le principal employeur de la ville, comme pour d'autres questions d'intérêt particulier.

La RPA ne se contente pas de présenter sa candidature tous les deux ou quatre ans, au moment des élections; chaque année, 400 membres cotisants participent à des activités liées aux droits des travailleurs et des migrants, à la justice environnementale, au logement, à l'accessibilité, à la responsabilité de la police, à la fiscalité du commerce équitable, à la santé communautaire et à la protection environnementale. L'Alliance est affiliée à Our Revolution [« Notre révolution »].

SEATTLE PEOPLE'S PARTY [« PARTI POPULAIRE DE SEATTLE »], SEATTLE, WASHINGTON, ÉTATS-UNIS

<https://seattlepeoplesparty.com>

Le Seattle People's Party (SPP) est une organisation politique citoyenne, centrée sur la communauté et dirigée par des habitants qui exigent une plus grande participation et davantage d'équité. Le SPP a été créé sous la forme d'une coalition d'organisations populaires en réaction à l'élection du 45e président [Donald Trump, NdE] et à la politique du Parti démocratique favorable aux entreprises. À la demande de la communauté, le SPP a présenté Nikkita Oliver, artiste, avocate, éducatrice et organisatrice locale, comme candidate aux élections municipales de 2017. Elle a organisé sa campagne électorale autour d'un programme centré sur l'accès au logement, la réduction de la gentrification et des déplacements forcés consécutifs aux exactions policières et, enfin, sur les sans-abri. Le SPP accorde la priorité aux besoins de la population, en particulier à ceux des groupes les plus marginalisés, notamment les femmes, les personnes de couleur, la communauté LGBTIQ, les migrants, les locataires et les pauvres.

Le SPP reconnaît le caractère souvent corrompu de la politique traditionnelle, mais il perçoit les élections municipales comme un outil pouvant permettre à la population de transformer les institutions de manière à renforcer l'équité, la justice et la démocratie.

Le Seattle People's Party est né d'un profond manque de confiance dans la politique traditionnelle, associé à la nécessité et au désir de trouver des solutions. Il s'efforce de combler le fossé entre la politique et le peuple en promouvant une organisation politique répondant en permanence de ses actes devant tous les habitants et toutes les communautés. Le SPP sait que les communautés, en particulier les plus marginalisées, attendent des réponses aux défis et aux problèmes auxquels elles sont confrontées; c'est pourquoi il entend coopérer avec les communautés de Seattle pour concevoir des stratégies politiques équitables et trouver des solutions dans une démarche favorable aux intérêts des citoyens et non au profit et aux entreprises.

Le Seattle People's Party continue de s'organiser et de se développer en vue des prochaines élections municipales, et de lutter en faveur d'une justice pour tous.

TAKE BACK THE CITY [« REPRENDRE LE CONTRÔLE DE LA VILLE »], LONDRES, ROYAUME-UNI

<http://takebackthecity.org>

Take Back the City (TBTC) plaide en faveur d'une ville plus juste et meilleure pour tous. Il vise à donner un poids politique aux communautés marginalisées pour renforcer la démocratie et la diversité de Londres. La stratégie adoptée consiste à générer du pouvoir en utilisant les ressources déjà disponibles (la communauté, la créativité et la solidarité) et à réduire l'influence des grandes entreprises et des politiciens trop souvent éloignés des besoins de la population.

Take Back the City a été créé en 2015 par un groupe de Londoniens désenchantés, qui ont décidé de s'organiser pour s'attaquer ensemble aux problèmes et aux injustices de la ville. La plateforme a mené un vaste processus pour mieux comprendre les changements voulus par les habitants de Londres. En avril 2016, les différentes idées et revendications ont été rassemblées dans un Manifeste du peuple qu'Amina Gichinga a utilisé comme programme lors de son élection à la Greater London Authority (GLA). Bien qu'aucun siège n'ait été obtenu, la campagne a mis en évidence les problèmes de la hausse des prix du logement, du racisme policier, des salaires insuffisants et du traitement tristement célèbre des migrants et des jeunes à Londres.

Bien qu'ils ne s'identifient plus comme un parti politique, les membres du TBTC concentrent leur énergie sur le renforcement du pouvoir des communautés, en étant attentifs aux problèmes du quotidien et en tentant de trouver des solutions. En 2018, le TBTC s'attelle à l'élaboration de manifestes populaires locaux en vue des élections municipales de mai pour contraindre les politiciens et les représentants locaux à tenir leurs promesses. Il s'efforce également de créer un espace où les communautés marginalisées peuvent exprimer leurs besoins, leurs craintes et leurs idées, pour ainsi les soutenir dans leur lutte contre les systèmes qui les ont marginalisées. Le TBTC exige l'égalité pour tous et s'oppose à toute forme d'oppression, qu'elle soit fondée sur la race, le sexe, la classe sociale, le genre, la sexualité, l'âge ou le handicap.

TERRASSA EN COMÚ [« TERRASSA EN COMMUN »], TERRASSA, CATALOGNE, ESPAGNE

<https://terrassaencomu.cat>

Terrassa En Comú est une plateforme municipaliste créée en octobre 2014 par des citoyens et des militants de divers mouvements sociaux. Le programme électoral de Terrassa En Comú a été élaboré dans le cadre d'un processus participatif ouvert aux citoyens. Ses priorités politiques sont la radicalisation de la démocratie et de la transparence, la garantie des droits sociaux, notamment le droit au logement, la remunicipalisation de l'eau, la reprise du contrôle des services publics, la réduction des inégalités entre quartiers. Terrassa En Comú a obtenu 16 000 voix lors des élections municipales de mai 2015, soit six sièges au conseil municipal. Elle représente ainsi la deuxième force politique de la ville.

Terrassa En Comú est structurée sous forme de « confluence », c'est-à-dire qu'elle rassemble des personnes indépendantes et des membres de mouvements et partis politiques locaux autour d'un projet nouveau qui donne la priorité aux objectifs communs au-delà des acronymes. Conformément à cette philosophie, les activistes de Terrassa En Comú participent de manière individuelle et non pas au nom du parti ou du groupe auquel ils appartiennent.

Terrassa En Comú est donc un projet né d'une lecture de la réalité à un instant donné, analysant cette réalité comme étant un moment exceptionnel de l'histoire, une situation d'urgence à laquelle il fallait répondre et une situation d'inertie qui confinait à la paralysie. Ce contexte exigeait un projet de changement plaçant les institutions au service des citoyens.

VALÈNCIA EN COMÚ [« VALENCE EN COMMUN »], VALENCE, COMMUNAUTÉ VALENCIENNE, ESPAGNE

<http://valenciaencomu.org>

València En Comú est une plateforme municipaliste de la ville de Valence créée fin 2014 grâce au soutien de plusieurs collectifs et de Podemos lors des élections de mai 2015. À l'issue de celles-ci, València En Comú a obtenu trois sièges clés, véritable changement après 24 ans de règne du Parti populaire de Rita Barberá. València En Comú n'a contracté aucun type de prêt bancaire, ni pour ces élections ni pour son fonctionnement général. Avant la campagne électorale de 2015, des obligations avaient été émises pour encourager le financement collectif, dont le montant a ensuite été restitué à ceux qui les avaient acquises. Fin 2015, le processus d'élaboration d'un programme basé sur le droit à la ville et d'un code éthique établi, entre autres, un plafond de rémunération pour les postes publics, plus proche des salaires des citoyens ordinaires. Les soldes dépassant cette limite sont consacrés au financement des projets sociaux de la ville.

Au sein de la mairie, València En Comú coordonne les domaines liés à la participation, aux droits et à l'innovation démocratique, à l'éducation et à la jeunesse, aux énergies renouvelables et au changement climatique, à l'action culturelle, au patrimoine et au logement. À l'heure actuelle, les trois conseillers du groupe municipal sont María Oliver, Berto Jaramillo et Neus Fábregas.

La plateforme est structurée comme un espace de rencontre entre des militants de différents mouvements sociaux, comme Podem València, et les groupements de quartier ou de district. À cet effet, il dispose d'un conseil de coordination composé des trois conseillers, de cinq personnes élues directement par la plénière de València En Comú et de quatre autres élues par le conseil citoyen municipal de Podem València.

VECINOS POR TORRELODONES [« VOISINS DE TORRELODONES »], TORRELODONES, MADRID, ESPAGNE

<http://vecinosportorrelodones.org>

Vecinos por Torreldones est une plateforme municipaliste fondée en avril 2007 par un groupe de citoyens de Torreldones, une petite ville de 23 000 habitants située près de Madrid. Aucun des membres n'avait eu auparavant de contact avec la sphère politique, mais tous étaient préoccupés pour leur ville, gouvernée depuis 25 ans par le même parti (Parti populaire). Ils partageaient le même désaccord vis-à-vis des politiques municipales et leur volonté première était d'empêcher la mise en œuvre d'un plan de développement de 3 500 logements et la construction d'un terrain de golf dans une zone à haute valeur écologique, approuvés à l'unanimité par le conseil municipal dans les années 1993-1997.

Lors des premières élections auxquelles la plateforme a participé, en 2007, Vecinos por Torreldones a obtenu 23 % des voix et quatre sièges au conseil municipal. Lors des élections de 2011, elle a reçu le soutien de 37 % des électeurs et obtenu neuf sièges qui lui ont permis de former un gouvernement minoritaire. En 2015, la plateforme a obtenu 50,3 % des voix et 12 sièges, formant ainsi un gouvernement majoritaire.

Les principaux piliers de la plateforme sont l'information, la transparence, la participation et la transversalité dans la prise de décision locale. Elle a décalé les réunions du conseil municipal à l'après-midi et les a diffusées sur Internet, dans le but de faciliter la participation et leur suivi. Elle a mis en place un bureau de services aux résidents pour répondre aux demandes de ces derniers (environ 3 000 par an). Les informations financières de la municipalité sont publiées en ligne et accessibles à tous, permettant aux citoyens de savoir comment les impôts sont utilisés. Dans le même temps, elle a encouragé la participation aux politiques concernant la mobilité, le sport, l'accompagnement des jeunes, les budgets et l'urbanisme.

VILA-SECA EN COMÚ [« VILA-SECA EN COMMUN »], VILA-SECA, CATALOGNE, ESPAGNE

<http://vilasecaencomu.org>

Vila-seca En Comú est une plateforme politique municipaliste composée d'un groupe de citoyens d'origines, de milieux, de parcours et d'expériences militantes variés. Tous ont décidé de s'unir pour former une organisation politique souveraine dans le but de se présenter aux élections municipales de mai 2015. L'objectif était de passer de l'indignation à la construction d'une alternative transformatrice, par la constitution d'un groupe d'électeurs qui leur a permis d'obtenir une représentation à la mairie de Vila-seca et de s'imposer comme troisième force politique de la ville.

Depuis lors, ils ont montré qu'il était possible de créer une organisation plus ouverte, participative, démocratique, horizontale et transparente, et de faire de la politique autrement, de manière plus juste et socialement engagée.

Vila-seca En Comú a mis en place une organisation politique fonctionnant par assemblées, ouverte à l'ensemble de la population, centrée sur les citoyens et dirigée par tous ceux qui la composent.

Son action institutionnelle a fait des Droits de l'homme et des politiques sociales et de développement durable des axes de travail prioritaires. Nous encourageons les actions visant : à garantir la justice sociale et la redistribution fiscale dans le cadre des compétences de la sphère locale ; à promouvoir des politiques actives d'emploi efficaces ; et à renforcer les services sociaux, les soins aux personnes dépendantes, l'intégration, la santé, l'éducation et l'égalité des sexes.

Vila-seca En Comú s'efforce de rendre le fonctionnement de la mairie véritablement participatif, à travers la décentralisation des services, la déconcentration des décisions, la mise en place de budgets participatifs et un plan d'action municipal approuvé par les citoyens, en lien avec les mouvements sociaux et qui réponde aux revendications des habitants.

La plateforme s'est également efforcée d'améliorer la mobilité et d'éliminer les obstacles architecturaux, en privilégiant les attentes de la population par rapport aux intérêts privés. Ainsi, elle a collaboré activement à l'amélioration du réseau de transports publics et continue de travailler pour l'aligner au mieux sur les besoins des habitants.

WEBRUSSELS [« NOUS BRUXELLES »], BRUXELLES, BELGIQUE

www.webrussels.org

WeBrussels est un groupe de personnes fatiguées de la façon dont les partis politiques traditionnels prennent les décisions, en faisant peu de cas des attentes et de la participation des citoyens. Elles veulent un changement radical et prônent un système de démocratie participative dans la ville.

Pourquoi WeBruxelles? Parce que la société dans laquelle nous voulons vivre est incompatible avec le système politique actuel. L'inertie n'est tout simplement pas une option. Il est nécessaire de transcender l'existant, pour expérimenter et créer quelque chose de nouveau.

WeBrussels conçoit et expérimente des méthodes démocratiques plus souples, plus réactives et transparentes. L'objectif est de travailler avec les communautés, de les soutenir et de renforcer leur pouvoir. WeBrussels s'appuie sur les solutions et les idées générées et souhaitées par la société civile. Il s'agit d'une plateforme participative qui entend donner du poids aux initiatives citoyennes par le biais du vote.

WeBrussels s'appuie sur l'intelligence collective et favorise les approches citoyennes pour responsabiliser tous ceux qui rejoignent le mouvement. Ses membres se réunissent régulièrement de manière à faire le point sur les initiatives individuelles et les efforts collectifs, en vue d'articuler les différentes actions autour d'un objectif commun. En raison du caractère unique d'une ville comme Bruxelles (l'une des plus internationales au monde et la « capitale » de l'Union européenne), ils ont également décidé de concentrer leurs efforts sur l'attrait du « vote expatrié », offrant une nouvelle raison de participer aux élections à tous les migrants de l'UE et du monde qui se rassemblent ici. WeBrussels veut que tous les Bruxellois réinventent la politique et se réapproprient les concepts municipalistes pour nourrir la réflexion nécessaire à la révolution politique dont l'Europe a tant besoin.

WORKING FAMILIES PARTY [« PARTI DES FAMILLES TRAVAILLEUSES »], ÉTATS-UNIS

<https://workingfamilies.org>

Fondé à New York en 1998 par une coalition d'organisations communautaires, de syndicalistes et de représentants élus, le Working Families Party (WFP) compte aujourd'hui des centaines de milliers de sympathisants au sein de sa communauté aux États-Unis. Depuis le soutien apporté à la campagne électorale de Bernie Sanders, le WFP n'a cessé de croître et a fait de l'élection d'une nouvelle génération de dirigeants progressistes un de ses principaux objectifs.

Le WFP n'est pas simplement une plateforme municipaliste, mais c'est au niveau municipal qu'il a remporté la plupart de ses grandes victoires, depuis la montée de Bill de Blasio jusqu'au bureau du maire de New York, en passant par la campagne en faveur du nouveau maire progressiste d'Albuquerque, au Nouveau-Mexique.

Certaines de ses victoires récentes ont eu lieu dans des villes du sud des États-Unis, une région porteuse d'une longue tradition d'activisme progressiste et de défense des droits civils, mais souvent associée au « pays de Trump ». Le WFP a travaillé avec des militants locaux dans plusieurs villes du Sud et il a récemment joué un rôle important dans la victoire de candidats progressistes à Birmingham (Alabama), Jackson (Mississippi), Charlotte (Caroline du Nord) et à La Nouvelle-Orléans. Un observateur politique du Sud est même allé jusqu'à dire que « l'événement le plus incroyable de 2017 est peut-être que le Working Families Party se soit imposé silencieusement comme un acteur majeur de la politique municipale dans le Sud ».

Mais que se passe-t-il après les élections ? Les élus progressistes ont besoin de soutien et d'outils politiques pour apporter des changements progressistes. C'est pourquoi le WFP encourage ses représentants élus à rejoindre Local Progress, le seul réseau de représentants municipaux progressistes à travers le pays.

Local Progress encourage la mise en œuvre de politiques publiques sur des questions telles que la justice économique, les droits des migrants, la justice raciale et la durabilité au niveau local ; des questions de gouvernance trop souvent ignorées par le mouvement progressiste aux États-Unis.

ZAGREB JE NAŠ! [« ZAGREB NOUS APPARTIENT! »], ZAGREB, CROATIE

www.zagrebjenas.hr

Zagreb je NAŠ! (ZJN) est une plateforme politique municipaliste créée début 2017. Elle défend les principes de justice sociale et politique pour la ville. Elle vise à coordonner différentes formations politiques et écologiques de gauche, ainsi que des citoyens, afin d'accéder à la mairie et ainsi constituer une organisation politique enracinée dans la ville. La plateforme repose sur la conviction que la ville doit être gouvernée par ceux qui supportent les conséquences des décisions politiques et que les ressources de la ville doivent être utilisées pour améliorer la vie de ses citoyens, tout en plaidant pour une autonomie gouvernementale.

En mai 2017, ZJN a formé une coalition avec quatre autres partis politiques: Nova ljevica (Nouvelle Gauche), Radnicka Fronta (Front des travailleurs), ORAH et Za Grad For The City. La coalition a remporté quatre sièges à l'assemblée municipale de Zagreb et 68 sièges au sein des conseils de quartier et de district de la ville. Durant la campagne, la coalition a utilisé le nom de Zagreb je NAŠ!

ZJN rassemble des personnes luttant contre les privatisations, des militants syndicaux, des travailleurs publics et culturels, ainsi que tous ceux qui veulent s'impliquer dans la vie de leur quartier. La plateforme s'articule autour de groupes de décision, conseillés par des groupes de travail, dont certains des membres se recourent. Elle dispose d'un groupe exécutif, de groupes de soutien en plénière, de groupes de travail thématiques et de groupes de quartier au sein desquels les membres de la plateforme travaillent directement avec les militants et agissent avec les habitants de ces districts.

ZJN a été influencée et inspirée par le mouvement municipaliste émergent en Europe et dans le reste du monde. Elle prône également la féminisation de la politique, et donc le respect de la parité sur leurs listes électorales et la promotion de mesures qui accordent une attention particulière aux droits des femmes, de la communauté LGBTIQ et des minorités.

ZARAGOZA EN COMÚN [« SARAGOSSE EN COMMUN »], SARAGOSSE, ARAGON, ESPAGNE

<https://zaragozaencomun.com>

Né en 2014, Zaragoza En Común est un rassemblement de citoyens, d'activistes et d'organisations politiques, animés par l'envie de restituer les villes à leurs habitants.

Zaragoza En Común est structuré autour d'une coordination, d'une assemblée plénière et d'une assemblée citoyenne. Il s'articule en groupes de travail sectoriels et de quartier, ouverts et participatifs, qui élaborent le programme électoral ainsi que les politiques qui, depuis mai 2015, ont été menées par le groupe municipal et le gouvernement de la mairie de Saragosse. Zaragoza En Común travaille en faveur d'une pensée collective, dont l'objectif est de construire en commun.

Zaragoza En Común prône une nouvelle politique au service des intérêts de la majorité, libérée de ceux de l'oligarchie urbaine, financière et énergétique. Elle considère que les changements commencent dans la ville, par le biais d'une révolution démocratique destinée à récupérer le droit à la ville, pour y vivre, la concevoir, la construire et la gouverner comme citoyens, en imaginant tous ensemble d'autres moyens, un autre quotidien, un autre espace, une autre culture. Elle estime que ce sont le bien-être et la qualité de vie qui doivent guider son action, c'est pourquoi le soin et la durabilité sont au centre de l'action politique et transparaissent dans notre organisation.

Le modèle de ville proposé par Zaragoza En Común s'articule autour de la lutte contre les inégalités, la prise en charge des services publics, le micro-urbanisme, l'assainissement des comptes municipaux, l'investissement dans les quartiers, la lutte contre le changement climatique, la participation et la culture, comme axe transversal.

Dans le contexte de la grave crise économique qui, depuis 2008, a frappé de manière particulièrement sévère l'économie de la ville, l'un des principaux enjeux politiques de Zaragoza En Común est la remunicipalisation, une formule qui permet aux services d'être gérés directement par les administrations publiques municipales, donnant lieu à des économies plus importantes, à une plus grande qualité de services et à de meilleures prestations. À Saragosse, la remunicipalisation se heurte aux grandes entreprises, aux pouvoirs économiques et aux médias traditionnels, ainsi qu'aux partis politiques qui servent leurs intérêts.

REMERCIEMENTS

Cette publication est certainement la manifestation la plus tangible à ce jour du mouvement municipaliste mondial. Inspiré par la réunion des « Villes Sans Peur » qui s'est tenue à Barcelone du 9 au 11 juin 2017 et à l'image de la philosophie du travail en réseau, cet ouvrage a été rédigé conjointement par 144 collaborateurs de 54 villes du monde entier, dont des maires, des conseillers municipaux, des militants et des spécialistes politiques.

La Commission internationale de Barcelona En Comú, qui a coordonné ce processus, tient à remercier les personnes suivantes pour leurs commentaires, leurs critiques constructives et leurs contributions à la boîte à outils politique et organisationnelle :

Adrià Alemany
Agnès Petit
Alberto de Nicola
Alberto Labarga
Alberto Recio
Alejandra Calvo
Alessandro Scarnatto
Álvaro Porro
Angelina Kussy
Angello Ponziano
Annie Morin
Antonio Calleja
Arturo Losada
Bea Martínez
Caio Tendolini
Carla Ruffini
Christopher Gepp
Clare Walden
Cris Mañas
Daniel Cao
David Balbas
David Bravo
Elena Tarifa
Elisabet Sánchez
Eloi Badia
Emily Clancy
Enric Barcena
Enric Pons
Ercan Ayboga
Eric Recoura
Eunate Serrano

Federico Alagna
Federico Gatti
Francesc Magrinyà
Franco Ingrassia
Gabriela Alacid
Giulia Follo
Guilherme Serodio
Guy Oron
Iva Marcetic
Ivan Lam
Jaume Asens
Javier Miranda Baz
Juan Romero Raposo
Justina Koscinska
Laia Bertran
Laia Rosich
Lara Salgados
Laura Calbet
Lucia Martín
Manuel Salinas
Mar Jiménez
Marcelo Expósito
Marie Depelteau-Paquette
Marina López
Marina Vicen
Mariona Pascual
Marta Cruells
Marta G. Franco
Marta Nalin
Marta Vallverdú
Mayo Fuster

Miguel Penas
Milica Lekovic
Monica Bertran
Nahum Mann
Nikita Bashmakov
Oriol Sorolla
Pedro Salinas
Peter MacFadyen
Rana Khoury
Raul Royo
Roberto Andres
Roberto Andrés
Sandra Salvador
Sarita Pillay
Sergi Caravaca
Sergi Cutillas

Sergio Espin
Silvia Giuntinelli
Sílvia Gla
Simon Thorpe
Simona Levi
Steve Early
Steve Hughes
Steven Forti
Susanna Segovia
Sylvia Fredriksson
Vanessa Maxé
Weronika Smigielska
Xabier Barandiaran
Ximo Balaguer
Xristina Moschovidou
Yagmur Sutcu
Ysabel Torralbo

Un grand merci à Marta Junqué Surià pour sa gestion rigoureuse du processus rédactionnel et éditorial, et pour sa capacité à nous convaincre que ce livre verrait le jour, même lorsque cela paraissait impossible.

Merci également au groupe de coordination du guide pour son soutien indéfectible concernant les décisions relatives à la publication et, en particulier, à Kate Shea Baird sans qui le livre n'aurait pas pu être publié conformément à nos attentes.

Nous tenons également à remercier le premier adjoint au maire de Barcelone, Gerardo Pisarello, pour son engagement à toute épreuve en faveur de l'internationalisation du mouvement municipaliste, son soutien politique à la rencontre des « Villes Sans Peur » et la publication de ce livre.

Enfin, nous voudrions exprimer notre sincère gratitude aux organisations suivantes sans lesquelles la rencontre et le *Guide du municipalisme* n'auraient pas pu voir le jour :

- FPH – Fondation Charles Léopold Mayer
- Guerrilla Foundation
- European Culture Foundation
- Fundación Avina
- Karibu Foundation
- EDGE Funders Alliance

